

Abstimmung. — *Votation.*

**Definitiv:**

Für den Antrag der Kommissionsmehrheit, d. h.  
für Annahme des Bundesbeschlusentwurfes in globo  
90 Stimmen  
Für den Antrag Bonhôte-Fritschi (Zustimmung  
zur Initiative) 48 Stimmen

An den Ständerat.  
(Au Conseil des Etats.)

**Sitzung vom 4. Juni 1919,  
vormittags 8 Uhr.**

*Séance du 4 juin 1919, à 8 heures  
du matin.*

Vorsitz: }  
Présidence: } Hr. Häberlin.

### **987. Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme zum Volksbegehren).**

**Suppression de la justice militaire (Préavis sur l'initiative  
populaire).**

(Siehe die Verhandlungen des Ständerates, Seite 85 ff.)  
(Voir les débats du Conseil des Etats, page 85 et suiv.)

M. Maunoir, rapporteur français de la majorité de la commission. Monsieur le président et Messieurs les députés. Le 8 août 1916, la direction du parti socialiste suisse a remis à la chancellerie fédérale une demande d'initiative concernant l'introduction d'un article 58bis dans la constitution fédérale (suppression de la justice militaire), appuyée par 120.400 signatures, dont après vérification 118.996 ont été déclarées valables.

La demande d'initiative a la teneur suivante:  
« La disposition ci-après, insérée comme article 58bis, est introduite dans la constitution fédérale:

La justice militaire est supprimée. Les délits visés par le code pénal militaire seront déferés, pour l'instruction et le jugement, à la justice ordinaire du canton dans lequel ils ont été commis.

La procédure à suivre est fixée par le code de procédure en vigueur dans le canton.

Le jugement rendu en dernier ressort par le tribunal du canton peut être déferé au Tribunal fédéral par un pourvoi en cassation.

Les arrêts infligés comme peine disciplinaire ou d'ordre ne peuvent excéder dix jours. La peine ne peut être aggravée ni par une réduction de l'alimentation ni par le retrait de la lumière du jour.

Le droit de porter plainte contre une peine disciplinaire est garanti; l'exercice de ce droit ne peut entraîner aucune punition. »

Le 27 octobre 1916 le Conseil fédéral faisait rapport à l'Assemblée fédérale pour lui soumettre cette demande d'initiative.

Le 9 décembre 1916 le Conseil national désignait la commission chargée d'examiner la recevabilité de cette demande, mais, comme la priorité avait été accordée au Conseil des Etats, cette commission dut attendre la décision de ce Conseil avant de se réunir.

Le 28 mars 1917 le Conseil des Etats acceptait la recevabilité de l'initiative, et le lendemain 29 mars le Conseil national l'acceptait à son tour, en renvoyant le dossier au Conseil fédéral pour rapport sur le fond.

Par un rapport du 11 décembre 1918 le Conseil fédéral a soumis à l'Assemblée fédérale les considérations par lesquelles il concluait au rejet de l'initiative et lui a demandé de soumettre à la votation du peuple et des cantons une proposition de rejet sans contre-projet.

Dans la session suivante de janvier-février 1919 le Conseil des Etats a décidé à l'unanimité d'accepter la proposition du Conseil fédéral, et, à son tour, la commission du Conseil national, qui s'est réunie le 11 mars dernier, a décidé à l'unanimité, moins une voix, de vous engager à adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Avant d'aborder le fond de la question, nous devons constater que d'après l'article 8 de la loi fédérale du 27 janvier 1892 concernant le mode de procéder pour la demande d'initiative populaire et les votations relatives à la revision de la constitution fédérale, les Chambres auraient dû prendre leur décision au plus tard dans le délai d'une année, et que, suivant une pratique constante, ce délai commençait à courir du jour où la demande d'initiative était déclarée recevable, soit dès le 29 mars 1917. C'est le retard apporté par le Conseil fédéral sur le fond de la question, puisque son rapport date seulement du 11 décembre 1918, qui est la seule cause de l'inobservation de cet article 8, mais nous devons reconnaître à la décharge du Conseil fédéral que les temps troublés dans lesquels nous avons vécu et qui ont occasionné pour lui un énorme surcroît de besogne, ont été la véritable cause de ce retard. D'autres initiatives déposées antérieurement depuis plusieurs années, telles par exemple que celle sur les traités à soumettre au referendum, n'ont pas même été discutées à l'heure actuelle. Dans tous les cas les deux commissions de vos Conseils n'ont cette fois-ci pas perdu une minute, on peut le dire, pour vous apporter le résultat de leurs travaux. Au surplus si le Conseil fédéral n'a pas cru devoir présenter son rapport plus tôt, nous devons enregistrer avec satisfaction le fait que, stimulé sans doute par la menace de la suppression de la justice militaire, il a d'autre part hâté l'élaboration d'un projet de code pénal militaire, qui était réclamé depuis longtemps de tous les côtés pour remplacer le code de 1851, considéré comme ne répondant plus aux besoins actuels et comme ayant décidément trop vieilli. En ce faisant le Conseil fédéral a marqué l'intention évidente du législateur de tenir compte de certaines critiques justifiées, adressées non pas à la justice militaire proprement dite, mais à la loi elle-même, que cette justice est obligée d'appliquer et qui renferme des minima de peines incontestablement exagérés. Nous aurons l'occasion tout à l'heure de montrer que c'était bien là le mal auquel il fallait remédier, et que le remède préconisé par le parti socialiste manque son véritable but.

Pourquoi l'initiative socialiste actuelle a-t-elle réuni un aussi grand nombre de signatures ?

Il est certain en effet que ce ne sont pas uniquement des socialistes qui ont demandé la suppression de la justice militaire. Le parti socialiste a été seulement le promoteur du mouvement. Si depuis longtemps en effet il avait le désir évident, du moins chez beaucoup de ses partisans, de chercher à faire tomber une juridiction exceptionnelle, moins peut-être pour une question de principe que dans le secret désir de porter atteinte à la discipline de l'armée, dont en maintes occasions il a cherché et cherche encore à saper les bases, il est certain qu'il a voulu profiter en 1916, en lançant son initiative, de la mauvaise humeur que les conséquences de la guerre européenne avaient provoquée en Suisse, en exacerbant et en exploitant cette mauvaise humeur à son profit.

Les causes de mauvaise humeur étaient multiples et, sans nous y étendre, nous estimons qu'il est de bonne politique d'en indiquer quelques-unes, quand ce ne serait que pour montrer à beaucoup de citoyens qui ont donné leur signature que nous connaissons leurs motifs de mécontentement mais que ce n'est pas par la suppression de la justice militaire que satisfaction peut leur être donnée.

Examinons donc les divers états d'âme des initiants:

1° Il est évident qu'en suite de la mobilisation de l'armée entière au mois d'août 1914 un très grand nombre de délits, aussi bien d'ordre militaire que de droit commun, ont été commis; c'était fatal dans une agglomération de soldats aussi considérable. Les tribunaux militaires, qui en temps de paix se réunissent si rarement, ont eu à fonctionner en permanence dans toutes les divisions et dans tous les arrondissements territoriaux de la Confédération.

Certains jugements ont été considérés comme trop sévères, et parmi ceux-ci les uns l'ont été à cause de la loi, qui ne permettait pas de descendre au-dessous de certains minima élevés, et les autres par suite d'exagérations des militaires qui étaient appelés à statuer.

En ce qui concerne la sévérité de la loi, nous devons faire remarquer que de tous côtés dans le sein de l'Assemblée fédérale des voix se sont élevées pour demander au Conseil fédéral d'user des pouvoirs illimités qui lui avaient été accordés pour corriger notre code de 1851, supprimer totalement, ou s'il ne voulait pas aller si loin, diminuer les minima des peines et pour introduire la peine ou la libération conditionnelle, que beaucoup de législations d'ordre civil avaient déjà consacrée dans leurs codes. Le Conseil fédéral n'est pas resté sourd à ces suggestions: déjà en date du 12 octobre 1915 il rendait une ordonnance permettant d'appliquer en temps de service actif un certain nombre de peines plus douces qui n'étaient prévues que pour le temps de service d'instruction et, dans d'autres cas, de transformer des peines de réclusion en peine d'emprisonnement, et des peines d'emprisonnement en simples peines de discipline.

Le 26 février 1916, le Conseil fédéral rendait une nouvelle ordonnance permettant aux tribunaux d'appliquer dans certains cas particuliers des peines d'emprisonnement sous le régime militaire, c'est-à-dire dans un quartier militaire organisé ad hoc, avec des exercices et des travaux qui enlevaient à l'exécution de la peine son caractère infamant.

Le 12 mai 1916, le Conseil fédéral accordait au Général un droit de grâce spécial en matière militaire, droit qui revêtait le caractère d'une sorte de libération conditionnelle.

Toutes ces modifications ont eu pour effet immédiat de diminuer la rigueur d'une grande partie des jugements et ont été accueillies avec satisfaction par la juridiction militaire soucieuse de ne pas dépasser une mesure équitable dans ses arrêts. Nous sommes de ceux qui aurions désiré qu'on allât même encore plus loin et qui enregistrons avec le plus grand plaisir le nouveau projet du code pénal militaire actuellement en discussion devant l'Assemblée fédérale, projet qui, dicté par un libéralisme évident, a introduit une série d'innovations heureuses, diminué sur une large échelle tous les minima, quand il ne les a même pas supprimés et permis de transformer, toutes les fois que cela paraît compatible avec le bon exercice de la justice, les peines d'emprisonnement en peines de discipline.

Supposons pour un instant que, soit les atténuations apportées au code pénal militaire par le Conseil fédéral en cours de mobilisation, soit la revision du code pénal lui-même n'aient pas été envisagées, l'initiative socialiste, telle qu'elle a été rédigée et présentée, n'aurait en rien remédié à l'exagération des peines. Cette initiative ne tend pas à supprimer le code pénal militaire, mais seulement la justice militaire, et elle renvoie les délits visés par le code pénal militaire pour l'instruction et le jugement à la justice ordinaire du canton dans lequel ils ont été commis. Les juridictions cantonales auraient donc dû appliquer elles-mêmes les minima prévus par le code de 1851, si le Conseil fédéral n'avait pas lui-même provoqué les véritables réformes nécessaires pour répondre au mécontentement constaté.

En ce qui concerne la sévérité de certains juges, indépendante de la question des minima, il est certainement à notre connaissance que quelques tribunaux, ne se rendant peut être pas bien compte qu'on ne pouvait pas assimiler notre état de mobilisation de garde des frontières à l'état de guerre proprement dit, et induits à cet égard en erreur par notre code de 1851 qui ne prévoit pas cet état intermédiaire entre la guerre et la paix (le projet du nouveau code y remédie heureusement), se sont laissés aller trop facilement à sévir dans des cas de délits de moyenne importance, comme si le salut de la patrie exigeait qu'on se montrât impitoyable. Nous ne voulons pas citer des cas; la presse les a parfois soulignés, et si elle a pu pour certains d'entre eux manquer de documentation exacte et se tromper d'appréciation, elle n'a certainement pas toujours eu tort de stigmatiser certaines exagérations. La cour de cassation militaire a été elle-même appelée à corriger ce qui lui avait paru excessif.

Croit-on vraiment qu'il n'y ait que la justice militaire qui parfois se laisse emballer, et qu'il n'y ait pas certaines juridictions civiles qui aient bien plus souvent encore la main trop lourde? La justice humaine n'est point parfaite et nous devons donner à l'organisation même de nos tribunaux militaires le témoignage que le législateur de 1889 a su prévoir une organisation démocratique de la justice militaire. Dans un tribunal de 7 juges, il y a, à côté du grand juge qui est officier proprement dit de la justice militaire, 6 juges pris dans les rangs de la troupe, dont

3 officiers et 3 sous-officiers ou soldats. On peut donc dire que les militaires sont bien jugés par leurs pairs, qu'il ne trouvent pas parmi leurs juges que des professionnels, mais bien des citoyens appelés à être en contact avec eux, connaissant leur état d'esprit et pouvant être mieux à même que qui que ce soit de juger sainement de la gravité des infractions commises. La procédure elle-même est très large et peu formaliste; alors que dans certaines juridictions d'ordre civil on admet par exemple que les témoins soient cités à une date déterminée, la justice militaire accueille, au contraire, même au dernier moment, l'administration de toutes les preuves qu'il plait à la défense d'invoquer. Le prévenu est toujours défendu soit par un avocat désigné par lui, soit par un militaire désigné d'office et pour le choix duquel les grands juges que nous connaissons cherchent toujours à donner toute garantie à l'inculpé, afin que celui-ci soit défendu par un homme capable.

Nous pouvons d'ailleurs affirmer que l'exagération de certaines peines n'a été que très exceptionnellement due à la sévérité de quelques juges, et si les quelques cas signalés à l'opinion publique ont pu faire beaucoup de bruit, il ne faut pas oublier que des milliers et des milliers de jugements ont été rendus pendant ces 4 années et demie de mobilisation, et que par conséquent c'est bien exceptionnellement qu'on a vu adresser des reproches aux tribunaux militaires.

2° Une autre cause de mécontentement doit se trouver dans un ordre d'idées inverse, c'est-à-dire qu'on a reproché également à certaines autorités militaires d'avoir été trop indulgentes et on a voulu y voir, à tort ou à raison, une partialité en faveur de certains militaires. Sans vouloir à cet égard jeter une note discordante dans ce rapport, que nous désirons faire très objectivement, et sans vouloir renouveler des débats, qui ont déjà provoqué bien des discours et fait couler beaucoup d'encre, nous devons à la vérité de dire que beaucoup de personnes ont considéré comme une extrême indulgence le fait de ne pas avoir fait renvoyer à la justice militaire le lieutenant qui avait fait tirer ses dragons à balles sur la gare de Delle. Beaucoup également ont critiqué la lenteur apportée d'abord à la poursuite des colonels qui avaient manqué aux devoirs de la neutralité, et ensuite la solution disciplinaire qui avait été donnée à l'infraction commise par eux. Sans doute ces colonels avaient été couverts par une sorte de justification d'un des premiers chefs de notre armée, mais l'habile distinguo du tribunal militaire entre la subjectivité et l'objectivité n'a pas encore convaincu bien des juristes, même éminents.

Nous ne craignons pas d'affirmer qu'il est de la plus grande nécessité dans un pays démocratique comme le nôtre que tous les cas d'infractions, que celles-ci soient commises par des officiers ou par des soldats, soient examinés avec la plus entière impartialité, de manière à ne pas justifier ces deux vers connus :

« Selon que vous serez puissant ou misérable,  
Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir. »

Cette dernière remarque, nous tenons à le dire, nous est tout à fait personnelle, et nous n'entendons pas par là engager la majorité de la commission, mais nous estimons qu'il est nécessaire de ne pas ignorer ce que nous considérons comme des fautes

commises, afin que le peuple sache bien qu'il y a nombre de personnes ne partageant pas les idées socialistes, mais ne craignant pas de dire la vérité et de proclamer en toutes occasions la nécessité d'une justice égale pour tous, pour le pauvre comme pour le riche, pour le faible comme pour le puissant. Ce n'est d'ailleurs pas la justice militaire qu'il faut encore incriminer puisque, en ce qui concerne les deux cas cités, dans le premier c'est à son chef que nous reprochons de n'avoir pas renvoyé le lieutenant à la justice militaire, et dans le second c'est aussi d'un chef que nous blâmons la théorie qui a sans aucun doute été la cause directe du jugement rendu.

3° Une autre source de mécontentement du peuple doit se trouver dans l'exagération du nombre de personnes civiles, qui, pendant la durée de cette mobilisation, ont été placées sous la juridiction militaire. Notre loi d'organisation judiciaire dit à l'article 1, chiffre 8, que « est soumis à la juridiction militaire de la Confédération, et à sa législation pénale militaire, en temps de guerre tout individu qui suit l'armée, ou qui commet un délit contre des personnes appartenant à l'armée, ou concernant des choses destinées à son usage ». Or, en date du 6 août 1914 le Conseil fédéral arrêtait que « les dispositions des lois militaires édictées pour le temps de guerre seraient appliquées pendant la durée de la mise sur pied des troupes ». Cette assimilation de notre mobilisation pour le service des frontières au véritable temps de guerre, a eu certainement des conséquences fâcheuses en étendant à un beaucoup trop grand nombre de personnes civiles leur comparution devant les tribunaux militaires. Il serait trop long d'énumérer toutes les ordonnances successives qui furent rendues par le Conseil fédéral, ordonnances qui se justifiaient à leur point de vue, mais qui eurent justement pour effet direct de renvoyer à la juridiction militaire quantité d'infractions qu'il aurait été plus naturel de laisser à la juridiction civile. Nous ne voulons en citer que quelques-unes : Interdictions d'exportation, vente de céréales, importation de céréales et fourragères diverses, exportation des chevaux, saillie des juments, etc. etc. Beaucoup de ces infractions ne constituaient que de simples contraventions, qui auraient dû d'emblée pouvoir se liquider administrativement et au besoin être jugées par les tribunaux des cantons. Des réclamations très vives se firent entendre, protestant contre l'établissement d'une juridiction exceptionnelle, qui aurait pu se justifier si nous avions été véritablement en guerre, mais qui en temps de simple mobilisation de frontière ne paraissait avoir été adoptée que dans le simple but de faciliter les poursuites et d'établir une certaine uniformité dans la répression.

Nous sommes de ceux qui avons toujours estimé qu'il ne fallait jamais perdre de vue le but principal de la justice militaire, qui est un moyen d'assurer la discipline de l'armée, et qu'il n'y a aucune raison plausible de sortir à cet égard là des voies constitutionnelles et légales auxquelles notre organisation fédérative nous a habitués.

Nous pourrions, si le sujet que nous traitons ne comportait pas l'obligation de rester dans des considérations sérieuses, faire rire Messieurs les députés en leur racontant à cet égard-là quelques anecdotes assez piquantes, comme celle d'une vieille demoiselle très religieuse que l'ordonnance sur les juments fail-

lit nous obliger à traduire devant un tribunal militaire pour n'avoir pas fait saillir sa jument. (Rires.)

Disons tout de suite que le Conseil fédéral comprit qu'en face d'un grand nombre de récriminations et de faits qui lui furent soumis il importait de faire machine en arrière et qu'en date du 12 février 1916 il prit un arrêté transférant aux tribunaux des cantons un nombre considérable de compétences qui depuis août 1914 avaient été attribuées aux tribunaux militaires.

Disons aussi, puisque nous ne voulons pas manquer une occasion de le faire, que le projet du code pénal militaire a en cette matière également prévu des dispositions bien préférables à l'état de choses si critiqué. Il a stipulé qu'en temps de paix d'abord aucun civil ne serait justiciable du tribunal militaire, qu'en temps de service actif ensuite ayant pour but d'assurer soit l'inviolabilité du territoire, soit l'ordre et la tranquillité à l'intérieur (notre dernière mobilisation de frontières rentrerait dans ce cas) ce ne serait qu'exceptionnellement que certains civils pourraient être traduits devant la juridiction militaire et enfin que ce ne serait qu'en temps de guerre proprement dit que les civils, commettant un certain nombre de délits spécialement désignés, pourraient être justiciables du tribunal militaire. De cette façon on peut dire que toutes garanties se trouveront données contre le retour des exagérations constatées, et encore là, il faut le répéter, l'initiative socialiste telle qu'elle est rédigée n'empêcherait pas, avec l'ancien code, les civils d'être jugés en application du code pénal militaire.

4° Sans vouloir abuser de l'énumération de toutes les causes de mécontentement qui ont contribué à alimenter la campagne socialiste et à provoquer l'apposition de signatures sur les feuilles d'initiative, il nous paraît indispensable de signaler encore comme ayant augmenté le nombre des adhésions l'emploi de certaines méthodes dans l'instruction de l'armée, méthodes qui ne cadraient pas avec nos traditions démocratiques. Nous sommes les derniers à vouloir énerver la discipline et diminuer l'autorité nécessaire des chefs, mais nous nous savons à cet égard-là en communion d'idées avec un si grand nombre d'officiers supérieurs que nous ne devons pas nous boucher les yeux pour ne pas voir que tout n'a pas été pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le plus grand tort de la population a été de généraliser les critiques au lieu de ne voir dans les faits signalés de droite et de gauche que des exceptions. Il est un fait certain, c'est que la discipline ne doit pas se baser sur la contrainte et qu'il faut savoir, surtout dans un service prolongé, gagner le cœur du soldat; on doit développer la confiance et ne pas créer la méfiance des subordonnés vis-à-vis des supérieurs; on ne doit pas chercher uniquement ce qui peut être blâmé, mais il faut au contraire provoquer chez le soldat l'enthousiasme, relever l'homme à ses propres yeux, lui donner l'assurance en lui-même, en un mot établir un contact permanent entre l'officier et le soldat et provoquer l'esprit de solidarité. C'est dans ce sens-là seulement qu'on réalisera la seule démocratisation de l'armée qui soit possible et si, évitant des méthodes extérieures qui découlent d'un faux prussianisme de notre armée (comme le disait un colonel commandant de corps dans une conférence), on renonce au ton hautain, aux tracasseries inutiles et à la déformation du véri-

table « drill », on développera le sentiment de respect du subordonné et on obtiendra tout naturellement ainsi l'obéissance aux ordres donnés, base indispensable pour la préparation au combat.

Malheureusement un certain nombre d'officiers n'ont pas toujours compris leur devoir comme ils l'auraient dû, et, en ne sachant pas se débarrasser d'une routine néfaste, ils ont énervé des citoyens qui, mieux éduqués par d'autres, auraient joyeusement accepté les sacrifices qu'on exigeait d'eux. Ces sacrifices étaient d'autant plus lourds à supporter par certains hommes sous les armes qu'ils avaient dû abandonner pour de longues périodes des foyers où souvent l'aisance ne régnait pas et quitter des emplois qu'ils n'étaient pas toujours sûrs de retrouver à leur retour.

A l'honneur de notre armée, nous répétons qu'il n'y a dans l'oubli de ce qui aurait dû être fait que des exceptions et nous rendons hommage à la grande majorité de nos officiers qui ont bien vite compris que leur devoir était de s'intéresser à leurs hommes, de les suivre de près, même après leur retour à la vie civile, et de leur venir discrètement en aide pour ne pas froisser leur amour-propre.

Là encore c'est à tort qu'on s'en est pris à la justice militaire, car elle n'avait rien à voir dans ce domaine, mais c'était un moyen commode et unique, en ces temps de pleins pouvoirs où le peuple a aussi rarement l'occasion de s'exprimer, de manifester et de protester contre les institutions de notre pays.

Nous sommes convaincus que, mieux éclairés, beaucoup de citoyens comprendront à la réflexion, surtout en voyant que leurs doléances n'ont pas été méconnues, que ce n'est pas en supprimant la justice militaire qu'ils feront tomber les causes du mécontentement, et qu'au contraire ils doivent, en demandant le jour à des idées plus démocratiques, ne pas détruire d'autre part un organisme nécessaire au maintien de la discipline.

Nous en restons là de cette énumération déjà longue de griefs et à laquelle nous pourrions ajouter ceux qui résultent d'autres erreurs administratives, comme celle par exemple des lenteurs de l'assurance militaire. Nous sommes persuadés en effet que le Conseil fédéral, instruit par ce qui s'est passé et ayant repris en mains la responsabilité de la conduite de notre armée, s'appliquera soit dans le choix des officiers supérieurs auxquels il confiera le haut commandement, soit dans ses pratiques administratives, à éviter le retour d'errements qui ont certainement heurté l'opinion publique.

Passons maintenant à l'examen détaillé du projet des initiateurs. Deux postulats principaux y sont énoncés: d'un côté la suppression de la juridiction militaire, de l'autre la limitation à 10 jours des arrêts infligés comme peine disciplinaire.

Le texte de l'initiative est ainsi conçu:

« La justice militaire est supprimée. Les délits visés par le code pénal militaire seront déférés, pour l'instruction et le jugement, à la justice ordinaire du canton dans lequel ils ont été commis. La procédure à suivre est fixée par le code de procédure en vigueur dans le canton.

Le jugement rendu en dernier ressort par le tribunal du canton peut être déféré au Tribunal fédéral par un pourvoi en cassation. »

Si ce projet était accepté, quelle en serait la conséquence immédiate? Les troupes sont appelées, surtout en temps de mobilisation, à se déplacer constamment et le premier inconvénient du système préconisé résulterait dans beaucoup de cas de la difficulté de fixer le for du délit. Une instruction commencée dans un canton risquerait de devoir être suspendue par le fait du départ des témoins, peut-être même de l'inculpé, s'il n'est pas en détention préventive et la justice aurait souvent de la peine à être rendue.

Mais il y a plus: il pourrait peut-être très bien se faire qu'une troupe dût quitter les cantons dans lesquels on parle sa langue, les troupes de la Suisse romande se rendant par exemple en Suisse allemande ou au Tessin, et vice-versa, les troupes de la Suisse allemande se rendant en Suisse romande. Le juge d'instruction de même que le tribunal seraient obligés de se servir d'interprètes pour se faire comprendre et souvent pour comprendre aussi eux-mêmes les inculpés et les témoins; et l'on sait dans ce cas-là combien il est difficile de bien établir la responsabilité, de saisir les nuances de culpabilité et de faire une saine appréciation des faits.

D'autre part les mentalités des tribunaux varient beaucoup de canton à canton; les uns envisagent avec beaucoup plus de sévérité des cas auxquels d'autres attachent moins d'importance.

Enfin, les procédures sont variables aussi et présentent souvent beaucoup moins de garanties que les procédures militaires, dont nous avons déjà indiqué l'absence de formalisme et le libéralisme.

Les initiants croient-ils vraiment que les inculpés auraient beaucoup à gagner à être jugés par des personnes qui dans bien des cas pourraient ne rien connaître aux choses militaires et appliquer à tort et à travers les dispositions du code pénal militaire si variées et si délicates?

Que ferait-on aussi dans le cas où par le fait de la guerre, les troupes seraient appelées à quitter le territoire suisse? Qui serait compétent? Faudrait-il attendre le retour des troupes dans leurs foyers pour juger toutes les infractions qui auraient pu être commises pendant qu'elles étaient en pays étranger? L'instruction elle-même étant enlevée aux autorités militaires, il ne serait pas même possible de prendre des mesures provisoires pour s'assurer, même dans les cas les plus graves, de la personnalité du délinquant. On serait obligé de le laisser courir, on perdrait l'occasion d'administrer immédiatement les preuves, et plus tard il serait souvent difficile de reconstituer les éléments les plus indispensables d'information.

Nous sommes convaincus que les soldats intelligents redouteraient d'être jugés par les premiers juges venus, n'ayant la plupart du temps pas leur mentalité, et qu'ils auraient certainement à en pâtir dans bien des cas par des exagérations de peines.

L'armée elle-même a fait, même en application de la loi militaire, un essai malheureux de juridiction du for du délit. Quelques jours après la mobilisation de notre armée, on avait cru bien faire de supprimer les tribunaux de divisions qui sont appelés à suivre celles-ci partout où elles se transportent pour y juger les infractions et on avait divisé l'ensemble du territoire suisse en un certain nombre d'arrondissements, dans chacun desquels devait fonctionner un tribunal territorial, c'est-à-dire un tribunal jugeant toutes les

infractions commises sur le territoire attribué. Là aussi nous n'étions pas d'accord avec le commandement de l'armée et nous avons d'emblée prédit tous les inconvénients qui devaient se révéler bientôt à la pratique, et qui sont les mêmes que ceux que nous avons énumérés ci-dessus à propos de la justice ordinaire des cantons, préconisée par les initiants: difficultés de procédure en cas de déplacements fréquents d'une division, différence de langues, différence de mentalités. Nous ne fûmes pas immédiatement écoutés, mais trois mois après le début de cette expérience, soit dès le premier novembre 1914, on rétablissait les tribunaux de divisions parce qu'on reconnaissait que le système était beaucoup plus pratique et normal et que tous les inconvénients prévus s'étaient réalisés.

Et si cette expérience n'a pas réussi avec des tribunaux militaires, combien à plus forte raison avec la juridiction ordinaire des cantons ces inconvénients grandiraient-ils encore à la pratique!

Les initiants n'ont pas davantage songé au nombre considérable de cas où les juges se voient dans l'obligation de transformer la solution à donner en une simple peine disciplinaire. Le projet de nouveau code pénal militaire prévoit que ce sont les tribunaux militaires eux-mêmes qui pourront prononcer celle-ci. Or, le cas n'est pas prévu dans le texte des initiants, et nous ne saisissons pas très bien comment les tribunaux des cantons pourraient prononcer ces peines disciplinaires ou sinon comment cela se concilierait avec le code pénal.

Les initiants ne se sont pas davantage rendu compte qu'en raison même de l'obligation de garder la frontière il faut accumuler un grand nombre d'unités dans une même région et qu'ainsi la juridiction cantonale de cette région serait absolument débordée par le nombre de cas à juger, et par conséquent dans l'impossibilité d'assurer une prompte et saine justice; en effet ou le personnel manquerait, ou il faudrait s'adresser à des juges d'occasion pour suppléer les titulaires et confier peut-être ainsi à des personnes absolument inexpérimentées le soin d'appliquer le code pénal militaire.

Et à qui appartiendrait le droit de grâce? Les juridictions cantonales ayant jugé, il serait difficile d'admettre que ce ne serait pas les autorités cantonales compétentes qui statueraient sur les demandes de grâce. D'où, à la bigarrure des jugements viendrait encore s'ajouter la bigarrure de l'application du droit de grâce.

On le voit, sous quelque angle qu'on envisage le projet des initiants, on ne peut s'empêcher de le trouver illogique et pour ainsi dire inapplicable. Ceux-ci ont oublié d'éclairer leur lanterne, de prévoir les conséquences de leur projet et ils ont tiré à côté du but qu'ils visaient, en ne touchant pas au code pénal militaire, qui est la principale cause des reproches adressés à la juridiction militaire.

Sur ce point-là le texte des initiants est ainsi conçu:

« Les arrêts infligés comme peines disciplinaires ou d'ordre ne peuvent excéder 10 jours. La peine ne peut être aggravée ni par une réduction de l'alimentation, ni par le retrait de la lumière du jour.

Le droit de porter plainte contre une peine disciplinaire est garanti, l'exercice de ce droit ne peut entraîner aucune punition. »

Que dire de ce maximum de 10 jours ? Les initiants ne se sont pas rendu compte que diminuant ainsi le pouvoir des autorités militaires ils pousseraient fatalement celles-ci à renvoyer un beaucoup plus grand nombre de cas devant les tribunaux, alors qu'aujourd'hui, avec une marge de 20 jours, exceptionnellement 30 jours dans certains cas, celles-ci peuvent éviter l'infamie qui s'attache à la comparution devant un tribunal, en liquidant même certains petits délits par l'octroi d'arrêts simples ou forcés.

Lors de la discussion de l'avant-projet du code pénal militaire par la commission extra-parlementaire nommée à cet effet, plusieurs juristes et militaires avaient préconisé au contraire l'idée de pouvoir prolonger la durée de la peine disciplinaire pour éviter des renvois trop fréquents aux tribunaux. C'est dire qu'ils y voyaient un avantage certain pour le militaire coupable. Mais pour tenir compte du désir exprimé par les initiants le projet du code pénal militaire n'a pas été rédigé dans ce sens-là, et il a même prévu un maximum d'arrêts forcés de 15 jours.

Ce même projet a introduit toute une procédure en matière disciplinaire qui donne toute garantie aux inculpés, leur réserve leur droit de plainte, comme le réclame les initiants, et sans que l'exercice de ce droit ne puisse entraîner aucune punition.

L'inculpé a le droit d'exposer oralement le motif de sa plainte au chef ou à l'autorité compétents pour statuer.

On peut donc dire que toutes les garanties réclamées sont en voie d'exécution et qu'en réalité les textes nouveaux proposés ne font que consacrer ce qui était admis par conséquent d'office dans la pratique.

Ajoutons que nous sommes d'accord avec les initiants pour ne pas laisser aggraver les peines d'arrêts par des mesures accessoires contraires à la plus élémentaire humanité et que le projet de code pénal militaire a pris soin de ne pas consacrer comme moyens d'aggravation de la peine.

Mais vouloir réduire encore le droit de punir disciplinairement et désarmer les chefs à cet égard en cas d'infractions qui méritent de semblables punitions, ce serait leur enlever toute autorité sur leurs hommes et nuire à la bonne marche de l'armée.

En combattant le projet émané de l'initiative populaire nous devons loyalement reconnaître que celle-ci n'aura cependant pas été inutile. En effet, s'il est certain que depuis de longues années, et déjà avant la guerre, bien des personnes réclamaient avec raison l'atténuation des rigueurs de notre code pénal militaire de 1851 et même la refonte complète de celui-ci, le Conseil fédéral, sans doute absorbé par de multiples besognes, renvoyait toujours à des temps meilleurs l'examen de cette question. Il y a plus de 20 ans qu'à la réunion de la société suisse des officiers des vœux avaient été émis, très pressants, pour qu'on supprimât les minima des peines, dont à la pratique les tribunaux militaires avaient constaté les inconvénients. Et à plusieurs reprises des demandes de réformes avaient été présentées dans le sein de l'armée fédérale avant que le parti socialiste eût lancé son initiative. Le grand nombre de signatures qu'il a recueillies sans doute contribué pour une large part à engager le Conseil fédéral à constituer une commission d'experts pour voir quels étaient les véritables remèdes qu'il fallait apporter aux faits dont on se plaignait. C'est

ce qui a permis à des spécialistes en cette matière, joignant aux fruits de leur expérience des idées vraiment libérales, et sur la base d'un avant-projet dressé dans le même esprit par l'excellent Professeur Monsieur le docteur Ernest Hafter, de jeter les bases d'un nouveau projet, qui en ce moment même présenté à l'Assemblée fédérale a été déjà discuté dans le sein de la commission du Conseil des Etats qui a la priorité sur cet objet.

Dans le cours de notre long rapport nous avons pu mettre en relief une quantité d'innovations heureuses qui donneront satisfaction à l'opinion publique et principalement à nos soldats. Ce n'est pas le lieu ici d'en dire davantage, mais nous formulons le vœu que le travail soit activé dans nos deux Conseils pour que ce nouveau code pénal militaire entre en vigueur le plus rapidement possible. C'est la meilleure réponse que nous puissions faire aux initiants auxquels, nous le répétons, nous le devons en partie.

Mais, cela dit, nous devons constater qu'à côté d'un grand nombre de signataires qui ont pu être parfaitement sincères en appuyant le projet des initiants, sans qu'ils se soient rendu compte à ce moment-là que le remède choisi n'était pas le bon, il y a certainement un certain nombre d'esprits avancés, trop avancés même qui, en cherchant à supprimer la juridiction militaire, cherchaient tout simplement à ruiner la discipline militaire. L'armée pour eux constitue l'empêchement principal à la réalisation de leur théorie révolutionnaire, car, de par la constitution, cette armée n'est pas seulement destinée à protéger notre neutralité, mais aussi à assurer l'ordre à l'intérieur. C'est dans le même ordre d'idées qu'ont été constitués récemment, et heureusement dans une petite partie de notre pays, des conseils de soldats, dans l'espoir de dégager ceux-ci de l'autorité des chefs. Notre pays n'est heureusement pas mûr pour suivre les errements de la Russie bolchéviste, pas plus que de l'Allemagne spartacienne, et nous sommes convaincus que beaucoup de citoyens, qui ont donné leur signature un peu trop à la légère, et qui comprendront maintenant où on veut les mener, ne donneront plus leur adhésion au moment du vote populaire à un projet aussi dangereux pour la sécurité de notre pays que celui sur lequel les électeurs ont été appelés à se prononcer.

La commission a examiné s'il y avait lieu pour elle de présenter un contre-projet, comme la loi du 27 janvier 1892 l'y autorise. Dans une séance précédente, il y a un certain nombre de semaines, même de mois, la commission avait décidé de ne pas présenter de contre-projet et, en cela, d'adhérer à la décision unanime du Conseil des Etats. Or, hier après-midi — ont peut donc dire à la dernière heure — nous avons été informés qu'un groupe important de cette assemblée estimait qu'un contre-projet était nécessaire et nous soumettait une première rédaction à cet égard. La commission a été réunie d'urgence hier à 5 heures; elle a examiné cette rédaction, elle a estimé que dans le texte proposé il y avait beaucoup de paragraphes qui devaient être ou supprimés ou modifiés. Un de nos collègues à son tour, à ce moment-là, a présenté des amendements de rédaction. Mais, Messieurs, nous avons estimé que nous ne pouvions, dans l'espace d'une heure, trancher une question si importante. Comme, d'autre part, nous n'avons pas de parti pris ni d'amour-propre d'avoir antérieurement décidé de

ne pas faire de contre-projet, nous avons estimé que nous devons à nos collègues, désireux que cette question fût examinée à fond, de leur accorder la possibilité de faire valoir d'une façon complète leurs arguments et qu'il valait mieux dès lors ne pas laisser cette assemblée prendre une détermination peut-être un peu à la légère, mais vous demander plutôt, lorsque les rapports de majorité et de minorité auront été présentés, de consentir au renvoi de cette question à la commission, de manière à continuer le débat ultérieurement en toute connaissance de cause. La question est trop grave pour qu'elle puisse être hâtivement résolue. Dans ces conditions et lorsque vous aurez entendu tout à l'heure le rapport de langue allemande de notre collègue M. Grünenfelder et probablement — je crois qu'il est d'accord — de M. Ryser, comme représentant de la minorité, nous vous demanderons de renvoyer le tout à la commission.

Il eût été peut-être intéressant de laisser le débat s'engager d'une façon complète et de ne vous annoncer cette demande de renvoi que lorsque le débat aurait pris une certaine ampleur. Nous avons trouvé cependant plus correct et plus loyal, vis-à-vis de ceux de nos collègues qui avaient fait des propositions, de les examiner d'ores et déjà dans le désir que nous avons d'approfondir la question avec eux et d'envisager l'éventualité d'un contre-projet, cela sans rien préjuger de la décision définitive que prendra la commission. Quoi qu'il en soit, le rapport que vous venez d'entendre aura eu cependant pour résultat de vous montrer les inconvénients que nous avons relevés dans le projet des initiants. Il en résulte que, dans tous les cas, le projet des initiants doit être combattu parce qu'il est inapplicable et qu'il contribuerait à ruiner la discipline dans notre armée.

**Grünenfelder**, deutscher Berichterstatter der Kommissionmehrheit: Am 8. August 1916 hat die Geschäftsleitung der sozialdemokratischen Partei der Schweiz der Bundeskanzlei ein Volksbegehren eingereicht, welches die Abschaffung der Militärjustiz bezweckt und folgenden Wortlaut hat:

« In die Bundesverfassung wird folgender Artikel als Artikel 58 bis aufgenommen:

Die Militärjustiz ist aufgehoben. Vergehen gegen das Militärstrafgesetz werden von den bürgerlichen Gerichtsbehörden desjenigen Kantons, in welchem sie begangen worden sind, untersucht und beurteilt.

Das Verfahren richtet sich nach den kantonalen Prozessordnungen.

Gegen die Endurteile der kantonalen Gerichte ist die Kassationsbeschwerde beim Bundesgericht zulässig.

Der Arrest als militärische Disziplin- oder Ordnungsstrafe darf zehnfache Tage nicht überschreiten. Die Strafen dürfen nicht durch Schmälern der Kost oder durch Verhängung von Dunkelarrest verschärft werden.

Das Beschwerderecht gegen Disziplinarstrafen ist gewährleistet; es dürfen wegen Ausübung dieses Rechtes keinerlei Strafen verhängt werden.»

Das Begehren trägt 118,996 gültige Unterschriften.

Die eidgenössischen Räte haben durch Schlussnahmen vom 28./29. März 1917 das Initiativbegehren, das ein Partialrevisionsbegehren in der Form des ausgearbeiteten Entwurfes ist, als zustand gekommen

erklärt, und der Bundesrat hat mit Botschaft vom 11. Dezember 1918 den ihm aufgetragenen Bericht erstattet.

Die eidgenössischen Räte stehen vor der Frage, ob sie dem Initiativentwurf in seinem Wortlaut zustimmen wollen oder nicht und ob sie einen Verwerfungsantrag oder einen selbst ausgearbeiteten, diesen Gegenstand betreffenden Gesetzesentwurf gleichzeitig mit dem Initiativentwurf der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreiten wollen. Der Bundesrat beantragt, das Begehren abzulehnen und dasselbe mit dem Antrage auf Verwerfung ohne Gegenentwurf der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten. Der Ständerat hat diesen Antrag einstimmig angenommen.

Nach dem Wortlaute der Initiative soll in erster Linie die Militärjustiz aufgehoben, d. h. es sollen die Militärgerichte und die eidgenössische Militärstrafprozessordnung beseitigt und die Militärgerichtsbarkeit auf die bürgerliche Gerichtsbehörde desjenigen Kantones, wo die zu verfolgenden Vergehen begangen worden sind, übertragen werden. — In zweiter Linie verlangt die Initiative eine zeitliche Beschränkung der disziplinarischen Arreststrafe auf höchstens 10 Tage, Verbot der Verschärfung durch Schmälern der Kost oder durch Verhängung von Dunkelarrest, sowie die Gewährleistung des Beschwerderechtes gegen Disziplinarstrafen.

Sie enthält also verschiedene Postulate, die innerlich nicht zusammenhängen: einerseits Beseitigung des formellen Rechtes, soweit es vom eidgenössischen Gesetzgeber kommt und das Gerichtswesen betrifft, andererseits Aufnahme von Grundsätzen, die das Strafsystem des materiellen Militär- und Disziplinarstrafrechtes betreffen, und in dritter Linie noch eine vereinzelte Bestimmung über das Disziplinarverfahren, nämlich die Beschwerde. Das materielle Militärstrafrecht bleibt unangefochten, ebenso die Befugnis der militärischen Vorgesetzten zur Bestrafung der Ordnungsfehler im allgemeinen. Nebenbei sei bemerkt, dass vom gesetzestechnischen Standpunkte aus nicht wird behauptet werden können, dass die Einführung eines derartigen Artikels das Grundgesetz unseres eidgenössischen Staatswesens verschönern würde, und ob die vorgeschlagene Einreihung desselben unter die Bestimmungen, dass niemand dem verfassungsmässigen Richter entzogen und keine Ausnahmerichte eingeführt werden dürfen, und dass die geistliche Gerichtsbarkeit abgeschafft sei, am Platze ist, ist sehr fraglich.

Wir haben nun nach den für unsere Entschliessung massgebenden Gesichtspunkten und Gründen zu sehen. Dabei wird es die nächstliegende Aufgabe sein, nach den Beweggründen zu forschen, welche zum Volksbegehren geführt haben, um uns darüber klar zu werden, ob und allenfalls wie weit es auf berechtigter Kritik beruht und einem anerkanntswerten Zweck dienen will.

Unzweifelhaft bedeutet die verhältnismässig hohe Unterschriftenzahl den Ausdruck einer in grösseren Volkskreisen vorhandenen Unzufriedenheit über die mit der militärischen Inanspruchnahme des Volkes unvermeidlich verbundenen Unannehmlichkeiten im allgemeinen und über das Militärstrafrechtswesen im besondern. Es mögen auch viele Bürger ihre Unterschrift beigefügt haben, nicht weil sie von den militärischen Dingen unangenehm betroffen worden wären,

sondern um ihrer Unlust ob den vielen, von den Verhältnissen diktierten, aber schlecht verstandenen Einschränkungen des bürgerlichen Lebens Luft zu verschaffen. — In der Auswahl der Gelegenheit hierzu und des Gegenstandes ist gar mancher im Unmute nicht wählerisch, und wir erfahren daher oft, dass der Hebel an ganz unrichtiger Stelle angesetzt wird. Und wenn wir auch annehmen dürfen, dass viele Unterzeichner nicht einsahen oder nicht glaubten, dass sie in unserem Falle der Armee und damit dem ganzen Lande schweren Schaden zuzufügen sich anschickten, darf die hohe Unterschriftenzahl uns nicht verwunderlich erscheinen, begegnen wir doch auch auf anderen Gebieten sozusagen täglich ähnlich zu erklärenden Unlustäusserungen.

Vom demokratischen Standpunkt aus erscheint es freilich bedenklich, dass es verhältnismässig viele Bürger gibt, die glauben, ihrer Unlust, die ihre Ursache gar nicht in militärischen Dingen zu haben braucht, am billigsten in Demonstrationen gegen die militärischen Einrichtungen kundgeben zu dürfen, im vorliegenden Falle zudem in einer Zeit, der vorausgehend unsere Armee mehr als 1½ Jahre die Landesgrenze mit Erfolg geschützt hatte und sie damals auch noch fernerhin zu schützen hatte. — Der Umstand, dass die romanische Schweiz verhältnismässig viele Unterschriften geliefert hat, darf wenigstens zum Teil auf den Einfluss des damals eben erst erledigten Oberstenprozesses, der Bereitstellung von militärischen Extrazügen und der dortigen allgemeinen Misstimmung gegen die militärische Oberleitung zurückgeführt werden.

Ein Grund der Abneigung gegen die Militärjustiz liegt wohl darin, dass manch einer, der zufolge der Dienstpflicht in die besonderen Pflichtenverhältnisse des militärischen Betriebes hineinkam, wegen Verfehlungen, die im Zivilleben kaum oder nur geringe Folgen gehabt hätten, gegen den militärischen Organismus gerichtet aber schwerer Art sind, mit einer harten Gefängnisstrafe gemassregelt wurde, Leute, welche im bürgerlichen Leben der Strafjustiz vielleicht nie in die Arme gefallen wären.

Unpopulär geworden ist die Militärjustiz wesentlich auch deshalb, weil ihr zu Beginn des Krieges auch die Verfehlungen der Zivilpersonen gegen die sogenannten Notverordnungen überwiesen worden sind, Dinge, welche, wie z. B. die Brotversorgung, Getreideeinfuhr, Lederversorgung, Ausfuhrverbote, mit der Armee eigentlich rein nichts zu tun haben. Das war ein Fehler, der aber nicht der Militärjustiz, deren Angehörige diese Zulage nie wünschen konnten, zum Vorwurf gemacht werden kann. Dass die militärische Gerichtsbarkeit auch auf Zivilpersonen so weit über die militärische Sphäre hinaus ausgedehnt werden musste, ist zum Teil darauf zurückzuführen, dass die bürgerliche Strafgesetzgebung des Bundes und der Kantone für diese abnormalen Zeiten lückenhaft ist. Da die Militärgerichte die einzigen eidgenössischen Gerichte mit lokalen Zuständigkeiten sind, lag es nahe, ihnen auch alle Uebertretungen der sogenannten Notverordnungen zur Beurteilung zu übergeben. Es waren dann aber gerade die Organe der Armee, welche dahin strebten, die militärische Gerichtsbarkeit über Zivilpersonen einzuschränken, soweit nicht die militärischen Interessen diese Gerichtsbarkeit erforderten. — Der Bundesrat hat dann mit Beschluss vom 9. Juli 1915 die Militärgerichtsbarkeit über das

Personal der öffentlichen Verkehrsanstalten auf dessen dienstliche Vergehen beschränkt, sie also aufgehoben, soweit es sich um gemeine Vergehen desselben handelte. Ebenso hat er mit Beschlüssen vom 12. und 22. Februar 1916 die Zuständigkeit der Militärgerichte durch Uebertragung auf die bürgerlichen Gerichte aufgehoben hinsichtlich der Verletzung verschiedener Notverordnungen, so auch der Vergehen des fremden Nachrichtendienstes. Im allgemeinen ist zu sagen, dass man darüber einig ist, und der Entwurf des neuen Militärstrafgesetzes steht auf diesem Standpunkte, dass die militärische Gerichtsbarkeit über Zivilpersonen heute möglichst beschränkt werden soll, auf die Fälle nämlich, in denen das Interesse des Heeres es wirklich erfordert. Doch ist dies im wesentlichen Sache des materiellen Militärstrafrechtes, nicht der Militärstrafgerichtsordnung. Denn, der Geltungsbereich des Militärstrafrechtes wird von diesem selbst bestimmt und die Zuständigkeit der Militärgerichte wird sich im allgemeinen auf die dem Militärstrafrecht unterstellten Personen erstrecken. Nebenbei sei allerdings bemerkt, dass ausnahmsweise die 1889 revidierte, geltende Militärstrafgerichtsordnung die Bestimmung des Militärstrafgesetzes von 1851 über dessen Geltungsbereich ersetzt hat.

Zu diesen mehr allgemeinen und nicht genau bestimmbar Motiven vieler Unterzeichner kommen nun aber eine Reihe von Gründen, welche mit den vom Begehren selbst betroffenen Materien in Zusammenhang gebracht werden müssen. Das gibt nun Veranlassung, diesen Beweggründen mit bezug auf die einzelnen Postulate bei deren materiellen Behandlung näherzutreten.

Im Vordergrund steht das Postulat der Aufhebung der Militärjustiz. Diese Aufhebung wird hauptsächlich aus doktrinärer Erwägung verlangt, und insoweit ist das Begehren als eine Kundgebung gegen die Armee aufzufassen. Sie will offenbar nicht eine Verbesserung der Rechtsprechung. Schon im Jahre 1913, also vor Beginn der kriegesischen Ereignisse und der Grenzbesetzung, bei welcher die Militärjustiz sich erst eigentlich fühlbar machte, hatte der Nationalrat sich mit einer sozialdemokratischen Motion betreffend die Abschaffung der Militärjustiz zu befassen. Am 21. November 1915 hat die sozialdemokratische Partei der Schweiz in Aarau diese Forderung zu einem Parteigebot erhoben und die Losung ausgegeben. War das geschehen, so mochte auch der Zeitpunkt als gekommen erachtet werden, der angesichts der auch in bürgerlichen Kreisen vorhandenen militärischen Verdrossenheit und Misstimmungen verschiedenster Herkunft der Initiative Erfolg versprach.

Es wäre wohl ein eitles Beginnen, Leute über die Zweckmässigkeit und Notwendigkeit der Militärjustiz, eines Zweiges der Armee, belehren zu wollen, welche die Vaterlandsverteidigung überhaupt ablehnen. Da aber das Volk über Fortbestand oder Abschaffung der Militärjustiz zu entscheiden haben wird, ist, wenn auch selbstverständlich in aller Kürze, die Begründetheit derselben und ihre Gestaltung und Funktion zu prüfen, um dabei sich ein Bild zu machen vom Zustande, der nach Annahme der Initiative entstehen würde.

Es sei vorausgeschickt, dass die Militärjustiz in allen Staaten als notwendiger Teil des Justizorganismus anerkannt wird. Die Militärjustiz ist auch nicht etwa eine Erfindung des neuzeitlichen sogenannten mili-



tarismus. Die Eidgenossenschaft hatte sowohl für die Schweizertruppen in fremden Diensten, wie für die Truppen in der Heimat materielles und formelles Militärstrafrecht. Für die Söldner ist als solches geschriebenes Rechts zu nennen: Schweizerisches Kriegsrecht von 1704, dann die militärrechtlich ergänzte Carolina von 1734 und endlich der wegen seiner Härte berüchtigte Code Gady von 1817. — Für die Inlandtruppen ist der Grundsatz der militärischen Gerichtsbarkeit im sogenannten eidgenössischen Defensionale von 1668 in aller Klarheit durchgeführt. Sie wird bestätigt im Militärstrafprozess vom 27. Juli 1799 und bestand laut den Militärstrafgesetzen von 1818, 1837 und 1851. Die heutige Militärstrafgesetzordnung datiert von 1889 und wurde durch eine Novelle von 1911 ergänzt.

Schon diese Tatsachen des mehrhundertjährigen Bestandes sprechen für die innere Begründetheit und Notwendigkeit der Militärjustiz. Diese kann bei uns auch heute nicht entbehrt werden. So wie das bürgerliche Strafgesetz und die bürgerliche Strafprozessordnung nötig sind für den Schutz der Rechts- und Gesellschaftsordnung, so sind es auch die Militärstrafrechtsbestimmungen und die für deren sachkundige Handhabung geeignete Militärgerichtsbarkeit für den Schutz der militärischen Zucht und Ordnung. — Der Truppenverband bildet eine in sich geschlossene Lebensgemeinschaft zahlreicher Personen, die auf Unter- und Einordnung beruht. Er ist ein Organismus eigener Art. In dem, was das Wesen, das Lebensprinzip der Armee ausmacht, kann ein Unterschied zwischen der Armee eines demokratischen oder monarchischen Staatswesens nicht bestehen. Es kann daher auch nicht etwa der Bestand der Militärjustiz aus demokratischen Erwägungen angefochten werden. Der Heeresorganismus, der diesen Namen verdient, erfordert nicht nur die Anspannung der physischen Kräfte der Stärksten unseres Volkes, sondern insbesondere und vor allem die volle Hingabe der geistigen und moralischen Kräfte zur Erreichung der der Armee obliegenden schweren Aufgaben, die Selbstbeherrschung und den Verzicht auf alles, was dem Gesamtorganismus nicht zuträglich ist. Müssen somit an jeden Einzelnen erhöhte moralische Anforderungen gestellt werden, so ist andererseits ebenso unerlässlich, dem Vorgesetzten persönliches Befehlsrecht, entscheidende Gewalt einzuräumen, bei deren Ausübung er von seinen Untergebenen nicht die Zustimmung einzuholen hat. Die Raschheit der Entschlüsse, die in entscheidenden Augenblicken gefasst werden müssen, erfordern es, die Entscheidung einer einzelnen Person zu übertragen, und das erfordert weiter, dass die ganze Kraft des ihr anvertrauten Truppenteiles von ihr zur Geltung gebracht werden kann. In allen Dingen, welche dazu dienen sollen, die Lösung dieser Aufgabe zu ermöglichen, ist daher notwendig, seine Befehlsgewalt zu schützen, nicht erst oder nur da, wo es sich darum handelt, Waffengewalt anzuwenden; denn der ganze Organismus muss dazu eingerichtet sein und erzogen werden, im gegebenen Zeitpunkt als williges, reibungslos funktionierendes Instrument in der Hand des Führers seine Aufgabe zu erfüllen. Der Einzelne hat sich zu fügen, damit das Ganze gerettet werde. Infolgedessen müssen die sich auf welcher Seite immer zeigenden Widerstände mit der nötigen Schärfe, Raschheit und Sachkunde gehoben werden können. Es

werden daher auch Handlungen und Unterlassungen strafbar, welche im bürgerlichen Leben keinerlei Nachteile nach sich ziehen, weil sie dort eben kein Rechtsgut verletzen, und die von Gliedern dieses Organismus begangenen gemeinen Delikte sind schwerer und anders zu ahnden, weil die Täter im Wehrkleide damit nicht nur einen schon nach bürgerlichem Recht strafbaren Eingriff in die bürgerliche Gesellschaftsordnung machen, sondern damit auch noch die ihnen besonders obliegende und anerzogene erhöhte Ordnungs- und Unterordnungspflicht verletzen.

Um nun aber diesen Organismus selbst, seine Anforderungen, seine Elemente, sein Leben und den Unwert seiner Widerstände richtig beurteilen zu können, genügt auch ein reiches Mass von Lebenserfahrung des Bürgers nicht. Man muss das militärische Leben miterlebt haben; andernfalls wird der Wert des durch Strafandrohung geschützten Rechtsgutes nicht erkannt oder nicht richtig eingeschätzt, und es werden die psychologischen Unterlagen, nach denen die Verfehlungen zu beurteilen sind, verkannt. Die richtige Erfassung der Rechtsfälle setzt Vertrautheit mit den militärischen Begriffen, Vorschriften und dem Dienstbetriebe voraus. Niemand aber könnte an einem Rechtszustand Freude haben, der den gewissenhaften Richter geradezu dazu zwingen würde, seine eigene mangelnde Sachkenntnis durch die Gutachten militärischer Experten ersetzen oder ergänzen zu lassen. Es ist demnach nach der persönlichen und sachlichen Seite unbedingt notwendig, militärrechtliche Fragen durch Leute entscheiden zu lassen, welche durch militärische Erziehung, Wissen und Erfahrung Sachverständnis gewonnen haben, d. h. durch Militärgerichte. Die Militärjustiz ist ein notwendiges Mittel zur Erhaltung der militärischen Disziplin, und ihre Beseitigung würde demnach eine schwere Schädigung der Armee bedeuten. Sie kann auch nicht durch die Bezeichnung als Ausnahmegesetz abgetan werden; denn die Besonderheit der Lebensverhältnisse erfordert eine Differenzierung in der Rechtsprechung. Man ist aus ähnlichen Erwägungen ja auch zur Einführung besonderer Handels-, Gewerbe-, Lohn- und Fachgerichte gelangt, zum Teil auf Anregung und unter Mithilfe von Leuten, welche dieser Initiative nahestehen. Ist somit die angefochtene Einrichtung unseres Erachtens innerlich begründet, kann nicht unterlassen werden, noch auf einige Nachteile hinzuweisen, welche die Aufhebung der Militärjustiz zur Folge hätte.

Es besteht kein Zweifel, dass der bürgerliche Richter den militärischen Dingen häufig nicht mit dem nötigen Verständnis gegenüberstehen würde. Das gilt insbesondere in bezug auf die rein militärischen Delikte. Er ist der Gefahr ausgesetzt, wenn Dienstverdrossheit oder militärfeindliche Propaganda in die Bevölkerung eingedrungen ist, gegen rechtmässige militärische Dienstauffassung und deren Vertreter Vorurteile und Abneigung bei sich aufkommen zu lassen und Urteile zu erlassen, die wohl volkstümlich sein mögen, aber dem militärischen Interesse den nötigen Schutz und Rückhalt nicht gewähren, die Stellung der militärischen Autorität erschweren und unmöglich machen. Jedenfalls besteht für den bürgerlichen Richter die grössere Gefahr zu einer Rechtsprechung zu neigen, die in viel geringerem Masse als diejenige der Militärgerichte dem Wesen

des Heeres entspricht, und damit würde der Ordnung und dem Ernst der an sich schon schweren Arbeit der militärischen Erziehung Abbruch getan.

Es ist ferner zu beachten, dass die Uebergänge vom blossen vom Vorgesetzten zu ahndenden disziplinarischen Fehler zu dem vom Gerichte zu beurteilenden Vergehen fliessend sind und sein müssen, und zwar sowohl für die rein militärischen als auch für gemeine Delikte. Zurzeit ist die Rechtslage die, dass der militärische Vorgesetzte bei Vorkommen von Verfehlungen sich darüber zu entschliessen hat, ob er dieselben von sich aus disziplinarisch erledigen oder zur Untersuchung und Beurteilung an die Gerichte weisen will. Dieses Verfahren fällt mit der Annahme der Initiative dahin, und es werden daher zwischen den Vorgesetzten und den bürgerlichen Strafbehörden unausbleiblich Konflikte entstehen. Es liegt nach den vorhergehenden Ausführungen nahe, anzunehmen, dass sich bürgerliche Behörden um die rein militärischen Delikte weniger, als die Sache erfordern würde, kümmern würden. Vielleicht würden aber auch militärische Vorgesetzte Veranlassung nehmen, die Sache disziplinarisch zu erledigen und sie der bürgerlichen Gerichtsbarkeit nicht zur Anzeige zu bringen. Schon das würde aber dazu führen, dass die Rechtsprechung eine ungleiche würde. Es ist aber auch denkbar, dass die bürgerlichen Strafbehörden einen Fehlbaren für ihre Beurteilung ins Recht fassen würden, während der Vorgesetzte der Ansicht ist, dass der begangene Fehler disziplinarisch behandelt werden könne. Letzterer Konflikt ist besonders bei gemeinen, nicht rein militärischen Delikten naheliegend. Allermindestens wäre eine Zusammenarbeit der bürgerlichen und militärischen Gewalten in vielen Fällen nicht zu erreichen.

Die durch die militärischen Gerichte viel eher garantierte Einheitlichkeit und Gleichmässigkeit in der Rechtsprechung wäre bei der von den Initianten verlangten Ueberweisung an die bürgerlichen Gerichte der 25 Kantone vielfach verunmöglicht. An Stelle des seit Jahrzehnten einheitlich, d. h. eidgenössisch geordneten Untersuchungs- und Gerichtsverfahrens würden die Prozessrechte der 25 Kantone anwendbar, die vielfach veraltet sind und von denen wohl wenige die Grundsätze der Einfachheit, Raschheit und Unmittelbarkeit des Verfahrens in so hohem Masse enthalten, wie die eidgenössische Militärstrafgesetzordnung. An Stelle der wenig zahlreichen einheitlich organisierten Militärgerichte würden unzählige kantonale Gerichte verschiedensten Bestandes und mit verschiedenem Instanzenzug treten, sehr oft Organe, welchen militärischer Organismus und soldatisches Wesen wenig oder nur sehr äusserlich bekannt sind.

Ein wesentlicher Nachteil der Ueberweisung der militärrechtlichen Strafsachen an die bürgerlichen Gerichtsbehörden liegt darin, dass letztere stationär sind, während die dem Divisionsstab angegliederten Divisionsgerichte der Division folgen. An Stelle des Personalprinzips träte der Gerichtsstand der begangenen Tat. Da nun aber die Militärpersonen, Angeklagte wie Zeugen, sehr oft fortwährend von einem Gerichts- oder Kantonsgebiet zum andern disloziert werden, wird die Handhabung der Gerichtsbarkeit den verschiedensten Schwierigkeiten begegnen und zur Folge haben, einerseits, dass die Fehlbaren der gleichen Einheit wegen eines gleichen Deliktes von den verschiedensten Strafbehörden und nach verschiedenen

Strafprozessen in Behandlung genommen werden müssten und andererseits, dass die Erledigung von Straffällen in der Regel verlangsamt und gehemmt würde. Dazu kommen noch die sprachlichen Schwierigkeiten. Der Richter soll der Sprache des Delinquenten mächtig sein und seine Eigenart kennen. In der Organisation der Militärgerichte ist auf diesen Umstand Rücksicht genommen.

Man denke einmal an grössere Prozesse mit umständlichem Beweisapparat, in welche Angehörige deutschschweizerischer Truppen anlässlich der Dienstleistung in den verschiedenen Gebieten des Kantons Tessin verwickelt werden können, besonders wenn diese Prozesse nicht mehr während der Dienstleistung der betreffenden Truppe im Gerichtskreise der begangenen Tat erledigt werden können.

Und wie sollen diejenigen Delikte behandelt werden, die bei einer Division begangen werden, welche sich zur Zeit eines Krieges im Auslande befindet?

Auch ist die Frage nicht mässig, ob die bürgerlichen Untersuchungs- und Gerichtsbehörden in Gebieten, in denen grössere Truppenmassen sich befinden, auf die Bewältigung einer so ausserordentlich vermehrten Arbeit eingerichtet wären.

Wir haben im Nachfolgenden noch einige Einwendungen gegen die Militärjustiz zu behandeln. Es wird ihr Härte in der Urteilspraxis vorgeworfen. Dieser Vorwurf ist, gegen die Justiz gerichtet, unbegründet, wenn auch nicht zu bestreiten ist, dass Fehlgriffe vorgekommen sein werden. Doch ist das nicht eine Eigenart der militärischen Rechtsprechung, denn nichts Menschliches ist vollkommen. Schuld und Strafe werden bei den Militärgerichten sorgfältig abgewogen. Wenn hart erscheinende Urteile gefällt wurden, war daran nicht die Gerichtsorganisation und nicht das Gerichtsverfahren und auch nicht der Gerichtsbestand, also nicht die Militärjustiz schuld. Die Ursache der Härte gewisser Urteile liegt allein im materiellen Strafrecht, im Militärstrafgesetz von 1851, das einzig für gewisse, nicht rein militärische Delikte, die im Instruktionsdienst begangen werden, durch die sogenannte lex Brosi vom 13. November 1904 gemildert wurde. Die Initianten mögen vom bürgerlichen Richter vielleicht eine mildere Rechtsprechung erwarten, eine Garantie dafür besteht keineswegs. Auch die vielleicht bei vielen Unterzeichnern vorhandene Auffassung, dass die militärischen Urteile wegen der Zusammensetzung der Gerichte so scharf ausfallen, ist unstichhaltig. Die Divisionsgerichte bestehen aus einem Justizoffizier als Grossrichter, drei Truppenoffizieren, 3 Unteroffizieren und Soldaten und einem Justizoffizier als Gerichtsschreiber; der Auditor amtet nach Analogie des Staatsanwaltes. — Es soll kein seltener Fall sein, dass Unteroffiziere und Soldaten gelegentlich eine schärfere Auffassung vertreten als die Offiziere des Gerichtes. Wir dürfen wohl behaupten, dass bisher kein Land ein demokratischer organisiertes, vom Kommandanten unabhängiger urteilendes Militärgericht hat, als wir. Wenn der Kommandant den Fall zur Strafe eingeleitet hat, so steht ihm auf den Verlauf des Prozesses keinerlei Einwirkung mehr zu. Andererseits gewährleistet die Militärstrafgesetzordnung die Verteidigungsrechte der Angeschuldigten in wirksamer Weise. (Vergleiche den Verlauf des Generalstreikprozesses.)

Kein Gericht aber, mag es zusammengesetzt sein wie immer, kann sich über die strengen Bestimmungen des materiellen Rechtes, z. B. über die gesetzlichen Mindeststrafen, hinwegsetzen.

Durch die Beseitigung der Militärjustiz würde daher die wohl von vielen Unterzeichnern angestrebte Milderung der Rechtsprechung keineswegs erreicht oder auch nur ermöglicht. Die Initianten haben in diesem Punkte einen ganz unrichtigen, untauglichen Weg eingeschlagen, indem sie die Abschaffung der von humanerem Geiste getragenen Militärprozessordnung fordern, dagegen das 38 Jahre ältere, veraltete, mit geradezu drakonischen Strafen garnierte Strafgesetzbuch von 1851 bestehen lassen wollen.

Anders die Armee und der Bundesrat. Schon seit Jahren ist aus Kreisen der Organe der Militärjustiz auf eine den neuzeitlichen Anschauungen mehr entsprechende Strafgesetzgebung hingearbeitet worden. Aber der im Jahre 1884 den eidgenössischen Räten vorgelegte Entwurf Hilty wurde vom Bundesrat zufolge ungünstiger Aufnahme zurückgezogen. Im Jahre 1888 wurde dann der Entwurf einer Militärstrafgesetzordnung vorgelegt, der im Jahre 1889 zum heute noch geltenden Gesetz wurde. Einige Jahre später wurde eine neue Disziplinarstrafprozessordnung vorgelegt, welche die leichteren Vergehen disziplinarisch behandeln lassen wollte. Aber im November 1896 verwarf das Volk die Gesetzesvorlage. 1904 kam, wiederum zum Zwecke der Milderung, die erwähnte *lex Brosi*.

Nach den Erfahrungen der ersten Kriegsepoche haben die Organe der Militärjustiz und die militärischen Kommandanten selbst in erster Linie die Milderung zu scharf gefundener Strafbestimmungen angeregt. Auch waren die militärischen Untersuchungsbehörden nach Möglichkeit bestrebt, begangene Delikte zur disziplinarischen Erledigung an die Kommandostellen zurückzuweisen. Aus diesen Bestrebungen der Militärjustiz vor und während des Krieges geht hervor, dass ihr die richtige Mentalität keineswegs abgeht.

Der Bundesrat hat mit Verordnung vom 12. Oktober 1915 verfügt, dass Tötlichkeiten gegen Obere auch bloss mit Gefängnis statt mit Zuchthaus bestraft werden dürfen, dass Schildwachen, die entfernt vom Feinde schlafend getroffen werden — ein häufig vorkommendes Delikt —, auch bloss disziplinarisch statt mit Gefängnis bestraft werden dürfen, und endlich, dass die *lex Brosi* auch im aktiven Dienst anwendbar sei.

Mit Beschluss vom 12. Mai 1916 hat er das Begnadigungsrecht des Generals auch auf den Verlust des Aktivbürgerrechtes ausgedehnt und ihm die Befugnis der bedingten Begnadigung eingeräumt, durch welche ein Ausgleich der Strafmasse geschaffen und die grössten Härten des Strafgesetzbuches in sehr vielen Fällen beseitigt werden konnten.

Ferner ist der Bundesratsbeschluss vom 19. Februar 1916 über den militärischen Vollzug der Gefängnisstrafe zu erwähnen, mit welchem ermöglicht wurde, Fehlbare, welche wegen nur leichteren Verfehlungen gegen dienstliche Pflichten bestraft werden mussten, nicht mit gemeinen Delinquenten die Strafe verbüssen zu lassen.

Im Frühjahr 1916 hat sodann der Bundesrat Herrn Prof. Ernst Hafter beauftragt, einen Entwurf für ein Militärstrafgesetz zu machen. Derselbe wurde

in den verflossenen 2 Jahren durch eine Expertenkommission in zwei Lesungen durchberaten. Das Resultat dieser Arbeiten ist den eidgenössischen Räten mit Botschaft vom 26. November 1918 eingehändigt worden. Die vorberatenden Kommissionen derselben haben in Abänderung des früheren Planes, um die möglichst baldige Inkraftsetzung des neuen Militärstrafgesetzes zu ermöglichen und zu fördern, beschlossen, der Beratung dieses Entwurfes vor derjenigen des bürgerlichen Strafgesetzbuches die Priorität einzuräumen und denselben zuerst vom Ständerat, dessen Zeit durch den Strom der Reden weniger weggefressen wird, durchberaten zu lassen. Wahrscheinlich schon in der gegenwärtigen Junisession wird das Gesetz im Ständerat zur Behandlung kommen. Der Entwurf steht sowohl sachlich wie gesetzgeberisch auf der Höhe der modernen Strafgesetzgebung. Er folgt der Tendenz, ein rein militärisches Gesetz zu sein und auf das Gebiet der gemeinen Delikte nur soweit sich auszudehnen, als die Interessen der Armee es erheischen.

Da, wie erwähnt, weniger die Militärjustiz als das Strafrecht der Kritik gerufen hat, sei gestattet, auf einige Neuerungen des Militärstrafgesetzentwurfes hinzuweisen. Die kasuistisch bestimmten Mindeststrafmassen des alten Rechtes können bei dem vom Entwurf getragenen System wesentlich herabgesetzt oder beseitigt werden, was den Richter vom Zwange enthebt, unangemessen hohe Strafen aussprechen zu müssen.

Indem der Entwurf für die Bestimmung des persönlichen und sachlichen Geltungsbereichs und für die Strafzumessung 3 Situationen unterscheidet: Zeiten ausserhalb des aktiven Dienstes, Aktivdienst ausserhalb der Kriegszeit, Kriegszeiten, hat er die Möglichkeit geschaffen, manche Härte zu beseitigen, die aus dem Umstande sich ergab, dass im Aktivdienst, den wir hinter uns haben, Kriegsrecht zur Anwendung kommen musste. Gerade das war die Quelle mancher Unzufriedenheit und auch Ungerechtigkeit.

Der Entwurf ermöglicht sodann in Zeiten aktiven Dienstes den militärischen Vollzug der Gefängnisstrafen, und er sieht nach Bestehung von  $\frac{2}{3}$  der Strafe auch die bedingte Entlassung vor, ebenso die bedingte Verurteilung.

Ist einmal, was allgemein als notwendig anerkannt und erwartet wird, der Entwurf Gesetz geworden, dann dürfte die Quelle der meisten heutigen Klagen über die Härte der militärischen Rechtsprechung, soweit sie begründet sind, versiegen. Nie aber bloss mit der Beseitigung der Militärjustiz.

Treten wir nun ein auf das zweite Postulat der Initiative, welches sich auf einzelne Punkte des Disziplinarstrafrechtes bezieht. Vorerst wird die zeitliche Beschränkung der disziplinarischen Arreststrafe auf höchstens 10 Tage verlangt. Nach bestehendem Recht kann einfacher Arrest gegen Unteroffiziere und Soldaten bis auf 20 Tage, gegen Offiziere bis auf 30 Tage, scharfer Arrest bis höchstens 20 Tage erkannt werden. Nach Entwurf kann der einfache Arrest für 1—10 Tage, der scharfe Arrest für 3—20 Tage verfügt werden. Hinsichtlich des einfachen Arrestes entspricht der Entwurf somit dem Begehren der Initianten. Die Arreststrafe ist die disziplinarische Hauptstrafe und neben dem Verlust des Grades die schwerste disziplinarische Ahndung. Folgt nun daraus, dass der disziplinarischen Rechtsprechung oder, was mit dem Be-

gehen wohl angestrebt wird, den Fehlbaren durch Herabsetzung des gesetzlichen Strafmaximums gedient sein wird? Diese Frage muss entschieden verneint werden, und es fehlt nicht an Stimmen, welche im Gegenteil gerade im Sinne der Milderung der Straffolgen eher eine Erhöhung des jetzigen Höchstmasses der Arreststrafe befürworten. Die Sache erklärt sich einfach. Wie an anderer Stelle erwähnt, sind die Uebergänge von blossen Disziplinarfehlern zum gerichtlich zu ahndenden Vergehen fließend; es erweist sich als unmöglich, die beiden Begriffe stereotyp abzugrenzen. Da nun jede Verfehlung nach ihrer Schwere, d. h. nach der Schwere des Verschuldens und der Rechtsgutverletzung geahndet werden muss, kann die Beschränkung der disziplinarischen Arreststrafe nur die Folge haben, dass die nach dem bisherigen Rechte disziplinarisch zu erledigenden Fälle in grösserer Zahl der richterlichen Behandlung überwiesen werden müssen. Es würde damit für die Fehlbaren ein Zustand geschaffen, der viel ungünstiger wäre, als derjenige, den die Initianten verbessern möchten. Denn die einmal erstandene Disziplinarstrafe ist erledigt; sie hat keine Nachwirkung ins bürgerliche Leben hinüber; eine richterlich ausgesprochene Gefängnisstrafe aber, auch wenn sie kürzer als eine disziplinarische Arreststrafe wäre, macht den Fehlbaren zum Vorbestraften. Die Strafe kommt später im Strafregister wieder zum Vorschein, er hat das Odium der Gefängnisstrafe auf sich. Da der Mann durch Vorbild, Erziehung und Führung vor Verfehlungen bewahrt und demgemäss nicht ohne Not zum Delinquenten gestempelt werden soll, so ist es aber verkehrt, die disziplinarische Strafgewalt einzuschränken und dafür den Fehlbaren an den bürgerlichen Strafrichter zu überweisen. Auch dieses Postulat würde also statt einer Verbesserung eine Verschlechterung der Rechtsprechung zur Folge haben.

Indessen dürfen wir an den Motiven, von denen dasselbe getragen ist, nicht stillschweigend vorübergehen. Zweifellos sind viele Strafen verfügt worden in einer Weise, Zahl und Schwere, welche anfechtbar waren, und es erscheint als ebenso wahrscheinlich, dass viele Unterzeichner weniger die Aufhebung der Militärjustiz als solche, als vielmehr die Sanierung im disziplinarischen Strafwesen im Auge hatten und haben. In erster Linie ist allgemein anerkannt, dass dieser Teil des Militärstrafrechtes in materieller und formeller Hinsicht mangelhaft ist. Die Vorschriften über das Verfahren zur Feststellung des Tatbestandes der strafbaren Handlung sind unzureichend. Die Rechte des Beschuldigten sind wenig gesichert. Der Strafvollzug ist mangelhaft. Diese Mängel sind zwar während der Grenzbesetzung — gegen den Wortlaut des Gesetzes — verbessert worden, leider zu wenig durchgreifend und einheitlich. Die Praxis hat sich in den Truppenkörpern auf verschiedene Weise zu helfen gesucht. In einzelnen Heereseinheiten wurden die höheren Disziplinarstrafen nur vom Kommandanten der Heereseinheit ausgesprochen oder mussten ihm zur Bestätigung vorgelegt werden, um die Gleichmässigkeit der Rechtsprechung zu fördern. Auch wurden — gegen den Wortlaut des Gesetzes — Disziplinarfehler durch den Untersuchungsrichter untersucht; der Beschuldigte kam zum Worte, so dass eine Bestrafung in der Aufregung in solchen Fällen ausgeschlossen war. Auf ein solches

Verfahren ist aber die Militärjustiz nicht mit genügendem Personal ausgerüstet; auch verschafft dasselbe den betreffenden Fällen leicht den Charakter der Kriminalität. Andererseits sind beklagenswerte Willkürlichkeiten in der Anleitung und Handhabung der disziplinarischen Rechtsprechung vorgekommen, die mit bestehenden Vorschriften in offenem Widerspruch standen, eine Erscheinung, die auch in bezug auf militärische Vorschriften anderer Art ihrerseits gefunden hat, unter den Augen der höheren Organe.

Der Sprechende hat aus eigener Erfahrung persönlich die Meinung gewonnen, dass unsere Truppenoffiziere, die Juristen nicht ausgenommen, über das disziplinarische Strafrechtswesen in seinem Inhalt, seiner Bedeutung und Handhabung im allgemeinen zu wenig belehrt waren und sind, ein Uebelstand, dem volle Aufmerksamkeit zugewendet werden muss. Denn ebenso wichtig, wenn nicht wichtiger als die gute Gesetzgebung, ist die sachkundige Handhabung der Vorschriften durch die dazu berufenen Organe.

Es sei noch gestattet, in diesem Zusammenhange auch auf einige Neuerungen, die im vorliegenden Militärstrafrechtsentwurf für das Disziplinarrecht vorgesehen sind, hinzuweisen.

Vor allem ist zu erwähnen, dass die sogenannte Konsignierung, d. h. der Entzug der freien Zeit, der bis auf 30 Tage verfügt werden konnte, fallen gelassen wird, wie auch das Strafexerzieren. Art. 191 des Entwurfes verbietet sodann auch die Anwendung von Strafverschärfungen. Da nach dem Entwurfe die im bisherigen Recht vorgesehene Bestimmung, dass mit dem scharfen Arrest die Verabfolgung magerer Kost verbunden werden könne, nicht mehr aufgenommen wird, ist dem Begehren der Initianten, dass die Strafe nicht durch Schmälerung der Kost verschärft werden dürfe, im Entwurfe entsprochen. Desgleichen ist ihrem Postulate, dass eine Verschärfung auch nicht durch Verhängung von Dunkelarrest verfügt werden dürfe, entsprochen, indem der Art. 186, weitergehend als das Postulat, vorschreibt, dass alle Arrestlokale trocken sein, genügend Luft und Licht haben und überhaupt gesundheitspolizeilichen Anforderungen entsprechen sollen. Auch wird es in Art. 185 des Entwurfes als unzulässig erklärt, zur Erschwerung der Strafe den Vollzug auf die Zeit nach dem Dienste zu verschieben. Enthält somit der Entwurf einerseits Milderungen des disziplinarischen Strafrechtes, die sogar über die Postulate hinausgehen, ist andererseits noch zu erwähnen, dass aus dem Disziplinarstrafensystem des Entwurfes zum Ausdruck kommt, dass der scharfe Arrest nur bei den schwersten disziplinarischen Fehlern ausgesprochen werden soll. Sehr wichtig ist auch, dass die disziplinarische Strafkompentenz der Subalternoffiziere und der Unteroffiziere im Entwurfe gänzlich beseitigt wird, so dass nur der Hauptmann und die Offiziere höheren Grades Disziplinarstrafen verfügen können, ein Weg, den die Praxis der letzten Jahre bereits beschritten hat. Durch diese Bestimmung wird eine Garantie geschaffen, dass bei Verfügung von Disziplinarstrafen die reifere militärische und Lebenserfahrung zur Geltung kommt.

Schliesslich sei noch erwähnt, dass im Entwurfe das Disziplinarstrafverfahren, wenn auch kurz, so doch klar und einfach geregelt wird. Es ist durch mündliche Verhandlungen oder schriftliche Erkundigungen Aufklärung zu schaffen. Dem Beschuldigten ist Gelegen-

heit zu geben, seine Handlungsweise und seine Beweggründe darzulegen; in schweren Fällen ist ein Protokoll aufzunehmen, und wenn mehr als neun Tage scharfer Arrest verfügt wird, ist dies dem Bestraften unter Angabe der Gründe schriftlich mitzuteilen. Darin liegt ein Mittel gegen Strafverfügungen ab irato.

Endlich ist darauf hinzuweisen, dass die Ueberschreitung der ihm zustehenden Disziplinarstrafgewalt eines Vorgesetzten in Art. 68 des Entwurfes als Vergehen strafbar erklärt wird.

Hinsichtlich des dritten Postulates: Gewährleistung des Beschwerderechtes gegen Disziplinarstrafen, ist vorab zu sagen, dass es nach heutiger Anschauung eine Selbstverständlichkeit enthält. Freilich ist festzustellen einerseits, dass das Beschwerderecht zurzeit nur mangelhaft und unklar geordnet ist, und andererseits, dass man bisher nicht überall von der Selbstverständlichkeit des Beschwerderechtes und von dessen Bedeutung klar durchdrungen war. Abgesehen davon, dass Truppenführer schon früher der vermehrten Garantie des Beschwerderechtes erhöhte Aufmerksamkeit schenken — ich nenne den Namen Sonderegger —, hat der General am 20. Januar 1916 über die Handhabung des Beschwerderechtes im allgemeinen Regeln erlassen. Darin bezeichnet er es als Irrtum, zu glauben, dass Beschwerden, weil unsoldatisch, nicht vorkommen dürften, und erklärte nur die offenkundig aus unsoldatischer und unehrenhafter Gesinnung eingereichte Beschwerde als strafbar.

Im bestehenden Recht (Art. 196/97 Militärstrafgesetzbuch) ist über die Disziplinarbeschwerde nur folgendes gesagt: Der disziplinarisch Bestrafte kann bei dem Oberen des bestrafenden Vorgesetzten mündlich oder schriftlich Beschwerde führen, nachdem er die Strafe angetreten oder erstanden hat; der Obere soll dann den Beschwerdeführer und den Bestrafenden anhören. Hat letzterer übel gestraft, so soll er ebenfalls angemessen bestraft werden. Ist aber die Beschwerde unbegründet, so kann die angefochtene Strafe verschärft werden. Es soll, besonders in früheren Jahren, Vorgesetzte gegeben haben, welche als Beschwerdeinstanzen von letzterer Strafbefugnis fast regelmässig Gebrauch machten, wenn die angefochtene Strafe ihrer Auffassung nach nicht unbegründet war, also nicht nur dann, wenn wider besseres Wissen und aus unehrenhaften Beweggründen Beschwerde geführt worden war. Dadurch und weil die Beschwerdeführung immer erst nach bestandener oder angetretener Strafe statthaft war, wurde mancher vom Beschwerdeweg abgehalten.

So wenig nun die letztere Bestimmung gerechtfertigt ist, so wenig ist mit dem militärischen Betriebe etwa eine Regel vereinbar, dass die Strafe erst nach Erledigung einer Beschwerde oder nach Ablauf einer für deren Erhebung angesetzten Frist vollzogen werden dürfe. Der Entwurf, der das Beschwerdeverfahren gegen Disziplinarstrafen nun eigens für sich regelt, während im Dienstreglement alle Arten von Beschwerden zusammen behandelt sind, bestimmt, dass die — jederzeit mögliche — Erhebung der Beschwerde den Vollzug der Strafe nicht hemme, dass aber die Beschwerdeinstanz den Vollzug bis zur Fällung des Entscheides aussetzen könne. Der Beschwerdeentscheid ist dem Beteiligten schriftlich unter Angabe der Gründe mitzuteilen.

Wie ernst man es mit der Garantie des Beschwerderechtes im Entwurfe nimmt, geht aus Art. 69 hervor, der bestimmt, dass, wer eine von einem Untergebenen eingereichte Beschwerde in der Absicht, sie zu unterdrücken, zurückbehält oder beseitigt, oder wer über eine Beschwerde wissentlich einen unwahren Bericht erstattet, wegen Missbrauchs der Dienstgewalt mit Gefängnis, in leichteren Fällen disziplinarisch bestraft werden soll. So weit kann selbstverständlich die Gewährleistung des Beschwerderechtes niemals ausgedehnt werden, dass sogar die Einbringung einer lügnerischen, von unehrenhaften Motiven ausgehende Beschwerde ungeahndet bleiben müsste. Andererseits hat der Grundsatz, dass die Strafe, gegen welche reklamiert werde, verschärft werden könne, wenn sich die Beschwerde als unbegründet erweise, weil zu allgemein und missverständlich, nicht mehr Aufnahme gefunden.

Auch dieses dritte Postulat wird somit vollständig erfüllt sein, sobald der vorliegende Entwurf Gesetzeskraft erhalten haben wird.

Das Schlussergebnis dieser Erwägungen ist folgendes:

Erstens: Die Beibehaltung der Militärjustiz ist eine Notwendigkeit. Die Abschaffung derselben würde zu unerquicklichen, ja unhaltbaren Verhältnissen, zur Verzögerung der Rechtspflege, zu Konflikten zwischen bürgerlichen und militärischen Instanzen und wahrscheinlich auch zu einer rechtsungleichen, der Sache nachteiligen Rechtsprechung führen. Die bestehende Militärstrafgerichtsordnung selbst wird von Sachkundigen als gut und den modernen Auffassungen über Strafprozessrecht entsprechend anerkannt.

Zweitens: Den Forderungen der Initiative, welche das disziplinarische Strafrecht und das disziplinarische Strafverfahren betreffen, wird nach Annahme des Entwurfes eines Militärstrafgesetzbuches entsprochen sein, mit Ausnahme des Höchstmasses der Strafe des scharfen Arrestes, das im wohlverstandenen Interesse der Sache und der Fehlbaren selbst auf 20 Tage angesetzt bleiben soll.

Da somit der negative Teil der Initiative sich gegen Grundsätze und Einrichtungen wendet, deren Beibehaltung notwendig ist, der übrige Teil aber die Aufnahme von Grundsätzen in die Verfassung verlangt, denen, soweit sie anerkennenswert sind, bald durch Gesetzeserlass entsprochen sein wird, ist die Initiative abzulehnen.

Die Kommission beantragt Ihnen, das Initiativbegehren der Abstimmung des Volkes und der Stände mit dem Antrage auf Verwerfung zu unterbreiten. Die Kommission hatte ursprünglich beschlossen, von der Aufstellung eines Gegenvorschlages abzusehen. Seit jener Zeit ist neuerdings die Frage in den Vordergrund gestellt worden, ob nicht ein Gegenvorschlag auszuarbeiten sei. Die Kommission ist derselben gestern in einer besonderen Sitzung näher getreten, ohne zu einem bestimmten Resultate zu gelangen. Da es sich um einen wichtigen Verfassungsartikel handelt, muss die Frage allseitig gründlich erwogen werden, wozu die Kommission die nötige Zeit nicht mehr hatte. Sie ist aber willens, auf dieselbe zurückzukommen und beantragt Rückweisung zur weiteren Beratung.

M. Ryser, rapporteur de la minorité de la commission: J'aurais désiré qu'à ma place on ait fait choix comme membre de cette commission d'un juriste de notre parti. Mais au moment de la nomination de la commission, nous étions sur le banc des accusés devant le tribunal militaire et je n'ai pu, comme je l'aurais désiré, me faire remplacer. Je tiens à faire cette déclaration au début de mon rapport.

Le 8 août 1916, la Chancellerie fédérale recevait, sous forme d'un projet définitif, une demande d'initiative ayant pour but l'introduction dans la Constitution fédérale d'un Art. 58bis. Cet article devrait avoir la teneur suivante:

« La justice militaire est supprimée. Les délits visés par le code pénal militaire seront déferés, pour l'instruction et le jugement, à la justice ordinaire du canton dans lequel ils ont été commis.

La procédure à suivre est fixée par le code de procédure en vigueur dans le canton.

Le jugement rendu en dernier ressort par le tribunal du canton peut être déferé au Tribunal fédéral par un pourvoi en cassation.

Les arrêts infligés comme peine disciplinaire ou d'ordre ne peuvent excéder dix jours. La peine ne peut être aggravée ni par une réduction de l'alimentation, ni par le retrait de la lumière du jour.

Le droit de porter plainte contre une peine disciplinaire est garanti; l'exercice de ce droit ne peut entraîner aucune punition. »

Aux termes de l'art. 8 de la loi du 27 janvier 1912, concernant le mode de procéder pour les demandes d'initiatives populaires et les votations relatives à la révision de la constitution fédérale, cette initiative, appuyée par 118.996 signatures valables, devait être soumise à la votation populaire dans le délai d'un an à dater du jour où elle fut déposée. Je constate que plus de trois années se seront écoulées au moment où le peuple sera appelé à se prononcer. C'est là une violation de la loi dont s'est rendu coupable, et le Conseil fédéral et les Chambres fédérales. Il est nécessaire de le constater ici, et d'établir une fois de plus combien la loi est peu de chose pour ceux qui par leurs fonctions sont les détenteurs du pouvoir. Ainsi on rend presque illusoire un droit fondamental de la « Démocratie ». Seul représentant de la minorité au sein de la commission, j'ai tenu à relever ce fait et à protester contre cette violation d'un droit le plus sacré parmi ceux qui forment l'ensemble des droits démocratiques.

Pour quels motifs le Conseil fédéral et les Chambres ont-ils cru devoir retarder ainsi la votation populaire sur cette demande d'initiative? Si l'on ne veut pas voiler la vérité, il faudra bien reconnaître que les seuls motifs pouvant légitimer cette violation, sont de vulgaires motifs d'opportunité. Le Conseil fédéral paraît en avoir conscience, car, pour ne pas mettre en évidence la caducité de son argumentation, il a trouvé plus simple de n'en pas parler dans son message; il ne tente pas même de s'en occuper, il trouve plus simple de se taire. Quant à la majorité de la commission, si elle en parle ce n'est que pour la forme, mais au fond elle approuve.

Messieurs, j'ai dit que cette violation de la loi constitutionnelle avait pour base des motifs d'opportunité. Pour l'établir, il suffit de mettre en parallèle la demande formulée par l'initiative et la proposition du Conseil fédéral, proposition à laquelle se

rallie la majorité de la commission. Si on avait fait procéder à la votation populaire dans les délais prescrits par la loi, nul doute que l'immense majorité du peuple suisse se serait prononcée en faveur de l'initiative, c'est-à-dire pour la suppression pure et simple des tribunaux militaires. En retardant comme on l'a fait cette consultation populaire, on espérait que le fossé, aussi large que profond, creusé entre le peuple et la justice militaire, se serait quelque peu comblé et que l'on parviendrait à maintenir cette institution qui n'a rien de commun avec la vraie justice. Un avenir prochain nous dira si cette attitude peu loyale aboutira à ses fins.

Messieurs, ce n'est pas d'aujourd'hui que date le mécontentement existant contre la justice militaire. De tous temps au sein de notre peuple, on a été frappé de la différence de mesure avec laquelle étaient jugés les militaires. S'agissait-il d'un simple soldat ou d'un sous-officier, le code était appliqué avec la dernière rigueur. Si par contre la justice militaire avait à sa barre des officiers, plus ils étaient élevés en grade, plus on trouvait le moyen d'atténuer leurs fautes, plus on trouvait le moyen de les déclarer innocents. Tandis que la moindre peccadille valait au soldat une peine rigoureuse, l'officier devait commettre des fautes très graves pour être simplement puni disciplinairement. Rarement, très rarement, on vit des officiers passibles des tribunaux militaires. Et lorsque l'un d'eux se trouvait pris dans l'engrenage, c'est avec tous les ménagements imaginables qu'on lui appliquait le code, quand on ne trouvait pas le moyen de l'acquitter. Mais, où cette différence est apparue dans toute sa nudité, c'est dans la période qui va de 1914 jusqu'à nos jours. Dès le début de la mobilisation, les hommes, les simples soldats et les sous-officiers, furent traités avec une rigueur qu'il n'est pas excessif de qualifier de bestiale. Il est certain que nulle part dans les pays belligérants on a usé et dépassé la mesure comme ce fut le cas chez nous. Des hommes arrachés d'une heure à l'autre à leur famille, à la vie civile, pour se rendre à la frontière, furent condamnés à des mois de prison pour s'être endormis un instant en montant la garde ou, lorsque révoltés par la façon inhumaine dont ils étaient traités par certains officiers, ces hommes répandaient un peu brusquement à leur supérieur, ils furent envoyés devant la justice militaire et par elle dans les pénitenciers pour y subir le régime de ces établissements, au milieu des condamnés pour délits de droit commun. Ce n'est que sous la pression de l'opinion publique, soulevé par de tels procédés, qu'on finit par les soumettre à un régime spécial. Ce fut dans notre pays durant un certain temps un vent de folie réactionnaire qui soufflait, menaçant d'emporter ce qui reste encore d'esprit démocratique. Il semblait que dans la bourgeoisie suisse éclatait une rage trop longtemps contenue contre la classe ouvrière, qui malgré toutes les entraves semées sur sa route, s'organisait, fortifiait ses moyens d'émancipation. Possédant le pouvoir absolu, la bourgeoisie profitait de la situation créée par l'état de guerre extérieure, pour exercer une tyrannie qui n'a rien de commun avec l'esprit démocratique. Dans une grande partie du corps des officiers, l'état d'esprit était tel qu'il souhaitait, qu'il désirait ardemment la victoire des armées impériales, sachant que si la victoire était de ce côté, c'en serait fait pour un certain temps du

mouvement socialiste et syndical. Au fur et à mesure que s'augmentait la progression des armées allemandes, chez nous la brutale tyrannie de certains officiers se développait pour atteindre son point culminant lors de la publication de ce que l'on a appelé « les douze commandements du major Wille », celui que le populaire appelait le « Kronprinz ». Je n'ai pas besoin d'apporter ici la preuve de ce que j'avance. Les faits sont tellement évidents que le Conseil fédéral a cru ne pas pouvoir les passer sous silence, mais il se borne à une simple allusion dans son message. Il est vrai qu'il essaye de les atténuer en rejetant la faute sur les dispositions d'un code pénal militaire suranné. Tandis que les soldats, les sous-officiers étaient jugés comme l'on sait, des officiers supérieurs on pu se rendre coupables d'actes de trahison envers le pays, dont ils avaient la mission de défendre la neutralité, coupables d'avoir pratiqué l'espionnage en faveur d'un groupe de belligérants, portant ainsi la plus grave atteinte au principe de neutralité du pays, telle qu'elle est conçue dans la déclaration du Conseil fédéral du mois d'août 1914. Eh bien, malgré ces actes d'une gravité exceptionnelle, la justice militaire n'hésita à se prostituer en les acquittant et en les renvoyant simplement au Général pour être punis disciplinairement. Dans un autre pays, ces mêmes actes eussent été punis avec la dernière rigueur. Ceux qui s'en sont rendus coupables eussent peut-être été envoyés au poteau d'exécution. La justice militaire de ce pays, sous la pression sinon de l'Etat major auquel appartenait les officiers coupables, du moins sous la pression du chef de l'Etat major s'est déshonorée au point qu'elle ne s'en relèvera pas, quelle que soit la tactique employée dans la campagne qui va s'ouvrir autour de cette initiative. Ce jugement demeurera pour nous comme pour nos descendants, une bien triste page de notre histoire nationale.

C'est tout ce faisceau de faits, dont la pratique remonte bien avant l'année 1914, qui ont jeté le discrédit sur la justice militaire et qui sont la cause que dès maintenant l'heure de sa disparition a sonné, quel que soit l'effort fait pour la maintenir.

Comment avons-nous pu descendre aussi bas ? A la question ainsi posée, je n'hésite pas à répondre que ce changement aussi profondément regrettable doit être attribué au régime majoritaire sous lequel nous vivons depuis la constitution de 1848. A cette époque la démocratie n'était pas seulement un mot dont on se sert pour éblouir les masses populaires. Les hommes de gouvernement et avec eux les législateurs s'efforçaient de faire de la démocratie une réalité dans la mesure où l'éducation morale et intellectuelle du peuple le permettait. La loi déterminait aussi exactement que possible son empire. C'est ce que l'on retrouve notamment dans le code pénal militaire, ou la « loi fédérale du 27 août 1851 ». Dans son introduction, la loi indique d'une manière précise les personnes qui y sont soumises. Il y est entre autres dit ce qui suit :

« Art. premier. Sont soumis aux dispositions du présent code :

a. Toutes les personnes qui sont au service militaire fédéral ou cantonal ou sur l'état de situation d'une troupe au service militaire fédéral ou cantonal.

b. les militaires qui, en dehors du service sont, à une occasion quelconque, revêtus de leur habit militaire.

c. Tous les volontaires admis dans l'armée.

d. Toutes les autres personnes qui suivent volontairement les troupes et qui sont avec elles en rapport permanent, ainsi: les domestiques des militaires, les vivandiers, les blanchisseurs, etc.

e. Les personnes attachées temporairement à l'armée pour des fonctions particulières, telles que, transports militaires, service de poste, de boulangerie, de boucherie, de magasins, d'hôpitaux militaires, etc., pour des actes se rattachant à ces fonctions.

f. Tous ceux qui détournent ou cherchent à détourner des militaires de leurs devoirs militaires, ou qui, soit en Suisse, soit à l'étranger, se rendent coupables d'embauchage ou d'espionnage en faveur de l'ennemi.

g. Tous ceux qui, lorsque l'armée est en pays ennemi (art. 36), commettent un délit contre des personnes ou des objets appartenant à l'armée ou à des fonctions militaires.

h. Tout individu astreint au service militaire, qui n'obéit pas à l'ordre qui lui est donné, conformément aux règlements en vigueur, de se rendre au service, ainsi qu'il est dit à l'art. 97; de même tous ceux qui, ayant été mis en disponibilité, se soustraient par une absence au service militaire.

i. Tout individu qui cherche à se soustraire au service militaire en simulant des infirmités ou en se mutilant, ainsi que tout médecin qui délivre sciemment un faux certificat sur l'état de santé d'un homme astreint au service militaire dans le but de l'exempter du service, ainsi qu'il est dit aux articles 156 et 157.

k. Les prisonniers de guerre.

Art. 2. Les actions ou omissions punissables de la part de militaire, sont ou des délits ou des fautes de discipline.

Toute action ou omission qui n'est pas qualifiée délit ou faute de discipline par le présent code ne peut être frappée d'une peine par un tribunal ou un supérieur militaire. Les délits et les fautes de discipline ne peuvent être punis de peines autres que celles qui sont prononcées par le présent code.

Art. 3. Le militaire (ou l'une des personnes mentionnées à l'art. 1) qui se rend coupable d'une action non prévue par le présent code, mais néanmoins réputée délit d'après les dispositions du droit commun y relatif, doit être renvoyé devant les tribunaux civils de la Confédération, ou du canton dans les troupes duquel il sert, ou s'il n'appartient à aucun contingent, du canton dans lequel il avait immédiatement avant son entrée au service son domicile ordinaire, et à défaut de domicile, sa résidence.

Les articles 1 à 3 sont abrogés par le code de procédure pénale militaire (loi fédérale du 28 juin 1889). »

Or, Messieurs, le code de procédure pénale du 28 juin 1889 est venu abroger ces articles et les remplacer par d'autres dispositions applicables à un nombre plus considérable de personnes qui ne sont pas des militaires et qui n'ont aucun rapport direct avec les militaires. C'est ainsi que depuis 1914, tout un ensemble de personnes ont été renvoyées devant les tribunaux militaires, alors que le bon sens même

disait qu'ils relevaient des tribunaux civils. Voulez-vous quelques exemples: Je prends d'abord celui de Froideveaux qui fit tant de bruit en son temps. Les actes dont ils s'était rendu coupable devaient être jugés par les tribunaux civils. Il en fut de même pour toute une série de journalistes qui furent traduits devant les tribunaux militaires, pour des articles et qui, pour autant que justiciables, relevaient des tribunaux civils. C'est également par suite d'une interprétation élastique de la loi de 1889 que des centaines de personnes furent poursuivies par la justice militaire, pour des faits se rapportant à la grève générale et qui devaient être jugés par les tribunaux civils. Le même état d'esprit que celui signalé il y a un instant dans la loi de 1889 se retrouve dans toute notre législation des trois dernières décades. Je n'en veux pour preuve que le bureaucratisme et l'esprit de domination qui saturent la loi et l'organisation des chemins de fer fédéraux, l'esprit de méfiance et je dirai de haine de classe que l'on rencontre à chaque pas dans la loi concernant l'assurance en cas de maladie et d'accidents. C'est contre cet état d'esprit que nous devons réagir.

Messieurs, les initiateurs veulent aller plus loin, ils pensent que la plus vieille démocratie du monde doit marquer le pas dans la voie de la vraie justice. Nous sommes une nation qui a pris pour devise « Tout pour le peuple, tout par le peuple ». Dans la plupart de nos cantons les juges sont nommés par le suffrage universel. Ceux des tribunaux d'appel sont nommés par la représentation populaire issue du suffrage universel. Comment en est-il pour la nomination des juges militaires? Je suis certain que parmi les membres de cette assemblée de représentants du peuple, beaucoup d'entre vous, peut-être bon nombre d'officiers, sont comme moi et ne savent pas qui nomme les juges militaires. Dans son message le Conseil fédéral nous dit que les tribunaux militaires se composent, outre le grand juge, de trois officiers et de trois sous-officiers et soldats, choisis dans l'arrondissement de division. Il a voulu par là revêtir la justice militaire du manteau de la démocratie. Eh bien, je dis moi que c'est là un argument de fortune et que cette manière de choisir les juges ne donne aux justiciables aucune garantie de leur indépendance. N'a-t-on pas vu dans le récent et retentissant procès de la grève générale comment l'autorité militaire a pesé sur les juges. N'a-t-on pas donné d'en haut des ordres pour que tel jugement, qui devait créer un précédent, soit rendu à une date fixée par elle? N'avez-vous pas eu connaissance de telle circulaire adressée aux auditeurs de l'armée, leur prescrivant d'interpréter la loi ou l'arrêté ou l'ordonnance de telle manière indiquée par le Conseil fédéral, ou par son département militaire? Cela, Messieurs, ce n'est plus la justice exerçant son ministère d'une manière indépendante, c'est seulement un simulacre de justice, c'est de la comédie judiciaire. Je ne crois pas que des juges de carrière se prêtent à des manœuvres de ce genre.

Au sein de la commission, et le rapporteur de la majorité l'a répété ici, on a reproché à l'initiative de vouloir remettre le jugement des justiciables aux tribunaux des cantons où fut commis le délit. On a dit qu'il arriverait que ces juges pourraient être appelés à rendre leur verdict contre des gens dont ils ne connaîtraient ni la langue, ni les moeurs, ni les

habitudes. Il faut reconnaître, si l'on veut se donner la peine d'être objectif, que dans notre pays, ceux qui composent les tribunaux cantonaux sont presque tous des universitaires, partant des gens connaissant plusieurs langues, de sorte que la valeur de cet argument n'a que bien peu de valeur. Ce sont des hommes qui par leurs études et par le contact qu'ils y ont trouvé durant celles-ci, connaissent à peu près les moeurs et les habitudes des différentes parties de notre pays. Mais où l'argument se retourne contre ceux qui l'invoquent, c'est quand on fait des comparaisons avec la pratique actuelle. Froideveaux qui est un Jurassien, ne connaissant pas la langue allemande, avait demandé d'être jugé par un tribunal de langue française. N'a-t-il pas été jugé par le tribunal de la troisième division, et cela en dépit de ses protestations? Le capitaine Läufer n'a-t-il pas été jugé par un tribunal de langue italienne? Or, Messieurs, pour autant que je sache, les Jurassiens n'ont ni les mêmes moeurs, ni les habitudes que les gens de la ville de Berne. Il ne parlent pas davantage le même langage. Je ne pense pas non plus que les Tessinois parlent le même langage que les Emmenthalois. Ces deux exemples suffiraient pour détruire l'argument de l'honorable rapporteur de la commission. Mais, pour bien montrer que sous le régime actuel on ne s'embarrasse pas de ces détails, je rappellerai les citoyens de langue allemande qui furent jugés à Morat par le tribunal de la deuxième division et ceux de langue française qui, au procès de la grève générale, furent jugés par le tribunal de la troisième division, les citoyens de langue française qui furent jugés à Berne par la section allemande du tribunal de la deuxième division. Ainsi, Messieurs, au point de vue de la langue et des moeurs, par les quelques exemples que je viens de citer, le principal argument sur lequel se fonde votre opposition à l'initiative, je crois en avoir démontré la caducité, il se retourne contre vous, parce que si celle-ci venait à être acceptée, il n'y aurait pas grand chose de changé dans la pratique actuelle.

Il me reste encore à examiner l'un des arguments invoqués contre l'initiative; c'est celui de la discipline. Vous dites: la suppression des tribunaux militaires saperait à sa base la discipline dans l'armée. J'avoue que cet argument est pour le moins surprenant. Je me demande quelle influence pourrait bien exercer sur la discipline le fait que les délinquants de l'armée seraient justiciables de tel ou tel autre tribunal. L'essentiel pour la discipline, c'est que les fautifs soient punis, peu importe le juge qui prononce la peine. Il me paraît vraiment oiseux de faire intervenir la discipline en l'occurrence et il faut vraiment que la raison perde ses droits, pour être contrainte d'avoir recours à de tels artifices. Ce que l'on craint sans doute, c'est que les juges civils viennent à acquitter des soldats coupables de s'être refusés un jour d'appliquer à sa lettre le « Crédo » du major Wille, ces douze commandements qui demeureront la honte de celui qui les a conçus et édictés, aussi bien qu'ils demeurent une honte pour les autorités qui n'ont pas cru devoir réagir publiquement contre des extravagances de ce genre, qui font injure aux citoyens soldats de la mère des républiques.

Et pour terminer, j'ajouterai encore quelques mots au sujet du reproche que l'on nous adresse de n'avoir pas demandé en même temps que la suppression des tribunaux militaires, la révision du code pénal



militaire. Dans l'esprit des initiateurs, cette revision devait évidemment suivre le prononcé favorable du verdict populaire. Au reste, le Conseil fédéral, qui à l'époque où fut lancée l'initiative n'avait pas encore songé à la saboter, paraît l'avoir si bien compris, qu'en mai 1916, c'est à dire au moment où s'opérait la cueillette des signatures, il avait déjà chargé le professeur Ernest Hafter, major d'état-major judiciaire, de préparer un avant-projet de code pénal militaire.

Messieurs, je vous propose de repousser les propositions de la majorité de la commission et d'adhérer à l'initiative des 118.996 citoyens suisses qui vous le demandent en vertu de leurs droits souverains.

**Wyrsch:** Gestatten Sie mir, den Ordnungsantrag zu unterstützen, den Ihnen bereits der Präsident der Kommission beantragt hat. Dieser Ordnungsantrag geht dahin, dass die Angelegenheit an die Kommission zurückgewiesen werde zur Prüfung der Frage der Aufstellung eines Gegenentwurfes gegenüber der Initiative auf Aufhebung der Militärjustiz. Ich möchte den Antrag des Präsidenten, der zugleich ein Antrag der Gesamtkommission ist, dabei noch etwas erweitern.

Die Idee, einen Gegenvorschlag aufzustellen, ist dem Gedanken entsprungen, es sollte den Kritikern, den Aussetzungen und einer gewissen Missstimmung über die Militärstrafrechtspflege anders Rechnung getragen werden als nur durch die blosse, glatte, vollständige Ablehnung der Initiative. In vielen bürgerlichen Kreisen herrscht die Auffassung, dass man den Einwänden und den Aussetzungen gegen die Militärjustiz in dem Sinne Rücksicht tragen sollte, dass man eine zeitgemässe Einschränkung der Militärjustiz vornimmt. In dieser Auffassung habe ich mir erlaubt, im Einverständnis mit einigen meiner politischen Freunde einen Gegenvorschlag zur Militärjustizinitiative der Kommission zu unterbreiten und ihr gestern abend vorzulegen. Aus ähnlichen Erwägungen heraus hat Herr Oberst Bühler von Frutigen dann auch seinerseits einen Antrag gestellt auf Aufstellung eines Gegenentwurfes, der formell und materiell sich von meinem Antrag unterscheidet, der aber den gleichen Tendenzen und Erwägungen entsprungen ist.

Es ist Ihnen nun bereits ausgeführt worden, dass die Kommission nicht die Möglichkeit hatte, abschliessend, definitiv Stellung zu nehmen zu diesen Gegenvorschlägen und dass die Kommission wünscht, dass ihr die Möglichkeit hierzu noch geboten werde, um zu versuchen, ob es nicht möglich sei, zwischen den verschiedenen Anträgen auf Aufstellung eines Gegenvorschlages eine Einigung herbeizuführen. Die Frage ist so wichtig und von so grosser Bedeutung, dass ich glaube, man sollte diesem Wunsche der Kommission entsprechen. Ich bin also für diese Rückweisung an die Kommission. Dabei möchte ich jedoch den Wunsch aussprechen, dass durch die Rückweisung die Erledigung der Initiative nicht weiter hinausgeschoben werde, und zwar in dem Sinne, dass wenn immer möglich die Weiterbehandlung des Gegenstandes in der dritten Sessionswoche wieder aufgenommen werde. Ich halte das für möglich.

Das ist der Wunsch, den ich an den Antrag auf Rückweisung an die Kommission knüpfe.

Sodann möchte ich Ihnen beantragen, die nationalrätliche Kommission um zwei Mitglieder zu ergänzen. Ich halte dafür, dass in einer Kommission, die sich

mit der Frage einer Verfassungsrevision zu beschäftigen hat, vorab alle Parteien, alle Fraktionen des Parlamentes, vertreten sein sollten. Ich muss nun nach dieser Richtung hin konstatieren, dass eine Gruppe des Rates, die sozialpolitische Gruppe, in der Kommission überhaupt keinen Vertreter hat. Sodann muss ich weiterhin feststellen, dass auch die deutschsprechenden sozialistischen Anhänger der Initiative in der Kommission nicht vertreten sind. Ich halte es nun für nötig, dass, nachdem gegen die Initiative sowohl ein welscher wie ein deutscher Berichterstatter gesprochen haben, es im Interesse einer gewissen Gleichheit und um bei den Initianten nicht das Gefühl der Hintansetzung aufkommen zu lassen, als geboten erscheint, dafür zu sorgen, dass die Anhänger der Initiative auch zu einem deutschen Berichterstatter kommen. Deshalb beantrage ich Ihnen, die Kommission um zwei Mitglieder zu erweitern.

**M. Maunoir,** rapporteur français de la majorité de la commission: Je tiens à rappeler ici que la commission s'est déclarée d'accord pour ce renvoi. Il devient d'autant plus nécessaire que j'aie en mains encore une troisième proposition de contre-projet. J'aurais voulu cependant que ces propositions fussent portées les unes et les autres à la connaissance du Conseil national et j'aurais voulu que les auteurs de ces propositions veuillent bien en donner quelques développements. Nous aurions eu peut-être plus de suggestions. Mais les auteurs eux-mêmes ne se sentent pas complètement prêts à développer leurs propositions. Dans ces conditions, force nous est bien d'accepter le renvoi pur et simple à la commission pour examen des diverses propositions.

**Präsident:** Der Herr Präsident der Kommission beantragt einfache Rückweisung an die Kommission. Ich denke, eine Differenz mit dem Antrage des Herrn Wyrsch ist nicht vorhanden, und Herr Wyrsch wird damit einverstanden sein. (Zustimmung.) Ferner beantragt Herr Wyrsch, dass die Kommission durch zwei Mitglieder ergänzt werden soll. Sie haben so beschlossen. Der Antrag des Herrn Wyrsch ist also angenommen, mit dem Wunsche, dass die Kommission womöglich noch in dieser Sitzung referiere, ohne eine bestimmte Weisung. Das Traktandum ist für heute erledigt.

**Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme zum Volksbegehren).**

**Supression de la justice militaire (Préavis sur l'initiative populaire).**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1919
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	987
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	04.06.1919 - 08:00
Date	
Data	
Seite	485-501
Page	
Pagina	
Ref. No	20 028 750

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

que maintenant nous sommes tout à fait d'accord sur le sens du mandat que vous déléguez au Conseil fédéral et sur le sens du droit de ratification que vous vous réservez.

Angenommen. — (Adopté.)

• Art. 6.

Angenommen. — (Adopté.)

Art. 7.

**Hirter**, deutscher Berichterstatter der Kommission: Hier beantragen wir eine redaktionelle Aenderung gegenüber der Fassung des Ständerates. Wir wünschen zu sagen: «Administrative Streitigkeiten entscheidet letztinstanzlich der Bundesrat. Nach Errichtung des Verwaltungsgerichtes geht diese Befugnis an dieses über.»

Im zweiten Alinea stimmt Ihre Kommission dem Ständerate bei.

Angenommen. — (Adopté.)

Art. 8.

Angenommen. — (Adopté.)

Art. 9.

**M. de Cérenville**, rapporteur français de la commission: L'article 9 supprime dès l'entrée en vigueur des statuts de la caisse de prévoyance la jouissance ultérieure de traitement alloué dans les cas d'invalidité ou de décès, sauf dans le cas où la suppression de cette faveur aurait pour effet de placer un assuré dans une situation moins avantageuse que celle qu'il aurait eue sous le régime en usage avant l'entrée en vigueur des statuts. Cet article abroge ainsi la disposition de la loi fédérale du 2 juillet 1897 concernant les traitements des fonctionnaires et employés fédéraux qui dispose que quand une place devient vacante par suite de maladie ou de décès, la jouissance de traitement peut être accordée pour une année au plus.

A propos de l'article 9 la question a été posée au sein de la commission au représentant du Conseil fédéral de savoir quel serait le sort, une fois la caisse d'assurance entrée en vigueur, de la subvention faite jusqu'ici et qui ascende à 461,000 fr. à la Société suisse d'assurance sur la vie destinée exclusivement au personnel qui fera dorénavant partie de la caisse d'assurance de la Confédération. Il paraît en effet que cette subvention ferait double emploi avec les versements considérables que la Confédération sera appelée à faire pour la nouvelle caisse d'assurance et qu'elle doit en conséquence disparaître. Le Chef du département fédéral des finances a déclaré à votre commission que le Conseil fédéral partageait cette manière de voir et qu'il en serait tenu compte lors de l'élaboration du budget pour 1920, tout en réservant l'éventualité d'une réduction successive de cette subvention pour ne pas porter atteinte à des situations acquises, si

sa suppression complète et immédiate ne paraissait pas immédiatement réalisable.

Angenommen. — (Adopté.)

Art. 10.

Angenommen. — (Adopté.)

Gesamtabstimmung. — *Votation sur l'ensemble.*

Für Annahme des Gesetzesentwurfes 87 Stimmen  
(Einstimmigkeit).

An den Ständerat.  
(Au Conseil des Etats.)

**Sitzung vom 16. September 1919,  
vormittags 8 Uhr.**

*Séance du 16 septembre 1919, à 8 heures  
du matin.*

Vorsitz: } Hr. Häberlin.  
Présidence: }

**987. Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme  
zum Volksbegehren).**

*Suppression de la justice militaire (Préavis sur l'initiative  
populaire).*

Antrag der nationalrätlichen Kommission  
vom 14. August 1919.

**Bundesbeschluss**

betreffend

**das Volksbegehren um Aufnahme eines Art. 58<sup>bis</sup>  
in die Bundesverfassung (Aufhebung der  
Militärjustiz).**

(Vom . September 1919.)

Die Bundesversammlung der schweizerischen Eidgenossenschaft, nachdem sie vom Volksbegehren um Aufnahme eines Art. 58 bis in die Bundesverfassung (Aufhebung der Militärjustiz) Kenntnis genommen hat, nachdem ihr der Bericht des Bundesrates vom 11. Dezember 1918 vorgelegt worden ist, gestützt auf Art. 121 ff. der Bundesverfassung und Art. 8 ff. des Bundesgesetzes vom 27. Januar 1892 über das Verfahren bei Volksbegehren und Abstimmungen betreffend Revision der Bundesverfassung, beschliesst:

## I.

Es wird Volk und Ständen beantragt, den durch Volksbegehren aufgestellten Vorschlag folgenden Wortlauts zu verwerfen :

«Die Militärjustiz ist aufgehoben. Vergehen gegen das Militärstrafgesetz werden von den bürgerlichen Gerichtsbehörden desjenigen Kantons, in welchem sie begangen worden sind, untersucht und beurteilt.

Das Verfahren richtet sich nach den kantonalen Prozessordnungen.

Gegen die Endurteile der kantonalen Gerichte ist die Kassationsbeschwerde beim Bundesgericht zulässig.

Der Arrest als militärische Disziplin- oder Ordnungsstrafe darf zehn Tage nicht überschreiten. Die Strafen dürfen nicht durch Schmälerung der Kost oder durch Verhängung von Dunkelarrest verschärft werden.

Das Beschwerderecht gegen Disziplinarstrafen ist gewährleistet; es dürfen wegen Ausübung dieses Rechtes keinerlei Strafen verhängt werden.»

## II.

Es wird Volk und Ständen beantragt, an Stelle des gemachten Vorschlages den nachstehenden Artikel 20 bis anzunehmen:

«Die von der Militärstrafgesetzgebung vorgesehenen Mindestmasse bei Gefängnis werden aufgehoben.

Ausserhalb des aktiven Militärdienstes stehen die Zivilpersonen nicht unter der Militärgerichtsbarkeit. In Zeiten aktiven Militärdienstes können sie nur für die im Militärstrafgesetzbuch vorgesehenen Fälle unter diese Gerichtsbarkeit gestellt werden.

Die Ordnungsstrafen dürfen nicht durch Schmälerung der Kost oder durch Verhängung von Dunkelarrest verschärft werden. Das Beschwerderecht gegenüber der Verhängung von Ordnungsstrafen ist gewährleistet. Wegen Ausübung dieses Rechts dürfen keine Strafen verhängt werden.»

**Proposition de la commission du Conseil national du 14 août 1919.**

### Arrêté fédéral

sur

**l'initiative populaire en vue de l'introduction d'un article 58<sup>bis</sup> dans la constitution (suppression de la justice militaire).**

(Du — septembre 1919.)

#### L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

Vu l'initiative populaire en vue de l'introduction d'un article 58 bis dans la constitution (suppression de la justice militaire);

Vu le rapport du Conseil fédéral du 11 décembre 1918;

Vu les articles 121 et suivants de la constitution et les articles 8 et suivants de la loi fédérale du 27 janvier

1892 concernant le mode de procéder pour les demandes d'initiative populaire et les votations relatives à la revision de la constitution,

arrêté:

## I.

Il est proposé au peuple et aux cantons de rejeter le projet émanant de l'initiative populaire et ainsi conçu :

«La justice militaire est supprimée. Les délits visés par le code pénal militaire seront déferés, pour l'instruction et le jugement, à la justice ordinaire du canton dans lequel ils ont été commis.

La procédure à suivre est fixée par le code de procédure en vigueur dans le canton.

Le jugement rendu en dernier ressort par le tribunal du canton peut être déferé au Tribunal fédéral par un pourvoi en cassation.

Les arrêts infligés comme peine disciplinaire ou d'ordre ne peuvent excéder dix jours. La peine ne peut être aggravée ni par une réduction de l'alimentation ni par le retrait de la lumière du jour.

Le droit de porter plainte contre une peine disciplinaire est garanti; l'exercice de ce droit ne peut entraîner aucune punition.»

## II.

Il est proposé au peuple aux cantons d'adopter, au lieu et place du projet d'initiative, un article 20 bis ainsi conçu :

«Les minima des peines d'emprisonnement prévues par la législation pénale militaire sont supprimés.

Hors du service actif les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire. En temps de service actif elles ne peuvent être traduites devant cette juridiction que pour les cas prévus par le code pénal militaire.

Les peines disciplinaires ne peuvent être aggravées ni par une réduction de l'alimentation ni par le retrait de la lumière du jour. Le droit de porter plainte contre une peine disciplinaire est garanti. L'exercice de ce droit ne peut entraîner aucune punition.»

M. Maunoir, rapporteur français de la commission. Dans la séance du 4 juin dernier, la commission que vous avez chargée de préavis sur l'initiative socialiste tendant à la suppression des Tribunaux militaires, a rapporté par l'organe de son président et de M. le conseiller national Grünenfelder, en proposant avant tout le rejet de l'initiative, soit l'adhésion à la décision que, sur la proposition unanime de sa commission, le Conseil des États, qui avait la priorité sur cet objet, avait prise au début de la présente année.

Je dis «avant tout», car un fait nouveau avait surgi. Depuis le moment où votre commission s'était réunie et avait conclu au rejet pur et simple de l'initiative, et la veille seulement du jour où elle devait rapporter devant le Conseil national, quelques membres de cette commission, préoccupés de l'état d'esprit qu'ils constataient dans les masses populaires de leurs cantons, émettaient l'idée qu'il serait peut-être plus prudent de rédiger un contre-projet à opposer à celui des ini-

tants, pour bien montrer à ceux-ci que nous étions prêts à tenir compte de celles des critiques qui avaient paru justifiées contre la justice militaire.

Vos rapporteurs firent donc des réserves expresses, demandant le renvoi de la discussion, jusqu'à ce que la commission eût pu examiner à loisir les divers textes qui avaient déjà été déposés et sur lesquels, en raison même de leur rédaction un peu hâtive et par conséquent imparfaite, elle n'était pas à même de se prononcer d'une manière définitive. —

Vous avez bien voulu, Messieurs les députés, consentir à ce renvoi — votre commission en a profité pour inviter chacun de ses membres à présenter les projets qu'ils estimeraient devoir opposer à l'initiative socialiste — puis elle a soumis les divers textes en présence au département militaire fédéral, en le priant de bien vouloir à son tour consulter les personnes qu'il estimerait compétentes, ce qui a eu lieu — Monsieur l'auditeur en chef et Monsieur le professeur Hafter, rédacteur de l'avant-projet de code pénal militaire, ont donné leur avis, qui a été communiqué aux membres de la commission — enfin celle-ci s'est réunie en session à Lucerne, et c'est le résultat de ses travaux qu'elle vous apporte aujourd'hui, en espérant que ceux-ci contribueront à vous éclairer et provoqueront une décision qui soit agréée à son tour par le peuple, lorsqu'il sera appelé à se prononcer définitivement.

Sur la question de principe, c'est-à-dire d'opportunité de présenter ou non un contre-projet, que devons-nous constater ?

Il est certain que les initiants, en demandant de supprimer les tribunaux militaires et de faire juger les délits par la justice ordinaire du canton où ils ont été commis en application du code pénal militaire, manqueraient le but qu'ils veulent atteindre.

De quoi se plaignent-ils principalement ?

De la sévérité des tribunaux militaires d'abord, et de la trop grande extension de la juridiction militaire à des personnes de condition civile ensuite.

Or, et cela a été déjà largement démontré dans notre premier rapport, la sévérité des tribunaux militaires vient bien moins de la manière de juger que de la loi à appliquer. Le code pénal militaire de 1851 est un code vieilli, qui a été fait à une époque où on croyait devoir restreindre dans des limites déterminées l'appréciation des juges, d'où la fixation de peines minima beaucoup trop élevées.

Prenons un seul exemple, pour vous faire toucher du doigt la question, mais un seul pour ne pas abuser de votre patience (on pourrait les multiplier):

Un militaire vole 45 fr. dans un magasin. Il commet un vol simple, mais néanmoins le code pénal de 1851 dit que, si la valeur de l'objet volé est supérieure à 40 fr., le coupable devra être puni de réclusion. Or, un autre article du code dit que la durée de la peine de réclusion ne peut être inférieure à un an.

Le militaire devrait donc, d'après le code de 1851, être condamné à un an au moins de réclusion pour un vol simple de 45 fr. Ce régime a duré pendant 50 ans.

Mais en 1904 l'Assemblée fédérale, déjà sous l'influence de la mauvaise humeur que la rigueur de ce code provoquait, a cherché à atténuer celle-ci et, par une loi du 23 juin, a décidé que, si l'infraction était commise en service d'instruction, le juge, c'est-à-dire le tribunal pourrait réduire jusqu'au tiers le minimum de la peine privative de liberté, et, conformément

à un autre article du code, commuer la peine de réclusion en celle d'emprisonnement.

L'Assemblée fédérale a-t-elle bien compris, à cette époque-là, la portée exacte de cette réduction de peine ? Je me permets d'en douter, car il faut avoir pratiqué le code pénal pour en bien saisir toutes les finesses et les nuances.

Un profane vous dirait, à la lecture de cet article: c'est bien simple, au lieu d'un an vous pouvez mettre quatre mois à ce militaire coupable d'un vol de 45 fr.

Et bien c'est une erreur: comme il n'est pas permis de réduire la réclusion à moins d'une année, vous devez transformer la réclusion en emprisonnement, et c'est alors que vous vous heurtez à un autre article impératif qui dit:

« Lorsqu'il est nécessaire de prononcer la peine de l'emprisonnement au lieu de la réclusion, la durée de la peine doit être augmentée de moitié. »

$4 \text{ plus } 2 = 6$ . Vous êtes forcé de mettre au moins six mois d'emprisonnement à ce voleur de 45 fr.

En outre, remarquez que ce n'est qu'un service d'instruction, c'est-à-dire dans une école de recrues ou dans un cours de répétition.

Si le militaire est en service actif, comme par exemple pendant ces cinq dernières années, vous n'avez plus le droit de mettre moins d'un an de réclusion. Je dis « vous n'avez plus le droit », je devrais dire: « vous n'aviez plus le droit ».

Sous la poussée de nouvelles récriminations — vous vous souvenez en effet qu'à plusieurs reprises des interpellations et motions ont été présentées devant ce Conseil pour demander l'atténuation des rigueurs de notre code, notre Conseil fédéral rendait, en date du 12 octobre 1915, en vertu de ses pleins pouvoirs (dans ce cas-là personne ne lui en faisait un reproche) une ordonnance étendant entr'autres au service actif le bénéfice de la loi de 1904 qui avait prévu pour le service d'instruction la possibilité de réduire les peines dans la mesure que nous venons de voir.

Il n'en reste pas moins que notre voleur de 45 fr. doit, aujourd'hui encore, subir une peine d'au moins six mois d'emprisonnement, sans qu'il soit loisible au tribunal d'atténuer cette peine davantage.

Vous m'excuserez, Messieurs les députés, de vous avoir en quelque sorte donné, pendant cinq minutes, un cours de droit pénal militaire, mais j'estime qu'un exemple illustre mieux que tous les exposés théoriques le défaut à mettre en lumière. —

Notre loi pénale avait et a conservé des minima trop élevés et partant trop rigoureux.

Or, que demandent les initiants pour remédier à cet état de choses ? Ils demandent que ce soient les juges ordinaires du canton, où le délit a été commis, qui appliquent le code pénal militaire.

Ces juges ordinaires, devant appliquer la loi existante, seront, aussi bien que des juges militaires, obligés de mettre six mois d'emprisonnement à votre voleur de 45 fr.

Il n'y aura donc rien de changé à ce dont on se plaint en ce qui concerne les militaires — on aura simplement remplacé un borgne par un aveugle, car on peut être certain aussi que le juge civil sera moins expérimenté pour appliquer la loi militaire, de même qu'on peut douter, surtout dans certains cantons, qu'il soit plus enclin à la douceur. — Les militaires seront donc jugés, si l'initiative devait triompher devant le peuple, par des gens incompetents et souvent en

outre par des juges ne parlant pas la même langue, ne comprenant pas les nuances d'une cause délicate ni la mentalité de l'accusé. Et ces juges seront tenus, obligés d'appliquer la même loi militaire, qui est la cause primordiale de l'exagération des peines.

C'est donc à la loi pénale, au code qu'il fallait s'en prendre, c'est contre le code que l'initiative aurait normalement dû être lancée; les socialistes, qui ont pris la tête du mouvement, ont mal éclairé leur lanterne, ils ont fait fausse route, et s'ils persistent à recommander l'adoption de leur initiative, ils induiront le peuple en erreur et spéculeront sur son ignorance; à nous tous, qui désirons sincèrement atteindre le même but, c'est-à-dire diminuer les rigueurs de la loi militaire, il importe d'instruire d'une manière complète nos concitoyens, et de leur montrer les vrais remèdes qu'il faut chercher.

Le Conseil fédéral l'a déjà compris — il a pris l'initiative de la réforme totale du code pénal militaire, il a soumis ce projet de code aux Chambres, mais à l'heure actuelle en connaît-on l'économie dans les masses populaires? Evidemment non. L'absence de discussion publique n'a pas permis encore de voir dans quel esprit libéral ce projet de code a été conçu, supprimant pour ainsi dire tous les minima, ou les réduisant à quelques jours là où il y avait quelques mois, introduisant la peine conditionnelle, la libération conditionnelle également, permettant aux tribunaux de transformer la plupart des délits en simples contraventions disciplinaires, et d'appliquer eux-mêmes ces peines de discipline, etc. etc. C'est ainsi, qu'avec ce nouveau code, notre voleur de 45 fr., pour en revenir une dernière fois à lui, pourra n'être condamné qu'à huit jours de prison si le tribunal militaire estime que cette peine est suffisante; dans tous les cas, ce tribunal ne sera plus lié par le minimum exorbitant de six mois.

Il faudrait que chaque citoyen pût avoir ce code en mains, l'avoir lu et l'avoir compris avant d'être appelé à statuer sur l'initiative tendant à la suppression des tribunaux militaires: il comprendrait alors qu'il a été induit en erreur lorsqu'on lui a dit que, par le nouvel article constitutionnel tel qu'il est proposé, on démocratiserait l'armée. — Mais le citoyen n'aura pas ce code pénal nouveau devant lui lorsqu'il votera, il nous faut donc continuer à l'éclairer.

C'est ici qu'il convient d'aborder le second motif principal de récrimination contre les tribunaux militaires, soit la trop grande extension de la juridiction militaire à des personnes de condition civile.

Pourquoi a-t-on, pendant la mobilisation, poursuivi autant de personnes de condition civile devant les tribunaux militaires? Nous n'hésitons pas à dire que là encore ce n'est pas la faute de la juridiction militaire, ce n'est pas elle qui s'est complue à élargir ses compétences. La faute en est à la loi, et encore plus à l'interprétation donnée à la loi par le pouvoir exécutif. Le Conseil fédéral a, nous l'avons démontré, abusé des ordonnances étendant la compétence des tribunaux militaires, à des délits qui auraient parfaitement pu être jugés dans les cantons où ils se commettaient par les tribunaux ordinaires — et il l'a si bien compris qu'après un certain laps de temps, il a fait machine en arrière et rendu à la juridiction civile des délits tels que les contraventions concernant le blé, la farine, etc. . . (pour n'en citer que des exemples).

Sur quel article de la loi le Conseil fédéral s'était-il basé pour étendre ainsi la juridiction militaire?

Sur l'article 1 chiffre 8, de l'O. J. P. P. M. du 28 juin 1889, qui est ainsi conçu:

« Sont soumis à la juridiction militaire de la Confédération et à sa législation pénale militaire:

8. En temps de guerre, tout individu qui suit l'armée ou qui commet un délit contre des personnes appartenant à l'armée ou concernant des choses destinées à son usage. »

En temps de guerre? Que faut-il entendre par ce terme? On sait que notre Organisation militaire ne connaît pour le moment que deux genres de service, le service d'instruction d'une part, (écoles de recrues, cours de répétition, etc.) et le service actif d'autre part (ordre à l'intérieur, mobilisation pour la défense des frontières, défense extérieure).

Pour éviter toute confusion, le Conseil fédéral a, dès le début de la guerre assimilé le service que nos troupes viennent de faire pendant ces 5 dernières années, au service de temps de guerre, bien qu'elles n'aient pas été appelées à entrer dans le conflit, et qu'elles se soient heureusement bornées à faire un service de garde à la frontière.

Beaucoup de personnes ont pensé et pensent qu'il est regrettable que notre loi d'organisation militaire ne connaisse pas trois degrés dans le service réclamé à nos soldats — temps de paix — service actif (comprenant la garde à la frontière) et temps de guerre proprement dit (c'est-à-dire éventualité d'une entrée en guerre contre un ennemi déclaré).

Il est évident que les citoyens comprendraient bien mieux que, dans ce troisième degré on étendît la juridiction militaire à un beaucoup plus grand nombre de personnes de condition civile: quantité de délits peuvent se commettre de nature à mettre l'armée en danger, il faut qu'une justice prompte et rapide permette de conjurer ce danger et que même une sévérité plus grande serve d'exemple à ceux qui seraient sans cela plus facilement tentés de risquer quelque coup dans un but de lucre ou autre.

En temps de mobilisation à la frontière, comme celui que nous venons de faire, on s'explique beaucoup moins qu'il ait fallu soumettre tant de personnes de condition civile à la juridiction militaire.

Sans doute l'élasticité des termes de l'article que nous venons de citer « délits contre des personnes appartenant à l'armée ou concernant des choses destinées à son usage » permettait d'étendre indéfiniment la juridiction militaire: le blé sert à nourrir l'armée, donc toutes les ordonnances sur le blé seront du ressort des tribunaux militaires, pour l'armée il faut des chevaux, tous ceux qui ne font pas saillir leur jument privent éventuellement l'armée d'un poulain qui pourrait lui devenir nécessaire, donc le délinquant sera jugé militairement, etc. etc.

Il y a eu de la part de ceux qui ont interprété si extensivement l'article 1, chiffre 8, de l'O. J. P. P. M. un manque de psychologie évident, et je ne puis pas croire que ce soit le Conseil fédéral qui en ait eu l'idée; il a écouté, comme dans d'autres circonstances, les suggestions de fonctionnaires, militaires ou civils, qui rêvent toute l'année d'uniformiser nos lois pour plus de simplification et qui, si on ne les arrêtait pas de temps en temps par un bon referendum, lorsque celui-ci est possible, substitueraient volontiers aux légis-

lations variées de notre Etat fédéral une bonne réglementation centralisatrice d'Etat unitaire.

Les citoyens qui, de bonne foi peut-être, ont demandé la suppression de la justice militaire pour remédier à ces abus, se rendent-ils compte que ce n'est pas parce que les juridictions civiles des cantons auraient pris ou prendraient la place de la juridiction militaire qu'il y aurait quelque chose de changé dans la loi ou dans l'interprétation de la loi? Les tribunaux ordinaires auraient été et seraient, tout comme les tribunaux militaires, obligés d'appliquer la loi militaire et les ordonnances rendues en application de celles-ci.

C'est donc encore là contre la loi militaire qu'il fallait réagir, et c'est aussi encore là que le projet de code pénal militaire, devant la revision de la loi sur l'organisation militaire, a institué les trois degrés nécessaires: temps de paix, service actif, temps de guerre.

Et, comme le dit en tête des motifs développés à l'appui de ce projet, Monsieur le professeur Hafter, qui l'a si bien conçu et présenté au département militaire, « le premier principe à observer est le suivant: les civils ne doivent pas sans nécessité démontrée être soumis au droit militaire ».

C'est en s'inspirant de cette notion que l'auteur du projet de nouveau code a réduit considérablement le nombre des cas où les personnes de condition civile sont exposées à passer devant la juridiction militaire; — il prévoit même qu'en temps de paix le droit militaire n'est applicable qu'aux militaires.

Comme vous le voyez, Messieurs les députés, qu'il s'agisse de la sévérité des condamnations ou du trop grand nombre de civils traduits devant les tribunaux militaires, ce n'est pas en supprimant les tribunaux qu'on portera remède à un état de choses que beaucoup ont blâmé. En remplaçant les tribunaux militaires par la juridiction civile, Messieurs les socialistes n'ont apporté aucune modification dans leur projet de revision constitutionnelle à la loi elle-même qui doit être corrigée.

C'est pour cela que le Conseil des Etats d'abord, et votre commission ensuite, avaient conclu au rejet pur et simple de l'initiative. Ils pensaient qu'en expliquant au peuple l'erreur fondamentale de l'initiative, celui-ci repousserait le projet de revision constitutionnelle. Mais il faut tenir compte du fait que les masses populaires sont difficiles à atteindre, qu'elles se laissent souvent entraîner par un mot, surtout quand elles sont de mauvaise humeur, et qu'elles risqueraient ainsi de se laisser en partie guider par la simple idée qu'elles votent « contre le militaire » en général, si on ne leur donne pas, par un contre-projet, remédiant véritablement au mal constaté, l'occasion de comparer les textes en présence, d'en comprendre l'économie et de se faire ainsi une opinion véritablement raisonnée.

C'est ainsi que, petit à petit et à la réflexion, votre commission est arrivée à se convaincre qu'un contre-projet était nécessaire, si on ne voulait pas risquer de voir adopter l'initiative au grand détriment de la discipline militaire, qui est et qui restera la base nécessaire de notre armée.

Où la difficulté est devenue plus grande, c'est dans la rédaction de ce contre-projet. Il faut en effet que les termes en soient lapidaires, qu'ils puissent être facilement compris, et qu'ils répondent en cela aux

vœux exprimés par la plupart de ceux qui ont donné leur signature à l'initiative lancée par Messieurs les socialistes.

A une réforme de façade, nous devons répondre par une réforme de fond.

Voyons donc de quels éléments ce contre-projet doit être composé:

A. Les militaires. Plusieurs députés, avec des rédactions différentes, nous ont proposé de restreindre la compétence de la juridiction militaire, même à l'égard des militaires, en laissant les tribunaux de droit commun juger tous les délits qui ne sont pas de nature militaire.

Cette proposition s'est d'emblée heurtée à une triple difficulté:

1° Il est pratiquement pour ainsi dire impossible d'établir une ligne de démarcation entre délits d'ordre militaire et délits de droit commun. Sans doute, il est facile de concevoir que l'insubordination ou la violation des devoirs du service rentre indiscutablement dans la catégorie des délits d'ordre purement militaire, mais pour d'autres il peut fréquemment y avoir hésitation: un soldat tire sa baïonnette et frappe un camarade et même un civil; il commet le délit de coups et blessures, soit de lésion corporelle, qui en principe est un délit de droit commun, mais il se rend en même temps indiscutablement coupable de violation des devoirs du service; au point de vue de la discipline à faire observer, de l'exemple à donner à ses camarades, il serait à tous égards préférable de le traduire devant le tribunal militaire; mais si un article constitutionnel parle simplement de délits militaires, semblable interprétation ne risque-t-elle pas de donner lieu à des contestations entre accusation et défense, à des conflits de compétence, des recours en cassation, en un mot à des complications sans fin?

Il est d'autres délits où on ne saurait pas davantage faire abstraction de la qualité de militaire de celui qui l'a commis: prenez par exemple un soldat qui, abusant de l'hospitalité qu'il reçoit, vole le propriétaire chez lequel il a été logé. On pourrait multiplier les exemples, citer des cas d'incendie, de viol, etc. . . .

La vérité c'est que le code pénal militaire doit être restreint aux cas nécessaires, mais à des cas qui relèvent du droit commun comme à des cas qui sont exclusivement militaires. Or, il appartiendra à l'Assemblée fédérale, lorsqu'elle examinera le projet de nouveau code, de dire jusqu'où celui-ci doit aller. D'ici là toute distinction que nous croirions devoir mentionner dans une disposition constitutionnelle entre délits militaires et délits de droit commun ne répondrait ni à la classification du code actuellement en vigueur, ni à celle du code en préparation. Or, nous avons déjà démontré la nécessité qu'il y avait, si on veut faire un contre-projet utile, de la rédiger de telle façon qu'il puisse être immédiatement soit automatiquement appliqué au lendemain de son entrée en vigueur. Prévoir simplement l'avenir pour un temps plus ou moins lointain serait trop illusoire pour plaire aux masses populaires.

Dans les motifs à l'appui de son avant-projet de code pénal militaire, Monsieur le professeur Hafter expose très clairement que « le droit pénal militaire est un droit spécial, fait avant tout pour être appliqué à ceux qui font partie de l'armée — que les délits purement militaires sont pour cela la partie centrale du code » — mais qu'à côté des délits purement mili-

taires, il y en a d'autres qui s'y rattachent, soit qu'ils soient « dirigés contre des biens juridiques d'ordre militaire, en particulier contre la défense nationale et contre la puissance défensive du pays: haute trahison, violation des contrats de fournitures, provocation et incitation à la violation des devoirs militaires, enrôlements illicites, etc. . . . », soit que, par le fait qu'ils ont été commis par des militaires, ils intéressent de ce fait l'ordre militaire.

Le droit pénal militaire doit donc former un tout pour les militaires; il appartient au législateur de fixer « le champ d'action qu'il convient d'attribuer au droit pénal militaire ».

2° Une autre source de difficultés naîtrait du fait de devoir traduire les militaires devant les tribunaux ordinaires pour tous les délits qui ne seraient pas de nature purement militaire: quel serait le tribunal ordinaire compétent? Serait-ce celui du domicile de l'inculpé, ou serait-ce celui du for du délit?

Celui du domicile de l'inculpé aurait l'avantage de rendre celui-ci à ses juges naturels, parlant sa même langue, connaissant sa mentalité — mais par contre la recherche du délit et l'administration des preuves devant se faire évidemment sur place et rapidement, ce seraient les juges du for du délit qui devraient procéder à l'enquête et tous les inconvénients de la langue différente apparaîtraient, soit pour l'inculpé qui ne pourrait connaître les charges exactes pesant sur lui, ni se faire comprendre, soit pour les juges du domicile appelés à juger qui recevraient un dossier auquel ils risqueraient de ne rien comprendre non plus et qu'ils devraient avant tout faire traduire (tant bien que mal); et si l'inculpé était revenu de l'étranger, n'avait pas de domicile en Suisse, il faudrait alors prévoir pour lui la compétence du lieu d'origine ou laisser le soin au département militaire fédéral de fixer le for; on aurait ainsi quatre genres de juridictions différentes: a) pour un délit militaire commis en service, tribunal militaire, b) pour un délit de droit commun, commis au service: ou tribunal du domicile de l'inculpé, ou tribunal du lieu d'origine en l'absence de domicile, c) éventuellement tribunal arbitrairement désigné par le département militaire fédéral, d) enfin pour un délit de droit commun, commis dans la vie civile, tribunal du for du délit.

Cette diversité serait de nature à faire admettre par conséquent de préférence le tribunal du for du délit pour tous les délits de droit commun commis par des militaires, comme dans la vie civile.

Mais nous avons montré déjà antérieurement que c'était l'une des dispositions de l'initiative socialiste qui était la plus critiquable et qui avait été la plus critiquée: un soldat romand est transporté avec son unité dans le canton d'Appenzell, il y commet un délit de vol par exemple, c'est le juge ordinaire d'Appenzell qui devra le juger. Juge et inculpé se comprendront-ils? — Et, suivant le canton qui sera compétent (prenons Berne par exemple, puisque la tradition, lorsqu'on parle de justice rigoureuse, est de parler de la « justice de Berne »), croit-on que l'inculpé aura à se féliciter d'être jugé par le tribunal ordinaire plutôt que par le tribunal militaire composé de juges faisant partie de la division?

Il y a donc, au point de vue théorique, des arguments contre et en faveur de chacun des deux systèmes, tribunal de domicile, ou tribunal du for du délit, mais pratiquement il vaut encore bien mieux que le

soldat soit jugé par le tribunal militaire de sa division pour les délits visés par le code pénal militaire.

Encore une fois il appartiendra aux membres de l'Assemblée fédérale, lorsqu'ils élaboreront le code pénal militaire nouveau, de fixer les limites du champ d'action de ce code: Ceux des délits qu'ils croiront devoir laisser aux tribunaux de droit commun n'auront qu'à être passés sous silence dans le code, mais Messieurs les députés se rendront mieux compte aussi, par des exemples, de ceux qu'il convient de laisser figurer dans ce code pour être jugés par les tribunaux militaires.

3° Enfin que faut-il entendre par « les militaires »?

Lorsqu'on a élaboré le nouveau projet de code pénal militaire, on a soigneusement évité d'employer ce terme en tant que terme générique.

Un militaire est évidemment en principe celui qui, étant au service, est revêtu de son uniforme.

Mais il y a des gens qui sont militaires sans être au service (ainsi celui qui porte l'uniforme en dehors du service) et même sans être en uniforme (ainsi l'homme astreint au service personnel pour ce qui concerne ses devoirs militaires, les opérations de recrutement etc. . . ).

Si on devait donc dire: « Ne sont justiciables des tribunaux militaires en temps de paix que les militaires pour les délits purement militaires », on se heurterait encore à des interprétations diverses sur ce qu'il faut entendre par « les militaires », d'où contestations et complications.

Pour tous ces motifs, qui pourraient être encore complétés et illustrés par des exemples, notre commission a estimé qu'il convenait d'en rester à la notion de la loi pénale militaire, énumérant les cas divers où la juridiction militaire doit rester compétente. — Ce n'est pas dans une formule constitutionnelle qu'on peut le préciser.

B. Les peines. Si on veut donner une satisfaction évidente à beaucoup d'initiés, c'est en atténuant la rigueur des peines qu'on y parviendra, et cela peut être réalisé par une disposition constitutionnelle, qui ressortirait immédiatement ses effets après son adoption, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'entrée en vigueur du nouveau code pénal, dont l'examen par les Chambres risque vraisemblablement de durer plus longtemps qu'on ne le croyait et l'espérait.

Nous avons vu que le code de 1851 avait prévu des minima de peines souvent trop élevés, qu'une loi du 23 juin 1904 avait déjà atténué ces minima en temps de paix et qu'enfin le Conseil fédéral en vertu de ses pleins-pouvoirs avait, par une ordonnance du 12 octobre 1915, étendu ces atténuations au temps de service actif.

Cette ordonnance ayant été rendue en vertu des pleins pouvoirs peut d'un instant à l'autre être rapportée, mais même si elle ne devait pas l'être et que la proposition soit faite par le Conseil fédéral de la transformer en loi, nous devons d'ores et déjà déclarer que sous ce rapport-là les atténuations dans la rigueur de la loi sont insuffisantes et manifester notre volonté d'aller beaucoup plus loin.

La diminution des minima de peines en cas d'emprisonnement et même leur suppression entrent peu à peu tellement dans les idées des juristes modernes que nous voyons Monsieur le professeur Hafter prévoir, dans son avant-projet de code pénal fédéral (art. 28),



que la durée de l'emprisonnement est de huit jours au moins. Qu'est-ce à dire, sinon qu'il abaisse en principe le minimum possible à huit jours. Et, si l'on parcourt la série des délits prévus dans le projet de code, on ne voit que bien peu de cas où un minimum de plus de huit jours d'emprisonnement soit prévu: je citerai le cas de révolte (2 mois) et celui de violation de devoirs du service en temps de guerre (2 mois également).

Ayons le courage de franchir le pas qui reste à faire pour reconnaître que les minima de peines d'emprisonnement (nous laissons intentionnellement en dehors la réclusion, dont une durée déterminée se justifie) ne répondent plus à une nécessité. Pourquoi deux mois, pourquoi huit jours? N'a-t-on pas assez confiance dans la perspicacité des juges pour fixer la peine justement méritée? Lorsqu'il y avait quantité de minima différents, on pouvait croire peut-être que ceux-ci étaient de nature à frapper l'imagination des soldats et à les mettre en garde contre l'entraînement au mal. Personnellement je n'ai jamais eu cette impression, mais enfin l'opinion était soutenable. Mais du moment qu'il n'y a plus que quelques cas isolés où, pour l'avenir, on prévoit des minima (je ne parle pas de ceux de huit jours qui ne sont pas un vrai minimum), pourquoi ne pas abolir carrément tous les minima? Il faut laisser aux juges le plus large droit d'appréciation et s'en remettre à leur sagesse pour l'application de l'emprisonnement. Puisque ces juges vont avoir le droit dans nombre de cas de remplacer la prison par des peines de discipline, à plus forte raison ne faut-il pas les limiter par des minima quelconques d'emprisonnement.

C'est ce qui a fait adopter l'alinéa suivant du contre-projet à opposer à l'initiative socialiste:

« Les minima des peines d'emprisonnement prévues par la législation pénale militaire sont supprimés. »

C. Les civils. Par toutes les conversations qu'ont eues de droite et de gauche, dans leurs cantons respectifs, les membres de votre commission, ils ont pu se convaincre que c'est bien l'exagération de l'extension des tribunaux militaires à autant de personnes de condition civile qui a été l'un des motifs principaux de récrimination contre cette juridiction.

Notre population est certainement libérale, démocratique et anti-centralisatrice dans sa grande majorité. D'instinct elle tient à la justice de son canton, de tempérament elle craint la juridiction exceptionnelle.

« Pourquoi, dirait le brave agriculteur, me force-t-on à comparaître devant des militaires parce que j'ai fait de la farine trop blanche? Est-ce que notre juge de paix n'était pas aussi bon que ces Messieurs en uniforme pour me juger? »

Et ce brave agriculteur a raison. Il faut donc lui donner satisfaction et ne traduire les civils devant la juridiction militaire que dans les cas où cela est nécessaire: en temps de paix, le salut de la patrie n'est pas à ce prix; on peut très bien considérer que tous les délits commis par des civils peuvent être jugés par les tribunaux cantonaux ordinaires; en temps de service actif, lorsqu'il s'agit d'assurer soit l'inviolabilité du territoire, soit l'ordre et la tranquillité à l'intérieur, il est certain que les personnes incorporées dans les services complémentaires, que les civils qui sont au service de la troupe, que les fonctionnaires militarisés et qu'enfin les internés de guerre doivent pouvoir être placés sous la discipline militaire — mais point n'est besoin d'y joindre tous ceux qui ne risquent qu'indirectement de porter préjudice à l'armée par la viola-

tion d'ordonnances de natures diverses, et surtout point n'est besoin de comprendre les délits de presse dans ceux relevant de la justice militaire. Nous ne devons pas baïllonner la presse; elle a le droit de libre critique, et si la critique dépasse les bornes permises, excite à la révolte, injurie, diffame, nos tribunaux ordinaires sont bons pour exercer les répressions nécessaires; en temps de guerre enfin, c'est alors seulement que nous avons le droit de nous défendre contre quantité de délits qui menacent directement notre armée: violation de devoirs internationaux, pillage, brigandage, incendie, explosion, tentatives de déraillement, etc. etc. . . . là nous pouvons à juste titre étendre à la juridiction militaire des délits qui doivent pouvoir être réprimés séance tenante, et avec autant de fermeté que de rapidité.

Comment résumer toutes ces notions qui seront, nous le répétons, celles du code pénal militaire nouveau en préparation en une formule simple, compréhensible de tous? —

Nous ne pouvons en effet songer à faire un article constitutionnel d'une longueur démesurée.

Votre commission a pensé que d'une part ce qui importait c'était de montrer la volonté de n'appliquer le droit militaire qu'aux militaires en temps de paix, et en même temps de laisser à la loi pénale le soin de limiter les cas où en temps de service actif les civils pourraient être jugés militairement.

Ce n'est pas encore le moment d'inscrire les trois degrés dont nous avons parlé (temps de paix, service actif, temps de guerre). Il faut en effet que l'article constitutionnel puisse d'emblée recevoir son exécution, car il sera voté avant que le nouveau code pénal militaire soit adopté et qu'il corresponde en outre à notre organisation militaire actuelle. Rien n'empêchera d'ailleurs, si nous ne parlons pour le moment que de service actif, de subdiviser plus tard ce service actif en deux notions distinctes, telles que nous les avons définies tout à l'heure.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons, dans la commission, adopté le texte suivant pour les civils:

« Hors du service actif les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire. En temps de service actif, elles ne peuvent être traduites devant cette juridiction que pour les cas prévus par le code pénal militaire. »

Un mot d'explication complémentaire s'impose. Quelle est la portée de ces mots: « que pour les cas prévus par le code pénal militaire »?

Le but de cette disposition est d'empêcher que par voie d'ordonnances on puisse étendre indéfiniment le nombre des délits commis par des civils qui puissent être soumis à la juridiction militaire.

Le code pénal actuel limite déjà ces cas, le projet de code pénal nouveau les limiterait encore davantage. Mais en tous cas d'ores et déjà la disposition si large et si vague de la loi d'organisation judiciaire et de procédure pénale militaire, qui permet de poursuivre les civils en temps de guerre, c'est-à-dire dans le temps où nous venons de vivre, toutes les fois qu'ils commettent un délit contre l'armée, se trouvera ainsi abrogée pour tous les cas qui sortiraient du cadre du code pénal militaire, et il ne sera plus loisible au Conseil fédéral de rendre une ordonnance quelconque renvoyant un civil devant le tribunal militaire pour un délit qui ne sera pas prévu par le code lui-même. C'est bien là qu'il fallait chercher le remède à ce dont on s'est plaint.

D. Droit disciplinaire. Nous devons constater que l'initiative demande la revision du régime disciplinaire et réclame trois réformes:

1° un maximum de dix jours pour toute peine disciplinaire;

2° l'interdiction d'aggraver cette peine soit par une réduction de l'alimentation, soit par le retrait de la lumière du jour;

3° la garantie qu'on pourra porter plainte contre une peine disciplinaire sans encourir une punition.

Que dit le message du Conseil fédéral à ce propos?

Alors qu'il repousse catégoriquement la demande de suppression des tribunaux militaires, qui constitue le premier postulat de l'initiative, il reconnaît par contre que la réorganisation partielle du droit disciplinaire, qui constitue le second postulat, se justifie pleinement.

Mais il fait remarquer d'une part que le Conseil fédéral est déjà entré de lui-même dans cette voie et d'autre part que la réforme doit s'étendre encore dans d'autres directions que celles prévues par l'initiative populaire.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler toutes les in ovations heureuses de l'avant-projet de code pénal militaire. Or, là encore et même plus particulièrement dans le domaine disciplinaire, le nouveau code, s'il doit être accepté, constituera un progrès sensible sur l'ancien état de chose:

Pas de casier judiciaire.

Système de peine unique pour tous les grades.

Suppression comme peines des travaux de service supplémentaire (corvées) et de la consigne.

Arrêts simplés et arrêts de rigueur seulement, les premiers ne pouvant dépasser dix jours, tandis que les seconds peuvent s'élever à 20 jours, mais sans aggravation indirecte quelconque.

Recours admis contre les peines disciplinaires.

On peut voir par là que satisfaction sera ainsi donnée en grande partie aux vœux émis par les initiants. C'est pour cela que, tout en comprenant ceux-ci, le Conseil fédéral concluait au rejet pur et simple de l'initiative, estimant qu'à bref délai satisfaction serait donnée par l'adoption du nouveau code pénal militaire.

Dès l'instant où l'idée de présenter un contre-projet à opposer à l'initiative devrait être prise en considération, non seulement rien ne s'oppose à ce que doré et déjà des principes directeurs soient posés en matière de droit disciplinaire, mais il est même de bonne politique de montrer par avance, puisque nous ne savons pas quand le nouveau code pénal militaire pourra entrer en vigueur, que nous sommes tous décidés à donner des garanties libérales à cet égard à ceux qui se sont plaints des errements antérieurs.

Ce n'est qu'en ce qui concerne la durée possible des arrêts disciplinaires que nous ne pouvons pas entrer complètement dans les vues des initiants. Si on diminue trop le maximum des arrêts, qu'arrivera-t-il? C'est qu'une infraction un peu grave sera nécessairement renvoyée devant le tribunal, et qu'ainsi on risque d'abuser des poursuites pénales. Ce n'est certes pas ce que doivent désirer les initiants, et il convient même de signaler à cet égard que, justement pour diminuer le nombre des cas à faire trancher judiciairement, une proposition avait été formulée dans la commission d'experts chargée d'examiner l'avant-projet de Monsieur le professeur Hafter, proposition tendant à élever jusqu'à quarante jours le maximum de la peine

disciplinaire, dans l'idée qu'ainsi on pourrait remplacer une quantité de peines actuelles d'emprisonnement en simples peines disciplinaires. Cette opinion n'a pas prévalu, surtout pour des raisons d'opportunisme; on a craint que ce ne fut considéré comme un défi aux initiants au moment où ceux-ci voulaient diminuer la durée de la peine disciplinaire. — Mais alors il faut au moins que nous puissions maintenir les peines disciplinaires actuelles pouvant aller jusqu'à 20 jours, si on désire sincèrement ne pas voir augmenter le nombre des causes renvoyées devant les tribunaux.

Le paragraphe relatif au droit disciplinaire a donc été rédigé presque dans les mêmes termes que l'initiative; seul le paragraphe relatif à la durée maximum de la peine a été supprimé. Le voici:

« Les peines disciplinaires ne peuvent être aggravées ni par une réduction de l'alimentation, ni par le retrait de la lumière du jour. Le droit de porter plainte contre une peine disciplinaire est garanti. L'exercice de ce droit ne peut entraîner aucune punition. »

Comme vous pouvez le voir, Messieurs les députés, l'examen plus approfondi que nous avons fait du projet des initiants nous a petit à petit conduit à l'idée qu'il serait plus sage de prendre dans le projet des initiants ce qu'il peut y avoir de bon, et, écartant résolument d'autre part ce que nous considérons comme inacceptable, de nous inspirer des vœux que nous avons entendu formuler de divers côtés et des critiques que nous avons recueillies contre l'exercice de la justice militaire, et de présenter ainsi un contre-projet qui consacre des remèdes réels et non fictifs à l'état de chose actuel.

A vous de trancher en dernier ressort. D'après certains échos qui nous sont revenus du Conseil des États, nous croyons pouvoir dire que ce Conseil lui aussi en arrivera à l'idée qu'il vaut mieux ne pas se contenter de repousser purement et simplement l'initiative socialiste et qu'il faut lui opposer un contre-projet qui donne satisfaction à une grande partie de l'opinion publique.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas à vous proposer l'arrêté dont vous avez le texte sous les yeux. Vous remarquerez qu'au lieu de vous proposer comme contre-projet un article 58 bis, c'est un article 20 bis que nous demandons d'introduire dans la constitution. En effet, l'initiative socialiste tendait à faire considérer la justice militaire comme une entorse au principe que « nul ne peut être distrait de son juge naturel » et qu'« il ne pourra être établi de tribunaux extraordinaires ». Votre commission n'a pas partagé cet avis et dès lors n'avait plus à prévoir un article 58 bis complétant en quelque sorte l'article 58. Par contre l'article 20 traitant des lois sur l'organisation de l'armée, les dispositions présentées dans le contre-projet de la commission et tendant à modifier l'une de ces lois militaires devaient tout naturellement trouver leur place dans un article 20 bis.

Votre commission a été pour ainsi dire unanime. Seuls les représentants du parti socialiste se sont abstenus, tout en reconnaissant loyalement, je me plais à l'enregistrer, que notre contre-projet constitue une sérieuse amélioration sur l'état de chose actuel. La véritable raison pour laquelle le parti socialiste ne pourra pas se rallier à notre contre-projet, c'est qu'il ne s'est pas réservé le droit, en lançant son initiative, de retirer le sien si un meilleur était élaboré par l'Assemblée fédérale.

Et maintenant que nous avons montré notre désir sincère d'apporter un remède efficace aux exagérations de la loi militaire, qu'on nous fasse grâce de ces légendes qu'on se plaît à colporter pour exciter les masses populaires.

« Il semblait, disait notre collègue M. Ryser, dans son premier rapport de minorité que dans la bourgeoisie suisse éclatait une rage trop longtemps contenue contre la classe ouvrière. »

Tous nous protestons contre une semblable interprétation de l'exercice de la justice militaire. Pourquoi serions-nous ainsi mal disposés contre la classe ouvrière? Elle ne nous a rien fait. Si on veut parler de simples excès de sévérité, nous avons déjà avoué qu'il y en a eu, mais c'est l'exception. Et chez les juges civils, on a commis des excès comme chez les juges militaires, de même que chez les juges militaires, il y a eu exagérations de clémence comme chez les juges civils: Messieurs les organisateurs de la révolution civile de novembre en savent quelque chose.

N'exploitons donc pas, avec de faux arguments, les mauvais sentiments; voyons les choses comme elles sont: nous avons un code exagéré, corrigeons-le, et, en attendant, montrons par notre contre-projet, que loin d'avoir un parti pris, nous sommes disposés à apporter des remèdes immédiats là où il faut en apporter, au lieu de présenter au peuple, comme l'initiative socialiste le fait, un projet qui n'améliorerait rien du tout, au contraire, et qui est dicté par un secret désir d'ébranler la discipline nécessaire à notre armée.

Votre commission a confiance que vous adopterez son contre-projet.

**Grünenfelder**, deutscher Berichterstatter der Kommission: Sie haben am 4. Juni dieses Jahres nach Anhörung der Referenten der Kommissionsmehrheit, eines Vertreters der Minderheit und eines weiteren Mitgliedes der Mehrheit auf Antrag der Kommission hin Rückweisung an dieselbe beschlossen. Veranlassung hierzu gab bekanntlich der Umstand, dass zu Beginn der Junisession die Anregung gemacht wurde und Anhänger fand, entgegen der Auffassung des Bundesrates und der ursprünglichen Stellungnahme der Kommission nun doch dem Initiativbegehren einen Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Eine Aenderung der ablehnenden Stellungnahme der Kommission zum Initiativvorschlag selbst kam nicht in Frage; die Mehrheit der Kommission beantragte in Uebereinstimmung mit dem Bundesrate und dem Ständerate, die Initiative dem Volke mit dem Antrage auf Verwerfung zu unterbreiten, und sie hält an diesem Antrag auch heute fest.

Dagegen stellt sie nun nach reiflicher Beratung den Antrag, gleichzeitig mit dem Initiativentwurf auch den Ihnen ausgeteilten Gegenvorschlag dem Volke und den Ständen vorzulegen und dessen Annahme zu empfehlen. Die Kommission geht dabei von folgenden Erwägungen aus. Es ist in den einleitenden Referaten der Vertreter der Kommissionsmehrheit darauf hingewiesen worden, dass die Annahme der Initiative der Armee eine schwere Schädigung bringen würde und an deren Grundlagen zu rütteln geeignet sein könnte. Unzweifelhaft wurde die Initiative von einem Teil ihrer Anhänger gerade des-

halb verlangt, begrüßt und unterstützt, während wahrscheinlich viele der Unterzeichner über die Tragweite und die Wirkung derselben nicht klar waren, noch sind. Aber auf alle Fälle ist mit einer verbreiteten antimilitaristischen Bewegung zu rechnen, die in verschiedenen Formen und mit wechselnder Taktik kämpft. Wo sie mit offenem Visier sich weniger Erfolg versprechen kann, geht sie mit dem verdeckten vor, und die Erfahrung auf diesen und andern Gebieten destruktiver Betätigung zeigt, dass die zähmere Aktion die viel erfolgreichere und daher gefährlichere ist als die direkte.

Der Umstand einerseits, dass wir eine zielbewusst und energisch, offen und verdeckt arbeitende militärfeindliche Bewegung im Lande haben, die darauf ausgeht, die Grundlage der Armee, der Beschützerin unserer Grenzen und unserer inneren Ordnung, zu untergraben, und die Tatsache andererseits, dass viele Bürger den Wert unserer durchaus zweckmässig organisierten Militärjustiz im Rahmen der Armee verkennen und vielleicht als etwas ansehen, das man, ohne der Armee Schaden zuzufügen, auch ganz gut entbehren könne, weisen daraufhin, dass der Initiativvorschlag viele Anhänger erwarten kann. Zu den genannten Kategorien kommen noch viele militärisch Verstimimte und solche, die in irgend einer unangenehm empfundenen Weise mit der Militärjustiz in Berührung kamen, von deren angeblich oder wirklich harten Urteilen verspürten oder auch nur hörten. Der behelrende Hinweis darauf, dass nicht die Organe oder die Institution der Militärjustiz überhaupt an den vielen als zu hart empfundenen Strafen schuld sind, sondern das veraltete Militärstrafgesetzbuch, das in Revision begriffen ist, kommt, nachdem die Initiative, also die Gelegenheit, sich zu rächen, da ist, bei vielen zu spät und fällt auf unfruchtbaren Boden. Dadurch, dass seit der Mobilmachung 1914 der Militärjustiz auch viele Vergehen, welche mit der Armee nichts zu tun haben, zur Beurteilung überwiesen wurden, haben sich die militärischen Einrichtungen von ihnen nicht verschuldete Vorurteile und Abneigungen zugezogen. Da sodann der Initiativvorschlag auch noch Bestimmungen über die Arreststrafen und über das Beschwerderecht enthält, welche, abgesehen von der verlangten Herabsetzung der Maximalfrist für Arreststrafen, jedermann als annehmbar, wenn nicht gar als begrüßenswert ansehen kann, erscheint es keineswegs als sicher, dass der Initiativvorschlag, wenn er allein und ohne Gegenvorschlag dem Volke vorgelegt wird, Verwerfung fände, wie im Interesse des Wehrwesens erwartet werden muss.

Unter Berücksichtigung der vorhandenen Bewegung und Stimmung und der darin liegenden Gefahr erscheint es der Kommission als ratsam, dem durchgebrannten Wagen der Initiative soweit aufwärts wie möglich entgegenzufahren, dessen Stoss mit einem Gegenvorschlag aufzufangen, um dann durch dessen Ueberleitung in ein entsprechendes Geleise und Tempo der Gefährdung öffentlichen Interesses vorzubeugen.

Seitdem die Anregung gefallen war, einen Gegenvorschlag aufzustellen, sind bis zur entscheidenden Kommissionssitzung eine Reihe von Vorschlägen, d. h. Formulierungen eingereicht worden. Der Armeeauditor und Herr Prof. Ernst Hafter, der Verfasser des Entwurfes für ein neues Militärstrafgesetz, sind

durch das schweizerische Militärdepartement um Begutachtung der Frage ersucht worden, ob und in welchem Wortlaute ein Gegenvorschlag aufgestellt werden sollte. Zeigte sich überall die Auffassung, dass die Aufstellung eines Gegenvorschlages nicht zu umgehen sei, so erwies sich doch die Formulierung, soweit sie wenigstens die Militärjustiz betraf, als eine nicht so einfache Sache, obwohl man eigentlich auch darüber von Anfang an einig war, dass eine Beschränkung der Zuständigkeit der Militärjustiz für Zivilpersonen und für Delikte, welche nicht gegen die Interessen des Wehrmanns selbst gerichtet sind, eintreten sollte. Die Kommission hat sich dann entschlossen, nur die notwendigsten Bestimmungen in den Gegenvorschlag aufzunehmen und daher die verschiedentlich beantragten Bestimmungen darüber, durch welche Gerichte und in welchem Verfahren die nicht der Militärjustiz unterstellten Vergehen behandelt werden sollten, beiseite zu lassen.

Der Gegenvorschlag zerfällt, wie der Initiativvorschlag, in zwei Hauptteile, von denen der eine sich mit der Militärjustiz, der andere mit dem materiellen Strafrecht und dem Beschwerderecht befasst. Will man dem Angriff auf den Fortbestand der Militärjustiz begegnen, indem man die denselben begünstigenden Mängel und Uebelstände beseitigt, so muss man sich vorerst klar zu werden suchen, welches und wo diese Mängel und damit die Ursachen der Missstimmung sind. Die Auffassungen sind in der Botschaft des Bundesrates und in den früheren Referaten auseinandergesetzt worden. Man ist darüber einig, dass die im Militärstrafgesetz von 1851 bei einzelnen öfters vorkommenden Vergehen vorgesehenen *Minimalansätze der Gefängnisstrafe*, dann die über das durch die Interessen der Armee gebotene Mass hinausgehende Erfassung von Delinquenten durch die Militärgerichtsbarkeit und in dritter Linie gewisse Mängel im Disziplinarstrafrecht und in dessen praktischer Anwendung die Hauptursachen der Verdrossenheit gegen die Militärjustiz bilden, wenigstens bei den Leuten, welche nicht zum vornherein in der antimilitaristischen Strömung sich befinden. Das sind infolgedessen die Gebiete, auf denen man, soweit es die Interessen des Wehrwesens gestatten oder gar gebieten, mit Aenderungen eingreifen muss.

Wenn Ihnen die Kommission einen Gegenvorschlag vorlegt, tut sie es aber nicht nur aus der Befürchtung heraus, dass andernfalls die Initiative angenommen werden könnte, sondern auch, um bei diesem Anlass gewisse, zum Teil schon längst vor der Einreichung der Initiative von der Armee selbst angestrebte Verbesserungen einzuführen. Aus diesem Grunde greift der Gegenvorschlag in einem Punkte sogar über den Initiativvorschlag hinaus, insoweit nämlich, als er die in der Militärstrafgesetzgebung vorgesehenen Mindestmasse von Gefängnisstrafe aufheben will, und zwar direkt. Es soll daher in der deutschen Uebersetzung unter II im ersten Satz heissen: «Die von der Militärstrafgesetzgebung vorgesehenen Mindestmasse bei Gefängnis sind aufgehoben», nicht «werden aufgehoben». Es ist schon früher auf die Tatsache hingewiesen worden, dass die Initianten, im Gegensatz zu den Organen der Armee, das veraltete Militärstrafgesetz von 1851, diese Quelle vieler harter Urteile, unberührt liessen und sich nur auf die zu seiner Handhabung verpflichteten Organe stürzten. Den gleichen Gedanken wie dieser Punkt des Vor-

schlages hat seinerzeit die Motion Göttsheim und Mitunterzeichner in bezug auf die Strafminima des geltenden Gesetzes im allgemeinen Ausdruck verliehen.

Es mag und muss immerhin als eine Eigentümlichkeit erscheinen, dass man in der Zeit, da die Räte die Revision des einschlägigen Gesetzes an die Hand genommen haben, sich anschickt, auf dem Wege der Verfassungsänderung einzelne Bestimmungen des materiellen Strafrechtes aufzuheben oder abzuändern. Es werden sich daraus auch gewisse nicht unbedenkliche Inkonsequenzen ergeben, auf welchen Umstand in der Kommission auch hingewiesen worden ist. Auch ist zu bemerken, dass Expertenkommission und Bundesrat im Entwurf des neuen Militärstrafgesetzes in einzelnen wenigen Fällen von der Aufstellung einer Mindestdauer der Gefängnisstrafe nicht glaubten Umgang nehmen zu können. Als allgemeine Mindestdauer dieser Strafen sind 8 Tage vorgesehen. Angesichts des Umstandes aber, dass man darüber einig war, dass jene Bestimmungen durch mildere ersetzt werden sollen, dass aber noch einige Jahre vergehen werden, bis das in Revision begriffene neue Militärstrafgesetz in Kraft treten wird, und dass der bestehende Rechtszustand eine gewisse Gefährdung einer ganzen, notwendigen militärischen Einrichtung, eben der Militärjustiz, mitverschuldet, wäre es nach Auffassung der Kommission nicht klug, vorhandene Mängel und Härten unnötigerweise weiterbestehen zu lassen. Die Annahme der genannten Bestimmungen über die Gefängnisstrafe hat den Sinn und die Folge, dass der Richter, der das zurzeit bestehende Militärstrafrecht anzuwenden hat, in der Zumessung der Gefängnisstrafe nach unten in den gegebenen Fällen nach freiem Ermessen urteilen kann. Der Feststellung von Minimalgefängnisstrafen in der zukünftigen Gesetzgebung soll damit nicht vorgegriffen sein.

Der zweitgenannten Ursache der Missstimmung gegen die Militärjustiz, deren zu weit ausgedehnte Kompetenz, will die Kommission durch die Bestimmung begegnen, dass Zivilpersonen ausserhalb eines aktiven Dienstes überhaupt nicht der Militärjustiz zur Beurteilung unterstellt werden dürfen — damit geht auch Herr Prof. Ernst Hafter einig — und dass sie derselben in Zeiten eines aktiven Dienstes nur in bezug auf die Fälle unterstehen, welche im Militärstrafgesetz vorgesehen sind. Vergehen, welche die Interessen des Wehrwesens der Armee selbst nicht berühren, wie das bei Verfehlungen gegen gewisse Notverordnungen der Kriegszeit der Fall ist, sollen also der militärischen Gerichtsbarkeit nicht unterstellt werden. Die Fälle, in denen in Zeiten eines aktiven Dienstes auch Zivilpersonen der Militärgerichtsbarkeit unterstellt werden sollen oder dürfen, durch einen Verfassungsartikel festzustellen, geht nicht an, vielmehr muss hierfür der Gesetzgebung eine gewisse Bewegungsfreiheit gelassen werden.

Der Gegenvorschlag stimmt sodann mit dem Initiativbegehren insoweit überein, als auch er die Verschärfung der militärischen Strafen durch Schmälerung der Kost oder durch Entzug des Tageslichtes (Verhängung von Dunkelarrest) einerseits verbietet und andererseits das Beschwerderecht gegen eine Disziplinarstrafe in gleicher Weise garantiert. Bei diesem Anlasse sei neuerdings darauf hingewiesen, dass im vorliegenden Entwurf eines neuen Militärstrafgesetzes die Anwendung von Strafverschärfungen verboten und

über die Beschaffenheit der Arrestlokale und auch über den Vollzug der Strafen weitergehende Bestimmungen aufgestellt wurden, als selbst das Initiativbegehren sie enthält. Nur insoweit konnte sich die Kommission dem Initiativvorschlage in dieser Sache nicht anschliessen, als derselbe die militärischen Arreststrafen auf höchstens 10 Tage beschränken will. Der Entwurf für ein neues Militärstrafgesetz sieht zwar für den einfachen Arrest 10 Tage als Höchstmass vor, für den scharfen Arrest 20 Tage. Wir haben schon früher dargetan, dass den Fehlbaren mit der Herabsetzung des gesetzlichen Strafmasses nach dem Vorschlage der Initianten ein schlechter Dienst geleistet würde; denn bei einem höheren gesetzlichen Höchstmass der Disziplinarstrafen ist es möglich, viele Verfehlungen als Ordnungsfehler zu erledigen, die bei einem niederen Disziplinarstrafmaximum eben als Vergehen von den militärischen Gerichten beurteilt und deren Urheber demnach zu Kriminalisten gestempelt werden müssen. 20 Tage scharfer Arrest als Disziplinarstrafe bedeuten nach der allgemeinen Anschauung weniger als vom Gericht verhängte fünf Tage Gefängnis, weil Verfehlungen, die von den Gerichten beurteilt werden, gerade deshalb nach aussen als schwerere angesehen werden, weil sie von einem Gerichte und nicht bloss von einem Vorgesetzten disziplinarisch behandelt werden. Von diesem Gesichtspunkte aus wäre eher die gegenteilige, von Prof. Max Huber gemachte Anregung begreiflich, diejenige nämlich, die Disziplinarstrafenmaxima höher zu stellen — mit gewissen, den Missbräuchen in der Handhabung der Disziplinalgewalt vorbeugenden Bestimmungen. Die Initiative wäre daher in dieser Richtung, weit entfernt, eine Verbesserung herbeizuführen, dazu angetan, der Militärjustiz neue Vorurteile und Abneigung einzubringen. Ohne dass dies aus der Sache heraus begründet wäre, müssten nach Annahme der Initiative sehr viele Fehlbare als Delinquenten gestempelt werden.

Die Kommission ist daher der Meinung, dass es verkehrt wäre, nach dem Vorschlage der Initianten das Höchstmass der disziplinarischen Arreststrafe einzuschränken, und sie erachtet es auch nicht als angängig, eine an sich schon unwichtige Bestimmung im Grundgesetz unseres Staates zu verankern, welche die Ueberlegungen der nächsten Jahre schon wahrscheinlich als nichts anderes denn als ein Hindernis der Rechtsentwicklung empfinden werden. Nachdem man sich zum Grundsatz bekennt, dass keine Straferschärfungen angewendet, dass das Tageslicht den Arrestanten nicht entzogen werden dürfe und dass die Arrestlokale allen gesundheitspolizeilichen Anforderungen entsprechen müssen, kann von einer Beschränkung der Arresttagezahl auf 10 um so unbedenklicher abgesehen werden.

Die im Gegenvorschlage niedergelegten Postulate der Kommission, die teilweise von Ueberlegungen humanitärer Natur herrühren, sind auch vom Interesse der Armee aus durchaus gerechtfertigt, wie schon aus der früher erwähnten Tatsache hervorgeht, dass sie, wenigstens ein Teil derselben, schon vor Einreichung der Initiative von Kommandostellen, und Organen der Militärjustiz selbst vertreten wurden.

Vom gesetzestechnischen Standpunkte aus kann man sich nicht verhehlen, dass die Einführung eines Artikels, sei es in der Form des vorliegenden Initiativbegehrens, sei es in der Form unseres Gegenvorschlages,

nicht eine Verschönerung unserer Verfassung bedeutet. Die Beifügung derartiger vermischten Vorschriften für ein besonderes Strafrechts- und Strafprozessgebiet in die Verfassungsbestimmungen und gar die Aufhebung blosser einzelner Gesetzesbestimmungen auf dem Wege der Verfassungsänderung muss als etwas Abnormales, als ein Flickwerk mit zweierlei Tuch erscheinen. Insbesondere hätten die das Militärstrafrecht betreffenden Postulate auf dem natürlichen Wege der Gesetzesrevision ihre Verwirklichung finden sollen. Der abnormale Pulsschlag der Zeit und der Wille, praktisch nutzbringende Arbeit zu leisten, hat uns aber als ratsam erscheinen lassen, den Weg der Initianten einzuschlagen und ihnen auf demselben Schritt für Schritt zu folgen. Wir sind dabei ihren Postulaten so weit entgegengekommen — ja über dieselben hinausgegangen —, dass auch sie unserem Vorschlag die Anerkennung nicht werden versagen können.

Die Initianten wollen ihren Vorschlag als neuen Art. 58 bis in der Verfassung einfügen, also dort, wo von den Ausnahmegerichten und von der Abschaffung der geistlichen Gerichtsbarkeit die Rede ist. Da aber die Militärjustiz ein Glied des durch Verfassung und Gesetz geschaffenen Wehrwesens bildet, dem die Bürger in gleicher Weise unterstellt sind, handelt es sich bei den Militärgerichten und dem militärgerichtlichen Verfahren nicht um eine Ausnahmegerichtsbarkeit, die mit den Grundsätzen unseres Staatsrechtes nicht vereinbar wäre. Ebensovienig können dort die in der Initiative enthaltenen Bestimmungen des materiellen Militärstrafrechtes untergebracht werden. Näher läge angesichts der letzteren die Angliederung an den Art. 64 bis, wo von der Gesetzgebung des Bundes im Gebiet des Strafrechtes und von der Organisation der Gerichte die Rede ist.

Nach Ansicht der Kommission gehören aber Bestimmungen über die Militärjustiz, wenn solche überhaupt in die Verfassung aufgenommen werden, ganz natürlicherweise zu den in den Art. 18 bis 22 niedergelegten Grundsätzen über das Wehrwesen im Bunde, und entsprechend der Verwandtschaft der Materien ist der Anschluss der neuen Bestimmungen an Art. 20 wohl das Gegebene, indem dort die Gesetzgebung über das Wehrwesen als Sache des Bundes erklärt wird. Dieser Gesetzgebung des Bundes soll ja der Initiativvorschlag — und nun auch derjenige der Kommission — Schranken setzen und Richtlinien vorzeichnen. Wir empfehlen Ihnen den Antrag der Kommission zur Annahme.

**Studer:** In meinen Ausführungen zur Begründung des Standpunktes der Minderheit möchte ich die Erwähnung der Tatsache vorausstellen, dass die Initiative unter allen Umständen vor das Volk gelangen muss, da die Initianten, bzw. das Initiativkomitee nicht die Kompetenz besitzt, die Initiative zurückzuziehen, auch wenn die Räte einen Gegenvorschlag ausarbeiten könnten, der die Initiative ersetzen würde und dem die Initianten ihre Zustimmung erteilen könnten. Daher habe ich die Aufgabe, wie mein Kollege, Herr Ryser, Ihnen zu empfehlen, die Initiative dem Volke zur Annahme zu empfehlen. Herr Ryser hat in seinem Votum in der letzten Session in eingehender Weise die Gründe aus-

einandergesetzt, die für die Initiative sprechen, und ich möchte dem nur noch wenige Worte beifügen und mit einigen Worten den Gegenvorschlag beleuchten.

Herr Grünenfelder hat soeben sein Votum begonnen mit dem Hinweis darauf, dass offenbar der grosse Teil der Initianten mit der Abschaffung der Militärjustiz einen Schlag gegen den Militarismus führen wollte, und er hat darauf hingewiesen, dass diese Initiative eine sehr beträchtliche Unterschriftenzahl aufzuweisen hat. Ich glaube in der Tat, dass wohl die meisten Initianten mit der Abrüstung ernst machen wollen, und die Abrüstung nicht immer nur im Munde führen, sondern sie auch einmal beginnen wollen. Herr Grünenfelder hat im grossen und ganzen die Sache nicht unrichtig beleuchtet. Ich glaube, gerade weil das Volk die Bedeutung der Initiative erfasst hat, sind so viele Unterschriften zustande gekommen. Ich teile auch die Auffassung der Herren von der Kommission, dass die Initiative alle Aussicht hat, vor dem Volke zur Annahme zu gelangen. Wir begreifen daher, dass allen denjenigen, die auf dem Standpunkte des Militarismus stehen bleiben wollen, und nicht ernstlich an eine Abrüstung denken, die Initiative sehr unbequem ist und dass sie alle Versuche wagen, sie zu paralisieren durch einen Gegenvorschlag, der womöglich die Mehrheit des Volkes erlangen soll. Ein Argument hat man vergessen anzuführen, das bei dem Volke für die Initiative bestimmend ist. Das Volk will je länger je weniger Sondergerichte haben. Man hat bei verschiedenen Gelegenheiten immer darauf hingewiesen, dass wir eine Volkswehr besitzen, ein Milizsystem, wo jeder Bürger, wenn er gesund ist und die nötigen Kräfte dazu hat, Soldat wird, und daher kann das Volk nicht recht verstehen, warum der ordentliche Zivilrichter, der ja wiederum durch das Volk gewählt wird, mit seinem Denken und Fühlen und mit seinen Anschauungen vertraut ist und aus ihm herauskommt, nicht auch Richter sein kann in Angelegenheiten, die just eben dieses Volksheer, die Miliz, angehen.

Herr Grünenfelder hat auf eine Reihe anderer Erscheinungen hingewiesen, die ebenfalls mit dazu beigetragen haben, die Initiative entstehen zu lassen. In der Tat herrschte bald nach Kriegsbeginn eine grosse Misstimmung gegen unsere Militärjustiz, und ich darf Ihnen schon sagen, diese Misstimmung hat sich noch bedeutend vergrössert, als man sah, dass die Räte das Initiativrecht auch bei dieser Angelegenheit missachtet haben und entgegen Verfassung und Gesetz diese Initiative nicht behandelt, sondern auf die lange Bank geschoben haben. Die Unterschriften sind am 8. August 1916 eingereicht worden, und bis zum 8. August 1917 hätten die Räte in dieser Sache ihren Entscheid treffen sollen. Der Bericht des Bundesrates ist aber erst am 11. September 1918 erschienen. Warum diese lange Verschleppung wider Verfassung und Gesetz? Man hat es hier offen erklärt: Weil die Initiative sehr unbequem lag und man Gegenmassnahmen treffen wollte, nämlich die Revision des Militärstrafrechtes.

Auch wir wollen die Revision des Militärstrafrechtes, das noch eine Reihe von drakonischen, mittelalterlichen Bestimmungen enthält, die nicht mehr in unsere Zeit hineinpassen. Herr Ständerat Scherrer hat im Ständerat behauptet, dass die Revision des Militärstrafrechtes in die Wege geleitet

worden sei, bevor die Initiative auf der Bildfläche erschienen sei. Ich erlaube mir, hier festzustellen, dass diese Ansicht des Herrn Ständerat Scherrer unrichtig ist. Mir scheint, es liege in der Behauptung Scherrers ein taktisches Manöver. Der Parteitag der Sozialdemokraten hat im Winter 1915 die Initiative beschlossen und im Februar 1916 mit der Sammlung der Unterschriften begonnen, also bevor im Mai 1916 der Auftrag erteilt worden ist, das Militärstrafrecht zu revidieren, und wir dürfen wohl für uns in Anspruch nehmen, dass die Revision des Militärstrafrechtes eine Frucht der Militärjustizinitiative ist. Man hat seit dem Jahre 1851 — denn das Militärstrafrecht datiert von daher — sehr oft von dieser Revision gesprochen und allseitig anerkannt, dass das Militärstrafrecht nicht mehr in unsere Zeit passe. Aber man hat es ertragen, dass jahrzehntelang gestützt auf dieses veraltete drakonische Militärstrafrecht die militärischen Urteile gefällt worden sind. Ja, selbst während des Krieges hat man sich nicht entschliessen können, dieses Militärstrafrecht zu revidieren, trotz allseitiger Zugabe, dass es dringend der Revision bedürftig sei. Erst als die Militärjustizinitiative erschienen ist mit der grossen Unterschriftenzahl, ist man endlich ans Werk gegangen. Herr Grünenfelder hat sehr richtig ausgeführt, dass es schon fast zu spät sei mit dem Gegenstreich gegen die Initiative. Die Botschaft des Bundesrates für das Militärstrafrecht ist am 25. November 1918 fertig gewesen und erst am 11. Dezember, also drei Wochen später, ist dann der Bericht über diese Militärinitiative erschienen. Ich glaube daher, der Vorwurf ist durchaus berechtigt, dass man absichtlich verschleppt hat. Aber das Volk merkt sich solche Taten der Räte, und Sie müssen sich nicht wundern, wenn die Volksstimmung darnach ist und die Volksabstimmung darnach ausfällt.

Nun will man die Sache so darstellen, als ob in der Militärjustiz die Sache durchaus in der Ordnung sei und die Unzufriedenheit eigentlich nicht im militärischen Prozessverfahren zu suchen sei, sondern eben in dem veralteten Militärstrafgesetz, und so antwortet man uns: Eure Militärjustizinitiative ist durchaus unnütz, sie wird die Missstände, die zur Initiative geführt haben, nicht beseitigen, unser Vorschlag ist das allein richtige; eben die Revision des Militärstrafrechtes. Wie schon gesagt, auch wir sind für die Revision des Militärstrafrechtes, aber wahrscheinlich in ganz anderem Sinne, als Sie die Revision durchführen werden. Wir werden, wenn die Sache zur Behandlung kommt, erklären: Wir brauchen gar kein besonderes Militärstrafrecht, man kann mit dem bürgerlichen Strafrecht durchaus auskommen und diejenigen Vergehen, die nur im Militärdienst begangen werden können, also die sogenannten rein militärischen Vergehen, die wird man in einem Annex zum bürgerlichen Strafrecht behandeln können. Man wird dadurch die ganze Rechtsmaterie viel vereinfachen und nicht ein Sonderstrafrecht für das Militärwesen brauchen.

Nun noch einige Bemerkungen zur Behandlung des Gegenvorschlages. Da ist in erster Linie zu sagen, und ich tue es mit aller Offenheit, dass in der Tat der Gegenvorschlag eine Reihe von Verbesserungen bringt, und ich stehe nicht an, zu sagen, dass, wenn er noch nach einer andern Richtung sichernde Bestimmungen bringen würde, der Gegenvorschlag akzeptabel wäre und man auf die Initiative verzichten könnte. Ausser-

ordentlich wichtig ist im Gegenvorschlag die Abschaffung der Strafminima, die das alte Strafrecht und der Entwurf zu einem neuen noch vorsieht. Ich will nicht wiederholen, was die Herren Maunoir und Grünenfelder ausgeführt haben, ich unterstreiche es, dass diese Bestimmung ihre grosse Bedeutung hat. Es ist ganz klar, dass dann auch beim bürgerlichen Strafrecht die Strafminima verschwinden müssen. Ich betrachte eine solche Bestimmung als einen ganz ausserordentlichen Fortschritt in der Strafrechtsgesetzgebung.

Nach anderer Richtung ist aber zu sagen, dass das Militärstrafrecht, so sehr es auch auf veraltete Anschauungen aufgebaut ist, doch nicht allein schuld ist daran, dass die Urteile so oft vom Volke kritisiert worden sind. Auch das veraltete Militärstrafrecht lässt dem Richter eine Latitude. Er kann sich in der Strafausmessung zwischen Strafminimum und Strafmaximum bewegen, und trotz dieser Grenze hat der Richter sehr oft drakonische Strafen ausgefällt, die mit der Volksanschauung in keiner Weise harmonierten und weite Kreise des Volkes aufgebracht haben. Ich könnte Ihnen eine Reihe solcher Urteile zitieren. Auch der Tatbestand ist oft viel schärfer und strenger dargestellt worden, als es notwendig war. Vollkommen richtig ist, dass böses Blut gemacht hat die Unterstellung ziviler Personen unter das Militärstrafgericht, dass sogar Frauen zur Verurteilung herbeigeschleppt wurden. Das ist aber nicht ein Fehler des Militärstrafrechtes, des materiellen Rechtes, sondern der Strafprozessordnung.

Nun hat man der Strafprozessordnung das Lob gesungen, und ich will nicht leugnen, dass im grossen und ganzen die Militärstrafprozessordnung auf modernen Anschauungen aufgebaut ist. Aber wenn man näher zusieht, hat es noch verschiedene Unzukömmlichkeiten und verschiedene Dinge, die noch moderner und besser gestaltet werden könnten. So fechte ich einmal an, dass die Untersuchung vollständig geheim geführt wird. Wir kennen moderne Strafuntersuchungen in der Schweiz, wo der Angeklagte von Anfang an einen Verteidiger haben kann und wo nicht der Untersuchungsrichter die ganze Untersuchung im geheimen führen kann. Es sind auch nicht alle Untersuchungsrichter qualifiziert zu der Untersuchung, und wenn ein Angeklagter nun dem Untersuchungsrichter allein gegenübersteht, wobei er nicht einmal der Zeugeneinvernahme beiwohnen kann, so ist ein solches Prozessverfahren kein ideales. Ich will Sie nicht aufhalten mit Darlegungen und Darstellungen von einzelnen Fällen, aber ich darf Sie versichern, dass ich nach dieser Richtung schon öfters schlimme Erfahrungen gemacht habe, dass Zeugen einvernommen worden sind, bei denen es sich dann nachher herausgestellt hat, dass es ganz andere Personen waren als diejenigen, die bei der Tat zugegen waren. Nach dieser Richtung kann das Prozessverfahren noch in verschiedener Hinsicht verbessert werden. Auch die Promptheit, die man dem Militärprozess nachrühmt, hat ihre zwei Seiten. Die Untersuchung dauert oft ausserordentlich lange. Wir haben aus dem Generalstreik vom November 1918 erst in dieser Woche noch Fälle gehabt, die vor kurzer Zeit abgeschlossen worden und vor das Gericht gelangt sind, bei denen also die Untersuchung viele Monate gedauert hat. Wenn dann die geheime Untersuchung abgeschlossen ist, geht alles im Galopp. Der Angeklagte bekommt Fristen

von 24 und 48 Stunden, um die Akten einzusehen und Beweisanträge zu stellen.

Aber wichtiger als das ist wohl der Vorwurf, den die Herren der Kommission unserer Initiative machen, dass wir an Stelle des einheitlichen Strafprozesses die 25 kantonalen Strafprozessordnungen setzen wollen. Man sagt uns: Denkt daran, dass wir noch sehr rückschrittliche Strafprozessordnungen in einzelnen Kantonen haben und dass nun ein Zürcher oder ein Berner, der im Militärdienst sich befindet, in irgend einem Kanton, in dem eine so rückständige Strafprozessordnung besteht, abgeurteilt werden soll; wie steht ein solcher Mann da? Die Herren Referenten haben uns die Kantone, die noch so rückschrittliche Strafprozessordnungen besitzen sollen, ich glaube aus Höflichkeit, nicht genannt. Ich will auch keine Namen nennen, aber ich will feststellen, dass man die Truppen aufbietet in Kantonen wie Zürich, Bern, Basel, Genf. In diesen Kantonen spielt sich der Militärdienst ab und wahrscheinlich nicht in ein paar kleinen Kantonen, die rückschrittliche Prozessordnungen haben sollen, sondern viel eher an Orten, die doch moderne Strafprozessordnungen besitzen, zum Teil sogar noch modernere, als der Militärstrafprozess es ist. Und wenn die Initiative dazu beiträgt, dass der Zivilprozess vereinheitlicht wird und wir neben dem materiellen Strafrecht ein einheitliches Prozessrecht bekommen, so hat auch nach dieser Richtung die Initiative Gutes getan.

Was wir vor allem unserer Militärjustiz vorwerfen, das ist die Wahl und die Zusammensetzung der Gerichte. Es ist vielleicht den wenigsten von Ihnen bekannt, dass sich, wenigstens bei verschiedenen Divisionsgerichten und Territorialgerichten, eine Praxis eingeschlichen hat, die meines Erachtens unhaltbar ist. Ich erhalte jede Anklageschrift in Fällen, da ich Verteidiger bin, mit der Bemerkung am Schlusse: «Die Richter werden vom Grossrichter bestimmt.» Das können Sie gäng und gäbe auf den Anklageschriften lesen. Die Gerichte werden allerdings durch den Bundesrat gewählt. Aber der Grossrichter hat nach der Strafprozessordnung die Kompetenz, die Richter und Ersatzrichter nach seinem Belieben einzuberufen. So wird das Gericht nach dem Belieben des Grossrichters zusammengestellt. Die Fälle häuften sich, bei denen, da die ordentlichen Richter nicht in Permanenz tagen konnten und wollten, ausserordentliche Richter, rein nur nach dem Belieben und der Willkür des Herrn Grossrichters, bei Offizieren und Soldaten aus der Truppe ausgesucht wurden, so dass der Herr Grossrichter, der sich nach dem Studium der Akten seine Meinung über den Fall gebildet hat, dann, je nachdem der Fall dieses oder jenes behandelt, die Richter nach seinem Belieben entsprechend seiner Anschauung auswählt und so das Gericht zusammensetzt. Das ist Tatsache, nicht Erfindung. So hat die Sozialdemokratie in diese Wahl der Richter und diese Zusammensetzung der Gerichte absolut kein Vertrauen.

Ich kann Ihnen beweisen, dass ein sozialdemokratischer Richter, durchaus ein ernster Richter, der auch im Zivilleben eine Richterstelle bekleidet, nach einem Freispruch des betreffenden Gerichtes seit Monaten und Jahren nicht mehr einberufen worden ist, nur weil er Sozialdemokrat ist und seiner Ueberzeugung als Richter im betreffenden Falle Ausdruck gegeben hat.

Und noch ein anderer wunder Punkt muss hier der Wahrheit gemäss erwähnt werden. Wir glauben immer, unsere Militärjustiz sei während des Krieges vollständig unabhängig gewesen. Gewiss, wenn ich Herrn Maunoir vor mir sehe, wie ich ihn kenne, er hat sich ganz sicher nicht von irgendwelcher Seite dreinreden lassen. Aber bei andern Gerichten ist es vorgekommen, dass man den Auditor, dass man den Grossrichter von der obersten militärischen Stelle aus koramiert hat wegen Urteilen, die der obersten Stelle nicht gefallen haben, und wegen Anklagen, die nicht nach ihrem Sinne ausgefallen sind. Und umgekehrt hat man einen Verteidiger — es geht nicht mich an — massregeln und seines Kommandos entsetzen wollen wegen einer Verteidigungsrede, weil er sich erlaubt hatte, einen Oberleutnant, der in einem gewissen Verhältnis zu dieser obersten Heeresstelle stand, darzustellen als das, was er ist. Das sind Tatsachen.

Ich sage offen heraus, wenn es der Kommission gelungen wäre, in ihrem Gegenvorschlage Garantien zu bieten für eine durchaus unparteiische Zusammensetzung der Gerichte, bei der auch die Sozialdemokratie gemäss ihrer Stärke vertreten ist, und die Gerichte nicht nach Willkür des Grossrichters zusammengesetzt sind, wäre, ich gestehe das offen und ehrlich, der Gegenvorschlag etwas, das sich sehen lassen könnte. Solange aber wir diese Garantie nicht haben und nicht die volle Unabhängigkeit der Justiz, können wir unsere Zustimmung nicht geben.

Nur noch wenige Bemerkungen zu den zwei Punkten hinsichtlich der Disziplinarstrafen und des Beschwerderechtes. Auch die Kommission hat schliesslich gefunden, die Initiative sei doch nicht so schlimm, wie sie aussehe. Sie hat nach dieser Richtung eigentlich der Initiative zugestimmt. Der Grund, warum wir neben dem Verbot entwürdigender Arreststrafen, wie sie vielfach gehandhabt worden sind (Verhängung des Dunkelarrestes mit Entzug der Nahrung, Einsteckung des zu Bestrafenden in Löcher, in die man nicht einmal Tiere hineinsteckt), auch die Kompetenz zur Verhängung der Arreststrafe nach der Dauer der Strafe beschnitten wissen wollen, liegt darin: Es sind Fälle vorgekommen, bei denen das Kommando die Bestrafung des angeblich Fehlbaren unter allen Umständen haben wollte, sich aber scheute, den Betreffenden vor Gericht zu stellen, weil es einen Freispruch erwartete oder befürchtete. In solchen Fällen griff man dann zum Mittel des verschärften, zwanzigtägigen Arrestes nach dem Dienst. Damit wurden oft Soldaten ausserordentlich schwer bestraft, die die volle Ueberzeugung ihrer Unschuld hatten und die vor Militärgericht wahrscheinlich freigesprochen worden wären. Das wollen wir nicht. Wir wollen nicht den Kommandostellen die Kompetenz geben, einen Mann mit 20 Tagen Arrest nach dem Dienste zu bestrafen, also ihn während drei Wochen seiner Freiheit zu berauben in Fällen, die eben doch vor das Militärgericht gehören.

In bezug auf das Beschwerderecht habe ich weiter nichts zu sagen als zu konstatieren, dass die Kommission durch die Fassung ihres Gegenvorschlages zugibt, dass hier manches im argen gelegen hat, das durch die Initiative ans Tageslicht gezogen worden ist.

Ich überlasse es Ihnen, Stellung zu dem Gegenvorschlag zu nehmen. Uns kann er nicht befriedigen, weil gewichtige Dinge nicht behandelt werden, die

unbedingt anders gestaltet werden sollten, als es bis anhin der Fall war, vor allem in bezug auf die Zusammensetzung und die Wahl der Gerichte.

Die « Neue Zürcher Zeitung » hat gestern einen interessanten Artikel gebracht. Sie kommt am Schlusse zu dem Resultate, dass der Gegenentwurf ein untaugliches Mittel sei zur Besserung, dass allein der Entwurf des Militärstrafrechtes das richtige sei. Das letztere bezweifle ich. Der Entscheid wird aber nicht hier gefällt, sondern draussen vor dem Volke und dort wird die Initiative nicht schlecht bestehen.

**M. Ryser:** Dans votre session de juin dernier, vous avez décidé de renvoyer à la commission la question de l'initiative populaire concernant la suppression des tribunaux militaires, des divergences s'étant produites au sein de sa majorité, durant la période qui s'est écoulée depuis la première séance tenue à Berne. De prime abord, la commission pensait ne pas soumettre de contre-projet à l'initiative. Entre temps il s'est produit chez elle un sérieux revirement, elle craint qu'en maintenant le status quo l'initiative ne fût acceptée en votation populaire.

Depuis la session de juin, la commission s'est réunie à Lucerne. Elle a décidé d'abandonner son intransigeance primitive et fait un sérieux effort pour essayer de satisfaire l'opinion publique. Elle a commencé par supprimer les minima des peines prévues par la législation pénale militaire. Elle vous propose de décider que, hors du service actif, les personnes de conditions civiles ne sont pas justiciables de la juridiction militaire. En temps de service actif, ces personnes ne peuvent être traduites devant la juridiction militaire que pour les cas que devra déterminer le nouveau Code pénal militaire. Enfin, concernant les peines disciplinaires, la commission fait sien le texte des initiants.

Comme vous pouvez vous en rendre compte par ce qui précède, depuis sa première décision, la commission a fait du chemin. Elle a complètement abandonné son intransigeance primitive. Dans ces conditions, il semblerait qu'après ce revirement les partisans de la suppression des tribunaux militaires devraient ou pourraient se ranger au projet de la commission. Personnellement, j'aurais aimé pouvoir le faire. Malheureusement cela n'est pas possible, car, la suppression des minima de peine et les autres modifications proposées par la majorité de la commission, ne constituent pas un changement fondamental, si on compare ce projet à l'état actuel. Ces modifications n'ont qu'une importance relative, tant que ne sera par changé le mode de nomination des tribunaux militaires, tant que ceux-ci ne pourront pas en toute indépendance juger les causes qui leur sont soumises.

Dans le rapport de minorité que j'ai eu l'honneur de présenter dans la session de juin, j'avais attiré votre attention sur l'intervention d'autorités ou de personnes étrangères au tribunal, dans les procès militaires. Aujourd'hui, je puis ajouter que lorsque des juges militaires rendaient des jugements selon leur conscience, c'est-à-dire en prenant en considération l'ensemble des circonstances de la cause, lorsque pour mesurer la peine à infliger, ils tenaient par exemple compte de l'éducation, de l'instruction, du milieu où vécu le justiciable, ces juges recevaient parfois des



observations, voire même des reproches. En d'autres termes, on les invitait à se mieux conduire dans la suite. Si ceux auxquels on faisait ces reproches étaient des esprits faibles, pour ne pas indisposer ceux qui sont les distributeurs de galons, il sacrifiaient leur indépendance initiale et cessaient de rendre des jugements, pour exécuter des ordres.

Ce que veulent les initiants, c'est que les délits militaires, quels qu'ils soient, soient soumis à des tribunaux composés de gens de métier, libres et indépendants, nommés par le peuple, ou par les élus du peuple. En d'autres termes, nous voulons que la justice soit rendue par des hommes responsables, ayant à rendre compte de leur mandat. Or, ces garanties, les tribunaux militaires nommés comme ils le sont, ne nous les donnent pas. Ce n'est que dans la dernière séance de la commission que j'ai appris la façon dont sont nommés les tribunaux militaires. Voici comment se font ces nominations. L'état major de la division demande aux chefs des diverses unités qui la composent de lui faire des propositions. En possession de ces propositions, il procède aux nominations et tout est dit. Personne n'a plus à intervenir et les justiciables ne connaissent leurs juges que le jour où ils se présentent devant eux. Cela, ce n'est pas de la démocratie.

Nous disons donc que la seule garantie que le peuple réclame par son initiative, c'est une modification fondamentale dans la nomination des personnes chargées de juger ceux qui se sont rendus coupables de délits quelconques.

La proposition de la majorité de la commission concernant les personnes de condition civile, ne constitue qu'une très modeste amélioration, qui ne les soustrait pas à la juridiction militaire, puisque le Code pénal militaire devra déterminer quelles sont les personnes pouvant être traduites devant ces tribunaux. Puis au sujet du service actif, celui-ci ne comprend pas seulement le service en temps de guerre, mais la mobilisation de troupes en temps de grèves par exemple, est considérée comme service actif. Tous les faits répréhensibles pouvant se produire en pareille circonstance par des civils, contre des ordres militaires, seront passibles des tribunaux militaires. Ainsi on est tenté de croire que le contre-projet de la majorité de la commission n'est qu'un trompe l'oeil, mais qui ne change rien à la situation. Au contraire, si elle était admise, elle aurait pour conséquence de soustraire aux tribunaux militaires les civils qui, dans un but de lucre, violent en temps de guerre les dispositions prises en vue de la défense de la population, comme ce fut le cas pour les meuniers, accapareurs et tant d'autres.

Pour ces raisons et celles indiquées dans mon rapport de juin dernier, je conclus en vous recommandant de repousser le contre-projet qui vous est soumis et d'adhérer purement et simplement à l'initiative.

**M. Daucourt:** Il est regrettable qu'il faille pour ainsi dire une avalanche de récriminations et d'abus pour aboutir enfin à une réforme sérieuse, surtout dans le domaine militaire. Il est non moins incontestable que ces abus produisent une telle agglomération de plaintes qu'elles ont donné naissance à l'initiative populaire. Je ne comprends pas cependant que le parti

socialiste, dont nous venons d'entendre un des représentants, estime que le contre-projet ne signifie rien et n'est pas un remède sérieux à la situation. Pour ma part j'aurais, certainement à regret, mais j'aurais voté l'initiative populaire si un contre-projet n'avait pas été présenté. Le canton de Berne a donné, si j'ai bonne mémoire, 22,300 signataires à l'initiative et il est évident que si la commission ne s'était pas — je ne veux pas dire résignée —, mais enfin, si elle n'avait pas compris la nécessité d'élaborer son contre-projet, il est certain que dans le canton de Berne un beaucoup plus grand nombre d'électeurs auraient voté l'initiative purement et simplement parce que le système actuel est défectueux et qu'il faut véritablement le réformer.

Je me suis permis de proposer cependant un amendement, qui est plutôt un amendement rédactionnel au contre-projet de la commission. Voici en quoi il consiste. La commission pose tout d'abord en principe que « les minima des peines d'emprisonnement prévues par la législation pénale militaire sont supprimés. » C'est la première satisfaction donnée à ceux qui ont à se plaindre de la justice militaire. On ne devrait pas commencer précisément par les minima: C'est moins de cela qu'en général le peuple se plaint, que de l'obligation imposée aux civils de comparaître dans tant de cas devant la juridiction militaire. Il faudrait poser plutôt en première ligne que les personnes de condition civile, comme s'exprime la commission, ne seront traduites qu'exceptionnellement devant la justice militaire.

Voilà quel devrait être le premier alinéa du contre-projet, et les minima ne viendraient qu'en second. Dans la rédaction du deuxième alinéa il me paraît qu'on commence par une exception; il est dit: « Hors du service actif les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire. En temps de service actif elles ne peuvent être traduites devant cette juridiction que pour les cas prévus par le Code pénal militaire. »

Pourquoi commencer par cette exception? Ne vaut-il pas mieux poser la règle, puis seulement ensuite l'exception? Je crois que la rédaction serait ainsi plus correcte. En transformant par interversion le second alinéa en premier alinéa du contre-projet: « Les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire », on poserait ainsi le principe. Puis suivrait l'exception: « Exceptionnellement, en temps de service actif, elles peuvent être traduites devant cette juridiction dans les cas expressément prévus par le code pénal militaire. » Cette rédaction serait plus claire et satisferait davantage, me paraît-il, le public qui tient surtout à la réforme concernant les personnes de condition civile. Je ne pourrais partager l'opinion exprimée par M. Ryser qui nous conduirait probablement aux soviets, c'est-à-dire à la compétence accordée aux soldats de nommer directement leurs juges militaires. Voilà au fond, peut-être, toute la pensée des promoteurs de l'initiative. Mais nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas et le peuple ne voudra pas admettre cela! Supprimer purement et simplement la justice militaire, c'est aboutir ni plus ni moins à ruiner la discipline militaire. Si un soldat, par exemple, a offensé gravement, injurié un officier, comment voulez-vous qu'on se borne à le traduire devant le juge de paix, devant le juge de police, comme nous l'appelons dans notre canton. Le juge de police peut ne lui

infliger qu'une amende dérisoire ou même l'acquitter. Quelle serait alors la situation de l'officier, non seulement devant sa troupe, mais devant ce soldat quand il reprendra sa place dans le rang? Ce serait une situation impossible faite à un supérieur. Dans ces conditions, il faut évidemment que des cas de ce genre relèvent de la justice militaire!

Quant aux minima, il est évident que leur suppression est excellente. On pourrait objecter peut-être qu'il serait préférable de laisser au code pénal le soin de déterminer les cas de suppression complète des peines minima ou de leur suppression partielle. C'est ce qui est arrivé en Allemagne, où l'on a élaboré une loi spéciale pour réduire les peines minima prévues par le code militaire; on les a grandement atténuées: dans ce pays où la discipline est si serrée, où l'on se montre si sévère à l'égard du soldat, on a cru devoir tout de même améliorer la situation. Le ministre de la guerre, le général Stein, disait ceci au Reichstag dans la discussion de ce projet de loi: « Je puis dire en invoquant les expériences que j'ai faites comme chef de troupes que les juges militaires, étant donnés les circonstances spéciales de la guerre, ressentent durement la gravité des peines minima. Chaque fois que cela est compatible avec la discipline, on n'a condamné les prévenus qu'à des peines disciplinaires. Le projet résulte des expériences de la guerre et je prie le Reichstag de le voter au plus tôt. »

Ce qu'on a cru nécessaire de faire en Allemagne, en Suisse on ne l'a pas encore fait, mais le contre-projet qu'on nous présente, comblera cette lacune.

Quant à l'exonération pour les civils de la juridiction militaire, c'est dans la plupart des cas une nécessité. Je ne veux pas revenir sur les nombreuses expériences faites notamment dans le Jura. Je me permettrai cependant de vous citer un fait qui indique combien il est abusif de faire citer à tout propos des particuliers devant la justice militaire. Ceci s'est passé à Develier, petit village de la vallée de Delémont, presque continuellement occupé par les troupes. Au début de la guerre, un escadron de cavalerie venait en remplacer un autre qui avait quitté, la veille, le village; une partie des hommes avait été cantonnée chez l'hôtelier principal de Develier, un très brave homme. Remarquez ceci, c'est que les propriétaires de ces cantonnements (des granges, des écuries) n'avaient pas le droit d'y pénétrer, au moins à cette époque. On n'admettait pas que l'hôtelier puisse entrer dans les propres dépendances de sa maison occupées par la troupe. Moins de 24 heures après le départ du premier escadron, deux gendarmes de l'armée arrivent, réclamant une lanterne et une couverture. L'hôtelier de répondre: « Je ne sais ce qu'elles sont devenues, puisque je ne peux entrer chez vous. Comment voulez-vous que je les trouve? » On cherche et l'on finit par trouver sous une couche de paille la couverture. Quant à la lanterne on en découvre une, mais l'hôtelier proteste et affirme qu'elle lui appartient, que sa femme l'avait achetée à Delémont, dont il cite le magasin. Bref, on emporte la lanterne. Le lendemain deux soldats arrivent, empoignent l'hôtelier et le conduisent en prison à Bienne sans autre explication. A Bienne on laisse le bonhomme plusieurs jours en prison sans l'interroger et, à la fin du compte, on le fait comparaître devant le tribunal militaire. La femme étant citée, à la demande, je crois, du prévenu, ainsi que le marchand delémontain on constate en effet que ce dernier a

parfaitement vendu à la femme de l'hôtelier la lanterne, quelques semaines auparavant, et quittance est produite. Devant des preuves pareilles l'hôtelier est évidemment acquitté, mais après avoir subi plusieurs jours de prison, après avoir eu la honte d'être conduit entre deux soldats comme un malfaiteur de Develier à Bienne, ce qui est déjà une forte distance et cet honnête citoyen ainsi maltraité ne reçut pas un sou d'indemnité. Vous avouerez, Messieurs, qu'il y a de quoi exaspérer non seulement le prévenu acquitté, mais toute une population et presque toute une contrée.

Je pourrais citer plusieurs cas semblables, mais j'ai tenu à rapporter plutôt celui-là, parce que l'anecdote de la lanterne de Develier est devenue proverbiale dans notre pays. Si je voulais entrer dans certains détails, je raconterais par exemple qu'à Bâle, à l'occasion d'un procès d'espionnage qui a eu quelque retentissement, une jeune fille de Belfort prévenue, coupable du reste, avait passé une nuit dans un hôtel de Bâle. Un Suisse de notre région, qui avait commis une imprudence dans cette affaire, était cité à son tour; et comme il était descendu dans le même hôtel, savez-vous, Messieurs — excusez ce détail, je crois qu'il n'y a pas d'oreilles trop délicates parmi nous — savez-vous quelle question lui fut posée? Le grand juge demanda en pleine audience à cet homme marié en parlant de la jeune Française: « Vous avez habité le même hôtel, est-ce que vous avez couché avec elle? » Vous avouerez que ce magistrat niche vraiment drôlement le siège d'un espionnage!

Quoiqu'il en soit, voilà des faits qui vous indiquent qu'une réforme devient indispensable et que c'est par exception que des civils devront être désormais traduits devant la justice militaire.

Ce qui exaspère aussi le peuple, c'est qu'en général — et j'ai compris qu'on y faisait allusion tout à l'heure — on exonère trop facilement les chefs, les officiers de la juridiction militaire, tandis que non seulement les simples soldats, mais les civils pour des bagatelles sont traduits devant elle. Je ne veux pas reprendre l'agression armée contre la gare de Delle, on en a assez parlé ici! Il n'en est pas moins vrai que celui qui a failli déchaîner un conflit international très grave pour avoir ordonné de tirer sur cette gare n'a jamais comparu devant le tribunal militaire: il aurait dû y être traduit. Dans la triste affaire Michon à Beurnevésin, pour avoir passé un peu de chocolat de Suisse à la frontière alsacienne un jeune homme a été tué par un officier de dragon sur territoire allemand et non sur territoire suisse, remarquez-le: or, cet officier n'a pas comparu devant la justice militaire et ce drame s'est terminé par un arrangement avec la Confédération qui a dû payer au père de la victime une certaine indemnité. Je ne sais pas si le montant en a été rendu par l'officier, en tout cas il n'a rien eu à faire avec la justice militaire! Voilà des contrastes qui troublent l'opinion!

J'oublie peut-être un officier, le capitaine Sack qui, lui, a dû comparaître devant la justice militaire. Pourquoi? Pour avoir non pas dérobé, mais conservé deux clairons dans ses bagages, quand il a quitté le service, alors qu'au fond il devait avoir le droit de les garder, puisqu'il a été acquitté. Les autres, les vrais coupables, on ne les poursuit pas!

Il est donc évident que la réforme que nous assure le contre-projet est considérable et M. Ryser se trompe en déclarant qu'elle ne fera pas grande

impression dans le peuple. Si, Messieurs, elle ferait grande impression dans le peuple, mais à condition que le code pénal soit très réservé dans les cas où pourront être traduits des civils devant la juridiction militaire.

Quant aux peines disciplinaires il est évident, quoique nous en dise encore M. Ryser, qu'il y a là également une satisfaction considérable donnée aux soldats, car ils n'auront plus à craindre d'être punis pour avoir porté plainte, et vous savez combien de fois ils l'ont été quand ils se plaignaient, sans passer quelquefois par la hiérarchie. Dorénavant toute punition sera interdite. C'est une profonde amélioration. Je suis persuadé que dans la troupe on l'appréciera beaucoup. J'ai vu ces geôles où l'on enfermait des militaires punis, geôles qui ne pourront plus leur être ouvertes heureusement, parce qu'une des dispositions du contre-projet ne le permettra plus. J'ai vu par exemple, à Soyhières, cette cave sans lumière, où l'on n'aurait même pu lire, et où étaient détenus des militaires! C'est ce qu'ils appelaient le « biribi ». Je ne comprends donc pas qu'on puisse contester les grandes améliorations et les garanties au point de vue militaire qu'apporte le contre-projet. Aussi j'estime que nous devons l'adopter, tout en vous soumettant, Messieurs, un amendement rédactionnel qui, je crois, lui apporterait une rédaction plus claire et plus précise.

Dans ces conditions, nous ne pouvons pas ne pas voter le contre-projet: si nous ne le votions pas à une forte majorité, je suis très convaincu que l'initiative passerait, et ce serait un malheur. Le parti socialiste n'aurait pour cela pas grande propagande à faire, car il a beau jeu dans cette circonstance, les fautes commises lui ayant facilité la campagne. Il faut l'arrêter immédiatement, cette campagne, qui pourrait être très préjudiciable à l'honneur du pays et à la discipline de notre armée!

M. le conseiller fédéral **Decoppet**: Je ne veux pas reprendre toutes les considérations que le Conseil fédéral a fait valoir dans le message qu'il vous a adressé au sujet de l'initiative. Ces considérations, du reste, ont été discutées dans les rapports que vous avez entendus au cours d'une session précédente et ce matin encore dans les rapports très clairs et convaincants qui ont été présentés. Il me paraît que je puis me borner à examiner devant vous aujourd'hui le contre-projet présenté par la commission ainsi que la question de savoir si ce contre-projet se justifie et si dans ses termes il est acceptable.

Le Conseil fédéral aurait préféré de beaucoup en rester à la décision qu'il vous avait présentée dans son message et à laquelle le Conseil des Etats avait adhéré. Il aurait préféré de beaucoup lutter purement et simplement contre l'initiative qu'il considérait comme un mal particulièrement sérieux et vous voir proposer au peuple de la rejeter. Cela d'autant plus que par une série de décisions antérieures prises au cours de la mobilisation comme dans le projet de code pénal soumis aux délibérations du Parlement, il va au devant des critiques formulées et qui expliquent sans doute les nombreuses signatures recueillies dans ce mouvement populaire. Mais enfin il se rend compte de ce que la situation a de spécial et l'unanimité de la commission n'a pas été sans l'impressionner lorsqu'elle a invoqué des considérations d'ordre pratique et d'op-

portunité pour vous recommander aujourd'hui l'adoption de son contre-projet. Il admet que le mal qui résulterait de l'initiative, si elle devait aboutir, est si considérable qu'il est préférable encore de céder devant la nécessité de consentir à soumettre au peuple un texte qui donne satisfaction dans la mesure du possible aux motifs qui avaient été à la base de l'initiative, qui aille au devant des désirs d'un nombre aussi considérable que possible de signataires, cela afin d'éviter la solution déplorable dans laquelle nous nous trouverions plongés si l'initiative devait l'emporter.

Dans les rapports qui vous ont été présentés, comme du reste dans le message du Conseil fédéral on a mis en lumière de la façon la plus éclatante l'erreur commise par les initiants. L'initiative est dirigée contre les tribunaux militaires. Elle demande la suppression de la juridiction militaire, alors que le mouvement populaire qui l'a motivé partait de critiques dirigées non pas contre les tribunaux militaires en eux-mêmes, mais contre la législation et en particulier contre les ordonnances rendues par le Conseil fédéral. On a fait remarquer avec beaucoup de raison ce matin que si même l'initiative socialiste était adoptée, que si même les tribunaux militaires étaient supprimés, la législation encore subsisterait; les maux reprochés, les critiques formulées subsisteraient, puisqu'aussi bien les tribunaux civils devraient appliquer la législation telle qu'elle a été élaborée et appliquée jusqu'à ce jour. Erreur de départ de l'initiative, donc, puisqu'elle est dirigée contre la juridiction militaire alors qu'en réalité les critiques formulées dans l'opinion publique, les plaintes élevées avaient leur origine dans le texte même de la loi et des ordonnances.

J'ai dit, il y a quelques instants, que le Conseil fédéral par avance avait cédé sur un certain nombre de ces points et avait apporté un correctif à la situation de fait existant en août 1914 et j'ai ajouté que d'un autre côté, le Conseil fédéral, dans l'intervalle et avant même de déposer le message concernant l'initiative, avait élaboré et fait examiner par une commission d'experts un projet de code pénal militaire actuellement soumis à vos délibérations, projet dont les dispositions donnent satisfaction dans la mesure la plus large possible aux vœux exprimés par les initiants. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral, ainsi qu'après lui, le Conseil des Etats ont estimé que l'initiative ne se justifiait plus et que le peuple mieux éclairé, les signataires de l'initiative mieux renseignés, consentiraient à y renoncer puisqu'aussi bien satisfaction leur était donnée sur tous les points ou sur presque tous les points. Mais on a fait remarquer ce matin que ces constatations à elles seules ne suffiraient pas pour éclairer l'opinion publique au point de la faire revenir de ses préventions contre les tribunaux militaires et qu'il était préférable de la mettre en présence de textes clairs comme celui du contre-projet. Le Conseil fédéral, d'une façon générale, se rangait à cette manière de voir.

Le contre-projet présenté par la commission porte sur deux points spéciaux. Tout d'abord il propose au peuple de supprimer les minima actuels prévus pour les peines d'emprisonnement. Dans sa seconde partie il limite la juridiction militaire ou les attributions de la juridiction militaire en ce qui concerne les personnes civiles. Quant au premier point, ce n'est pas sans une certaine hésitation, non pas que j'aie à cet égard des scrupules particuliers, que je déclare me ranger aux

propositions de l'avant-projet. La suppression des minima, Messieurs, est dans l'air, si je puis m'exprimer ainsi. Nombre de législations l'ont déjà réalisée. Il paraît à ceux qui voient des transformations auxquelles se prépare la législation pénale que la suppression des minima est l'oeuvre de demain. Je l'ai recommandée dans d'autres circonstances. Mais actuellement, dans les conditions où nous sommes, est-ce qu'il est bien indiqué de demander au peuple de supprimer d'un trait de plume et d'un mot les minima d'emprisonnement en vigueur dans le code pénal et de lier d'une façon définitive par une disposition constitutionnelle l'assemblée législative? Vous êtes nanti d'un projet de code pénal militaire. Vous aurez à en discuter d'ici quelque temps. A ce moment-là, quand vous aborderez dans le calme qu'elle comporte une discussion de cette nature, vous aurez à examiner la suppression des minima du code pénal militaire. Ne regretterez-vous pas alors, en présence de la matière elle-même, d'avoir supprimé les minima par avance en recommandant au peuple de les faire disparaître par un article constitutionnel? La suppression des minima du code pénal militaire a été examinée par une commission d'experts dans laquelle étaient représentés tous les partis et toutes les opinions. Cet examen ne remonte pas à une année, mais à quelques mois seulement. Or, la commission est arrivée au maintien des minima pour un certain nombre de délits ou d'infractions. Or, le contre-projet, si ce contre-projet est adopté, aura supprimé d'une façon définitive les minima d'emprisonnement du code pénal militaire et lorsque, dans quelques mois, vous discuterez ce code lui-même, lorsque vous l'examinerez article après article, avec l'entier de son texte sous les yeux, vous serez dans l'impossibilité, alors même que vous reviendriez à une autre opinion, dans l'impossibilité dis-je, de rétablir les minima en matière d'emprisonnement. Je tiens à faire cette objection dès maintenant, bien que d'une façon générale je sois d'accord avec le contre-projet qui répond à mes sentiments personnels. Mais je dois faire cette observation parce que la suppression des minima résultant de l'initiative aboutirait à un remaniement complet du code pénal militaire actuellement soumis à vos délibérations et vous mettrait dans l'impossibilité d'examiner à nouveau la question avec tout le calme qui convient.

Mais cette suppression des minima qui va résulter de l'adoption du texte constitutionnel nouveau aurait une autre conséquence plus grave encore. En même temps que le Conseil fédéral a préparé un projet du code pénal militaire, il a élaboré aussi un nouveau projet du code pénal civil, en application de la disposition constitutionnelle qui prévoit l'unification du droit civil et du droit pénal. Ce projet a été élaboré pendant de longues années. Il est prêt. Or, ce projet maintient, comme le projet du code pénal militaire, des minima en matière d'emprisonnement comme en matière de réclusion. Si le contre-projet d'initiative est adopté par le peuple suisse, si les minima en matière d'emprisonnement sont supprimés par une disposition constitutionnelle en ce qui concerne le droit pénal militaire, il ne saurait plus être question de maintenir des minima d'emprisonnement en matière de délit civil, car la législation pénale civile est par son essence même moins sévère que la législation militaire. Si la législation militaire n'admet plus les minima dans les peines d'emprisonnement, à plus forte raison devra-t-on les sup-

primer dans la législation pénale civile. Or, ici encore, Messieurs, la commission a été d'accord en regard même de la doctrine actuelle et des courants d'idées de maintenir les minima, lorsque la constitution fédérale aura été modifiée en ce qui concerne les minima d'emprisonnement militaire. Vous serez en quelque sorte liés et lorsque vous discuterez ici le texte même de notre projet de code pénal civil, vous ne pourrez plus sur ce point, quel que soit le sentiment auquel vous arriveriez, revenir en arrière.

Donc, Messieurs, tout en me rangeant d'une façon générale et en principe aux propositions de la commission, je fais la plus entière réserve sur ce point et je tenais à attirer votre attention sur l'inconvénient que présente la seconde partie du premier alinéa du contre-projet. Je m'étais demandé (mais je ne suis pas arrivé moi-même à une solution satisfaisante dans l'examen que j'ai fait de cette idée), je m'étais demandé si au lieu de dire d'une façon définitive dans ce premier alinéa du contre-projet que les minima sont supprimés, il ne serait pas préférable et suffisant d'introduire la notion que les minima seront supprimés par la législation dans la mesure où cela paraîtra nécessaire. Ce serait donc prévoir l'indication générale de la suppression des minima donnée par un vote populaire au Parlement, qui en ferait usage dans la mesure la plus large possible, sans aller cependant jusqu'à une formule définitive et absolue.

La seconde partie du contre-projet porte sur l'extension de la juridiction militaire aux personnes civiles. Nous sommes d'accord avec le texte proposé par la commission et nous n'avons pas même de réserve à faire sur ce point. Je voudrais cependant profiter de l'occasion pour relever une erreur, me semble-t-il, que j'ai entendue ce matin dans la bouche du rapporteur de langue française à propos des nombreuses personnes renvoyées devant la juridiction militaire. On a admis que les décisions du Conseil fédéral sur lesquelles on s'était basé découlaient d'une disposition du code pénal militaire prévoyant que l'on peut en tout temps renvoyer devant les tribunaux militaires ceux qui portent atteinte aux droits de l'armée. Or, les ordonnances du Conseil fédéral en matière d'alimentation, en particulier en ce qui concerne le blé, la mouture des blés, la qualité du pain, les conditions de panification, etc., ces ordonnances n'ont jamais eu pour origine dans l'esprit du Conseil fédéral un texte quelconque de la loi pénale militaire. Elles reposent entièrement sur les pleins pouvoirs que le Conseil fédéral avait reçus. Pourquoi le Conseil fédéral a-t-il pris ces ordonnances? Pourquoi le département militaire, comme d'autres départements, est-il allé jusqu'à proposer de soumettre aux tribunaux militaires les personnes civiles coupables d'infraction aux ordonnances rendues en matière d'alimentation? C'est que nous nous sommes trouvés devant une nécessité absolue. Tous ceux qui ont été mêlés de près ou de loin, en 1914 ou 1915, à l'application des ordonnances rendues uniquement en vue d'assurer au pays son alimentation, n'ont pas tardé à se convaincre qu'il était absolument inutile de vouloir compter sur les tribunaux cantonaux pour réprimer d'une façon uniforme ce genre d'infraction. Il était des régions du pays où l'on n'observait pas ou mal les ordonnances et où les autorités civiles hésitaient à poursuivre. D'autre part, nous recevions des plaintes de divers côtés, non seulement de la part de particuliers, mais d'autorités elles-mêmes qui craignaient la trop grande mansuétude

des tribunaux ordinaires et nous demandaient de renvoyer les délinquants devant l'autorité militaire. Nous l'avons fait parce que c'était une nécessité devant laquelle nous ne pouvions reculer sans compromettre et l'observation des ordonnances et leur application égale dans le pays. Mais je le répète, ces ordonnances ont été rendues indépendamment de toute disposition du code pénal militaire et simplement en vertu des pleins pouvoirs du Conseil fédéral.

Je me résume. Je vous demande d'adopter le contre-projet présenté par la commission sous les quelques réserves que j'ai faites en ce qui concerne le premier alinéa et étant entendu que si les circonstances le permettaient d'ici à une nouvelle délibération, je pourrais revenir avec une rédaction différente de celle du projet.

Quant à la proposition de M. Daucourt, si je ne fais erreur elle diffère du contre-projet en ce qu'elle déplace le premier alinéa pour le mettre à la fin et renverse l'ordre des matières, sans modifier le texte.

**M. Daucourt:** Il y a une exception qui vient ensuite, mais la règle vient en premier.

M. le conseiller fédéral **Decoppet:** Sur cette question je m'en rapporte à la décision du Conseil.

**M. Maunoir,** rapporteur français de la commission: J'enregistre avec une vive satisfaction l'adhésion du Conseil fédéral au contre-projet présenté par la commission. Je crois que cette adhésion nous donnera beaucoup plus de force. Il est vrai que quelques réserves sont faites par le chef du département militaire en ce qui concerne le premier alinéa et qui nous laissent entrevoir la possibilité de faire examiner par le Conseil des Etats peut-être une autre proposition plus élastique qui nous reviendrait alors ensuite comme divergence lorsque le Conseil des Etats se serait prononcé. Je dis d'emblée qu'en ce qui me concerne je ne suis pas partisan des dispositions trop élastiques, surtout dans la constitution. Je n'aime pas qu'on dise qu'on supprimera les minima dans la mesure du possible, parce que je considère cela comme des vœux pieux et que j'estime qu'on ne donne pas suffisamment satisfaction dans ce cas au peuple et que si nous voulons lutter victorieusement contre le projet des initiants, nous devons leur proposer quelque chose qui leur donne pleine satisfaction sur ce point.

Je ne vois pas les dangers qu'on semble voir dans l'introduction de cette suppression des minima. On nous dit que cela bouleversera nos codes. Non, cela les modifiera. Mais ce ne sont pas des codes préparés d'une façon tellement spéciale que nous n'ayons pas le droit d'y rien changer. A quoi servirait l'Assemblée fédérale, si elle était obligée d'accepter le projet fait par des commissions d'experts, si brillamment composées qu'elles fussent, si on ne réservait pas le droit de revoir certaines dispositions et au besoin d'y apporter des changements fondamentaux?

Il n'y a pas de changement fondamental, je l'ai déjà dit. On n'a pas osé, au fond, dans le projet de code pénal militaire que vous aurez à discuter, aller jusqu'au bout de la pensée du rédacteur. On a mis les minima d'emprisonnement à huit jours. Je vous

demande quelle différence il y a entre huit jours et un jour? Cela n'en vaut pas la peine et on a laissé deux ou trois exceptions. Quand, dans le code, on a établi un minimum spécial d'emprisonnement; c'est un minimum de deux mois; en présence de cette simple différence, je n'en tourne pas la main et j'estime qu'il faut aller avec les données modernes et permettre au juge d'avoir le droit de libre appréciation en ayant confiance en lui.

Voilà quelle est la vérité à cet égard, et c'est pour cela que je tiens essentiellement à ce premier article dans le code en discussion aujourd'hui.

J'ai entendu M. Studer se poser la question de savoir si l'initiative n'avait pas précédé le nouveau code pénal militaire et si par conséquent ce n'était pas à tort que le gouvernement se donnait les gants d'avoir lui-même précédé les initiants en voulant des réformes. A cette occasion j'ai entendu parler du mot de manoeuvre. Que m'importe que ce soit le Conseil fédéral qui ait commencé ou les initiants? Pourquoi suspecter la sincérité des intentions? Si ce sont les initiants qui ont eu les premiers l'idée de faire une modification à nos lois de justice militaire, tant mieux! Je leur ai rendu justice dans mon premier rapport au mois de juin et j'ai reconnu que les initiants avaient stimulé ceux qui, comme nous, et nous étions beaucoup de cette Assemblée, avaient le sentiment très net que tout n'allait pas pour le mieux dans le meilleur des mondes et qu'il fallait absolument apporter des modifications fondamentales à nos lois sur la justice militaire. La pratique l'a démontré. Des interpellations et des motions ont été déposées qui ont montré que non seulement sur les bancs des socialistes, mais dans tous les rangs de l'Assemblée on avait le sentiment profond de réformes nécessaires à réaliser dans ce domaine.

Eh bien, n'examinons rien au point de vue de la procédure, mais cherchons le résultat qu'il faut atteindre.

Je voudrais cependant dire quelques mots en ce qui concerne les critiques qui ont été apportées, soit par M. Studer, soit par M. Ryser, à notre contre-projet en ce sens que ces deux collègues estiment que nous aurions dû prévoir quelque chose sur la composition des tribunaux. Nous ne pouvons d'abord pas tout mettre dans la constitution. Et puis mettre quoi sur la composition des tribunaux? Vous ne voulez pourtant pas, je pense, introduire l'idée des soviets, de la nomination des juges par les soldats! Nous n'en sommes pas encore là heureusement! Et alors vous vous plaignez de quoi? De ce que dans certaines divisions certains grands juges ont peut-être, je n'en sais rien, je ne les accuse pas moi-même, abusé du pouvoir de composer leurs tribunaux. Ce sont les conséquences de la mobilisation qui ont un peu bouleversé les traditions qu'on avait à cet égard. Ce sont les difficultés d'ordre pratique qui ont fait intervenir parfois peut-être exagérément les grands juges dans la composition des tribunaux.

En fait, avant la guerre, qu'avions-nous? Des juges qui étaient nommés en réalité par le pouvoir fédéral, par le Conseil fédéral sur le préavis du gouvernement cantonal qui lui-même consultait souvent les chefs des unités à cet égard. C'était l'idéal à ce point de vue, c'est-à-dire qu'on avait toute garantie possible d'impartialité dans la composition des tribunaux. Mais lorsque nous nous sommes trouvés en manoeuvres,

croyez-vous qu'un tribunal qui se réunissait toutes les semaines et quelquefois deux fois par semaine aurait pu toujours déranger les mêmes juges et prendre ces juges dans des unités qui étaient peut-être à 20 ou 30 kilomètres de l'endroit où les tribunaux siégeait? C'était impossible. Et que s'est-il passé? Vous me permettrez de citer ce qui s'est passé dans la première division, parce que je le sais. Ce n'est pas bien grave, voici: Le grand juge a adressé une circulaire, d'accord avec le colonel divisionnaire, à tous les chefs d'unité pour leur demander quelles étaient les personnes qu'ils pouvaient recommander comme juges au point de vue des compétences juridiques, parce qu'on désire toujours autant que possible avoir des juristes, ce qui est une garantie. Les chefs d'unité ont tous envoyé trois ou quatre noms. Nous avons alors une liste de jurés, comme la liste des jurés civils, où il y avait peut-être 50 ou 100 noms, et à fur et à mesure qu'on réunissait les tribunaux on choisissait dans la liste ceux qui faisaient partie des unités les plus rapprochées du siège du tribunal de division. Voilà le grand crime! On a dit que certains grands juges y avaient mis des arrières-pensées. Je n'en sais rien. Je puis vous assurer en tout cas que cela n'a pas été général. On dit également que des grands juges et auditeurs avaient reçu à cet égard des ordres supérieurs. S'ils l'ont fait, ils ont eu absolument tort et ont violé un article formel du règlement qui dit que les tribunaux jugent de la façon la plus indépendante en dehors de toute influence des chefs. Je puis vous dire que personnellement dans une seule circonstance, non point d'un chef divisionnaire, mais d'un chef d'unité inférieure, j'ai reçu une fois des observations au sujet d'un jugement et que je l'ai remis à sa place de la belle façon, sans m'inquiéter de son grade, en lui rappelant l'article d'un règlement qui ne permet à personne de s'immiscer dans l'exercice des tribunaux militaires. Ne généralisons pas, n'accusons pas toujours celui-ci et celui-là. Est-ce que vous croyez que la justice civile est toujours parfaite? Est-ce que vous croyez lorsque vous parlez de mandat impératif qu'il n'est pas arrivé à beaucoup de ceux qui ont fonctionné comme juges prud'hommes d'entendre certains ouvriers prud'hommes dire: « Je suis obligé de juger dans ce sens parce que j'ai reçu le mandat de donner raison aux ouvriers et que je représente les ouvriers. Je ne les accuse pas pour cela. Ceux qui jugent comme cela en général sont des ininstruits aussi bien en haut qu'en bas qui ne connaissent pas leur devoir. Mais on ne doit pas incriminer la justice militaire plus que la justice civile. Personne n'est parfait dans ce monde et par conséquent ne lançons la pierre à personne et voyons les réalités.

On nous dit encore qu'il aurait fallu prévoir — c'était M. Studer qui parlait — la suppression du code pénal militaire. Pourquoi ne l'avez-vous pas dit dans l'initiative? Vous ne l'avez pas proposé. Vous dites au contraire: « La justice militaire est supprimée, les délits visés par le code pénal militaire seront déferés pour l'instruction et le jugement à la justice ordinaire du canton dans lequel ils ont été commis. » C'est donc après coup que l'idée vous vient de demander la suppression du code pénal militaire. C'est une surenchère que vous faites sur votre proposition parce que vous considérez la nôtre comme dangereuse et que vous reconnaissez que nous avons touché juste et que nous avons été au but à atteindre. Vous ne voulez pas dire franchement votre opinion: c'est que notre contre-

projet vaut mieux que le vôtre. Vous avez un peu soutenu le projet des initiants comme la corde soutient le pendu. Vous avez prévu à l'avance que le contre-projet aurait certainement devant le peuple beaucoup plus de faveur que le projet initial. Ne nous en voulez pas pour cela si nous arrivons à un meilleur résultat, soyez-en tous contents, mais ne recherchez pas toujours le succès de la cause à laquelle vous attachez votre nom ou mieux encore le succès du parti qui a lancé l'idée. C'est aux résultats acquis que nous verrons la véritable portée de la discussion d'aujourd'hui.

En ce qui concerne les personnes civiles, M. le conseiller fédéral Decoppet a tout à l'heure fait remarquer que ce n'est point sur la base de l'article de la loi que j'avais visé que le Conseil fédéral s'était cru autorisé à édicter les ordonnances dont il s'agit, mais qu'il les a prises en vertu de ses pleins pouvoirs. C'est encore plus grave que je ne le croyais et encore plus dangereux. J'estime par conséquent que nous faisons bien à cet égard de mettre un frein à l'extension de la juridiction militaire. J'ai dit en juin dernier que c'était pour faciliter l'exercice de la justice qu'on avait renvoyé tant de gens devant les tribunaux militaires. Mais la juridiction militaire n'a pas été inventée pour cela, elle doit assurer le maintien de la discipline dans l'armée seulement, mais non pas faciliter la tâche des gouvernements en permettant d'uniformiser les condamnations. On a faussé ainsi le but de la justice militaire. C'est pourquoi nous avons raison de mettre l'accent là-dessus et de vouloir mettre fin à l'exagération des poursuites de personnes civiles par les tribunaux militaires. Ces derniers sont institués pour sauvegarder le patrimoine national, pour sauvegarder la discipline militaire. Tel est notre point de vue.

J'en arrive tout naturellement en dernier lieu à la proposition de M. Daucourt. Il est évident qu'elle ne bouleverse point le projet. M. Daucourt voudrait mettre l'accent plus spécialement sur la question des personnes civiles avant de dire que les minima sont supprimés. Je ne crois pas que ce soit logique. La disposition dont le caractère est le plus général est précisément celle de la suppression des minima qui sont le vice de tout l'ensemble du code pénal militaire, aussi bien pour les militaires eux-mêmes que pour les personnes civiles. Les minima sont supprimés; c'est là une disposition d'ordre général. Vient ensuite une disposition plus spéciale prévoyant que les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire hors du service actif. Cela est déjà moins général que la notion précédente qui est la base de l'article constitutionnel. Il n'y a pas lieu de faire l'interversion proposée.

M. Daucourt n'est d'ailleurs pas d'accord avec les socialistes quand il dit que c'est surtout la question des personnes civiles traduites devant le tribunal militaire qui a ému le peuple. Vous avez entendu tout à l'heure M. Ryser se plaindre au contraire de ce qu'avec notre contre-projet nous soustrairions les personnes civiles à la juridiction militaire, notamment les accapareurs. Je sais bien que c'est un argument d'audience, si vous me permettez cette expression, car enfin cela m'étonnerait beaucoup que les socialistes se déclarassent satisfaits de leur projet. On prétend donc que ce sont les accapareurs que nous voulons soustraire à la justice militaire. Non, nous voulons soustraire à la justice militaire ceux qui n'ont rien à y faire. Les tribunaux civils cantonaux sauront punir les accapareurs comme

ils le méritent et mieux qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Je ne crois pas que même dans le clan socialiste, on attache autant d'importance à cette question qu'aux questions de punition. C'est l'exagération des peines qui a été la base de la campagne faite contre la justice militaire. Il faut conserver ainsi les alinéas tels qu'ils sont disposés.

Quant à la rédaction de l'alinéa, M. Daucourt voudrait dire non pas « hors du service actif les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire », mais il voudrait une affirmation : « Les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire. » Ensuite « exceptionnellement, en temps de service actif, elles ne peuvent être traduites . . . etc. ». Je ne crois pas qu'il faille s'exprimer ainsi. Nous devons être loyaux jusqu'au bout dans ce que nous disons au peuple, et si nous disons au peuple en premier lieu que les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire, nous lui lançons une affirmation fautive puisqu'immédiatement après, nous faisons une exception. Nous avons discuté cette question dans la commission. Le professeur Haffter a dit que nous devons marquer immédiatement que les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire en temps de paix. Mais comme l'expression en temps de paix ne figure pas dans la loi sur l'organisation militaire, il a conseillé l'emploi du terme consacré : « hors du service actif ». Voilà la vérité. Il vaut mieux en rester à notre rédaction qui rend plus exactement le fond de notre pensée. Nous ne voulons pas entièrement soustraire les personnes civiles à la juridiction militaire, mais seulement lorsqu'elles sont hors du service actif, c'est-à-dire dans le cas normal ordinaire et non pas dans l'état de mobilisation.

Je crois avoir répondu d'une manière générale un peu à toutes les objections et je voudrais en tous cas que vous ayez le sentiment très net qu'en présentant ce contre-projet, nous ne faisons pas une manœuvre non plus, comme on a eu l'air de le laisser entendre pour chercher à donner un croc en jambe à l'initiative. Nous faisons un bon ouvrage, je crois, apportant une modification qui a cet avantage, c'est qu'au lendemain du vote elle entrera en vigueur. Nous n'avons pas voulu qu'une seule des rédactions proposées puisse donner lieu à l'obligation d'édicter une loi d'application, car nous aurions un peu leurré le peuple en lui laissant entendre que demain on raserait gratis. Non, nous avons voulu faire une loi qui automatiquement au lendemain du vote de l'article constitutionnel serait applicable sans rien changer. Voilà ce que nous apportons. Nous espérons que ce contre-projet aura votre faveur et qu'ensuite il aura la faveur du peuple.

**M. Naine:** Il faut distinguer dans la discussion le code pénal militaire, la loi, d'une part, et d'autre part la justice militaire organisée pour appliquer le code. Les abus signalés, les fautes qu'il s'agit de corriger proviennent, dit-on, du code pénal militaire. Nous disons que c'est une erreur. Il est certain que le code pénal militaire a des défauts. Il y a lieu à notre avis de le modifier, en particulier de supprimer les minima des peines. C'est une mesure d'urgence qui aurait dû être prise depuis longtemps, mais ce point admis et cette réforme faite ou du moins l'unanimité ou la majorité du Conseil étant d'accord sur la nécessité

d'une réforme semblable, nous prétendons qu'on n'a pas par là touché à la plupart des abus et aux abus les plus importants, ceux qui ont blessé le plus profondément la conscience populaire, parce que le défaut véritable de la justice militaire n'est pas seulement dans le code pénal militaire, mais il est surtout dans l'extension des tribunaux militaires, dans la façon dont ils sont constitués et dont ils fonctionnent. Tout d'abord, pourquoi dans cette Assemblée, où l'on a invoqué si souvent ces dernières années le principe de la séparation des pouvoirs, pourquoi ne l'invoque-t-on plus lorsqu'il s'agit de justice militaire? Dans cette Assemblée on a dit si souvent et il n'y a pas longtemps encore lors du procès de la grève, lors du procès du Comité d'Oltén, le Conseil fédéral a dit: Nous ne pouvons pas ici autoriser telle ou telle chose, nous ne pouvons pas produire devant les tribunaux militaires tel ou tel document parce qu'il y aurait là une confusion entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif; nous tenons à la séparation des pouvoirs. Pourquoi dans cette Assemblée ne parle-t-on plus maintenant de séparation des pouvoirs? Vous voulez maintenir une justice militaire qui est nommée par le pouvoir exécutif, et encore de quelle façon? Sur la présentation des autorités militaires elles-mêmes? En somme ce sont les autorités militaires qui forment leur justice. Où est ici la séparation des pouvoirs? Dans une démocratie tout pouvoir doit venir du souverain et en ligne aussi directe que possible. Par conséquent, comme le pouvoir exécutif, comme le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire doit dépendre du souverain et être indépendant des autres pouvoirs. L'est-il avec la forme actuelle de la justice militaire? Nullement, Messieurs, c'est la confusion complète des pouvoirs. C'est le pouvoir exécutif qui agit. Et bien pis que cela, ce sont les autorités militaires qui ne dépendent en rien du souverain ou que fort indirectement, qui ne sont pas nommées par le peuple, ce sont ces autorités militaires, dis-je, qui désignent les juges formant les tribunaux militaires. Et de ce fait-là, par la forme même de cette organisation, les tribunaux militaires perdent, je dirai, presque toute indépendance. Ils sont tout simplement l'expression de l'autorité militaire pour réprimer les fautes et les abus du simple soldat. C'est pour cela que nous avons assisté et que nous assistons à ce spectacle de tribunaux excessivement sévères à l'égard des fautes des petits, agissant avec un arbitraire complet au point de vue de l'instruction et d'autre part usant d'une indulgence non moins grande à l'égard du corps des officiers. Je demande particulièrement à M. Daucourt, qui rejette notre initiative visant la suppression de ces tribunaux, en quoi la contre-proposition qui vous est faite et qu'il soutient supprimerait les abus qu'il nous a signalés. Il nous a indiqué un ou deux cas parmi des milliers qu'on pourrait relever si on avait pris la peine de les dresser en statistique. Il nous a cité le cas de l'officier qui a commandé le feu à la gare de Delle, d'un autre officier qui a abattu d'un coup de feu un civil qui transportait un kilo de chocolat, officiers qui n'ont jamais été poursuivis. Il y en a combien d'autres en vertu même du principe que le général Wille a proclamé dans certain article, lorsqu'il disait que des officiers ne peuvent jamais avoir tort. Eh bien, en vertu de ce principe on ne poursuit pas des officiers comme Bodmer qui a fait tirer sur la gare de Delle, comme cet autre qui a abattu d'un coup de fusil un

civil qui transportait un kilo de chocolat. On ne les poursuit pas parce qu'ils sont officiers. Et alors, pour parer à cet abus, pour supprimer ces vices de la justice militaire, on dit qu'il faut abaisser les minima du code pénal militaire. Voyons, Messieurs, vous vous moquez de nous et non seulement de nous, mais du peuple suisse.

Vous êtes plaisants: le lieutenant Bodmer, le major Bircher et des centaines d'autres gradés fautifs, n'ont pas été poursuivis; l'indignation dans la population est grande, tout le monde admet qu'il faut remédier à un tel état de choses et qu'est-ce que vous proposez? D'abaisser les minima du code pénal militaire! Voyons, cela n'a rien à faire avec rien du tout. Enlever les minima du code pénal militaire! Est-ce que l'on va poursuivre dorénavant les officiers qui commettent des délits graves ou même légers à cause de cela? Mais non, cela continuera. Les vices de cette justice militaire qui indignent le public, qui soulèvent l'opinion générale, continueront, parce qu'ils sont inhérents à l'organisation même de la justice militaire. Par conséquent, cette justice n'est pas une véritable justice, parce qu'elle n'est pas organisée sur la base de la séparation des pouvoirs, parce qu'elle n'est pas organisée de façon à être une justice indépendante, et chacun le sait bien. Oh! je pense qu'il y a par ci, par là encore dans la justice militaire un officier qui a une certaine indépendance, mais la plupart savent bien que s'ils veulent faire carrière dans ce domaine, il s'agit de faire plaisir aux chefs, il s'agit de punir gravement les petits et de laisser glisser les gros entre les mailles du filet. Voyons, lequel d'entre vous oserait le contester? Sans être très lié avec les membres des tribunaux militaires, j'en connais plusieurs qui m'ont dit: Dans tel cas nous avons été indulgents, cela compromettra notre avenir militaire. Je me rappelle, quant à moi, lorsqu'en 1903 j'ai passé devant le tribunal de la troisième division, que l'auditeur, un collègue de la basoche, m'a dit ensuite: Je vous ai ménagé, j'ai requis très peu contre vous, je crois que cela compromettra gravement mon avancement dans le domaine militaire. Il est mort maintenant, paix à ses cendres, il a avancé quand même parce que je crois qu'il s'est largement repayé sur d'autres. Mais ce n'est pas seulement de celui-là que je l'ai entendu. Je l'ai entendu de bien d'autres. Du reste, sans l'avoir entendu, vous n'avez qu'à examiner la marche ascensionnelle des juges au point de vue du grade et des auditeurs ou des fonctionnaires de la justice militaire. Qu'il en ait parmi eux un qui ait des tendances à la bienveillance ou à la miséricorde ou simplement à l'équité, à un peu d'humanité, vous le verrez disparaître des tribunaux militaires ou en tout cas ne pas avancer. Voyez au contraire ceux qui se montrent les plus féroces, ceux qui pendant la mobilisation ont condamné les petits soldats, pour un mot de travers, pour une injure légère à 10, 12 ou 15 mois de prison. Celui-là, vous le voyez passer de major à lieutenant-colonel et de lieutenant-colonel à colonel. Et voilà l'indépendance de ces gens. C'est de la servitude, ce n'est pas là de la justice, parce que la base est fautive, parce que notre nature humaine est si imparfaite que même en prenant toutes les précautions indiquées par

l'expérience pour assurer autant que possible l'indépendance et l'impartialité des juges, on n'arrive pas à avoir une indépendance et une impartialité parfaites et l'on y arrive certainement moins encore lors qu'on néglige toutes ces mesures et qu'on fait reposer une institution judiciaire comme celle qui nous occupe sur des bases absolument fausses, sur la confusion des pouvoirs. C'est là qu'il faut porter le fer, c'est-à-dire qu'il faut réformer, c'est là qu'il faut changer la loi et c'est ce que nous vous demandons en vous demandant la suppression des tribunaux militaires et le renvoi de tous ceux qui commettent ou qui sont présumés avoir commis une faute sous les armes, aux tribunaux ordinaires qui puniront, mais ne puniront pas comme la justice militaire. Ce ne sera pas la répression sauvage que nous avons vue plus d'une fois. Je suis bien d'accord qu'il y a certain inconvénient à supprimer les tribunaux militaires avec le genre de discipline qu'on a pratiquée dans l'armée suisse. Avec le drill, avec l'arrogance des officiers, avec le système qui annihile la volonté, l'intelligence, l'initiative du simple soldat, avec cette tendance à vouloir en faire un automate, j'admets qu'il y a dans le coeur humain, dans le tempérament de certains hommes une réaction violente contre de tels procédés et que pour appliquer une discipline pareille, il faut presque toujours avoir à côté une répression sauvage, une répression brute, mais le peuple suisse ne veut pas d'une telle discipline, qu'on revienne à un régime humain et la répression sauvage ne sera plus nécessaire. Or, Messieurs, si, comme nous pouvons l'espérer, vous voulez bien à l'avenir faire un peu moins de drill et de discipline à la prussienne, vous admettez que les tribunaux civils nommés par le peuple, soit directement, soit au second degré, sont parfaitement aptes à réprimer les abus et les fautes qui peuvent se commettre dans l'armée et qu'en particulier ces tribunaux-là ne feront pas la distinction, qui blesse le sentiment de la justice populaire, entre le corps des officiers et des simples soldats et qu'il sauront admettre des responsabilités aussi et surtout chez ceux qui détiennent l'autorité. Si donc vous voulez véritablement réformer la justice militaire — quant à nous nous préférons la supprimer par la suppression de l'armée et nous ne désespérons pas d'y arriver lorsque nous aurons formé une société des nations socialistes — si donc vous vouliez véritablement dans un esprit large et humain réformer les abus de la juridiction militaire, eh bien, ce serait en supprimant l'organisation actuelle, qui est fautive, qui repose sur une base mauvaise et en remettant à la justice civile ordinaire le soin de réprimer les abus.

Quant à votre contre-proposition, permettez-moi de vous dire que c'est nécessairement une manoeuvre. Je ne voudrais pas vous dire une chose désagréable, mais quand bien même la constitution prévoit une contre-proposition, celle-ci n'en reste pas moins une manoeuvre qui renverse l'initiative et qui n'aboutit à rien. 'Le législateur, lorsqu'il a élaboré la constitution, n'y a pas pensé, je le crois, mais loyalement pour que le peuple suisse puisse véritablement se prononcer, il faudrait dans une pareille circonstance un vote éventuel de sa part. Il n'y a pas moyen autrement qu'il se



prononce loyalement. Il faudrait tout d'abord un vote éventuel du peuple entre la proposition socialiste et la contre-proposition de Chambres. Après ce vote éventuel, il faudrait opposer en vote définitif le résultat de la décision éventuelle au statu quo. Dans l'état actuel des choses, cela n'est pas possible. Mais ce n'est qu'en procédant de cette façon-là que véritablement nous permettrions à la volonté populaire de se manifester. Avec le système que vous employez, la volonté populaire est forcément faussée. C'est légal, c'est entendu, mais il est des choses légales que parfois la loyauté et l'honnêteté ne devraient pas tolérer. Grâce à cette manoeuvre, ni votre contre-proposition ni celle de l'initiative ne seront admises par le peuple parce qu'il y aura parmi les votants ceux qui ne voudront ni de l'une ni de l'autre proposition; ils peuvent être une toute petite minorité et faire échouer les deux propositions pour peu que le reste du corps électoral prenant part à la votation soit à peu près également partagé. Ce sont les négatifs purs qui l'emporteront et il n'y aura rien d'acquis. Je fais donc appel ici à votre sentiment de loyauté. Si vraiment vous voulez que le peuple suisse manifeste sa volonté sur cette question, ne lui faites pas de contre-proposition, lors même que cette contre-proposition est légale et prévue par la constitution. J'ai dit.

**M. Daucourt:** Permettez-moi d'ajouter quelques mots. Je répondrai à M. Naine que les tribunaux ne sont pas cause que tel ou tel officier ne comparait pas devant eux. Les tribunaux restent des tribunaux. Ils ne peuvent d'eux-mêmes inviter un officier en faute à comparaître pour être jugé. C'est là le rôle de l'auditeur en chef; c'est, il est vrai, un rouage de l'organisation militaire; mais si un auditeur en chef ne fait pas son devoir, qu'on le réprimande et, au besoin, qu'on le déplace. Si des oublis ont été commis, c'est peut-être que, dans certains cas, on a préféré que l'auditeur ne remplisse pas strictement son devoir. C'est encore possible! Mais cela n'a rien à faire avec la question de la suppression des tribunaux militaires. Du reste, M. Naine sait, comme nous, que toute justice présente des défauts. En ce qui concerne les tribunaux civils, on n'est pas toujours d'accord non plus avec certains jugements; il y a des défaillances également de ce côté-là, le procureur comme l'auditeur peut en avoir. Ce sont des institutions humaines: par le fait, elles sont sujettes à commettre des fautes; le tout est de savoir les réparer. Mais si l'on veut prendre la somme des inconvénients que comporte la suppression des tribunaux militaires et la somme des avantages qu'apporte leur maintien, il n'y a pas de doute que dans le plateau de la balance les avantages l'emporteront sur les inconvénients. Il y a beaucoup plus de danger à supprimer les tribunaux militaires qu'à les conserver et M. Naine l'a bien senti, tout à l'heure, quand il a fait allusion à la discipline dans l'armée. Mais la discipline sera morte le jour où les tribunaux militaires auront vécu. Je sais qu'il rentre dans la thèse du parti socialiste de supprimer l'armée; il sait que lorsque la discipline n'existera plus, ce sera la débandade.

On devine ces dessous de cartes, et c'est pourquoi les socialistes désirent ruiner la discipline de l'armée en supprimant les tribunaux militaires.

Le peuple souverain se prononcera en dernier ressort; il dira ce qu'il pense de cette suppression ou du contre-projet de la commission.

Puisque j'en viens au contre-projet, je veux répondre deux mots à l'honorable M. Maunoir. Je n'attache pas une grande importance à l'interversion des alinéas et au fait que les minima soient placés en première ligne ou en seconde ligne dans le contre-projet.

J'abandonne volontiers cette première partie de mon amendement, si, contrairement à mon sentiment, la commission croit qu'il vaut mieux procéder d'abord par la question des minima. Mais en ce qui concerne la seconde partie, c'est-à-dire la rédaction proprement dite du deuxième alinéa, je ne puis abandonner ma proposition qui me semble plus logique. La commission dit: «Hors du service actif, les personnes de condition civile ne sont pas justiciables de la juridiction militaire; en temps de service actif, elles ne peuvent être traduites devant cette juridiction que pour les cas prévus par le code pénal militaire.»

J'estime qu'avant de poser l'exception, il faut énoncer la règle. C'est de sens commun. Posons d'abord le principe et passons à l'exception. Or, la règle est que nous ne voulons pas traduire devant la justice militaire les personnes de condition civile. Exceptionnellement, elles ne peuvent l'être qu'en temps de service actif. Il ne faut pas induire le peuple en erreur en plaçant l'exception avant la règle même.

**Zürcher:** Gestatten Sie mir einige Bemerkungen im Anschluss an die Ausführungen des Herrn Naine. Ich glaube, Herr Naine hat durchaus recht, wenn er sagt, dieses Alinea, das von der Abschaffung der Minima spricht, habe gar keinen Bezug auf die vorwürfige Frage und es ändere auch gar nichts an den Beschwerden, die gegen die Militärjustiz erhoben worden sind. Man hat den Initianten Konfusion vorgeworfen, man hat ihnen gesagt, dass sie die Bestimmungen des Militärstrafgesetzbuches mit denjenigen der Militärstrafgerichtsordnung verwechseln. Nun wird von den Bekämpfern der Initiative diese Konfusion fortgesetzt. Ich glaube, das wäre schon ein Grund, davon abzugehen, diese Bestimmungen an diesem Ort aufzunehmen. Und wenn in irgend einer Richtung zur Bekämpfung der Initiative — ich bin auch unter denjenigen, welche sie bekämpfen möchten — die Initianten und ihre Anhänger auf das kommende Militärstrafgesetzbuch verwiesen werden können, so ist es gerade in dieser Richtung.

Ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass sich eine weitere Konfusion eingeschlichen hat. Was soll das heissen: Abschaffung der Minima? Ich bin darauf aufmerksam gemacht worden, dass damit hauptsächlich gemeint sei jene Bestimmung des Militärstrafgesetzbuches, wonach die Gefängnisstrafen nicht unter acht Tagen ausgesprochen werden können. Das gehe dem Richter wider den Strich. Ja, das ist wieder etwas ganz anderes. Das ist die Umschreibung, die Bestimmung der Strafe.

Die Zuchthausstrafe kann nicht, nach den einen Gesetzgebungen unter sechs Monaten, nach den andern unter einem Jahr ausgesprochen werden. Es soll eine langzeitige Gefängnisstrafe sein. Und die Gefängnisstrafen wollen wir doch nicht nach Stunden bemessen, sondern wenn wir zu Gefängnisstrafen greifen müssen, so soll das eine ernste Mahnung sein. Wir werden also eine etwas erhöhte Dauer der Gefängnisstrafe unter allen Umständen beibehalten müssen, und das ist auch in allen kantonalen Gesetzgebungen so.

Etwas anderes ist es, wenn dann der besondere Teil des Strafgesetzbuches bei den besonderen Tatbeständen ein besonderes Minimum ansetzt, das natürlich höher ist als die Mindestdauer der betreffenden Straftat im allgemeinen Teil. Und da möchte ich Sie darauf aufmerksam machen, dass wir ja bereits diese Strafminima in weitem Umfange abgeschafft und aufgehoben haben in jener Lex Brosi, welche einem Zustande ein Ende gemacht hat, wonach beim Diebstahl das Strafminimum ein Jahr Gefängnis gewesen ist. Und es ist seither noch eine ganze Anzahl von Aufhebungen solcher einzelner Minimalansätze erfolgt. Aber, wie schon früher und ausführlich dargelegt worden ist, geht es nicht an, ohne weiteres nun alle Minima aufzuheben. Man muss doch den Strafandrohungen einen gewissen Ernst beilegen.

Ich möchte noch auf ein Drittes aufmerksam machen, was mir diese Bestimmung des Alinea 1 des Gegenvorschlages unannehmbar macht. Die Verfassung ist dazu da, die Grundlage für eine künftige Gesetzgebung zu geben, Grundsätze aufzustellen, nach denen eine künftige Gesetzgebung eingerichtet werden soll. Und nun wollen Sie hier durch die Verfassung ein bestehendes Gesetz aufheben, ein Gesetz, das, wie wir ja alle wissen, nicht mehr lange dauern soll, sondern das nun aufgehoben und durch ein anderes Gesetz ersetzt werden soll. Ja, wissen Sie selber, was eigentlich das heisst, was da niedergelegt ist? Heisst das, dass Sie diese Minima in einem bestehenden Gesetz abschaffen wollen? Dann ist es wirklich eine gesetzgebungstechnische Unmöglichkeit und Ungeheuerlichkeit, ein bestehendes Gesetz durch eine Verfassungsbestimmung aufzuheben oder zu modifizieren. Oder soll das wirklich das Programm sein für die zukünftige Gesetzgebung? Da möchte ich darauf aufmerksam machen, dass die zukünftige Gesetzgebung auf einer andern Anordnung, auf andern Ideen beruht. Sie beruht auf der Idee, dass zwar gewisse strenge Strafbestimmungen aufgestellt werden sollen, dass dann aber in allen den Fällen, in denen ein menschlich verständliches Motiv, in denen uns eine Zwangslage, nicht einmal sehr schwerer Natur, in denen etwas menschlich Freundliches uns in der Tat noch entgegentritt, die Strafe herabgesetzt werden soll. Sie haben also in dem neuen Strafgesetzbuch ein System von mildernden Umständen, welche eine gewisse Strenge der übrigen Strafbestimmungen wieder aufheben in dem einzelnen Falle, wo der Täter es verdient. Das ist ja überhaupt der Charakter der modernen Strafgesetzgebung, dass man nicht einfach gegen jedermann mild sein will, nicht einfach jedem Verbrecher gegenüber Mitleid walten lässt, ungemessen, sondern nur gegenüber demjenigen, welcher es verdient

und im weiteren Verlaufe durch sein Benehmen zeigt, dass er der Gnade und des Nachlasses würdig ist. Wenn Sie daran denken, dass in diesem neuen Gesetz die bedingte Verurteilung, die bedingte Entlassung kommt, alle diese, mildernde Umstände in Berücksichtigung ziehenden Abschwächungen der ursprünglich vielleicht etwas ernsten Strafandrohung, so werden Sie sagen müssen, es wäre doch fatal, wenn wir einen Verfassungstext hätten, durch welchen der zukünftige Gesetzgeber von vornherein gebunden ist.

Gestatten Sie mir, bei diesem Anlass noch eine Bemerkung an das Votum von Herrn Naine anzuknüpfen. Herr Naine hat gesagt, dass die Militärstrafgerichtsbarkeit zu sehr abhängig sei von dem Kommando, von einer Leitung, ich möchte sagen militärisch-administrativer Natur, in dem Oberauditor. Ich denke, das ist eine Bemerkung, über die man reden kann und ich möchte daran erinnern, wie man seinerzeit im Dreyfushandel veranlasst war, das französische Militärstrafgerichtswesen zu reformieren und diese Abhängigkeit von der militärischen Leitung und insbesondere von der militärischen Justizverwaltungsleitung etwas freier zu machen. Darüber können wir sprechen. Wir können insbesondere darüber sprechen, ob wir nicht dem französischen Beispiel folgen, das Militärkassationsgericht aufheben und an dessen Stelle das Bundeskassationsgericht setzen wollen, wie auch in Frankreich die Kassations- und die Restitutionsbegehren gegen die Urteile der französischen Militärgerichte nicht an ein Militärkassationsgericht, sondern an die Cour de Cassation de Paris gehen. Das wäre etwas, das wir nachahmen könnten. Aber ich möchte nicht, dass auch diese Details noch in die Verfassung aufgenommen würden, sondern wir wollen uns das Wort geben, dass wir, wenn wir dazu kommen, die Frage der Militärgerichtsorganisation und des militärgerichtlichen Verfahrens in Revision zu ziehen, das alles berücksichtigen werden. Wir wollen in guten Treuen hier das Versprechen abgeben: Lasst ab von dem Unsinn, der in dieser Initiative liegt, und wir wollen dann nachher zusammenstehen und allen Uebelständen möglichst abhelfen.

**Wirz:** Ich hatte als eines der letztgewählten Mitglieder der Kommission nicht Gelegenheit, der Sitzung in Luzern beizuwohnen, habe aber mit um so grösserem Interesse die Ausführungen der Herren Referenten und die heutige Besprechung verfolgt und auch mit grossem Interesse die Expertengutachten gelesen, die der Kommission in dieser Frage unterbreitet worden sind, so vor allem dasjenige des Herrn Prof. Hafer. Auf dieses Gutachten ist in der letzten Debatte, die hier im Nationalratssaale stattgefunden hat, auch abgestellt worden.

Man hat die Einwände, welche die Freunde der Initiative vorgebracht haben, damit zu entkräften gesucht, dass man erklärte, die Revision der Militärstrafprozessordnung werde den Mängeln bedeutend besser abhelfen, als es durch die Initiative geschehen könnte, und man hat auch gesagt, dass diese Reform schon in allernächster Zeit vollzogen werde. Da habe ich nun zu meinem Erstaunen

konstatieren müssen, dass gerade Prof. Hafter in dieser Beziehung sich sehr pessimistisch ausgedrückt hat. Ich befinde mich nun angesichts der Initiative und des Gegenvorschlages der Kommission so zwischen «Hangen und Bangen in schwebender Pein». Ich verkenne die Mängel der Initiative durchaus nicht. Aber die ihr vorgeworfene Verworrenheit und Unklarheit ist nach dem Gutachten des Herrn Prof. Hafter durchaus nicht so gross, und es ist ganz richtig, wenn von den Freunden der Initiative gesagt wird, es müsse mit dieser Initiative auch eine Abrüstung auf militärischem Gebiet erfolgen, nicht etwa eine Unterwühlung unseres Volksheeres, aber eine Abrüstung. Damit bin ich auch vollkommen einverstanden.

Ich stehe auf dem Boden der Demokratisierung des Heerwesens, und wer eine solche Demokratisierung im Ausbau unseres Heerwesens zu einer richtigen Volkswehr will, der muss natürlich einen Anfang gerade bei unserer Militärjustiz machen. Hier, das wird allgemein zugegeben, spukt es sehr, und wenn gesagt wird, dass die Initiative keine besseren Verhältnisse schaffe, sondern die fünfundzwanzigfache Gerichtsbarkeit der Kantone an die Stelle der Militärjustiz trete, so nehme ich diesen Einwand der Gegner der Initiative durchaus nicht leicht. Im Gegenteil. Ich habe da auch meine Befürchtungen. Aber es ist ja auch zu sagen, dass wir das bürgerliche Strafrecht für die ganze Schweiz vereinheitlichen und wir in dieser Beziehung vielleicht in nicht fernerer Zeit, als wie sie für die Revision des Militärstrafrechtes in Anspruch genommen wird, Verhältnisse erhalten, die die Einwände der Gegner der Initiative beseitigen.

Auf der andern Seite ist aber ganz klar, dass die Kritik, die Herr Dr. Studer an der Zusammensetzung der Militärgerichtsbarkeit geübt hat, vollständig berechtigt ist. Ich könnte da auch aus Erfahrung sprechen. Ich bin nicht Militär, nicht Jurist, masse mir also hier kein fachmännisches Urteil irgendwelcher Art an. Aber ich habe doch auch schon mit Militärgerichten in Pressprozessdingen zu tun gehabt, die mir gezeigt haben, dass diese Justiz, diese Organisation, durchaus geändert und verbessert werden sollte.

Und nun hat der Gegenvorschlag der Kommission doch dazu geführt, dass wesentliche Verbesserungen vorgenommen werden sollen, gerade mit der Abschaffung der Minimalstrafen, die man bisher beibehalten hat. Ich habe geglaubt, das sei nun ein Vorschlag, der den Beifall des Rates finden und damit natürlich auch die Chancen in der Volksabstimmung erhöhen werde. Ich habe um so mehr daran geglaubt, als auch in der Kommission nicht bloss Juristen, sondern auch Militärrichter sitzen, die einen Einblick in die Verhältnisse und den Stand und Gang der Dinge haben, so dass ich annahm, diese Abschaffung der Minima sei von der demokratischen Bedeutung, die ich ihr beigemessen habe.

Wenn nun aber auf der andern Seite erklärt wird, das sei nun ein Anstoss dazu, die Verhältnisse in einer Art und Weise zu verschlechtern, dass man darauf bestehen müsse, es müsse dieser Satz wieder gestrichen werden, dann drängt man die Freunde des Gegenvorschlages unwillkürlich dazu, dass sie eben der Abschaffung der Militär-

justiz in der Form einfach zustimmen, wie das von den Freunden der Initiative verlangt wird. Wenn man die Expertengutachten durchgeht, hat man den Eindruck, dass diese Initiative nicht so unklar abgefasst ist, sondern dass sie vielmehr das Richtigere trifft als nur die einfache Abweisung, wie sie der Bundesrat beantragt hat. Ich meinerseits also bin dafür, dass dieser Gegenvorschlag sehr viel gutes für sich hat, dass er speziell im Volke draussen doch den Eindruck erwecken würde, dass man hier den ernstlichen guten Willen zeigt, Verbesserungen vorzunehmen, wo sie momentan wirklich nötig sind, Verbesserungen, die weit hinausgehen über das, was die Initiative will. Denn die Initiative beseitigt bloss die Justiz, nimmt aber nicht in dem Umfange die Verbesserungen am Militärstrafrecht vor, wie es der Gegenvorschlag will.

Das wollte ich noch ausführen, um meinerseits den Eindruck wiederzugeben, den ich aus der Diskussion und der Einsicht in die Akten, die bei der Kommission gelegen sind, erhalten habe.

#### Abstimmung. — Votation.

##### Eventuell:

1. Für den Antrag der Kommissionsmehrheit	70 Stimmen
Für den Antrag Daucourt	9 Stimmen
2. Für den Antrag der Kommissionsmehrheit	79 Stimmen
Für den Antrag Zürcher	15 Stimmen

##### Definitiv:

Für den Antrag der Kommissionsmehrheit	92 Stimmen
Für den Antrag der Kommissionsminderheit	16 Stimmen

An den Ständerat.  
(Au Conseil des Etats.)

**Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme zum Volksbegehren).**

**Suppression de la justice militaire (Préavis sur l'initiative populaire).**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1919
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	987
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.09.1919 - 08:00
Date	
Data	
Seite	700-724
Page	
Pagina	
Ref. No	20 028 806

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

als dass man grundsätzlich so beschliesst, wie der Nationalrat beschlossen hat.

**M. le Président:** Je constate qu'il n'a été formulé aucune proposition de revenir sur les articles déjà votés. Par conséquent, il est inutile d'ouvrir une discussion.

**M. le conseiller fédéral Musy:** Il me semble que le vote de ce matin est en réalité une réforme de la décision prise l'autre jour, concernant les art. 6 et 22, c'est-à-dire l'imposition des dépôts. Il va de soi que si le secret des banques, que vous avez décidé ce matin, subsiste absolument, il sera impossible au département fédéral des finances d'imposer les dépôts étrangers qui feraient une déclaration. Le propriétaire est, à l'étranger, la banque, très souvent, ne connaît pas même le nom du propriétaire qui a fait le dépôt, de sorte que nous serions complètement désarmés. J'avais déjà essayé de vous le démontrer. Il est inutile de retenir une décision irréalisable dans la pratique.

Je considère donc que la décision intervenue ce matin est en réalité contraire à ce que dit M. Caflisch. Il me semble inutile de rouvrir la discussion.

**M. le Président:** La décision du Conseil national sera transmise au Conseil des Etats pour revenir ultérieurement devant vous s'il y a des divergences.

Nous allons procéder au vote sur l'ensemble de la loi.

**Gesamtabstimmung. — Votation sur l'ensemble.**

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 60 Stimmen  
Dagegen 3 Stimmen

An den Ständerat.  
(An Conseil des Etats.)

**Sitzung vom 11. Februar 1920,  
vormittags 8¼ Uhr.**

**Séance du 11 février 1920, à 8¼ heures  
du matin.**

Vorsitz: } **M. Garbani-Nerini,**  
Présidence: } vice-président.

### **987. Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme zum Volksbegehren).**

**Suppression de la justice militaire (Préavis sur l'initiative  
populaire).**

**Differenzen. — Divergences.**

(Siehe die Verhandlungen des Ständerates 1919, Seite 630 ff.)  
(Voir les débats du Conseil des états 1919, page 630 et suiv.)

**M. Maunoir,** rapporteur français de la commission. C'est la troisième fois que nous sommes appelés à faire rapport au Conseil national sur l'initiative populaire tendant à la suppression de la justice militaire. Et pourquoi trois fois? Il est nécessaire, avant d'aborder le fond de la question, que je vous rappelle en quelques mots les points de vue auxquels se sont placées votre commission d'abord et les deux Chambres ensuite.

Le Conseil des Etats avait la priorité sur cet objet. A la suite d'un rapport très fouillé de M. le conseiller aux Etats Scherrer de Bâle, ce conseil avait en date du 6 février 1919 conclu à l'unanimité de ses membres présents (29 votants) à l'adhésion à la décision du Conseil fédéral qui, par son message du 11 décembre 1918, avait lui-même rejeté l'initiative et décidé de soumettre à la votation du peuple et des cantons une proposition de rejet sans contre-projet de l'Assemblée fédérale.

Réunie une première fois, votre commission était arrivée à la même conclusion, mais, le jour même où elle devait présenter son rapport à votre conseil, soit le 4 juin 1919, elle reçut de plusieurs de ses membres des propositions diverses de contre-projets à opposer à l'initiative populaire, comme la loi fédérale du 27 janvier 1892 sur le mode de procéder pour les demandes d'initiative populaire et des votations relatives à la revision de la constitution fédérale en donne le droit à l'Assemblée fédérale.

Hésitante sur ce qu'elle devait faire, votre commission estima que ses rapporteurs feraient bien néanmoins de présenter leurs rapports en séance publique, afin que d'emblée on connût bien l'opinion de la grande majorité de ses membres, qui en tous cas étaient absolument décidés à rejeter l'initiative populaire dans la teneur où elle était présentée, comme inacceptable et dangereuse pour la discipline militaire; mais il fut convenu que

la discussion serait renvoyée, de manière à permettre à la commission d'examiner les contre-projets qui lui avaient été soumis à la dernière minute, de voir s'il y avait opportunité à en élaborer un et dans ce cas de présenter un texte à l'approbation du Conseil national.

Votre commission consulta le département militaire fédéral pour le prier d'être son intermédiaire auprès de l'auditeur en chef et de M. le professeur Hafter, auteur de l'avant-projet du Code pénal militaire, afin d'avoir leur opinion à ce sujet. Soit l'une soit l'autre de ces deux autorités ne cachèrent pas les difficultés d'ordre pratique auxquelles on se heurtait pour résumer en quelques lignes les principes sur lesquels pourrait être basée la législation future. Néanmoins, s'inclinant devant le désir qui leur paraissait nettement exprimé de trouver un moyen opportun de donner satisfaction à une partie des citoyens qui avaient signé l'initiative et d'empêcher ainsi que le texte proposé, qui était bien plus dirigé contre l'armée que contre la justice militaire, ne risquât d'être adopté par le peuple, ils se mirent en devoir de proposer les solutions qui leur paraissaient les meilleures. C'est, en tenant compte partiellement de leurs avis, mais en précisant davantage certaines réformes jugées nécessaires, que votre commission arriva dans sa grande majorité à tomber d'accord sur un texte de contre-projet, qui fut adopté par votre Conseil en date du 16 septembre 1919 et que vous avez sous les yeux.

Ce contre-projet consacrait trois innovations: la suppression des minima des peines d'emprisonnement; la restriction des cas dans lesquels les personnes de condition civile pourraient être traduites en service actif devant la juridiction militaire, étant admis en outre qu'en service d'instruction elles ne pourraient jamais l'être; enfin des garanties données en matière disciplinaire dans le sens à peu près des revendications formulées dans l'initiative populaire.

Ce contre-projet, ainsi adopté par 92 voix contre 16, constituant une divergence avec la décision du Conseil des Etats du 6 février 1919, fut renvoyé à ce Conseil.

A son tour, appelé à se prononcer, le Conseil des Etats n'a pas pu se rallier à notre manière de voir et sur rapport de M. le conseiller aux Etats Pierre de Meuron de Neuchâtel, il a, pour tenir compte dans une certaine mesure de la volonté nettement exprimée par le Conseil national, d'améliorer dans le sens indiqué par lui le Code pénal militaire, transformé notre contre-projet en simples considérants qui accompagneraient la proposition de rejet pur et simple de l'initiative. Sa décision, prise en date du 12 décembre 1919, a réuni l'unanimité des 27 votants.

Le projet, ainsi remanié, a fait retour au Conseil national, et votre commission a décidé à la grande majorité de ses membres, de revenir à la proposition primitive du Conseil des Etats du 6 février 1919, c'est-à-dire de vous proposer d'adhérer à la décision du Conseil fédéral et de soumettre à la votation du peuple et des cantons le rejet de l'initiative sans contre-projet ni considérants.

Elle vous doit à cet égard des explications que je vais avoir l'honneur de vous présenter:

Qu'avons-nous constaté en recherchant les causes de mécontentement des initiants?

Ce n'est pas seulement contre la justice militaire qu'on a voulu protester. Sans doute certaines fautes commises, et que nous sommes les derniers à vouloir méconnaître, ont pu rendre cette justice impopulaire. Mais généraliser, à cause de certains cas particuliers, c'est se montrer de mauvaise foi.

Ce qu'on reproche d'ailleurs principalement à cette justice n'est pas la faute de son existence et de son organisation: les peines exagérées, qui ont pu être prononcées, sont dues principalement au Code pénal militaire suranné que nous avons gardé presque intact depuis l'année 1851; les juges se sont trouvés en face de minima de peines, au-dessous desquels il ne leur était pas permis de descendre. Or, les initiants ne demandent ni la suppression ni la réforme du Code pénal militaire, et comme avec leur système ce seraient simplement des juges de condition civile qui devraient appliquer ce code, ceux-ci seraient, comme les juges militaires, liés par les minima et obligés de se montrer sévères même malgré eux.

Un second reproche qui a été fait à la justice militaire, c'est d'avoir traduit devant elle trop de personnes de condition civile, qui auraient pu, d'après l'opinion publique, être aussi bien et peut-être même mieux jugées par des juges civils. Encore là ce ne serait pas l'adoption de l'initiative populaire qui y changerait rien. Ce sont les textes du code pénal militaire, de la loi sur l'organisation judiciaire militaire et surtout les ordonnances du Conseil fédéral qui ont été la cause de ce que nous avons été les premiers dans la justice militaire à considérer comme une erreur. Pourquoi renvoyer ces meuniers, qui ne faisaient pas de la farine assez blanche, ces propriétaires de chevaux qui exportaient leurs bêtes ou qui omettaient de faire saillir leurs juments, devant la justice militaire? Le Conseil fédéral a, en cours de mobilisation, reconnu qu'on l'avait mal conseillé à l'état-major, et que la justice militaire ne devait pas servir à simplifier simplement la centralisation des procédures, mais qu'elle devait être rendue à son rôle véritable, celui d'assurer la discipline militaire.

Nous avons eu l'occasion de signaler dans notre premier rapport les autres sources de mécontentement du peuple, sur lesquelles nous ne voulons pas revenir en détail: une certaine partialité en faveur d'officiers, qui avaient failli à leur devoir et qui n'ont pas été traduits devant la justice militaire ou bien ménagés par elle, l'emploi de certaines méthodes dans l'instruction de l'armée qui ne cadraient pas avec nos traditions démocratiques et qui étaient de nature à froisser la dignité du citoyen.

Mais encore une fois en quoi la justice militaire est-elle responsable de ces fâcheux errements? Elle nous apparaît comme le bouc émissaire, sur lequel on demande au peuple de se venger, sans trop savoir pourquoi. Qu'on demande le retour à une plus saine compréhension des devoirs et des droits de l'armée, nous sommes d'accord, sans cependant abonder dans toutes les exagérations de critiques qui ont été étalées dans certaine presse. Mais qu'on n'aille pas saper par la base notre

armée, en supprimant un instrument qui a sa raison d'être pour faire respecter l'ordre et la discipline nécessaires à cette armée.

Il y a un point cependant qui a été développé dans le sein de notre commission par un ou deux de ses membres, sur lequel nous estimons devoir en toute objectivité donner notre appréciation.

Certains juges ont été représentés comme ayant obéi aux ordres de supérieurs ou même d'autorités civiles dans les jugements qu'ils ont rendus.

Si le fait est vrai, et nous n'avons personnellement pas les moyens de le contrôler, nous déclarons de la façon la plus nette et la plus catégorique que nous blâmons et réprouvons de semblables pratiques. S'il y a des juges qui ont assez peu d'indépendance de caractère pour ne pas pouvoir se déterminer librement et pour accepter des mots d'ordre, ceux-là sont indignes de continuer à fonctionner dans les tribunaux militaires, et nous demandons qu'on les remplace et qu'en même temps on rappelle à tous les juges que le premier devoir de la justice militaire est inscrit en ces termes dans le règlement de service pour les officiers judiciaires, du 15 mars 1892, et en application de l'article 112 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire et la procédure pénale pour l'armée fédérale du 28 juin 1889:

«Les fonctions judiciaires dans l'armée constituent une véritable magistrature, qui s'exerce d'une manière indépendante et sans contrôle de la part des chefs militaires. Cette situation fait aux officiers judiciaires un devoir sacré et une obligation d'honneur de donner à l'armée, en toute occasion, l'exemple de l'obéissance à la loi et du respect de la discipline.»

En ce qui nous concerne, nous déclarons l'avoir eu constamment devant les yeux, l'avoir même rappelé à certains officiers qui paraissaient l'ignorer, et nous demandons que le département militaire fédéral y tienne la main et rafraîchisse au besoin la mémoire de tous en adressant dans les divisions et autres unités détachées une circulaire à cet égard. La commission a été unanime pour réclamer l'indépendance des juges.

Mais de grâce, Messieurs les députés, n'allez pas croire que la justice militaire est à ce point viciée que des accusations puissent être généralisées contre elle; ce serait une profonde erreur et j'ajouterai même que ce serait de la mauvaise foi que de vouloir exploiter des erreurs individuelles pour s'en faire, comme avec l'exploitation d'autres misères humaines, un tremplin politique et chercher ainsi à ruiner l'armée. Encore une fois nous ne couvrons pas ces erreurs, nous ne voulons pas même les faire, mais nous tenons au contraire à proclamer bien haut que nous les condamnons avec la dernière énergie et que nous demandons qu'en haut lieu on y mette bon ordre.

Voyons maintenant si le remède préconisé par les initiants est bien le bon:

«La justice militaire est supprimée», proposent-ils. «Les délits visés par le code pénal militaire seront déferés, pour l'instruction et le jugement, à la justice du canton dans lequel ils ont été commis.»

Qu'est-ce à dire? Les initiants font appliquer un code, dont les dispositions sont la cause principale des exagérations constatées, tant en ce qui concerne les peines prononcées qu'en ce qui concerne les civils frappés de sanctions militaires, par la justice civile du canton où le délit a été commis.

Qu'une division se transporte, comme cela est arrivé pendant la mobilisation de guerre, d'un canton à l'autre, le délinquant poursuivi en vertu du code pénal militaire sera traduit devant la justice civile de ce canton, et il arrivera ainsi que les juges parleront parfois une langue différente de celle de l'inculpé, qu'ils pourront ne pas le comprendre ou le comprendre insuffisamment, qu'ils le jugeront en outre avec une mentalité différente de la sienne, et le condamneront peut-être plus sévèrement encore que les juges militaires, liés au surplus qu'ils sont par les minima des peines prévues par la loi militaire.

Croit-on sérieusement qu'un soldat de la Suisse romande sera plus content d'être jugé par un juge de Berne, de Schaffhouse ou de Bâle, ou inversement qu'un soldat de la Suisse allemande sera plus content d'être jugé par un juge de Genève, de Lausanne ou de Neuchâtel, alors que ce juge ne connaîtra pas son tempérament, et qu'ils ne préféreront pas les uns et les autres être jugés par un tribunal de militaires désignés dans leur division, tribunal démocratiquement composé par égales parts d'officiers d'un côté et de sous-officiers et soldats de l'autre, appartenant à leur canton ou à des cantons voisins de même mentalité?

Car c'est là un point qu'on paraît oublier, c'est que nos tribunaux militaires ne sont point composés uniquement de «galonnés», pour employer une expression chère à certains des initiants, mais bien aussi de sous-officiers et soldats, ayant le droit de juger même des supérieurs en grades, puisque ce n'est qu'à partir du grade de colonel divisionnaire qu'un tribunal exceptionnel est prévu. Dans quelle armée a-t-on démocratisé la justice à ce point? N'est-ce pas là une précieuse garantie en faveur des inculpés?

A cela je sais que certaines personnes répondent en prétendant que ces juges sont triés sur le volet et qu'on s'assure de leur sévérité avant de les nommer.

C'est là une accusation purement gratuite: En temps ordinaire ils sont nommés pour trois ans, après préavis des autorités militaires et des autorités cantonales. Que celles-ci désignent de préférence des juristes et des hommes de bon sens, c'est certain, mais c'est là une garantie de bonne justice, sauf peut-être pour certains avocats qui préféreraient à des hommes intelligents ceux auxquels, comme dans certains jurys civils, on peut facilement faire voir blanc ce qui est noir et devant lesquels on peut innocenter des coupables. Pour notre part nous préférons toujours, même en vue d'acquittements raisonnés, voir régner l'expérience acquise plutôt que l'ignorance et l'incompétence.

Nous savons que beaucoup des initiants se sont rendu compte trop tard de l'erreur capitale qui avait été commise dans l'initiative en admettant pour la justice civile le forum delicti, c'est-à-dire le for du canton où le délit a été commis, et nous

croyons que le nouveau système, s'il venait à être adopté, causerait plus d'une déception chez les accusés.

Comment donc arrivera-t-on à remédier le mieux possible aux errements constatés? C'est, de l'avis de tous ceux qui réfléchissent, en réformant le code pénal militaire, et c'est ce que le Conseil fédéral a compris, en faisant d'abord élaborer par Monsieur le professeur Hafter un avant-projet de nouveau code pénal militaire, qui a été ensuite examiné par une commission d'experts, et qui, ainsi mis au point, a été soumis, avec un message, à l'approbation de l'Assemblée fédérale. Le Conseil des Etats, qui a la priorité sur cet objet, a désigné une commission; celle-ci a amendé le projet, et le résultat de ses travaux va être incessamment soumis aux délibérations publiques du Conseil des Etats. Puis ce projet passera de là au Conseil national, où chacun pourra, d'une part, juger de l'esprit vraiment libéral dans lequel ce projet a été conçu et, d'autre part, présenter encore tous les amendements qu'il considérera comme de nature à l'améliorer encore.

Ce projet de code pénal militaire, auquel tous ceux qui l'ont étudié de près se rallient déjà en principe, apporte une généralité d'améliorations sensibles sur l'ancien état de choses:

les minima des peines d'emprisonnement sont, dans la presque unanimité des cas, réduits à huit jours au lieu de trois ou six mois; les juges auront donc une large marge d'appréciation pour chaque cas particulier;

les garanties de peine conditionnelle et de libération conditionnelle y ont été introduites à l'exemple des législations modernes;

les juges pourront même, dans la plupart des cas, transformer la peine d'emprisonnement en une simple peine disciplinaire, sans renvoyer le prévenu devant ses chefs pour l'appliquer, ce qui a parfois pu donner lieu à des décisions arbitraires;

pour les peines disciplinaires, qui à juste titre tiennent à coeur aux initiants, le droit de plainte est garanti, une procédure est prévue, la peine ne peut être aggravée par des mesures inhumaines, etc. etc.;

enfin les civils ne sont qu'exceptionnellement justiciables des tribunaux militaires, lorsque les intérêts de la discipline militaire et de la défense nationale l'exigent, et nous ne verrons plus se renouveler ces exagérations de renvois devant les tribunaux militaires qui ont à juste titre suscité des mécontentements dans l'opinion publique.

Ceci nous amène tout naturellement à examiner pourquoi le Conseil national avait cru devoir opposer à l'initiative un contre-projet, pourquoi le Conseil des Etats y a renoncé et a pris acte dans des considérants des améliorations qui seraient apportées à la loi pénale militaire, et pourquoi votre commission en revient à l'idée première émise par le Conseil fédéral de proposer purement et simplement le rejet de l'initiative.

Le Conseil national, dans sa grande majorité, a condamné cette initiative, mais, préoccupé de l'opinion que pourraient avoir certains des initiants, il estimait tout d'abord qu'on pouvait d'ores et déjà leur donner satisfaction par des dispositions lapidaires à introduire dans la constitution. Il avait le

sentiment que, placé ainsi entre deux solutions, une, celle des initiants, qui ne réforme pas ce dont on s'est principalement plaint, et l'autre, celle proposée et adoptée par le Conseil national le 16 septembre 1919, les électeurs n'hésiteraient pas et sanctionneraient cette dernière très préférable au point de vue de ses résultats. C'était en réalité une simple question de tactique; elle ne changeait rien à l'idée première de faire rejeter en tous cas l'initiative populaire.

Le Conseil des Etats y a vu des inconvénients. Nous les résumerons en quelques mots:

1<sup>o</sup> Au point de vue juridique, le rapporteur M. Pierre de Meuron, tout en ayant soin de réserver l'opinion contraire que pourraient avoir certains de ses collègues, trouvait qu'il était fâcheux d'opposer un contre-projet à une demande d'initiative, estimant que, lorsque la loi sur l'initiative populaire a été adoptée par les Chambres, on avait eu tort de donner à celles-ci la faculté de présenter un contre-projet et que l'on pouvait arriver par ce moyen à « saboter » en quelque sorte les initiatives.

A notre point de vue personnel aussi, nous ne partageons pas cette opinion. Le législateur a estimé qu'on pouvait avoir intérêt à améliorer un texte insuffisamment étudié, à admettre l'idée mère d'une réforme proposée, mais à la traduire sous une forme mieux appropriée au but poursuivi. N'avons-nous pas récemment usé de ce droit dans l'initiative concernant la réglementation des jeux? Nous avons donc incontestablement le droit de procéder aussi ici par voie de contre-projet, si celui-ci nous paraissait meilleur.

2<sup>o</sup> Au point de vue du fond, les objections faites par le rapporteur, et qui paraissent avoir été celles qui ont convaincu le Conseil des Etats, sont plus sérieuses; toutes les améliorations préconisées dans le contre-projet sont prévues et très largement prévues par le nouveau Code pénal militaire en préparation; or, si celui-ci était encore à l'état embryonnaire, quand on a discuté l'initiative, il est maintenant, on peut le dire, en voie de réalisation; pourquoi dès lors introduire par voie constitutionnelle des dispositions qui n'ont qu'un caractère législatif et qui, à ce titre, doivent être examinées dans le cadre général du projet de Code pénal militaire et ne pas préjuger les nuances diverses qu'elles peuvent revêtir; elles peuvent d'ailleurs avoir leur répercussion sur un autre projet, le Code pénal civil, si vous permettez ce mot en opposition au Code pénal militaire, et cet autre projet qui va, lui aussi, être discuté, ne peut pas être dominé par des principes qui n'ont rien de constitutionnel. C'était déjà l'opinion d'un de nos anciens collègues, le respectable professeur Dr. Zücher, qui avait appelé une « monstruosité législative » le fait d'abroger ou de modifier une loi par un article constitutionnel.

Sans vouloir insister sur le caractère un peu doctrinaire de cette manière de voir, nous devons reconnaître le côté un peu exceptionnel de notre contre-projet; si monstruosité législative il y avait, ou peut dire qu'elle avait été dictée comme réponse à une autre monstruosité législative, celles des initiants, tendant par exemple à limiter par la constitution la durée des arrêts disciplinaires à dix jours.

Ce qui nous paraît le plus probant dans l'opposition du Conseil des Etats à notre contre-projet, c'est que sous peu les garanties que nous avons voulu



donner aux initiants seront acquises et même largement développées par l'élaboration du nouveau Code pénal militaire. Nous devons donc saluer avec joie la discussion qui va s'ouvrir devant le Conseil des Etats et qui éclairera le peuple sur l'opinion très arrêtée de ses mandataires d'apporter une réforme complète à une loi qui n'était plus de notre temps. La meilleure manière de l'éclairer sera d'avancer le plus vite possible la besogne, et nous comptons absolument à cet égard sur l'engagement pris par le Conseil des Etats de se prononcer à bref délai sur le nouveau Code pénal militaire, pour que nous puissions nous en occuper à notre tour.

Si nous n'étions pas déjà en retard sur les délais assignés par la loi constitutionnelle pour soumettre au peuple l'initiative populaire que nous discutons actuellement, nous dirions qu'il faudrait pouvoir la retarder jusqu'à ce que ce nouveau Code ait été adopté par l'Assemblée fédérale. Mais personnellement nous avons toujours été trop respectueux de la constitution et nous avons même antérieurement trop critiqué le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale d'avoir tardé à se prononcer sur d'autres initiatives (telles celles sur l'élection proportionnelle, sur les jeux, sur les traités) pour recommander un nouveau retard.

Quant aux considérants par lesquels le Conseil des Etats proposait d'accompagner le préambule de notre décision de rejet de l'initiative, nous n'avons pas pu, dans la commission du Conseil national, nous décider à les accepter. Nous ne croyons pas en effet qu'ils aient grande valeur et que le peuple y attache quelque importance.

Les électeurs de bonne foi n'auront pas besoin de ce memento pour savoir que nous procédons aux réformes nécessaires du Code pénal militaire et ils n'y verront pas une garantie supplémentaire à celle que les débats publics et les relations de la presse pourront leur donner. Les autres, les électeurs qui pourraient être de mauvaise foi, ne manqueraient pas de plaisanter sur ce bon billet qu'on leur offre.

Un des membres de la commission, qui se range au nombre des initiants, nous a fait remarquer que toutes les améliorations que nous proposons ou que nous proposerons encore dans le Code pénal militaire ne sont pas suffisantes. Ce qu'il veut, lui, c'est que les officiers de justice militaire et les juges soient nommés ou par l'Assemblée fédérale ou même par les soldats. Par l'Assemblée fédérale? Mais comment les députés connaîtraient-ils toutes les personnalités à nommer? Ce seraient de petits caucus qui les choisiraient à coup de majorités, et nous ne croyons pas que ce serait de nature à donner plus de garanties aux accusés. Par les soldats? Ah! non, Messieurs, nous ne sommes pas encore mûrs pour les soviets, et si c'est sur cette idée-là que vous croyez pouvoir faire campagne dans le peuple, nous croyons que celui-ci a encore assez de bon sens pour ne pas envier à la Russie et à d'autres pays en révolution les institutions nouvelles qui ont eu pour effet d'amener partout la désorganisation, le trouble et les guerres civiles! Cette proposition, croyez-le bien, n'aura rien de populaire dans les masses profondes de nos électeurs, qui sont plus attachés que vous ne le croyez aux institutions libérales et démocratiques de notre constitution et de nos lois, institutions qui ont fait la grandeur et la force de notre Patrie dans le passé, et qui les feront encore dans l'avenir.

L'objection présentée soit à notre contre-projet soit aux considérants du Conseil des Etats que c'était aussi le choix des juges qu'on voulait réformer nous a convaincus que les améliorations, que nous voulions d'ores et déjà apporter à l'ancien état de choses, ne pouvaient toutes entrer dans le cadre d'un article constitutionnel, et qu'il fallait par conséquent laisser la porte largement ouverte à toutes les autres améliorations qu'on pourrait encore apporter à la législation pénale militaire, comme à l'organisation judiciaire et à la procédure, par la véritable voie des modifications législatives.

C'est pourquoi, en dernière analyse, faisant confiance au Conseil fédéral d'abord, qui est entré dans la voie des réformes par la présentation d'un nouveau Code pénal militaire, à l'Assemblée fédérale ensuite, qui va pouvoir à bref délai consacrer ces réformes, comme elle en a unanimement manifesté la ferme volonté (l'acceptation du contre-projet en était une manifestation évidente), faisant confiance ensuite au peuple, qui ne voudra pas prêter la main à la démolition d'un des piliers de notre armée de milices et à la désorganisation de la discipline militaire, votre commission vous propose, Messieurs les députés, d'adhérer à la décision du Conseil fédéral dans les termes ou le Conseil des Etats l'avait fait le 11 décembre 1918:

« La demande d'initiative sera soumise à la votation du peuple et des cantons avec proposition de la rejeter. »

**Grünenfelder**, Berichterstatter der Kommissionenmehrheit: Zum dritten Male hat sich der Rat mit der sozialdemokratischen Initiative, deren Inhalt man mit « Aufhebung der Militärjustiz » zu bezeichnen pflegt, zu befassen, und es ist gewiss nicht überflüssig, den Entwicklungsgang dieser Angelegenheit kurz in Erinnerung zu rufen. Am 8. August 1916 wurde die Initiative eingereicht, und der Bundesrat gab den eidgenössischen Räten mit Botschaft vom 27. Oktober 1916 davon Kenntnis. Im Nationalrat wurde das Zustandekommen der Initiative im Dezember 1916, im Ständerat im März 1917 konstatiert. Mit Botschaft vom 11. Dezember 1918 legte der Bundesrat den Räten einen Bericht und Antrag zur Behandlung des Volksbegehrens vor. Er beantragte, das Initiativbegehren dem Volke und den Ständen mit dem Antrage auf Verwerfung zur Abstimmung zu unterbreiten. In der Sitzung vom Januar 1919 beschloss der Ständerat einstimmig nach Antrag des Bundesrates.

Die Kommission des Nationalrates beschloss vorerst mit allen gegen 2 sozialdemokratische Stimmen, den gleichen, übereinstimmenden Antrag einzubringen. Als dann die Angelegenheit im Juni 1918 im Nationalrat zur Verhandlung kommen sollte, machte sich ausserhalb der Kommission eine Strömung geltend, die sich auf die Kommission übertrug, einen Gegenvorschlag aufzustellen. Deshalb wurde die Verhandlung nach Anhörung der Referenten der Mehrheit und eines solchen der Minderheit der Kommission zur weiteren Behandlung der Sache durch die Kommission auf deren Antrag hin ausgesetzt. In der Septembersession 1919 beschloss der Nationalrat entsprechend dem Antrage der Kommission, einen Gegenvorschlag aufzustellen, den Sie in der gedruckten Vorlage finden, und im übrigen Ablehnung des Initiativvorschlages zu empfehlen.

In der ständerätlichen Kommission, an welche die Angelegenheit wegen der geschaffenen Differenz wieder gelangen musste, sprach sich vorerst eine Mehrheit für einfache Ablehnung gemäss dem früher gefassten Beschlusse des Ständerates aus, während eine Minderheit dem Nationalrate zustimmen wollte. Die Kommission einigte sich dann dahin, an der einfachen Ablehnung festzuhalten, aber dem Beschlussesantrag Erwägungen voranzustellen, welche dem Bürger zur Aufklärung der Sachlage dienen sollen. Dieser einstimmige Antrag der ständerätlichen Kommission wurde vom Ständerat zum Beschluss erhoben. Es besteht somit eine Differenz zwischen den Beschlüssen der beiden Räte, und wir haben darüber zu entscheiden, ob wir dem Ständerate zustimmen, an unserem früheren Beschlusse festhalten, oder eine dritte Lösung suchen wollen, welche Aussicht hat, vom Ständerat angenommen zu werden.

Ihre Kommission hat sich mit der Sache neuerdings eingehend befasst. Sie war am Schlusse einstimmig darin, dass das ständerätliche System, dem Verwerfungsantrag Erwägungen voranzustellen, abzulehnen sei; für die Beibehaltung des Gegenvorschlages stimmte niemand. Alle, ausgenommen die sozialdemokratischen Mitglieder, stimmten für den einfachen Antrag auf Ablehnung, der demjenigen des Bundesrates und dem ursprünglichen Beschlusse des Ständerates entspricht. Der Antrag der Kommission unterscheidet sich vom letzten Beschlusse des Ständerates also nur insoweit, als wir dem Beschlusse, der auf einfache Ablehnung des Initiativvorschlages geht, keine Erwägungen voranzustellen wollen.

Zur Begründung unseres Antrages folgendes: Ueber die Frage, ob der Rat zur Initiative als solcher eine zustimmende oder ablehnende Stellung einnehmen solle, erübrigen sich weitere Ausführungen; denn in dieser Richtung stimmen die Beschlüsse der Räte überein, und in materieller Hinsicht kann auf die früheren Referate verwiesen werden. Zur Frage der Voranstellung von Erwägungen nach ständerätlichem Beschlusse ist zu sagen, einerseits, dass dieser Weg ein Novum der Art der Gesetzgebung wäre, und andererseits, dass er das ihm gesteckte Ziel nicht erreichen würde. Erwägungen, die für oder gegen Annahme oder Ablehnung eines Antrages, einer Anregung oder eines Gesetzes sprechen, pflegen in Botschaften, mündlichen Berichten und schliesslich durch die Presse und in Volksversammlungen vorgebracht zu werden, nicht aber in Beschlüssen selbst. Die Angabe solcher Erwägungen wird meistens auch unvollständig und lückenhaft sein. Das trifft auch für die ständerätliche Fassung zu, indem dort beispielsweise all die wichtigen Gründe, welche gegen den Hauptsatz der Initiative, gegen die Aufhebung der Militärjustiz sprechen, nicht erwähnt sind und indem dort eigentlich nur auf die Gesichtspunkte hingewiesen ist, welche gegen die Aufnahme von detaillierten Bestimmungen in die Verfassung, sei es nach dem Wortlaute der Initiative, sei es nach dem Inhalte des Gegenvorschlages vorgebracht werden können.

Und nun zur Frage, ob am Gegenvorschlag festgehalten werden solle oder nicht. Der Gegenvorschlag wurde seinerzeit aufgestellt, um gewissen Ursachen der Unzufriedenheit mit der Militärjustiz zu begegnen, nämlich einerseits unverkennbare Härten des Militärstrafrechtes und bestehende Mängel im Disziplinarverfahren zu beseitigen und andererseits die Unter-

stellung von Zivilpersonen unter die Militärjustiz möglichst zu beschränken.

Der Sprechende hat aber schon in den einleitenden Ausführungen vom September 1919, also bei Begründung des Antrages der Kommission, darauf hingewiesen, dass es immerhin als eine Eigentümlichkeit erscheinen müsse, dass man in der Zeit, da die Räte die Revision des einschlägigen Militärstrafgesetzes an die Hand genommen haben, sich anschicke, auf dem Wege der Verfassungsänderung einzelne Bestimmungen des materiellen Strafrechtes aufzuheben oder abzuändern, und dass aus diesem Vorgehen sich gewisse bedenkliche Inkonvenienzen ergeben werden. Ferner wurde darauf hingewiesen, dass Expertenkommission und Bundesrat im Entwurf des neuen Militärstrafgesetzes in einzelnen Fällen von der Aufstellung einer Mindestdauer der Gefängnisstrafe nicht geglaubt hatten Umgang nehmen zu können, dass die Aufnahme derartiger vermischter Vorschriften für ein besonderes Strafrechts- und Strafprozessgebiet in die Verfassungsbestimmungen und gar die Aufhebung blosser einzelner Gesetzesbestimmungen auf dem Wege der Verfassungsänderung als etwas Anormales erscheinen müsse.

Herr Professor Zürcher, Strafrechtslehrer an der Universität Zürich und früheres Mitglied des Rates, widersetzte sich damals besonders der Bestimmung unseres Gegenvorschlages, wonach die von der Militärstrafgesetzgebung vorgesehene Mindestmasse bei Gefängnis aufgehoben werden, und zwar tat er dies aus Gründen der strafrechtlichen Systematik — die Gefängnisstrafe muss eine gewisse Dauer haben — wie aus den Bedenken dagegen, dass man gewisse Bestimmungen aus dem Uhrwerk des Gesetzes auf dem Wege der Verfassungsbestimmung herausreisse; das sei eine gesetzgebungstechnische Unmöglichkeit und Ungeheuerlichkeit. «Die Verfassung ist dazu,» sagte er, «die Grundlage für eine künftige Gesetzgebung zu geben, Grundsätze aufzustellen, nach denen eine künftige Gesetzgebung eingerichtet werden soll.» Herr Naine führte damals aus, dieses erste Alinea des Gegenvorschlages habe gar keinen Bezug auf die Initiative, und es ändere nichts an den Beschwerden gegen die Militärjustiz.

Im Ständerat wurden gegen den Gegenvorschlag folgende Einwendungen erhoben, die sich zum Teil mit dem obenerwähnten decken. Ein neues Militärstrafgesetzbuch, das die Inkonvenienzen der gegenwärtigen Verhältnisse bei der Militärjustiz beinahe im vollen Umfange beseitige, sei in Arbeit. Die Kommission des Ständerates, dem für die Behandlung des neuen Militärstrafgesetzes die Priorität erteilt worden ist, habe ihre Vorarbeiten vollendet. Die Beratung des Gesetzes soll möglichst gefördert werden, und der Referent sprach im Namen der Kommission den Wunsch aus, das revidierte Gesetz möchte möglichst bald in Kraft gesetzt und damit den berechtigten Beschwerden gegen den gegenwärtigen Zustand Rechnung getragen werden. Die Nichtannahme des Gegenvorschlages werde dem Zustandekommen des Revisionswerkes eher förderlich sein als die Annahme. Der Gegenvorschlag enthalte in der Abschaffung der Strafminima bei Gefängnisstrafe eine Bestimmung, die mit dem neuen Gesetzesentwurf und mit der zukünftigen Gesetzgebung in Widerspruch stehe. Die Frage müsse dann bei Beratung des Entwurfes von Grund aus geprüft werden. Würde man die Minima

hier abschaffen, so müsste dies logischerweise auch im bürgerlichen Strafrecht geschehen. Verfassungstechnisch sei der Gegenvorschlag eine Ungeheuerlichkeit, und es erscheine ganz fremdartig, dass man die Abschaffung bestehender Strafminima und das Verbot des Nahrungs- und Lichtentzuges bei der Arreststrafe in die Verfassung aufnehme. Solche Bestimmungen gehörten in das Gesetz, nicht in die Verfassung, wie es auch nicht angehe, in der Verfassung die Arreststrafe als disziplinarische Strafe auf höchstens 10 Tage festzusetzen, oder Aenderungen oder Verbesserungen gesetzlicher Bestimmungen durch einen Verfassungsartikel einzuführen.

Nach diesen Ausführungen war nach Ansicht der Kommission nicht anzunehmen, dass, wenn unser Rat am Gegenvorschlag festhalten würde, der Ständerat demselben zustimmen würde. Auch konnte und kann man sich den im Ständerat und schon im Nationalrat vorgebrachten Gründe gegen die Aufstellung eines Gegenvorschlages auf die Dauer nicht verschliessen. Dazu kommen folgende Umstände.

Im Gegensatz zu ihrem Parteigenossen, Herrn Ständerat H. Scherrer sel., der sich vor der ständerätlichen Kommission angesichts der der Initiative innewohnenden Gefahren und Unzukömmlichkeiten als Gegner der Initiative bekannte, erklärten die sozialdemokratischen Mitglieder unserer Kommission, an der Initiative festhalten zu wollen und zu müssen, auch wenn der früher beschlossene Gegenvorschlag aufrechterhalten würde. Von ihnen wurde wohl Kritik geübt an der Art, wie die Militärgerichte konstituiert werden und dass sie nicht unabhängig seien. Vorschläge für den Gegenvorschlag aber, welche eine Verbesserung dieser Zustände herbeiführen könnten und sollen, wurden ihrerseits nicht gemacht. Unter diesen Umständen scheint der Gegenvorschlag den einen Zweck, die beiden Richtungen mehr oder weniger auf einer mittleren Linie sich finden zu lassen, nicht erreichbar. Der andere Zweck aber, einige den heutigen Anschauungen entsprechende Neuerungen einzuführen, wird auf dem natürlichen Wege der Gesetzesrevision sicherer und vollkommener zu erreichen sein. Es ist bereits früher darauf hingewiesen worden, dass, abgesehen von der Frage der Abschaffung der Gefängnisminima, im Entwurf für ein neues Militärstrafgesetz den in Abs. 4 und 5 des Initiativvorschlages gestellten Postulaten im wesentlichen entsprochen, ja dass dieselben sogar in einzelnen Bestimmungen übertroffen werden.

Was den Stand der Gesetzesrevision betrifft, ist in erster Linie daran zu erinnern, dass die für die Behandlung des bürgerlichen und des Militärstrafgesetzbuches eingesetzten Kommissionen der beiden Räte seinerzeit beschlossen haben, das Militärstrafgesetz vor dem bürgerlichen Strafrecht durchzuberaten und dem Ständerate, der dafür mehr Zeit zur Verfügung hat, die Priorität einzuräumen.

Den Ausführungen des Präsidenten der ständerätlichen Kommission für das Militärstrafgesetz vom Dezember 1919 ist zu entnehmen, dass diese Kommission ihre Vorarbeiten vollendet und dem Ständerate die Vorlage mit Datum vom 30. Oktober 1919 gedruckt unterbreitet hat. Wegen Krankheit und dem darauf folgenden Tode des Vorstehers des Justizdepartementes, Herrn Bundesrat Müller, musste die Beratung im Ständerat zurückgelegt werden, und in der gegenwärtigen Session war die Behandlung wegen

Krankheit und Abwesenheit des neuen, inzwischen zurückgetretenen Vorstehers des Justizdepartementes leider wieder nicht möglich — die kaiserlose, die schreckliche Zeit!

Unsere Kommission schliesst sich dem Wunsche der ständerätlichen an, dahingehend, dass das neue Militärstrafgesetz bald in Beratung genommen, diese, so rasch es der Gegenstand und die Verhältnisse irgendwie gestatten, durchgeführt und das neue Gesetz sobald wie möglich in Kraft treten werde.

Die von den sozialdemokratischen Mitgliedern der Kommission und des Rates durch ihre Kritik an der Wahl und Konstituierung der Militärgerichte angezogene Frage, ob nicht für die Unabhängigkeit der Gerichte vermehrte Garantien geschaffen werden sollten und könnten, erscheint der Kommission als durchaus diskutabel; doch muss auch sie auf den natürlichen Weg der Gesetzesrevision verweisen, wie schon Herr Prof. Zürcher ausgeführt hat. Haben doch die Behörden alles Interesse daran, dass die gerichtlichen Instanzen das Zutrauen aller Bürger geniessen.

Die Kommission erachtet es — und es soll hier ausdrücklich gesagt werden — als selbstverständlich, dass die Gerichte ihres Amtes unabhängig sollen walten können, wie auch die hier und in der Kommission vorgebrachten Beschwerden über die Besetzung der Gerichte wohl beachtet, in einer der hohen Wichtigkeit der Sache entsprechenden Weise beförderlich geprüft und behandelt und gegen Beschwerden und Uebelstände die nötigen Massnahmen getroffen oder korrigierende Vorschläge eingebracht werden sollen.

Wir beantragen Ihnen also, in Zustimmung zum Antrag des Bundesrates, das Initiativbegehren sei dem Volke und den Ständen mit dem Antrage auf Verwerfung zur Abstimmung vorzulegen, ohne Gegenvorschlag und ohne dem Antrage Erwägungen voranzustellen.

**Studer**, Berichterstatter der Kommissionsminorität: Der Rat diskutiert nun schon das dritte Mal die Initiative, die im August 1916 mit über 100,000 Unterschriften dem Bundesrate eingereicht worden ist. Es lässt sich natürlich nun nicht vermeiden, dass bereits Gesagtes wiederholt werden muss. Immerhin ist ja darauf zu verweisen, dass der Rat ein neues Gesicht bekommen hat und zu einem dritten Teil Mitglieder zählt, die den früheren Debatten nicht haben folgen können.

Sie haben soeben von den Berichterstattern der Mehrheit der Kommission die Genesis der Initiative schildern gehört. Die nationalrätliche Kommission hatte anfänglich glatte Ablehnung der Initiative beantragt. Man hat aber doch vielfach das Gefühl nicht unterdrücken können, dass der Inhalt der Initiative doch nicht so schlecht sei, wie anfänglich glauben gemacht werden wollte, und dass sie eine Reihe von Punkten enthält, Forderungen aufstellt, die das Volk dringend verlangt. Daher war es nicht verwunderlich, dass schon bei der ersten Beratung diese glatte Ablehnung der Initiative nicht genehm erschien und die Kommission den Auftrag erhielt, zu versuchen, einen Gegenvorschlag auszuarbeiten, der mehr oder weniger das aufnahm, was die Initiative enthält, mit Ausnahme der Forderung der gänzlichen Abschaffung der Militärjustiz. Dem Ständerat hat

der Vorschlag der Kommission, der in unserem Rate Annahme gefunden hat, nicht beliebt. Er hat die Ablehnung mit einer längeren Begründung beschlossen. Umgekehrt konnte sich die nationalrätliche Kommission mit dieser Begründung des Ständerates nicht einverstanden erklären, und so stehen wir hier beim dritten Mal mit dem ursprünglichen Antrag seitens der Kommissionsmehrheit auf glatte Ablehnung des Volksbegehrens.

Wieso ist das nun gekommen, dieses Wanken hin und her, dieses Schwanken in der Stellungnahme derjenigen, die die Initiative im Grunde eigentlich ablehnen wollten? Weil man weiss, dass diese Initiative tatsächlich eine Volksinitiative darstellt und dass sie grossen Widerhall im Volk gefunden hat, weil sie eine populäre Initiative ist und alle Aussicht vorhanden ist, dass das Volk ihr die Zustimmung geben wird.

Warum hat diese Initiative ein so günstiges Echo gefunden? Ich wage zu behaupten, trotz aller gegenteiligen Ausführungen, weil ihr Inhalt gut ist und sie in unser Justizwesen eine wesentliche Förderung der Gerechtigkeit und des Fortschrittes bringen wird.

Man hat nun taktisch versucht, diese Initiative zu paralysieren dadurch, dass man darauf hinweist, die Uebelstände, die man an sich zugeben will, kämen von dem veralteten materiellen Recht, aus dem Militärstrafrecht her, und das sei zur Revision gestellt, der Entwurf liege vor dem Rate. Wir haben nie bestritten und sind ebenfalls die ersten gewesen, die darauf hingewiesen haben, dass das Militärstrafrecht aus dem Jahre 1851 in der Tat nicht mehr in unsere Zeit passt. Aber das haben alle längst seit Jahrzehnten eingesehen. Aber warum hat man diese Bestimmungen nicht revidiert? Der Bundesrat hätte auch seit 1914 Gelegenheit gehabt, diese Uebelstände abzuschaffen. Er hat nur in ganz wenigen Punkten eine Milderung versucht auf Grund seiner besonderen Vollmachten; aber er ist bei diesen wenigen Punkten stehen geblieben. Ich möchte hier mit allem Nachdruck noch einmal wiederholen, dass es nicht richtig ist, dass das Militärstrafrecht zur Revision gestellt worden ist, bevor unsere Initiative gekommen ist. Im Winter 1915 ist die Militärinitiative für Abschaffung der Militärjustiz beschlossen worden. Im Februar 1916 ist mit der Unterschriftensammlung begonnen worden, und erst im Mai 1916 hat der Bundesrat den Auftrag gegeben, das Militärstrafrecht zu revidieren. Angesichts eben dieser Militärjustizinitiative wollte man noch retten, was zu retten war. Wie lange wird es gehen, bis wir dieses neue Militärstrafrecht haben? Und wie es in materieller Hinsicht aussehen wird, das wissen wir nicht. Herr Zürcher wird vielleicht nicht allein bleiben, der jetzt schon die Punkte, die in dem Gegenvorschläge enthalten sind, bekämpft hat. Er will nichts wissen von der Aufhebung der Strafminima. Wir wissen nicht, wie lange es gehen wird, bis endlich das neue Militärstrafgesetz in Kraft treten wird und wie es inhaltlich aussehen wird.

Ueber einen Punkt sind die Herren Berichtstatter der Mehrheit glatt hinweggegangen, über die lange Verschleppung dieser Initiative wider Verfassung und Gesetz. Drei Jahre lang ist es gegangen seit der Einreichung der Unterschriften, bis endlich mit der Beratung in den Räten begonnen worden ist. Erst im Dezember 1918, also fast zweieinhalb Jahre nach Ueberreichung der Unterschriften, ist der Bericht

des Bundesrates herausgekommen. So stehen die Dinge.

Nun habe ich Ihnen bereits auseinandergesetzt, dass wir nicht verneinen, dass gewisse Uebelstände in unserem Militärjustizwesen auch aus der Gestaltung des materiellen Militärstrafrechtes herrühren. Aber das sind nicht die einzigen Uebelstände, die zu diesem Missbehagen und zugleich zur Initiative geführt haben. Dass dem so ist, hat ja auch der Gegenvorschlag der Kommission, der nun wieder verlassen werden will, bewiesen. Zwei der populärsten Punkte in unserer Initiative hat die Kommission in den Gegenvorschlag aufgenommen: das ist eine andere Gestaltung der Disziplinarstrafen, des Arrestes, und eine Garantie des Beschwerderechtes. Das fällt nun dahin mit dem Gegenvorschläge, und wie die Sache sich im Militärstrafrecht ausnehmen wird, das wissen wir noch nicht. Ich habe der Expertenkommission betreffend das Militärstrafrecht ebenfalls beigewohnt, und dort ist der Antrag auf Reduktion der zwanzigtägigen Arreststrafe unterlegen. Wir haben in dem Entwurf wieder eine Disziplinarstrafe bis auf 20 Tage Arrest. Es ist klar, dass dies Unwürdige in der Vollziehung der Arreststrafe unter dem Militär eine ungeheure Erbitterung hervorgerufen hat. Einen Wehrmann, der nachher wieder einberufen wird, der wieder freudig Dienst tun soll, den steckt man in Arresträume, die oft unter aller Kritik sind, man verschärft seine Strafe durch Entzug der Nahrung bis auf Wasser und Brot. Man ist weitergegangen und hat kleine Vergehen mit 20 Tagen Arrest bestraft. Um die Sache noch recht zu Gemüte zu führen, ist vielfach der Arrest nach dem Dienst verhängt worden. Ich habe es jedesmal tief empfunden, wenn Leute, von denen man verlangte, dass sie nachher wieder freudig Dienst tun, auf solche Art bestraft wurden.

Ebenso konnte vielfach nicht von einem wirksamen Beschwerderecht gesprochen werden. Oft ist es vorgekommen, dass Wehrmänner, die sich beschwerten, dies nachher bitter büssen mussten.

Man hat durch Verhängung von verschärftem und verlängertem, nach dem Dienst abzusetzenden Arrest manchmal die Aburteilung des Vergehens durch das Gericht umgehen wollen, und ich habe eine Reihe von Fällen erfahren und erlebt, bei denen der Soldat sich wehrte gegen die Disziplinarstrafe und vom Gericht abgeurteilt werden wollte, weil er einen Freispruch erwartete. Man hat nicht entsprochen, weil die Vorgesetzten den Freispruch fürchteten, und hat die 20 Tage Arrest den Soldaten absitzen lassen. Das sind alles Dinge, die dazu beitrugen, dass das Volk sich entrüstet hat, und die dann zur Initiative geführt haben.

Nun liegt noch ein weiterer Grund der Unzufriedenheit darin, wie die Militärgerichte bisher gewaltet haben, wie sie zusammengesetzt und einberufen sind. Darüber ist auch der Gegenvorschlag der Kommissionsmehrheit hinweggegangen, darüber wird auch das Militärstrafrecht nichts enthalten. Man will es vorläufig beim alten Zustand bewenden lassen. Ich will sofort zugeben, dass es gewiss Richter und Grossrichter gegeben hat, die durchaus unabhängig ihres Amtes gewaltet haben und die sich nicht in ihre Funktionen haben dreinreden lassen. Aber wir haben auch andere Fälle erlebt. Es sind Mitglieder im Rate, die das erfahren haben. Wir haben es erlebt, dass Grossrichter, Richter und Verteidiger koramiert

worden sind wegen ihrer Stellungnahme und Urteilsfassung, und es ist Tatsache, dass die Gerichte während langen Jahren und heute noch in einer Art und Weise zusammengesetzt sind, welche einen Hohn auf die Demokratie bedeutet. Der Grossrichter beruft in gewissen Kreisen ganz beliebig die Richter aus Soldaten und Offizieren zusammen, wider Gesetz. Denn im Gesetz ist nur in ausserordentlichen Fällen, wenn Richter und Ersatzrichter nicht erscheinen können, der Grossrichter berechtigt, andere Richter zuzuziehen; aber das ist nun gäng und gäbe geworden. Es ist tatsächlich so und kann nicht geleugnet werden, dass sozialdemokratische Richter, vom Bundesrat gewählt, seit Jahren nicht einberufen werden, trotzdem sie Zeit hätten, und dass sie ersetzt werden durch irgend jemand, den der Grossrichter einberuft. Das hat eine tiefe Verstimmung herbeigerufen, und das wird nicht geändert, wenn Sie die Militärjustizinitiative ablehnen.

Nun noch einige Worte zum Prozessverfahren. Ich gebe zu, dass im Prozessverfahren die Öffentlichkeit ein modernes Verfahren bedeutet. Aber im Vorstadium sind Mängel vorhanden. Die Untersuchung wird geheim geführt, und der Angeklagte hat nicht das Recht, einen Verteidiger anzurufen. Die Zeugen werden verhört in Abwesenheit des Angeklagten, und er kann nicht Stellung zu ihren Aussagen nehmen. Man rühmt das rasche Verfahren beim Militärgericht; aber die Untersuchung dauert oft ausserordentlich lang. Ja, wir haben Fälle, wo die Untersuchung mehrere Monate und Jahre gedauert hat, und wenn die Untersuchung abgeschlossen ist, geht alles im Galopp. Dann bekommt der Angeklagte 24 oder 48 Stunden Zeit, um diese umfangreichen Akten einzusehen und den Verteidiger zu instruieren und Beweisangebote zu stellen.

Nun noch wenige Bemerkungen grundsätzlicher Art. Der Grund, warum die Initiative vom grundsätzlichen Standpunkt aus so populär ist, ist folgender. Wir haben ein Völksheer, ein Milizheer. Jeder gesunde Schweizerbürger wird Soldat. Militär und Volk, so sollte es wenigstens sein, sind eng miteinander verbunden. Das Militär steht nicht im Gegensatz zum Volk, ist nicht etwas ihm Weltfremdes. Da sagt das Volk: Wir brauchen keine Sondergerichte. Unsere vom Volke gewählten Zivilrichter kennen unser Militärwesen, seine Gebräuche, sein Leben so gut, dass sie instande sind, auch Vergehen, die Militärpersonen begehen oder die gegen Militärpersonen begangen werden, sehr wohl zu beurteilen. Warum soll der Zivilrichter einen Diebstahl, eine Ehrverletzung, einen Betrug, die im Militärdienst begangen werden, oder ein Vergehen gegen eine Militärperson nicht genau so beurteilen können, als wenn diese Vergehen im Zivilleben begangen würden? Das Volk sieht nicht ein, dass hierfür ein Sondergericht existieren soll.

Wir werden es erleben, dass bei der Beratung des materiellen Militärstrafrechtes Anträge gestellt werden, die auch ein besonderes Militärstrafrecht verwerfen. Die rein militärischen Vergehen, diejenigen, die nur von oder gegenüber Militärpersonen begangen werden können, sind in einem kurzen Annex dem Zivilstrafrecht anzufügen, und in bezug auf die gemeinen Vergehen ist vielleicht eine einzelne Bestimmung hineinzubringen: Wenn solche Vergehen im Militärdienste begangen werden von Militärpersonen oder gegen Militärpersonen, ist die Strafe zu verschärfen. Also auch

da kein Sonderrecht. Das sind die grundsätzlichen Erwägungen, die zur Initiative geführt haben.

Und schliesslich will ich noch auf einen andern Grund hinweisen. Das Volk will nun einmal Ernst machen mit dem Abbau, der Abrüstung, von der soeben Herr Bundesrat Scheurer gesprochen hat. Es ist, nebenbei gesagt, auch von ziemlich erheblicher finanzieller Tragweite, wenn wir die Militärgerichtsbarkeit abschaffen und den Zivilrichter auch in bezug auf solche Militärvergehen urteilen lassen.

Das sind in aller Kürz die Gesichtspunkte der Initianten. Wir empfehlen die Initiative zur Annahme.

**Huber:** Gestatten Sie mir, dass ich nicht auf Details eingehe, aber eine grundsätzliche Untersuchung vornehme, weshalb nach meiner Auffassung das Volk in so grosser Zahl die Initiative der sozialdemokratischen Partei unterschrieben hat.

Man spricht und redet in den letzten Jahren, ja seit Jahrzehnten von einer Demokratisierung des Militärwesens. Ich habe die Auffassung, dass man ebensogut von der Demokratisierung der Autokratie sprechen könnte. Das Militärwesen, die militärische Kommandogewalt ist begriffsgemäss die Aufhebung der Demokratie, der Verzicht der Mehrheit auf ihre Rechte zugunsten der Kompetenz einzelner. Ob das notwendig ist auf militärischem Gebiet und in welchem Umfang, haben wir hier nicht zu untersuchen. Aber das Militärwesen verneint an sich die Demokratie.

Diese Verneinung der Demokratie geht aber auch über auf unsere Militärjustiz. Und da behaupte ich, dass diese Verneinung nicht notwendig ist, von keinem Gesichtspunkt aus, und dass deshalb die Militärjustiz aufzuheben sei, weil sie unvereinbar ist mit dem Grundgedanken unseres demokratischen Staates. In der ganzen Schweiz, in den Kantonen wie im Bunde, stehen wir auf dem Boden, dass das Volk, so gut wie es seine politischen Behörden wählt, auch die richterlichen Behörden zu wählen habe, selbst oder durch seine Repräsentanten in den Parlamenten. Dieser Grundgedanke, der aus der Ueberzeugung hervorgeht, dass die Trennung der Gewalten notwendig sei zur Sicherung der Rechte der einzelnen sowohl wie der Interessen der Geamtheit, wird in der Militärjustiz verleugnet. Und das möchte ich Ihnen nun anhand der Gesetze kurz dartun.

Die alte Militärstrafgerichtsordnung vom Jahre 1889, die heute noch, mit einer kleinen Aenderung, gilt, bestimmt in Art. 10: « Die Justizoffiziere müssen juristische Bildung besitzen und als Truppenoffiziere in der Armee gedient haben. » Sie sehen, schon zwei Erfordernisse: nicht nur juristische Bildung haben, sondern auch Truppenoffizier gewesen sein. Ist das nötig, damit man das Recht richtig anwenden kann? Muss man Offizier gewesen sein? Kann nicht ein Soldat, ein Unteroffizier ein ebenso guter Militärjurist sein wie ein Truppenoffizier? Wir haben es erlebt beim grossen Militärprozess, beim Generalstreiksprozess in Bern, dass einer, der seine Rekrutenschule überhaupt nicht gemacht hat, oder, wenn er sie gemacht hat, vielleicht irgendwo in Russisch-Polen, sich als der beste Militärjurist im schweizerischen Militärstrafrecht und der schweizerischen Militärstrafordnung ausgewiesen hat, Herr Dr. Farbstein. (Heiterkeit.)

« Der Bundesrat ernennt die Justizoffiziere und bestimmt deren Grad und militärische Auszeichnung. »

Wollen Sie behalten: Der Bundesrat, die vollziehende Behörde, ernennt die Justizoffiziere. Er bestimmt ihren Grad und damit auch den Sold und ihre militärische Auszeichnung. Er bestimmt, ob sie befördert werden oder nicht. Der Art. 11, der jetzt aufgehoben ist, sah vor: «Für jede Armeedivision besteht ein Divisionsgericht; im Falle des Bedürfnisses bezeichnet der Bundesrat Ersatzgerichte.» Art. 13: «Der Grossrichter, die Richter und deren Ersatzmänner sowie der Gerichtsschreiber werden vom Bundesrat auf eine Amtsdauer von drei Jahren gewählt.» Art. 18: «Das Militärkassationsgericht wird vom Bundesrat auf eine Amtsdauer von drei Jahren gewählt.» Sie sehen, von zu unterst bis zu oberst hat der Bundesrat die ganze Konstituierung unserer Militärjustiz in den Händen. Das Volk, das zivile Volk, das militärische Volk, die Bundesversammlung, kein Mensch hat ein Wort dazu zu sagen. Omnipotent bestimmt der Bundesrat die Zusammensetzung der sämtlichen militärischen Gerichte in der Schweiz mit einer Ausnahme, die ich Ihnen gleich namhaft mache. Sie ist interessant.

Wir haben ein sogenanntes ausserordentliches Militärgericht, das die allerschwersten Fälle und auch die allerschwersten Sünder, dem Grade nach, eventuell zu beurteilen hat. Dieses besteht aus drei Justizoffizieren mit Oberstengrad, damit ja nicht etwa — Sie kennen ja den Oberstenprozess und deshalb auch die Zusammensetzung — eine Krähe minderen Grades einer Krähe höheren Grades ein Auge auszuhacken habe. «Das ausserordentliche Militärgericht besteht aus drei Justizoffizieren mit Oberstengrad und vier Oberstdivisionären. Statt der letzteren können als Richter bezeichnet werden Obersten, welche eine Armeedivision geführt haben, und die Waffenchefs. Zur Ersetzung von Richtern, welche an der Ausübung ihres Amtes verhindert sind, werden vier Ersatzmänner bezeichnet, welche den Grad eines Obersten bekleiden müssen.» Und nun, wer wählt dieses ausserordentliche Militärgericht? Nach Art. 21 wird es und werden seine Ersatzmänner für jeden einzelnen Fall von der Bundesversammlung gewählt. Die Bundesversammlung bezeichnet auch den Vorsitzenden und seinen Stellvertreter. Da haben wir die Ausnahme. Aber gleich wieder eine interessante Einschränkung: Darüber, ob eine Verhaftung von solchen Obersten-Krähen stattfinden soll, entscheidet nicht etwa der Auditor oder der Oberauditor autonom, sondern eine solche Verhaftung darf nur vorgenommen werden mit Bewilligung des Bundesrates. Und der Bundesrat verfügt auch seinerseits nach Schluss der Voruntersuchung gemäss Art. 169, ob und weshalb der Angeschuldigte dem ausserordentlichen Militärgerichte zur Beurteilung zu überweisen oder ob er ausser Verfolgung zu setzen sei. Also die oberste politische Behörde, die vollziehende Behörde, entscheidet darüber, ob gegen die Obersten-Krähen überhaupt Anklagen erhoben werden dürfen, ob sie verhaftet werden dürfen, oder ob die Untersuchung einzustellen sei. Sie wissen alle aus dem berühmten Oberstenprozess, was für Einflüsse und was für eine Stärkung des demokratischen Gefühles eventuell notwendig sind, um den Bundesrat zu einer solchen Massregel zu bringen.

Die Auditoren werden ebenfalls vom Bundesrat gewählt. Vom Bundesrat gewählt werden die Untersuchungsrichter. Das alles ist in dem Abänderungs-

gesetz vom Jahre 1911 zusammengefasst in die Bestimmung: «Der Bundesrat bestimmt für jede Division die Zahl der Ersatzgerichte und regelt deren Zuständigkeit. Er ernennt auf eine Amtsdauer von drei Jahren die Divisions- und die Ersatzgerichte sowie die dem Gerichte beizugebenden Justizoffiziere.» Da ist es hübsch in einem einzigen Artikel, in zwei Ziffern des ersten Artikels festgestellt, dass die ganze Besetzung der Militärjustiz, mit Ausnahme des ausserordentlichen Gerichtes, durch den Bundesrat bestimmt wird. Und das ist, ich wiederhole es, die Verleugnung der Grundgedanken unserer Demokratie.

Nehmen Sie dazu nun noch ein Weiteres. Denken Sie an die Tatsache, die wir während der letzten Jahre erlebt haben. Was hat die Mehrzahl der Fälle ausgemacht, die durch unsere Militärgerichte, durch unsere vom Bundesrat gewählten Militärgerichte, zu beurteilen waren? Zuwiderhandlungen gegen Verordnungen, gegen Beschlüsse. Wer hat diese Verordnungen und Beschlüsse erlassen? Der Bundesrat. Wir haben also die Tatsache, dass der Bundesrat kraft seiner ausserordentlichen Kompetenzen eine Unmenge von Vorschriften erlassen hat, Vorschriften, die weit hinausgehen über den Kompetenzenkreis militärischer Natur, dass er das materielle Recht aufgestellt, gesetzgeberische Funktionen ausgeübt, dass er ferner die Strafsanktionen gegeben hat, dass er bestimmt hat, welche Fälle der Militärjustiz zu unterstellen seien und dass er nun auch noch die Richter bestimmt hat, welche diese vom Bundesrat festgestellten Gesetze zu handhaben haben. Omnipotent bestimmt der Bundesrat die Gesetze, bestimmt er die Richter, welche über die Respektierung dieser Gesetze zu wachen haben!

Und er geht noch weiter, muss weiter gehen: er prüft nun auch die Herren Richter, ob sie im Sinne des Bundesrates die Verordnungen so angewendet haben, wie er es gerne sieht, und je nachdem stellt er den einen zur Disposition und befördert er den andern. Es werden dankbare Richter erzogen, geeignete Richter befördert und ungeeignete (d. h. nach Meinung des Bundesrates ungeeignete) Richter auf die Seite gestellt. Das ist der Rechtszustand. Er ist schlimm genug, dieser Rechtszustand, aber er ist noch verschlimmert durch eine Praxis, welche weit über das Recht hinausgeht, die Praxis, die unser Freund Studer bereits gewürdigt hat, dass nun diese Machtvollkommenheit des Bundesrates teilweise auf die Herren Grossrichter übergegangen ist.

Die Herren Grossrichter haben, nicht alle, aber manche, die Gerichte rein willkürlich zusammengesetzt, d. h. aus den Richtern, die vom Bundesrat oder vom Grossrichter selber bestimmt worden sind, für jeden Prozess die ihnen geeignet erscheinende Auswahl getroffen. Nach welchen Gesichtspunkten? Ich habe in der Kommission gesagt und wiederhole es hier: Wir hatten früher eine freisinnige Militärjustiz, die fast ausschliesslich zusammengesetzt war aus Angehörigen der freisinnig-demokratischen Partei. Während des Krieges ist das anders geworden. Da sind allmählich konservative Juristen Militärjustizoffiziere geworden. Nicht in allzu grosser Zahl, aber immerhin, man hat einige davon berücksichtigt. Und man hat heute nicht bloss eine freisinnig-demokratische Parteijustiz, sondern eine bürgerliche militärische Klassenjustiz. Im ganzen Verzeichnis der schweizerischen Militärstrafrichter werden Sie nicht so viel Sozialdemokraten

finden, dass Sie beide Hände brauchten, um sie aufzuzählen. Mir ist ein einziger sozialdemokratischer Richter bekannt und ein einziger sozialdemokratischer Justizoffizier, von dem die meisten Leute nicht wissen, dass er Sozialdemokrat ist. (Heiterkeit.) Der einzige sozialdemokratische Richter wird aber nicht einberufen, obwohl das Gesetz verlangt, dass ein Ersatzrichter nur einberufen werde, wenn der Richter verhindert ist, an der Sitzung teilzunehmen.

Und nun gestatten Sie mir, dass ich Ihnen ein praktisches Beispiel erzähle. Wir haben vor wenig Monaten vor dem Territorialgericht V in Zürich einen Prozess plädiert. Da hat man uns, obwohl für den Divisionskreis V etwa drei oder noch mehr Grossrichter gewählt sind, einen Herrn Grossrichter aus dem Kanton Bern verschrieben. Die zürcherischen Grossrichter waren nicht direkt beati disoccupati nach dem Worte des Herrn Gelpke von gestern, aber jedenfalls nicht verhindert. Wir haben gegen den Herrn natürlich protestiert und mit Erfolg. Dann wurde ein Gericht zusammengesetzt aus lauter Ersatzrichtern. Es war kein einziger ordentlicher Militärrichter darunter, mit Ausnahme des Grossrichters. Wir haben dagegen protestiert und verlangt, dass die ordentlichen Richter einberufen werden. Unser Begehren ist abgelehnt worden, und in der Begründung hat der Herr Grossrichter, um ein weiteres Wort von gestern zu zitieren, mit einer gewissen «erlesenen Naivität» erklärt, selbst dann, wenn unser Rekursionsbegehren geschützt worden wäre, hätte man — um den Namen zu nennen — den Herrn Bezirks- und Militärrichter Kaufmann nicht aufgeboden. Warum? Weil er selber einmal vor einem Militärgericht gestanden habe, wo er nota bene — ich habe ihn verteidigt — freigesprochen worden ist. Also weil einer einmal als unschuldig Angeklagter vor einem Militärgericht gestanden hat, darf er unter keinen Umständen mehr als Richter aufgerufen werden. Es ist übrigens nicht einam! wahr. Der betreffende Richter ist lange vor jenem Prozess nicht mehr als Richter aufgeboden worden. Vielleicht ist Herr Kollege Dr. Enderli so freundlich, Ihnen die Zusammenhänge aufzudecken, die dazu geführt haben, dass gewisse Leute nicht mehr personae gratissimae gewesen sind in der Militärjustiz.

So hat man in der Militärjustiz gewirkt, so ist man vorgegangen, so dass es heute nicht mehr das Privilegium und das Monopol der Sozialdemokraten ist, hier von einer Ungeheuerlichkeit zu reden, sondern dass gut bürgerliche Juristen — ich erinnere an den Herrn Dr. Weisflog, einen freisinnigen Führer — in Juristen- und Parteikreisen die Notwendigkeit der Beseitigung dieses Systems betonen. Diese Notwendigkeit wird noch unterstrichen durch die Tatsache, dass der oberste Leiter der Armee, der Herr General, sich herausgenommen hat, als oberster Schulmeister auch über die Militärjustiz seine Zensuren zu geben und die Offiziere zu qualifizieren nach ihrem Verhalten, nicht etwa bloss als Richter, sondern auch nach dem, was sie pflichtgemäss als Verteidiger gesagt haben.

Nun, glaube ich, müssen Sie keine grossen Untersuchungen mehr anstellen über die Gründe, weshalb das Schweizervolk es instinktiv als den Ausdruck unserer eigenen Institutionen, als den Ausdruck des Schweizergeistes erfasst hat, wenn in einer Initiative die Beseitigung dieser Militärjustiz verlangt wird. Dazu braucht es keinen Antimilitarismus und keine Kenntnis des Militärstrafgesetzbuches. Es braucht

nur die Kenntnis der ganzen Organisation unserer Militärjustiz, wie sie von Rechts wegen besteht, und der Missbräuche, die in der Militärjustiz vorgekommen sind, um zu verstehen, dass es diese Militärjustiz als einen Fremdkörper in unserer Demokratie empfindet. Das ist der tiefste Grund, weshalb ich mit voller Ueberzeugung für die Beseitigung der Militärjustiz eintrete und auch mit voller Ueberzeugung den Gegenvorschlag bekämpft habe.

Dazu noch ein kurzes Wort. Der Gegenvorschlag hat mit der Initiative nichts zu tun. Wir sind ja mit dem Gegenvorschlag als Forderung einverstanden, der beste Beweis, dass es kein Gegenvorschlag ist. Die Beseitigung der Strafminima ist doch nicht ein Gegenvorschlag gegen eine Beseitigung der Militärstrafjustiz; das ist etwas ganz anderes. Aber ich möchte das Wesen dieses Gegenvorschlages noch kurz charakterisieren. Es ist mit ihm ganz gleich gegangen wie mit dem Vorschlage des Kollegen Dr. Duft von gestern. Der Gegenvorschlag war ein Produkt der Verzweiflung. Man fürchtete, die Militärjustizinitiative wird angenommen; mit ganz gewöhnlichen Mitteln kann man diese Initiative nicht beseitigen, und nun muss man dem guten Volke irgend einen Brocken geben, damit es den verschlinge und dann wieder zufrieden sei. Das ist auch mit der Offenherzigkeit, die den betreffenden Herrn auszeichnet, in der Kommission gesagt worden: «Ich glaube, die Chancen der Militärjustiz haben sich verschlechtert, und heute haben wir nicht mehr nötig, diese Konzessionen zu machen.» Man wäre gestern für den Antrag des Herrn Dr. Duft gewesen, wenn er dem Antrage des Herrn Kollegen Schmid gegenübergestellt gewesen wäre. Nachdem er aber um eine Nummer weiter gerutscht ist in der Reihe der Paragraphen, hat man auch gegen den Vorschlag Duft gestimmt, weil unterdessen der Vorschlag bereits abgelehnt war. Das ist das Wesen dieses Gegenvorschlages, und er ist deshalb im Ständerat auch ganz richtig — wenn ich mich recht erinnere, von Herrn de Meuron — als ein Akt der Sabotage gegen die Militärjustizinitiative bezeichnet worden.

Die Kommission Ihres Rates hat sich davon überzeugt, dass dieser Gegenvorschlag sachlich nicht mehr gerechtfertigt werden kann und ist deshalb in diesem Punkte einstimmig dazu gekommen, ihn nicht mehr aufzunehmen.

Als Jurist, als Demokrat, bin ich ein Freund der Militärjustizabschaffung. Darin liegt nicht eine Schwächung unserer Demokratie, ja nicht einmal eine Schwächung unseres Militärwesens, sondern es liegt darin eine Stärkung der gesunden Gedanken, auf denen am Ende unsere Demokratie beruht. Wenn Sie wollen, dass dieser Fremdkörper unser Volk weiter belästige und plage, wenn Sie weiter dafür besorgt sein wollen, dass bei jeder Gelegenheit der Sozialdemokratie Agitationsmaterial zur Verfügung gestellt wird von unfreiwilligen Agitatoren, dann müssen Sie die Initiative ablehnen. Denn sobald die Militärjustiz aufhört, ist uns ein ausserordentlich dankbares Feld der Agitationstätigkeit entzogen. Sie haben die Wahl. Ich urteile und stimme sachlich für die Abschaffung der Militärjustiz.

**Wyrsch:** Die beiden letzten Voten veranlassen mich zu einigen Bemerkungen, um nochmals in aller Kürze den Standpunkt festzulegen, von dem die

Mehrheit der Kommission ausgegangen ist, welche Ihnen die glatte Ablehnung der Militärjustizinitiative empfiehlt. Der Sprechende möchte gegenüber den Voten der Herren Dr. Studer und Huber nicht den Eindruck hier und im Volk aufkommen lassen, als ob nicht auch die Gegner der Militärjustizinitiative gewisse Mängel im System der Militärjustiz im weiteren Sinne und gewisse Missstände bei der Anwendung der Militärgerichtsbarkeit anerkennen würden. Darüber ist, und das werden die beiden Herren Vorredner nicht bestreiten können, in der Kommission mit aller Offenheit und Deutlichkeit gesprochen worden. Es ist nur zu bedauern, dass die vielfachen und berechtigten Kritiken, welche sich gegenüber unserer Militärjustiz geltend gemacht haben, früher schon in der Presse und in der Öffentlichkeit, bei den massgebenden Instanzen nicht das nötige Verständnis für eine gründliche und rasche Abhilfe der gerügten Missstände gefunden haben. Es ist ohne weiteres zuzugeben, und das ist der Grund, warum ich trotz den ausgezeichneten Ausführungen des Herrn Kommissionsreferenten das Wort ergreife, dass der Begeisterungsgrad für die Militärjustiz unter den bürgerlichen Mitgliedern der Kommission ein sehr verschiedener ist und dass unter den bürgerlichen Mitgliedern auch solche sind, die der ganzen Frage kühl bis ans Herz hinan gegenüberstehen.

Dazu haben gewisse spezielle Verumständungen und Verhältnisse der letzten Jahre beigetragen, die es als durchaus begrifflich erscheinen lassen, dass sich berechtigte Beschwerden und Anklagen gegen die Militärjustiz einstellen mussten. Allein ich glaube, es wäre nun doch verfehlt, und darüber ist ja hier auch schon gesprochen worden, wenn wir nun diese gesamte Kritik einzig und allein auf das Schuldkonto der eigentlichen Militärjustiz buchen würden. Die Gerechtigkeit verlangt, hier festzustellen, dass eine Reihe von Missstimmungen aus ganz andern Gründen entstanden sind, und dass sie ihre Ursachen nicht einzig in der Anwendung und Ausübung der Militärjustiz haben. Es sind einige dieser Faktoren früher schon und auch heute wieder genannt worden. Man muss in erster Linie davon ausgehen, dass die lange Dienstdauer eine gewisse Militärmüdigkeit, eine gewisse Verdrossenheit auch gegenüber militärischen Einrichtungen geschaffen hat, die wir früher als für unsern demokratischen Staat durchaus notwendig erkannt haben. Aus diesen Stimmungen heraus ist vielfach jene Kritik entstanden, die ich erwähnt habe. Dazu kam dann in der Hauptsache dasjenige Motiv, von dem soeben Herr Kollege Huber gesprochen hat und worüber in diesem Saale schon mehr als einmal debattiert wurde. Es war ein grosser, nicht entschuldbarer Fehler, dass man der Militärjustiz eine ganze Reihe von Aufgaben zugewiesen hat, die grundsätzlich mit ihr nichts zu tun hatten, deren Erledigung aber gerade dazu angetan war, die gesamte Institution der Militärjustiz in den Augen der Öffentlichkeit zu diskreditieren.

Wir müssen diesem Umstand, der auch von den Kommissionsreferenten scharf gerügt worden ist, besonders Rechnung tragen, denn die Beurteilung von Zuwiderhandlungen gegen Bundesratsverordnungen oder -erlasse, die haufenweise den Militärgerichten übertragen wurden, alle diese Aufgaben, die tatsächlich nicht in den Bereich der eigentlichen Militärjustiz gehörten, mussten naturnotwendig in

den weitesten Kreisen Missstimmung und Unwillen schaffen, und zwar nicht nur in den Kreisen der Sozialdemokratie. Die Offenheit verlangt hier zuzugestehen, dass diese Missstimmung und diese Kritik bis weit in die bürgerlichen Kreise hineingegangen sind.

Diese Verhältnisse haben dann in ihrem Zusammenhang den günstigen Boden für die Initiative geschaffen. Ich glaube auch, wenn man dem grossen äusseren Erfolg der Initiative gerecht wird, so ist doch von den Anhängern derselben einzuräumen, dass die Initiative nie diese grosse Anzahl von Zustimmungserklärungen von Schweizerbürgern erlangt hätte, wenn eben nicht infolge dieser Verhältnisse im Volke eine gewisse Missstimmung gegen die Institution als solche vorhanden gewesen wäre. Wir Gegner der Initiative anerkennen ebenso objektiv und gerecht, dass aus diesen Verhältnissen heraus die Ergreifung der Initiative durchaus begrifflich erschien, auch wenn sie inhaltlich nach unserer Auffassung durchaus verfehlt ist und ihren Zweck nicht erreicht.

Wir müssen auch weiterhin zugestehen, dass dem äusseren Erfolge der Initiative sich auch ein grosser innerer Erfolg angeschlossen hat und dass die Initiative insofern begrüssenswert ist und ihr ein gewisses Verdienst zukommt, als sie Anlass gab, Verbesserungen zu schaffen, von denen wir erwarten können, dass nun namentlich auch mit Rücksicht auf die veränderten Verhältnisse die Militärjustiz in unserem Lande so walte und schalte, wie wir das vom Standpunkt der Demokratisierung der Armee verlangen müssen.

Allein, auch wenn man das alles zugibt, so ist doch nicht ausser acht zu lassen, dass das Hauptziel der Initiative ein derartiges ist, dass wir von unserem bürgerlichen Standpunkt aus der Initiative nicht zustimmen können. Ich betrachte persönlich, und ich habe daraus nie ein Hehl gemacht, die Initiative als äusserst gefährlich, weil sie in erster Linie mit einem Schlagwort kämpft, weil an der Spitze des Initiativbegehrens der Satz steht, der im Grunde genommen ja gar nicht richtig ist, dass die Militärjustiz abgeschafft werde. Ich betrachte sie deswegen als gefährlich, weil hinter dem, was offen in der Initiative zutage tritt, noch ein anderes Ziel liegt, ein Ziel, das sich direkt gegen die Institution des Militärs richtet. Ich will hier nicht Veranlassung nehmen, mit der Sozialdemokratie in eine Polemik über die grundsätzliche Stellungnahme dieser Partei und der bürgerlichen Parteien zu der prinzipiellen Frage einzutreten. Ich verstehe es durchaus, wenn die Sozialdemokratie von ihrem Standpunkt aus, den sie ja zu wiederholten Malen, und zwar mit aller Offenheit und Entschiedenheit, an ihren Tagungen bekundet hat, gegen die Einrichtung als solche ankämpft. Wir aber stehen eben auf einem andern Standpunkt, und solange wir die Ueberzeugung haben — und die habe ich trotz den Voten der Herren Vorredner —, dass es bei dieser Initiative eigentlich um das Ganze geht, dass das Ziel viel weiter gesteckt ist, als aus dem Wortlaut der Initiative hervorgeht, haben wir auch das Recht und die Pflicht, eine Initiative, die uns wegen dieser Tendenz gefährlich erscheint, zu bekämpfen.

Nun möchte ich mich hier nicht näher auf eine materielle Kritik des Inhaltes der Initiative einlassen. Ich halte persönlich dafür, dass die Ueberweisung der Ausübung der militärischen Justiz an die bürgerlichen



Gerichte tatsächlich eine Schlechterstellung für diejenigen bedeutet, welche vor die Gerichte kommen, und zwar deswegen, weil uns immer noch die Möglichkeit fehlt, überall durch gleich bestellte Gerichte nach den gleichen Grundsätzen des prozessualen Verfahrens die betreffenden Aburteilungen vorzunehmen. Aber auf der andern Seite halte ich nun dafür, dass es unbedingt nötig ist, mit Rücksicht auf den von mir geschilderten Charakter der Initiative, dass wir unsere Postulate bezüglich gewisser Reformen kräftiger unterstreichen als bisher. Man hat ausgeführt, dass man ja nun durch die Revision des materiellen Strafrechtes in gewissem Sinne dem Begehren auch der Initianten und speziell ihrer Wortführer entgegenkommen wolle. Es ist nur zu bedauern, dass durch Verumständungen, an denen die Parlamente nicht schuld sind, es nicht möglich war, dieses Wort bereits einzulösen, und zwar dadurch, dass ein Rat an diese Revisionsarbeit des veralteten Militärstrafgesetzbuches gegangen wäre und dadurch nach aussen den festen Willen bekundet hätte, wirklich die Versprechungen, die man nach dieser Richtung gegeben hat und meines Erachtens mit Recht geben musste, einzulösen. Ich meine aber, es dürfe nicht nur sein Bewenden haben bei der Reform des veralteten Militärstrafgesetzbuches, sondern die Revision müsse noch ein anderes Ziel ins Auge fassen.

Ich möchte hier besonders betonen, dass man auch die Revision der Militärstrafgerichtsordnung unbedingt verlangen muss. Erst wenn auch das formelle Strafrecht nach modernen Gesichtspunkten eingerichtet wird, haben wir die Möglichkeit, dass in Zukunft derartige Klagen und Beschwerden, wie wir sie über die Militärgerichte gelegentlich gehört haben, nicht mehr möglich sind. Und weiter möchte ich mir erlauben, hier aus dieser Auffassung heraus nicht nur diese beiden Postulate besonders hervorzuheben, sondern noch einige weitere Revisionspunkte anzuführen.

Einmal die Beschränkung der Militärjustiz auf rein militärische Delikte. Das war ja ein grosser Vorzug des Gegenvorschlages, von dem ich glaube behaupten zu dürfen, dass er tatsächlich an wirklichen Reformen mehr gebracht hätte, als die Initiative bringen würde. Allein die Kommission hat sich veranlasst gesehen, diesen Gegenvorschlag fallen zu lassen. Ich begreife das vom demokratischen Standpunkt aus durchaus gut, denn ich habe die Ueberzeugung, wenn eine Initiative zustande gekommen ist und von einer derart grossen Anzahl von Bürgern unterstützt wird, dann sollten die Räte nicht durch Gegenvorschläge versuchen, den wirklichen Willen der Initianten auf eine andere Bahn zu leiten. Wir wollten nicht der Initiative entgegentreten, das war nicht unsere Tendenz, als der Gegenvorschlag in der Kommission eingebracht wurde, sondern wir wollten einen Versuch machen, ob es nicht gelinge, die widerstreitenden Interessen zu versöhnen, die Basis einer Verständigung zu finden, gerade um alles dasjenige zu beseitigen, was in der Initiative als Gegenstand der Beschwerden zum Ausdruck gekommen ist.

Dann möchte ich hier weiterhin auch von bürgerlicher Seite aus ein Postulat unterstreichen, das von sozialdemokratischer Seite in der Kommission aufgestellt worden ist. Ich meine nämlich, wir müssen für eine demokratischere Besetzung der Gerichte sorgen und wir müssen die Möglichkeit beseitigen, dass der Grossrichter ein Gericht aus seinem freien

Belieben und Ermessen zusammenstellen kann. Es sind uns in der Kommission nach dieser Richtung hin Beispiele genannt worden, die dieses Postulat nach meiner Auffassung vollständig rechtfertigen. Dabei wird man, wie ich glaube, mehr auf die grundsätzliche als auf die persönliche Seite Gewicht legen müssen. Es ist mir nicht ganz verständlich, wie Herr Kollege Huber von Rorschach sich darüber beschwert, dass man jüngst einen Berner als Grossrichter in Zürich habe [oktroyieren wollen, nachdem] er gestern doch sehr erfreut war über den Zuzug, den er in einer andern Frage gerade von bernischer Seite erhalten hat.

Weiter möchte ich die Abschaffung der Heimlichkeit des Verfahrens postulieren, selbstverständlich nur, soweit dadurch nicht Landesinteressen verletzt oder gefährdet werden. Ich möchte im Zusammenhang damit auch ein Postulat aufnehmen, das Herr Dr. Weisflog an einer Versammlung, die heute schon erwähnt worden ist, in Zürich gestellt hat. Das ist das Postulat nach Einsetzung von Berufsgerichten mit der Möglichkeit, dass Urteile der Divisions- und Territorialgerichte materiell überprüft werden können. Ich glaube, damit wäre im Interesse der Sicherheit, der Gerechtigkeit und der Objektivität des Prozessverfahrens und der Anwendung der Strafgesetze auch in materieller Beziehung sehr viel gewonnen.

Das sind diejenigen Gedanken, die mich veranlassen haben, nach den Ausführungen der beiden Vorredner das Wort zu ergreifen. Ich halte dafür, dass es Gesichtspunkte sind, die man sich wohl etwas näher besehen darf, Wünsche und Anregungen, von denen ich hoffe, dass sie in Erfüllung gehen und dass die massgebenden Instanzen alles vorkehren und sie so rasch als möglich in Wirksamkeit treten lassen. Ich bin überzeugt, dass, wenn ein Teil derjenigen Postulate, die nun heute auch von den Kommissionsreferenten und vom Sprechenden hier namhaft gemacht worden sind, bereits verwirklicht wäre, dann der Kampf gegen die Initiative, von der ich nach wie vor behaupte, sie verfehle ihren Zweck, uns leichter würde. Wir müssen aber nun den Kampf aufnehmen. Ich tue es meinerseits in der bestimmten Erwartung und Voraussetzung, dass diese Postulate durchgeführt werden.

**Enderli:** Es kann keinem Zweifel unterliegen, und der Erfolg der Initiative gibt darüber ja zur Genüge Auskunft, dass unsere Militärjustiz im Schweizervolk stark diskreditiert erscheint. Für diejenigen, die in den letzten Jahren, wie der Sprechende, Gelegenheit gehabt haben, oft vor Militärgericht zu erscheinen, liegen die Ursachen dieser Diskreditierung nicht weit ab und sind zum Teil sehr verständlich, selbst dann, wenn man gegenüber der Frage unseres Wehrwesens auf einem grundsätzlich anderen Standpunkt steht als diejenigen, aus deren Kreise die Initiative herausgewachsen ist, und wenn man, wie der Sprechende, in der Erfüllung seiner Militärpflicht während der Mobilisationszeit, ich darf wohl sagen, einige Jahre zur Verfügung stehen musste.

Das wesentlichste Moment, das zur schweren Diskreditierung unserer Militärjustiz beigetragen hat, liegt in unserem 70jährigen Militärstrafgesetzbuch. Es ist kaum ein Jurist zu finden, der die Strafnormen unseres Militärstrafgesetzbuches auf einen Tatbestand anzuwenden hatte, und wäre es auch der

einfachste gewesen, der nicht eigentlich mit innerem Abscheu aus seinem juristischen Empfinden heraus feststellen musste, welch veraltete und auch mit den primitivsten modernen Anschauungen einer Strafrechtsjustiz nicht mehr in Einklang zu bringende Normen unser Militärstrafrecht enthält. Ich will Ihnen nicht etwa eine Blütenlese daraus vorbringen. Es hat in unserem Lande Juristen gegeben, die es zwei volle Jahre lang über sich brachten, Urteile zu fällen, z. B. in Vermögensdelikten, die durch Wehrleute begangen worden waren, durch die, sobald der Betrag einige wenige Franken unserer neuen Währung überschritten hatte, mit absoluter Notwendigkeit, weil das Strafminimum das nun einmal verlangte, sechsmonatige Freiheitsstrafen verhängt werden mussten. Man greift sich an den Kopf und fragt sich, wie es überhaupt möglich war, dass, nicht von den Opfern, die die Strafe über sich ergehen lassen mussten, aber von denen, die sie ausfällen mussten auf Grund dieser alten Gesetzesbestimmung, volle zwei Jahre lang eine derartige Judikatur geübt werden konnte. Ich muss sagen, dass ich mich geschämt hätte, bei einem solchen Urteil als Militärrichter mitzuwirken. Ich weiss aus Fällen, wo ich selbst als Richter zugezogen wurde — das geschah nur einige Male, bis man gemerkt hatte, dass ich nicht in das « System » hineinpasse —, dass ich es zustande gebracht habe, mit Hilfe ganz gewissenhafter Richter lieber einen Rechtsbruch zu begehen und eine an sich strafbare Handlung mit einem Freispruch durchgehen zu lassen, als dass wir es auf ungenommen hätten, auf Grund dieser prähistorischen Strafbestimmungen einen Wehrmann zu verurteilen. Derartige Fälle waren nicht selten. Wenn Sie einen Justizoffizier, Grossrichter oder Auditor fragen, dann wird er Ihnen offen bekennen müssen, dass soundso viele Male eigentlich aus Scheu vor einer harten Strafe das Recht im Sinne eines freisprechenden Urteils habe gebeugt werden müssen.

Vorab ist also die schwere Diskreditierung unserer Militärjustiz auf dieses 70jährige Strafgesetzbuch zurückzuführen, dieses wahre Unikum eines Strafrechtes. Deshalb bin ich der Meinung, wenn irgend etwas getan werden muss, und zwar ohne irgendwelchen Verzug, sofern man nicht die Stimmung im Volk, die ohnehin schon in der massenhaften Unterzeichnung der Initiative zum Ausdruck gekommen ist, auf die Abstimmung hin noch fördern will, dann muss man diese Strafrechtsnormen mit den modernen Auffassungen über Bedeutung und Zweck der Strafe im Verhältnis zur kriminellen Handlung in Uebereinstimmung bringen.

Ich glaube aber auch, dass noch andere Momente mitgewirkt haben und bis auf den heutigen Tag noch wirken bei der Diskreditierung unserer Militärjustiz. Ich möchte dabei nicht einmal diejenigen Vorgänge heranziehen, die natürlich in den Kreisen, aus denen die Militärjustizinitiative geboren wurde, ganz besonders Staub aufgewirbelt haben. Wenn Herr Huber davon gesprochen hat, dass der omnipotente Bundesrat durch die von ihm eingesetzten Richter mit bezug auf eigene Beschlüsse und Verordnungen habe Strafen ausfällen lassen, so wissen wir, welche Tatbestände darunter gemeint sind. Ich habe selbst Gelegenheit gehabt, in solchen Fällen vor Militärgericht zu erscheinen. Ich meine aber, dass es etwas anderes ist, was unsere Militärjustiz bis auf den heutigen Tag und noch weiter Tag für Tag diskreditiert. Das ist das

Gefühl, das man in weitesten Kreisen unseres Volkes hat, dass die Herren von der Militärjustiz ihren Waffenrock nicht ausziehen wollen; dass man, trotzdem verschiedentlich, sogar aus Kreisen der Militärjustiz selbst, Begehren an den Herrn Obergericht gerichtet wurden, heute immer noch glaubt, unsere Militärgerichte mit den elendesten Bagatellsachen behelligen zu müssen, mit all jenen Fällen von unbefugter Grenzüberschreitung, mit jenen Schmuggelfällen, wo jemand ein paar Pfund Schokolade über die Grenze geschmuggelt hat. Da ist es nach der Auffassung des Herrn Obergerichtes und offenbar auch des zuständigen Departementes unseres Bundesrates notwendig, dass jeweilen ein Oberst, Oberstleutnant, Major oder Hauptmann, drei Unteroffiziere darüber zu Gericht sitzen, ob wegen solch einer unbefugten Grenzüberschreitung oder wegen Schmuggels von ein paar Schweizerstumpen oder von Schokolade die Befragten zu verurteilen seien. Wir haben in Zürich seit Jahr und Tag, obschon man längst demobilisiert hat, und wir alle, die wir an der Grenze gestanden haben, froh sind, dass wir überhaupt den Waffenrock « ein-kamphern » konnten, noch eine förmliche Kaste von Justizoffizieren, die glauben, sie seien einfach unentbehrlich; die jahraus, jahrein, Woche für Woche zwei bis drei Sitzungen abhalten, alles nur Sitzungen, in denen junge Leute vom Rafzerfeld oder aus dem Kanton Schaffhausen abgeurteilt werden, alte Frauen, die geglaubt hatten, auf verbotenen Wegen ein paar Mark verdienen zu können. Das sind die Sünder, die vor die gestrengen Herren unserer Militärgerichte gestellt werden, und mit der nötigen imposanten Pose führt das hohe Militärgericht vor diesen kleinen Sündern ein Theater auf. Glauben Sie, dass das dem Ansehen unserer Militärjustiz förderlich sei? Das Gegenteil ist der Fall. Abgesehen davon, dass die Herren in der Regel kein Verständnis haben für die Ausmessung der Strafe, sondern dass sie von vornherein annehmen, sobald irgend ein militärischer Befehl eines Grenzkommandanten übertreten sei, müsse a priori eine viel strengere Strafe ausgefällt werden, damit dem Schuldigen auch ja recht die Verletzung der Autorität und der Kommandogewalt vor Augen geführt werde, abgesehen davon wirkt der Umstand aufreizend, dass überhaupt Militärgerichte für alle diese Fälle immer noch beibehalten werden. Sie sind ein wesentlicher Faktor der Diskreditierung unserer Justiz. Darum bin ich der Meinung, dass diese Schmuggelprozesse vor Militärgerichten endlich einmal verschwinden sollten. Ich weiss, dass z. B. ein auch als Jurist angesehener Grossrichter, Herr Major Hafter, der verschiedentlich Vertreter des Herrn Obergerichtes hier war, durchaus der Meinung war und dieser Meinung längst unzweideutigen Ausdruck gegeben hat, dass man die Militärjustiz in allen diesen Grenzfällen ausschalten sollte.

Wenn Sie auf den Zeitpunkt der Abstimmung hin etwas tun wollen, um das Endresultat, welches sonst sicher vorauszusehen ist, eventuell noch zu ändern, dann sorgen Sie dafür, dass wirklich schon in den allernächsten Wochen alle diese Militärgerichtsprozesse verschwinden, sonst brauchen Sie über den Ausgang der Abstimmung nicht im Zweifel zu sein.

Ich glaube auch, und ich darf da die Ausführungen des Herrn Huber sowohl wie des Herrn Dr. Studer bestätigen, dass die Art, wie die Militärgerichte organisiert wurden, vielfach den Widerwillen gegen

unsere Militärjustiz gestärkt hat. Ich kann nur die Ausführungen beider Redner bestätigen, wenigstens — und das sei nun zur Schande unserer Zürcher Militärjustiz gesagt — soweit unser Territorialkreis in Frage kommt. Ich habe vielfach Gelegenheit gehabt, im Territorialkreis 6, in St. Gallen, vor Gericht zu erscheinen, und ich muss feststellen, dass dort durchweg und ohne Ausnahme der Gerichtshof zusammengesetzt war aus den ordnungsgemäss gewählten Militärrichtern; und wenn einmal einer dieser Richter, dieser Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten, die natürlich infolge der langjährigen Praxis eine grosse Erfahrung und eine Gleichmässigkeit in der Judikatur sich angeeignet hatten, fehlte, dann war immer ein ordentlicher Ersatzrichter zur Stelle. Demgegenüber muss ich feststellen, dass in Zürich bei all den vielen Dutzend Fällen, die ich zu plädieren hatte, ich glaube nicht ein einziges Mal ein ordentlicher Richter gesessen ist; man hatte immer das Gefühl, es seien Offiziere und Unteroffiziere im Gericht, die so im letzten Moment von der Strasse herbeigeht worden seien. Da hat man z. B. mit Vorliebe einen Bezirksanwalt aufgeboden, von dem man weiss, dass er im Strafmass an Strenge alles überbietet. Dann waren zwei Leute in der Kanzlei des Grossrichters, die hat man ebenfalls aufgeboden. Es ist tatsächlich so, dass bei der Besetzung des Zürcher Territorialgerichtes es nicht immer ordnungsgemäss zugeht, und darauf ist ein grosser Teil des Unwillens über die Handhabung der Justiz und insbesondere über die Organisation des Gerichtes mit bezug auf das Territorialgericht V zurückzuführen. Da muss der Bundesrat möglichst im Interesse der Sache dafür sorgen, dass Ordnung geschaffen werde.

Unglücklicherweise hatte man auch nicht immer eine glückliche Hand in der Ernennung der Richter, insbesondere für die Leitung der Gerichtshöfe. Ich glaube, es zeugt nicht gerade von Qualifikation, wenn wir Grossrichter haben, die ohne Ausnahme mit dem fix und fertig geschriebenen Urteil in die Verhandlung kommen und die in die grösste Verlegenheit geraten, sobald einmal durch Mehrheitsbeschluss des Gerichtes das vorbereitete Urteil umgekehrt wird, und dann muss man stundenlang warten, bis in mühsamer Arbeit man das Urteil umgeogelt und den Verhältnissen angepasst hat. So ist es. Fragen Sie die armen Gerichtsschreiber; sie werden Ihnen sagen, wie sie arbeiten müssen vor einem Gerichtstag, damit der Grossrichter das Urteil in seinen Motiven fix und fertig vorlegen könne. Dass natürlich diese Justiz, ich meine die Rechtsprechung, nicht gerade die zuverlässigste ist, wenn zum vornherein der Grossrichter, der schon wegen seines Grades einen gewissen besonderen Einfluss auf seine im Grade unterstellten Richter hat, mit dem fertigen Urteil die Beratung beherrscht, ist selbstverständlich, und um so unzuverlässiger wird die Rechtsprechung, wenn Leute in das Gericht gerufen werden, die noch nie als Richter gesessen sind, die alles andere eher sind als Juristen, und die dann aber schliesslich gegenüber der Allmacht und Allwissenheit des Herrn Grossrichters ja und amen sagen. Das ist keine Justiz mehr, das ist Willkür. Es ist eine Farce, was hier vorgeführt wird von dem Gericht.

Aehnlich geht es auch bei der Besetzung einer sehr wichtigen Stelle des Verfahrens, bei der Bestellung des amtlichen Verteidigers. Sehen Sie nur einmal die

Soldlisten nach, die geführt werden. Diese geben Ihnen die beste Auskunft. In Zürich sind es durchwegs die allerjüngsten Juristen, meist solche, die als Substituten in irgend einem Advokaturbureau tätig sind, Leutnants oder Oberleutnants, welche aufgeboden werden und von denen man voraussetzt, dass sie ohne grosse Gewissensbisse auf die Auffassung des Gerichtes eingehen. Andere Leute, von denen man die Erfahrung gemacht hat, dass sie mit einer gewissen Ernsthaftigkeit als amtliche Verteidiger auftreten, hat man kalt gestellt. Das hat Herr Dr. Weisflog, von dem hier schon gesprochen wurde, erfahren. Herr Dr. Weisflog ist ein sehr routinierter Anwalt, Hauptman im Grad, und auch in der Auffassung der Pflichten als amtlicher Verteidiger beseelt von wirklichem Pflichtbewusstsein. Der hat es erfahren mit mir zusammen an einem und demselben Tag, was es heisst, die Interessen der Angeklagten als amtlicher Verteidiger wahrzunehmen. Wir haben in den Kasematten von Andermatt eine ganze Anzahl von Urnersoldaten und Unteroffizieren zu verteidigen gehabt und wir haben uns erlaubt, in die Psyche des Falles hineinzuzünden und festgestellt, dass eigentlich schuld an der ganzen Gesinnung der Unteroffiziere und Soldaten, die zu den Verfehlungen geführt hatte, eine durchaus verfehlte Behandlung der Mannschaft durch einen Offizier war. Wir haben die Verteidigung so geführt, dass die Angeklagten ordentlich weggekommen sind und eigentlich der betreffende Offizier auf der Anklagebank gesessen hat. Dieser Ueberzeugung hat das Gericht im Urteil frank und frei Ausdruck gegeben. Die Folge war, dass Herr Dr. Weisflog und ich nicht mehr das Vergnügen hatten, während mehr als einem Jahr als amtliche Verteidiger aufgeboden zu werden. Der Zufall brachte es einmal mit sich, dass ich irrtümlicherweise aufgeboden wurde; nachher wurde mir ein kleines Billet geschickt, ich möchte mich auf der Kanzlei des Herrn Grossrichters einfinden; dort wurde mir gesagt, es sei unmöglich, dass ich die amtliche Verteidigung führen könne, es sei ein Irrtum, der Herr Grossrichter haben von Bern aus einen Wink bekommen, dass es vorläufig nicht angehe, dass ich als amtlicher Verteidiger auftrete. Sie mögen darüber den betreffenden Grossrichter selber fragen. Ich weiss nur, dass er nach Bern gegangen ist und gefragt wurde, wie es gekommen sei, dass ein so ganz « merkwürdiges » Urteil im Urnerprozess habe ausgefallen werden können.

Solche Fälle sind nicht vereinzelt; sie zeigen eine gewisse Mentalität in den Kreisen, von denen die Militärjustiz gehandhabt wird, dass der einfachste Denkende sie erkennen und sich sagen muss: das ist keine Justiz, mit einer derartigen Justiz müssen wir abfahren.

Das sind die Gründe, weshalb im Volk wirklich so viel Unwillen gegen die Militärjustiz besteht. Wenn ich trotzdem nicht dazu komme, die Ansicht der Initianten zu unterstützen und mit mir die Partei, die ich vertrete, so rührt es daher, dass wir eben grundsätzlich auf einem andern Standpunkt stehen als die Initianten, und ich persönlich auch Bedenken habe, dass man mit dem Kinde das Bad ausschütte. Denn die Initiative richtet sich im Grunde genommen wohl eher gegen unsere Wehrmacht und das Wehrwesen im allgemeinen.

Die Tendenz, Fachgerichte zu bestellen, bürgert sich immer mehr ein. Wir haben gewerbliche Schiedsgerichte für die Behandlung von Streitfällen, welche

die Arbeitsverhältnisse im Gewerbe betreffen; wir haben Handelsgerichte für die Beurteilung von Streitfällen aus dem Gebiete des Handels usw. Ich meine, es liegt im Interesse derjenigen, die als Angeschuldete eventuell in Betracht kommen, dass wir nicht schlechtweg dieses Fachgericht, das Militärgericht, aufheben. Ich möchte Ihnen nur eines zu bedenken geben. Es ist nichts Neues, aber etwas, wo ich nun mit der ganzen Kraft der Ueberzeugung, die ich schöpfe aus meiner vielfachen Erfahrung heraus, mir meine Ansicht gebildet habe. Ich möchte nicht irgendwie an Justizverhältnisse im einen oder andern Kanton antönen; aber wir wissen, dass namentlich in Strafsachen die Auffassung nicht in allen Kantonen dieselbe ist und dass sie auch nicht in allen Kantonen modern ist. Und da möchte ich es keinem Soldaten gönnen, dass er das Risiko läuft, weil er gerade im einen oder andern Kanton vielleicht auf dem Durchmarsch seiner Einheit sich eines Vergehens schuldig gemacht hat, in einem Verfahren abgeurteilt zu werden, das nie und nimmer an unser Militärstrafprozessverfahren heranreicht. Denn das muss gesagt werden, und es werden auch die Herren Kollegen Huber und Studer mir beipflichten, abgesehen von den Bestimmungen über die Organisation des Gerichtes gibt es kaum eine schönere Strafprozessordnung, kein unmittelbarer mündliches Verfahren als dasjenige im Militärprozess. Der Richter kommt her und weiss von allem noch nichts; alles, was irgendwie für die Beurteilung des Tatbestandes in Frage kommt, wird vor seinen Augen und in Gegenwart des Angeklagten vor Gericht aufgerollt; Angeklagte und Zeugen werden einvernommen, andere Beweise werden erhoben; es ist das Verfahren, das dem Schwurgerichtsverfahren verhältnismässig am nächsten kommt, also dem demokratischen Gerichtsverfahren, und ich möchte schon um der Vorzüge dieses Verfahrens willen nicht einem Angeklagten es antun, dass er unter die Herrschaft einer kantonalen Strafprozessordnung gestellt werde. Wenn wir alle gerügten Uebelstände beheben, wenn wir das materielle Recht den neuen Anschauungen anpassen und die Anwendung der Militärgerichtsbarkeit auf die Fälle beschränken, wo wirklich militärische Delikte in Frage kommen; wenn wir die Organisationsbestimmungen hinsichtlich der Besetzung der Gerichte abändern im Sinne der gefallenen Wünsche und Kritik, und wenn wir im übrigen dieses schöne Prozessverfahren ausbauen, dann ist all den Unglücklichen, die nun einmal ob ihrer Verfehlungen vor Militärgericht gestellt werden, ungleich mehr geholfen, als wenn wir auf ein kantonales Verfahren abstellen müssten. Deshalb empfehle ich die Ablehnung der Initiative.

**Bundesrat Scheurer:** Der Bundesrat stimmt dem Antrage der Kommissionmehrheit zu; er entspricht dem Antrage, den er selber von Anfang an gestellt hat. Ich möchte mit Rücksicht auf die Tatsache, dass wir nun zum drittenmal in diesem Rat über die gleiche Angelegenheit beraten, nicht auf die Frage, die uns beschäftigt, in allen Einzelheiten eintreten und beschränke mich auf einige allgemeine Bemerkungen.

Unser Militärstrafrecht im weiteren Sinne wird geordnet durch zwei Gesetze. Das eine ist das Militärstrafgesetz vom Jahr 1851, und das andere ist die Militärgerichtsordnung vom Jahr 1889. Das eine ist ein Gesetz, herausgewachsen aus den Anschauungen

einer verflornten Zeit, aus Verhältnissen, die uns heute ganz fremd vorkommen. Das andere Gesetz, die Militärprozessordnung, enthält ein modernes Gerichtsverfahren, und ich kann in dieser Richtung das, was von Herrn Nationalrat Enderli gesagt worden ist, nur bestätigen. Von all den vielen Strafgerichtsverfahren, die wir in der Schweiz besitzen ist das eidgenössische wohl eines der besten.

Was soll nun aufgehoben werden? Das moderne Gesetz, das ein Vorbild sein kann für die moderne Gesetzgebung oder das alte Gesetz vom Jahr 1851, das von der Gesetzgebung in den Kantonen schon weit überholt worden ist? Das moderne Gesetz soll aufgehoben werden, und das alte Gesetz soll bleiben. Ist das nun eine Lösung der Schwierigkeiten und der Uebelstände, welche bestehen und die auch dem Laien wunderbar vorkommen? Dasjenige, was sich bewährt hat, das heben wir auf, und diejenigen Vorschriften, die sozusagen in keinem einzigen Kanton mehr bestehen, die behalten wir respektvoll bei. Das veraltete Hauptgesetz, welches schon lange überholt ist, bleibt, und das moderne Ausführungs- und Anwendungsgesetz wird aufgehoben. Ich glaube, schon diese Erwägung allein zeigt, dass die Initianten mit ihrem Vorschlag auf dem falschen Wege sind. Auch wenn alle die Kritiken, die heute hier gefallen sind, und deren teilweise Berechtigung ich nicht in Abrede stellen möchte, richtig sein sollten, so müssen und dürfen sie nicht dazu führen, dass sie einen Zustand herbeiführen, wie es der Initiativvorschlag will.

Ich weiss wohl, dass in der Militärgerichtsbarkeit Fehler bestehen. Ich muss zwar sagen, dass eine Reihe der Einwendungen mir neu sind. Ich habe in früheren Jahren auch häufig Gelegenheit gehabt, als Verteidiger vor Militärgericht aufzutreten. Ich habe mir das Maul auch nicht verbinden lassen, aber ich habe nicht gesehen, dass meine Ernennung als amtlicher Verteidiger in Frage gestellt worden wäre, und ich würde es nicht als richtig erachten, wenn man dem amtlichen Verteidiger das Recht der Rede beschneiden wollte. Ich glaube, man tut das auch nicht, es würde dem Wesen der Verteidigung widersprechen. Ich weiss, dass die Militärgerichte im allgemeinen sich grosse Mühe gegeben haben, Recht und Gerechtigkeit anzuwenden. Ich kann dasjenige nur bestätigen, was der Herr Präsident der Kommission, Herr Maunoir, der selber ja vielleicht der Sachverständigste unter uns ist, gesagt hat. Jedenfalls sind die Urteile der Militärgerichte, die in wenigen Wochen meiner Tätigkeit mir durch die Hand gegangen sind, mir so erschienen, dass mit viel Milde und Rücksichtnahme in den einzelnen Fällen gearbeitet wird. Der Bundesrat und das Departement haben keine Veranlassung, den Militärgerichten irgendwelche Vorschriften zu machen.

Wenn wir uns vorstellen, in welchen Zustand wir kommen, wenn die Initiative angenommen wird, so müssen wir sagen, dass dieser Zustand ein derartiger ist, dass wir ihn nicht verantworten könnten. Nehmen Sie eine Truppe, die sich in Bewegung befindet, in irgend einem Manöver; sie wird am gleichen Tage mehrere Gerichtsbezirke des gleichen Kantons berühren, vielleicht auch mehrere Kantonsgebiete durchziehen, und es ist nur eine Frage des Zufalls, welches Bezirksgericht des Kantons oder welches kantonale Gericht für die Beurteilung des Tatbestandes zuständig ist. Nun können Sie das beste Gesetz haben; aber die Anwendung des Gesetzes hängt ab von dem

Gerichte oder von dem Verfahren, welches das Gericht beobachten muss, und dieses Gericht und dieses Verfahren wird von Kanton zu Kanton anders.

Oder nehmen Sie den Fall, den wir im Laufe der Mobilisation wiederholt hatten. Nehmen Sie die Fortifikation Mont Vully. Dort stossen drei Kantone zusammen: Freiburg, Waadt und Bern. Je nach dem Zufalle des Ortes wird das gleiche Delikt beurteilt, entweder von dem deutschsprechenden Richter des Kantons Bern oder dem deutschsprechenden Richter von Freiburg oder dem französisch sprechenden Richter des Kantons Waadt. Oder nehmen Sie den Fall, welcher ebenfalls vorgekommen ist, in der Befestigung am Jolimont. Nehmen Sie das gleiche Bataillon. Eine Kompagnie ist in Neuenstadt, eine andere Kompagnie in Landeron und die dritte Kompagnie ist in Erlach untergebracht. Das Bataillon arbeitet zusammen, es geht über die Kantonsgrenzen hinweg, und es ist daher nur eine Frage des Zufalls, ob der Mann, welcher sich ein Delikt zuschulden kommen liess, von dem französischsprechenden Gericht in Neuenstadt oder von dem deutschsprechenden Richter in Erlach oder von dem französischsprechenden Richter des Kantons Neuenburg zu beurteilen ist, im bernischen oder neuenburgischen Verfahren. Jeder Fachmann weiss, dass für die Beurteilung nicht nur das Gesetz von entscheidendem Einfluss ist, sondern auch das Verfahren.

Die Initiative ist getauft worden als Volksbegehren um die Aufhebung der Militärjustiz. Es handelt sich nicht um die Aufhebung der Militärjustiz, sondern in Tat und Wahrheit um die Aufhebung der Rechtspflege im Militärwesen überhaupt. Wenn Sie die Verhältnisse berücksichtigen, dann werden Sie zu dem Schlusse kommen, dass von einer richtigen Rechtspflege im Militärwesen überhaupt nicht mehr die Rede sein kann, und zwar zum Schaden nicht nur der Allgemeinheit, sondern auch zum Schaden des einzelnen Mannes, der je nach dem Zufalle in dieser oder jener Sprache, je nach dem Zufalle von diesem oder jenem Richter in diesem oder jenem Verfahren abgeurteilt wird. Das sind die Gründe, die den Bundesrat bewegen haben und ihn heute noch veranlassen, den Antrag zu stellen, dass die Initiative mit dem Antrage auf Verwerfung dem Volke zu unterbreiten sei.

#### Abstimmung. — *Votation.*

Für den Antrag der Kommissionsmehrheit	75 Stimmen
Für den Antrag der Kommissionsminderheit	30 Stimmen

**Klöti:** Ich möchte im Anschluss an die Abstimmung noch einen Wunsch an den Bundesrat äussern, und der geht dahin, dass man nicht wieder bei der Abstimmung mit dem Stimmzettel gegen die Initiative Propaganda mache, wie das bei der Abstimmung über die Proporzinitiative zum erstenmal, in Widerspruch zu Gesetz und Verfassung, geschehen ist. Nach dem Gesetze kann die Bundesversammlung zu dem Initiativbegehren nehmen. Sie kann dasselbe den Stimmberechtigten zur Annahme empfehlen; sie kann umgekehrt auch die Ablehnung empfehlen, und sie kann sogar einen Gegenantrag machen. Nach dem Gesetze wird der Text einer Initiative jedem Bürger gedruckt zugestellt mit der gleichzei-

tigen Mitteilung des evt. Beschlusses der Bundesversammlung, durch welchen sie den Stimmberechtigten die Verwerfung der Initiative beantragt. Das ist die Einwirkung der Bundesversammlung auf den Initiativvorschlag, und es ist im Widerspruch mit der Verfassung, wenn der Bundesrat auf einmal noch auf dem Stimmzettel eine Anmerkung anbringt, dass die Bundesversammlung die Initiative zur Verwerfung empfehle. Der Stimmzettel ist nach Sinn und Geist der Gesetzgebung unbedingt nur dazu da, dem Stimmberechtigten die Frage vorzulegen, die er mit Ja oder Nein zu beantworten hat. Aller weitere Einfluss soll durch die Versammlungen und die Presse gemacht werden. Wir hoffen, dass der Bundesrat diese neue Praxis wieder ändere. Wir hoffen nicht, dass er auf dem begangenen Unrecht auch weiterhin verharre. Es sind das rein verfassungsrechtliche und gesetzmässige Erwägungen. Sie sind nicht politischer Natur. Es könnten ganz gut auch andere Initiativen kommen, gerade jetzt liegt eine solche beim Bundesrat, wo es auch unserer Partei angenehm sein könnte, wenn dieselbe zur Ablehnung empfohlen würde auf dem Stimmzettel, aber es erfordert die Reinlichkeit, dass man den Stimmzettel nicht benütze zur Propaganda für oder gegen die Initiative.

**M. le Président:** C'est une recommandation que nous faisons au Conseil fédéral.

An den Ständerat.  
(Au Conseil des Etats.)

#### Sitzung vom 12. Februar 1920, nachmittags 5 Uhr.

*Séance du 12 février 1920, à 5 heures  
de relevée.*

Vorsitz: } M. Garbani-Nerini,  
Présidence: } vice-président.

#### 1163. Voranschlag des Bundes für 1920. Budget de la Confédération pour 1920.

Fortsetzung. — *Suite.*

(Siehe die Verhandlungen des Nationalrates 1919, Seite 1060 ff.)  
(Voir les débats du Conseil national, 1919, page 1060 et suiv.)

**M. le Président:** Le budget du département des postes a été liquidé dans la session de décembre. Toutefois, il reste à discuter le postulat Seiler (Valais). Je donne la parole à M. Seiler pour le développement de son postulat.

**Seiler (Zermatt):** Wenn Sie den Kostenvoranschlag der Postverwaltung für das Jahr 1920 prüfen, werden Sie bemerken, dass ganz bedeutende Kredite für den Ausbau des Kraftwagen-Postbetriebes verlangt werden und dass es sich lohnt, uns bei diesen

**Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme zum Volksbegehren).**

**Suppression de la justice militaire(Prévais sur l'initiative populaire).**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1920
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	987
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.02.1920 - 08:15
Date	
Data	
Seite	139-155
Page	
Pagina	
Ref. No	20 028 895

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

nommen haben, der in der Vorlage des Bundesrates und dem Beschlusse des Nationalrates enthalten ist. In diesen Kantonen wird eine solche Prüfung nicht stattfinden müssen, es sei denn, dass die Initiative dazu ergriffen würde. In den andern Kantonen wird man sich eben der Stimmung der Mehrheit des Volkes anpassen müssen und also darauf abstellen, ob die Mehrheit des Volkes will, dass bei verschuldetem Konkurs eine Einstellung stattfinden solle. Wenn gesagt wird, es werden ganz wenige Kantone von dem Gesetzgebungsrecht, das ich ihnen einräumen will, Gebrauch machen, so ist den Herren, die zum Mehrheitsantrag stehen, auch geholfen. Da wird doch im weitaus grössten Gebiet der Schweiz die Vorlage des Bundesrates gelten. Aber ich erachte, dass, nachdem in der Verfassung die Bestimmung aufgestellt ist, dass die Schranken bestimmt werden, innert deren die Kantone auf diesem Gebiet legiferieren können, man doch diese Bestimmung dadurch achten solle, dass man den Kantonen die beschränkten Kompetenzen überlässt, welche sie nach Antrag der Kommissionsminderheit haben. Ich empfehle Ihnen neuerdings den Antrag der Kommissionsminderheit. Ich habe vor dem Referendum keine grosse Furcht, weil gerade diejenigen, die für die Schlussnahme des Bundesrates eintreten wollen, kaum zu befürchten haben, dass auf ihrem Gebiete in der Gesetzgebung der Kantone eine Abänderung eintrete.

#### Abstimmung. — Votation.

Für den Antrag der Kommissionsmehrheit	13 Stimmen
Für den Antrag der Kommissionsminderheit	22 Stimmen

An den Nationalrat.  
(Au Conseil national.)

### 987. Aufhebung der Militärjustiz. Suppression de la justice militaire.

Scherrer (Basel), Berichterstatter der Kommission: Unter dem 8. August 1916 ist von der Geschäftsleitung der sozialdemokratischen Partei bei der schweizerischen Bundeskanzlei ein Volksbegehren eingereicht worden, welches die Abschaffung der Militärjustiz bezweckt und welches folgenden Wortlaut hat:

«In die Bundesverfassung wird folgender Artikel als Artikel 58 bis aufgenommen:

Die Militärjustiz ist aufgehoben. Vergehen gegen das Militärstrafgesetz werden von den bürgerlichen Gerichtsbehörden desjenigen Kantons, in welchem sie begangen worden sind, untersucht und beurteilt.

Das Verfahren richtet sich nach den kantonalen Prozessordnungen.

Gegen die Endurteile der kantonalen Gerichte ist die Kassationsbeschwerde beim Bundesgericht zulässig.

Der Arrest als militärische Disziplin- oder Ordnungsstrafe darf zehn Tage nicht überschreiten. Die Strafen dürfen nicht durch Schmälern der Kost oder durch Verhängung von Dunkelarrest verschärft werden.

Das Beschwerdegericht gegen Disziplinarstrafen ist gewährleistet; es dürfen wegen Ausübung dieses Rechtes keinerlei Strafen verhängt werden.»

Das Initiativbegehren trägt 120,896 Unterschriften und davon waren 118,996 als gültig befunden worden. Durch Schlussnahme der schweizerischen Räte vom 28. und 29. März 1917 hat die Bundesversammlung festgestellt, dass das Initiativbegehren zustande gekommen sei und gleichzeitig den Bundesrat eingeladen, Bericht und Antrag über die materielle Seite der Fragen einzubringen.

Wir stehen also vor einem Partialrevisionsbegehren in der Form einer formulierten Initiative. Nach Art. 8 und 10 des Gesetzes über das Verfahren bei Volksbegehren und Abstimmungen haben die eidgenössischen Räte spätestens binnen Jahresfrist darüber Beschluss zu fassen, ob sie dem Initiativentwurf, so wie derselbe lautet, zustimmen oder nicht. Die Bundesversammlung kann auch einen Verwerfungsantrag stellen oder einen von ihr selbst ausgearbeiteten, dieselbe Verfassungsmaterie beschlagenden Revisionsentwurf ebenfalls der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreiten.

Nach der formellen Vorschrift des Gesetzes hätte der Beschluss der Bundesversammlung innert Jahresfrist seit der Feststellung des Zustandekommens des Initiativbegehrens, d. h. bis Ende März 1918, getroffen werden sollen. Die Bundesversammlung war aber hierzu ausserstande, da die Berichterstattung des Bundesrates, die Übungsgemäss einzuholen ist, erst am 11. Dezember 1918 an uns gelangt ist. Eine frühere Behandlung der Initiative war für uns schlechterdings unmöglich; und wenn der Bundesrat seinen Bericht seinerseits nicht früher abgegeben hat, so mochte er ebenfalls gute Gründe dafür haben. Er spricht sich zwar in seinem Bericht über diese Verzögerung nicht aus, allein es ist feststehend, dass die Berichterstattung im engen Zusammenhang mit der Revision des Militärstrafgesetzes steht und diese grosse Arbeit, obwohl sie bereits im Mai 1916 in Angriff genommen worden ist, erst Ende 1918 zum Abschluss gelangt ist.

Der Bundesrat beantragt nun, das Initiativbegehren abzulehnen und mit dem Antrage auf Verwerfung der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten, ohne Gegenentwurf.

Wie Sie gehört haben, enthält das Volksbegehren zwei verschiedene Postulate, die innerlich nicht in einem notwendigen oder auch nur in einem engern Zusammenhang stehen. Es verlangt in erster Linie die Aufhebung der Militärjustiz, was identisch ist mit der Abschaffung der Militärgerichte und der Militärstrafprozessordnung, und die Uebertragung der militärischen Gerichtsbarkeit an die ordentlichen bürgerlichen Gerichte, und zwar derjenigen Kantone, wo die zu verfolgenden Vergehen begangen worden sind. Das Strafgesetz selbst will also beibehalten werden.

In zweiter Linie verlangt die Initiative verfassungsgemässe Garantien in bezug auf das Disziplinarstrafwesen im Sinne einer zeitlichen Einschränkung der Arreststrafen, des Verbots der Straf-

verschärfung durch Schmälerung der Kost oder durch Verhängung von Dunkelarrest, und die Gewährleistung des Beschwerderechtes.

Zur Zeit, wo dieses Initiativbegehren formuliert und lanciert worden ist, waren die Soldatenräte noch eine unbekannte Institution, sonst würde wohl auch der Soldatenrat Aufnahme gefunden haben, in der Meinung vielleicht, dass die Disziplinarbefugnisse nur von den Soldatenräten ausgeübt werden dürfen, oder nur mit deren Zustimmung oder Mitwirkung.

Da die beiden Postulate unabhängig voneinander sind, mag es angezeigt sein, sie getrennt zu behandeln. Immerhin mögen zunächst einige allgemeine Bemerkungen, die sich auf das ganze Volksbegehren beziehen, vorausgeschickt werden.

Vor allen Dingen dürfen wir uns der Einsicht nicht verschliessen, dass durch dieses Initiativbegehren eine grosse Volkskreise durchdringende Unzufriedenheit über das hohe und niedere Militärjustizwesen zum Ausdruck gekommen ist. Das zeigt die grosse Zahl von Unterschriften, die das Initiativbegehren auf sich vereinigt hat, und ich denke, wir dürfen uns dieser Erscheinung gegenüber nicht einfach damit abfinden, dass das Initiativbegehren nur von der Seite eingereicht worden sei, welche die Abschaffung der Landesverteidigung und der Armee überhaupt auf ihre Fahne geschrieben hat, und zwar das zu einer Zeit, wo der grösste Weltkrieg die Grenze unseres Landes umtobte und der militärische Schutz der Landesgrenze als selbstverständliche und notwendige Massregel allgemein empfunden worden ist und empfunden werden musste. Zwar darf gewiss anerkannt werden, dass unter den Initianten sich viele befinden mögen, denen es nicht darum zu tun ist, Verbesserungen im Militärwesen zu erzielen, sondern denen es mehr darum zu tun ist, der Armee durch die Untergrabung der Disziplin zu schaden und diese Institution an einer ganz empfindlichen Stelle zu treffen. Allein auf diesem extremen und, wie man sagen kann, bolschewistischen Standpunkt dürfte die grosse Mehrheit der Initianten und auch die grosse Mehrheit der sozialdemokratischen Partei doch nicht stehen, und darin wollen wir uns weder durch Beschlüsse von Kongressen, Parteivorständen, Delegiertenversammlungen, noch durch Reden und Zeitungsartikel einzelner Führer und Agitatoren täuschen lassen. Die neusten Wahlen in Deutschland haben ja wieder gezeigt, dass die grossen Volksmassen trotz aller Vorgänge, die auf eine andere Gesinnungs- und Denkungsart schliessen lassen könnten, eben doch den Sinn für Ordnung und Recht absolut nicht verloren haben und dass die bolschewistische Richtung bei weitem nicht die Bedeutung hat, auf die man nach dem Lärm, den sie zu machen versteht, zu schliessen versucht sein könnte; und bei uns, in einem alten demokratischen Gemeinwesen, wird es erst recht nicht anders sein. Es wäre daher nach meiner Ansicht verfehlt, wenn man die grosse Zahl der Unterschriften einfach auf eine vaterlandsfeindliche oder antimilitärische Gesinnung der Initianten zurückführen wollte. Wir haben vielmehr allen Grund, diejenigen Massnahmen zu treffen, die geeignet sind, die Gründe zu beseitigen, die dieser offenbaren und stark verbreiteten Unzufriedenheit zugrunde liegen.

Der erste Hauptgrund der Unzufriedenheit ist zweifellos zu suchen in den ganz drakonischen Strafen, die von unsern Militärgerichten in den letzten Jahren, d. h. seit Beginn des aktiven Dienstes, in sehr zahlreichen Fällen ausgesprochen worden sind und, wie wir sehen werden, auf Grund des Gesetzes auch ausgesprochen werden mussten. Bekanntlich stehen unsere Wehrmänner für alle Vergehen, die sie im Dienste begehen, unter dem Militärstrafgesetze. Das gilt nicht nur für rein militärische Delikte, wie Insubordination, Dienstverletzung, Aufruhr, Meuterei, Ausreissen usw., das gilt auch nicht nur für Verbrechen, die gegen die Sicherheit des Landes und des Heeres und gegen die verfassungsmässige Ordnung gerichtet sind, sondern auch für die sog. gemeinen Vergehen und Verbrechen, wie Diebstahl, Unterschlagung, Betrug, Körperverletzung, Totschlag usw. Das Militärstrafgesetzbuch stammt aus dem Jahre 1851, es ist somit heute 67 Jahre alt, und für ein Strafrecht ist das gewiss ein mehr als ehrwürdiges Alter, wenn man bedenkt, welche grossen Wandelungen in den Anschauungen und in der Denkweise gerade auf dem Gebiete der Strafjustiz seit der Mitte des vergangenen Jahrhunderts sich vollzogen haben. Allein dieses Militärstrafgesetz ist nicht nur heute ein altes Gesetz, sondern es war auch zur Zeit, als es erlassen wurde, kein modernes Gesetz. Es basiert auf dem alten Kriegsrecht der Söldnerheere, die ständig im Kampf und Krieg gelebt haben und für die angesichts der damals herrschenden Sitten, Gebräuche und Anschauungen besonders scharfe und strenge Bestimmungen für die Aufrechterhaltung von Zucht und Ordnung nötig sein mochten. Auf die Verhältnisse des Friedensdienstes nimmt das Militärstrafrecht gar keine Rücksicht. Die Strafen, die für einzelne Delikte in diesem Militärstrafgesetz angedroht sind, sind ausserordentlich hoch und hart, und sie gehen weit über die Strafmasse hinaus, wie sie in den bürgerlichen Strafgesetzen festgesetzt sind. Für viele Delikte sind sehr hohe Strafminima festgesetzt; so z. B. für den sog. ausgezeichneten Diebstahl beträgt das Strafminimum, wenn der Wert der gestohlenen Sache nicht mehr als Fr. 40 beträgt, 6 Monate Gefängnis, und dabei ist zu bemerken, dass der Tatbestand des ausgezeichneten Diebstahls nicht nur dann vorhanden ist, wenn der Betreffende mit Gewalt vorgegangen ist, also durch Einsteigen, Erbrechen von Türen und Behältnissen u. dgl., durch Anwendung von falschen Schlüsseln, sondern der qualifizierte Diebstahl liegt nach dem Militärstrafgesetze schon dann vor, wenn ein Soldat in seinem Quartier seinen Dienstkameraden oder den Quartierherrn oder den Vorgesetzten bestiehlt, und wenn es auch auf die einfachste Art wäre; also für Fälle, wo nach der bürgerlichen Praxis einige Tage Gefängnis ausgesprochen würden, muss der Militärrichter, gestützt auf das Gesetz, auf eine Minimalstrafe von 6 Monaten erkennen.

Dass die Aufrechterhaltung der militärischen Zucht und Ordnung, auf der das ganze Militärwesen beruht und beruhen muss, die Anwendung schärferer Strafen bedingt, als sie im bürgerlichen Leben notwendig sind, das ist selbstverständlich. Allein alles hat seine Grenzen; Vergehen und Strafen müssen in bezug auf ihre Wirkungen und Folgen in einem richtigen Verhältnis zueinander stehen. Die Strafe



soll nicht schärfer sein, als es durch die öffentlichen Interessen im allgemeinen oder die militärischen Interessen im besondern, deren Verletzung in Frage steht, bedingt wird. Eine Minimalstrafe von 6 Monaten für geringfügige Eigentumsdelikte geht aber nach heutigen Anschauungen über das zulässige Mass hinaus. Angesichts dieser Verhältnisse ist es klar, dass eben die militärischen Gerichte, wenn sie in den Fall kommen, Delikte von Militärpersonen oder Zivilpersonen beurteilen zu müssen, verpflichtet sind, das Minimum anzuwenden, und deshalb Strafen aussprechen müssen, die ihre Gefühle und Anschauungen verletzen. Der Fehler liegt aber nicht bei den Militärgerichten, wie die Initianten irrtümlich vorauszusetzen scheinen, sondern in dem Gesetze, das die Initianten merkwürdigerweise beibehalten wollen und dessen Aenderung sie nicht einmal verlangen. Ueber diese Punkte werde ich später sprechen. Ich wollte nur konstatieren, dass die Militärgerichte ganz unverständlich harte Urteile fällen müssen, weil sie gar nicht anders können, und worin der Grund für die strengere Praxis der Militärgerichte liegt.

Vor dem Ausbruche des Weltkrieges hat sich die grosse Oeffentlichkeit über die militärische Judikatur nicht besonders aufgeregt, hauptsächlich aus zwei Gründen: Einmal war die Zahl der Delikte, die in Friedensschulen und -kursen begangen worden sind, relativ gering, und die Militärgerichte kamen selten in den Fall, in Funktion treten zu müssen.

Sodann wurde durch ein Bundesgesetz vom 23. Juni 1904 für im Instruktionsdienste begangene Vergehen, namentlich für Eigentumsdelikte, wesentlich mildere Strafbestimmungen eingeführt, so dass die Militärgerichte hinsichtlich der meisten Delikte die ganze Strenge des Militärstrafgesetzes nicht in Anwendung bringen mussten. In diesen beiden Momenten liegt die Erklärung dafür, dass die Oeffentlichkeit sich weder über die Tätigkeit der Militärgerichte, noch über den strengen militärischen Strafkodex aufgeregt hat. Das ist mit einem Schlag anders geworden mit dem Kriegsausbruche und mit dem damit beginnenden langjährigen Aktivdienst. Das Bundesgesetz vom 23. Juni 1904 mit seinen Straferleichterungen für im Instruktionsdienste begangene Vergehen trat auf einmal ausser Wirksamkeit, und für die Vergehen traten die strengeren Bestimmungen des 51er Militärstrafgesetzes in Kraft. Bei dem sehr langen Dienste und dem starken Truppenaufgebot kam es natürlich immer häufiger vor, dass der eine oder andere Soldat, der sonst ein durchaus unbescholtener, braver Bürger war, und der unter normalen Verhältnissen wohl nie mit dem Straferichte Bekanntschaft gemacht hätte, wegen gewisser Vergehen gegen das Militärstrafgesetz vor das Militärstrafgericht gestellt wurde. Abgesehen von den Eigentumsdelikten, die die Regel bilden, waren es namentlich Vergehen wegen Dienstverletzungen, die sehr häufig zur Strafverfolgung führten und wo dann Strafen ausgefällt wurden, welche in der Regel in keinem Verhältnis zu den Vergehen gestanden haben. Eine schlafende Schildwache z. B. muss mit Gefängnis bis auf ein Jahr bestraft werden. Eine Schildwache, die ihren Posten verlässt, sei es auch nur vielleicht um die Notdurft zu verrichten, erhält mindestens einen Monat Gefängnis. So will es das Gesetz, das kann

der Richter nicht ändern, und dass angesichts solcher Bestimmungen viele und harte Strafen bei sonst ganz gut beleumdeten Leuten ausgefällt werden mussten, liegt auf der Hand. Das hat viel böses Blut gemacht. Angehörige, Verwandte und Bekannte solcher Delinquenten konnten es nicht begreifen, dass solche Strafen ausgesprochen werden. Dazu kam noch der weitere Umstand, der geeignet war, in weiteren Kreisen des Volkes Unzufriedenheit zu schaffen, dass mit einem Schlag der Kreis der militärischen Gerichtsbarkeit auf unbegrenzte Kreise der bürgerlichen Bevölkerung ausgedehnt worden ist. Art. 8 der Militärstrafprozessordnung bestimmt nämlich, dass in Kriegszeiten alle Personen, auch Zivilpersonen, die sich strafbarer Handlungen an Personen, die zur Armee gehören, oder an Sachen, die der Armee dienen, schuldig machen, dem Militärstrafgesetz und der Militärstrafgerichtsbarkeit unterworfen seien. Durch die bundesrätliche Verordnung vom 6. August 1914 wurde diese Bestimmung auch auf die Dauer des Aktivdienstes als anwendbar erklärt und gleichzeitig wurde bestimmt, dass dem Militärgericht überwiesen werden sollen alle Zuwiderhandlungen gegen die vom Bundesrat, vom Militärdepartement, vom Armeekommando, vom Territorialkommando und anderen zuständigen militärischen Instanzen erlassenen Befehle zum Schutz der militärischen Interessen und zur Wahrung der Neutralität. Nun ist Ihnen bekannt, dass diese sogenannten Kriegsverordnungen zum angeblichen Schutze des Landes und zur Wahrung der Neutralität im Laufe der Jahre einen geradezu unheimlichen Umfang angenommen haben und ebenso die daran geknüpften Strafbestimmungen. Es ist Ihnen ferner bekannt, dass diese sogenannten Kriegsverordnungen vielfach Bestimmungen enthalten, mit denen man relativ sehr leicht in Konflikt geraten kann, aus dem einfachen Grunde, weil man sie gar nicht kennt oder weil man gar keine Ahnung haben kann, dass eine Handlung, die man unter Umständen begeht, eine Verletzung militärischer Interessen oder der Sicherheit des Landes in sich schliessen soll. Ich erinnere hier namentlich an die Verordnung betreffend die Brotversorgung und die Strafbestimmungen, die für die Verletzung der Bestimmungen dieser Verordnung angedroht sind. So ist eine grosse Zahl von Zivilpersonen infolgedessen vor die Militärgerichte gestellt und in schärfster Weise bestraft worden, und auch das hat zweifellos in grossen Teilen des Volkes eine starke Unzufriedenheit ausgelöst. Mit der Zeit wurde nun allerdings die Unhaltbarkeit der Verhältnisse massgebenden Ortes eingesehen, und man hat noch während der Dauer des Aktivdienstes Remedur geschaffen, soviel man nur konnte. Man hat eingesehen, dass wir denn doch trotz dem Aktivdienste in Frieden leben und daher ohne erhebliche Gefahr die Kriegsjustiz zugunsten der bürgerlichen Justiz einschränken dürfen. Man hat ferner eingesehen, dass auch für Militärpersonen trotz dem Aktivdienste ähnliche Milderungen geschaffen werden können, wie sie für den Instruktionsdienst geschaffen worden sind, ohne dass dabei die militärischen Interessen besonders gefährdet würden.

Durch verschiedene Verordnungen, die in den Jahren 1915 und 1916 erlassen worden sind, sind dann die Zivilpersonen so viel wie möglich wieder

der bürgerlichen Justiz unterstellt worden. So zunächst die Beamten, Angestellten und Arbeiter der öffentlichen Verkehrsanstalten, der Militärverwaltung und der eidgenössischen Militärwerkstätten hinsichtlich derjenigen Vergehen, die nicht eigentlich dienstlicher Natur waren. Auch die Verletzung der Bestimmungen über die Getreide- und Brotversorgung, über die Ausfuhrverbote und andere kriegswirtschaftliche Massnahmen, die Vergehen wegen unerlaubten Nachrichtendienstes wurden den bürgerlichen Gerichten überlassen. Die Milderungen des Gesetzes vom Jahre 1904 wurden auch für den Aktivdienst anwendbar erklärt und auch auf einzelne Dienstvergehen ausgedehnt, so namentlich auch auf das Vergehen des Schlafens auf der Wache. Auch wurde die bedingte Begnadigung eingeführt und die Möglichkeit des militärischen Strafvollzuges. Allein die Unzufriedenheit und die Empörung war nun einmal da, und sie machte sich in dem Initiativbegehren betreffend Abschaffung der Militärjustiz Luft, und zwar um so mehr, als zu jener Zeit eine starke Bewegung im Lande sowohl gegen die politische, wie gegen die militärische Leitung und gegen das Militärwesen überhaupt einsetzte.

Eine starke Unzufriedenheit bestand auch, namentlich in den Kreisen der Wehrmänner, gegenüber dem Disziplinarstrafwesen, d. h. gegenüber dem Arrestwesen, den Arreststrafen, wie sie von den militärischen Vorgesetzten ausgesprochen worden sind. Und es darf auch hier gesagt werden, dass dieses Gebiet der Strafjustiz, diese niedere Strafjustiz, wenn man sie so heissen will, nichts weniger als einwandfrei gewesen ist und einwandfrei ist, sowohl was die gesetzliche und reglementarische Regelung wie auch die praktische Ausführung anbelangt. Was die gesetzliche und reglementarische Regelung des Disziplinarwesens anbelangt, so fehlen bisher namentlich bestimmte und deutliche Vorschriften über das Verfahren. Der disziplinarisch Bestrafte hatte keine Garantie dafür, dass auch nur der Tatbestand seiner Verfehlungen genau festgestellt werden musste. Er hatte keine Gewähr dafür, dass er rechtliches Gehör fand und sich verteidigen konnte. Auch sein Beschwerderecht war zweifelhafter Natur; er musste riskieren, dass, wenn er sich wegen einer Bestrafung beschwerte, er nur noch schärfer bestraft wurde, indem schon allein die Tatsache, dass er sich beschwerte, vielfach als Disziplinarfehler aufgefasst wurde. Zahl und Umfang der Arreststrafen hingen daher mehr von der Mentalität, vom Charakter, vom Temperament des strafenden Offiziers ab als von der Natur und Schwere des zu bestrafenden Ordnungsfehlers.

Im Laufe eines längeren Aktivdienstes habe ich einmal Veranlassung genommen, die Strafkontrollen von drei Bataillonen eines Regimentes mir vorlegen zu lassen, und ich habe dabei festgestellt, wie sehr verschieden in bezug auf Arreststrafen verfahren worden ist. Ich habe festgestellt, dass in einem Bataillon desselben Regimentes rund 250 Arresttage verfügt worden sind, im andern 500 Tage und im dritten 1000 Tage, und dabei handelte es sich um eine Mannschaft, die absolut homogen war, die so naiv und gutmütig war, als nur denkbar ist. Diese Verschiedenheit in den Arreststrafen zeigt also eklatant, wie individuell ver-

schieden diese Disziplinarbefugnis von den einzelnen Offizieren ausgeübt worden ist. Die Regel sollte ja sein, dass böswillige Verfehlungen streng zu bestrafen sind, ebenso Nachlässigkeit und Schlendrian in der Erfüllung der vorgeschriebenen Pflicht. Sonst aber sollte nur gestraft werden, wo der Zweck, die Besserung des Fehlbaren, nicht anderweitig erreicht werden kann. Durch Belehrung, durch Mahnung, durch richtigen Verweis kann oft mehr erreicht werden als durch die schärfsten Strafen. Im Gegenteil, scharfe Strafen, namentlich wenn sie ungerecht sind oder wenn sie schärfer ausfallen, als die Verfehlung es an und für sich rechtfertigt, werden gerade bei Leuten mit gutem Charakter nur militärische Nachteile zur Folge haben, indem sie jahrelange Erbitterung und den eigentlichen Dienstverleider nach sich ziehen. Und hier ist vielfach gefehlt worden, ebenso auch in der Art des Strafvollzuges, der oft unwürdig gewesen ist, in der Behandlung des Beschwerderechtes, wo oft ganz veraltete und überlebte Anschauungen sich geltend gemacht haben, wenn auch dabei — das will ich von vornherein zugestehen — durchwegs bei allen Offizieren die besten Absichten obgewaltet haben.

Damit dürften in der Hauptsache die Gründe aufgeführt sein, auf die offenbar die dem Initiativbegehren zugrunde liegende grosse Unzufriedenheit und die starke Unterstützung, die es aus den Kreisen unserer Referendumsbürger gefunden hat, zurückzuführen ist. Vielleicht, dass auch der damals sich abspielende Oberstenprozess seinen Einfluss auf die Zahl der Unterschriften gehabt hat, namentlich angesichts der Stimmungen, die jener Prozess in einzelnen Landesteilen auszulösen vermocht hat.

Das Unbehagen und die Unzufriedenheit, die aus der Initiative und aus der Werbekraft, die sie auszuüben vermocht hat, sprechen, sind also an und für sich nicht unbegründet. Die Verhältnisse, die diese Unzufriedenheit ausgelöst haben, sind tatsächlich revisions- und verbesserungsbedürftig. Aber diese Remedur muss am richtigen Orte und mit den richtigen Mitteln einsetzen und durchgeführt werden, und das, was die Initiative will, ist nicht geeignet, diese Remedur am richtigen Orte und mit den richtigen Mitteln durchzuführen; ihre Annahme würde uns keine Verbesserung, sondern eine wesentliche Verschlechterung der Verhältnisse bringen, wie ich gleich zeigen werde.

Das Initiativbegehren ist eben eine neue Bestätigung der vielfach gemachten Erfahrung, dass, wenn einmal eine Unzufriedenheit in weiten Kreisen des Volkes vorhanden ist, sie sich gar oft nach falscher Richtung und in falscher Weise Luft zu machen sucht. Es braucht dann nur die richtigen Regisseure, die es verstehen, das Wasser auf ihre Mühle zu leiten, das heisst eine vorhandene Missstimmung für ihre agitatorischen Zwecke auszunützen, und ein momentaner Erfolg, manchmal auch ein ganzer Erfolg, wird nicht ausbleiben.

Sprechen wir zunächst vom eigentlichen Militärstrafwesen! Wir haben gesehen, worin die Mängel und Gebrechen im Militärstrafwesen liegen. Nicht in der Militärstrafgerichtsbarkeit als solcher, d. h. nicht in der Institution der Militärgerichte und nicht im Verfahren, im Prozessrechte, sondern sie liegen im materiellen Strafrecht, in einem vollständig veralteten Strafgesetz. An dieser Situation

würde die Annahme des Initiativbegehrens auch nicht das geringste ändern. Wenn die Rechtsprechung den bürgerlichen Gerichten übertragen würde, so wären diese, genau wie heute die Militärgerichte, genötigt, das Militärstrafgesetz mit seinen schweren Strafen anzuwenden und demgemäss schwere Strafen auszusprechen, sofern sie das Recht nicht geradezu beugen und sich über das bestehende Gesetz nicht einfach hinwegsetzen wollen. Das letztere wird man nun aber im allgemeinen bei unsern Richtern nicht erwarten und nicht voraussetzen dürfen, und so wäre bei der Annahme der Initiative gar nichts anders erreicht als ein Wechsel in den Personen, die die Urteile aussprechen, aber nicht eine Besserung in den materiellen Verhältnissen.

Es könnte allerdings die Frage aufgeworfen werden, ob die Mentalität des bürgerlichen Richters, soweit namentlich das richterliche Ermessen in Frage kommt, eine bessere, speziell dem Delinquenten günstigere sei als diejenige des militärischen Richters und ob das Verfahren auf Grund der kantonalen Prozessordnungen für die Verfolgung dieser Vergehen überhaupt zweckmässiger und für den Delinquenten günstiger wäre. Nun, dass die Mentalität und die Weltanschauung im Strafjustizwesen eine wesentliche Rolle spielen, namentlich soweit das richterliche Ermessen bei der Strafausmessung massgebend ist, das ist ja ohne Zweifel richtig, und es ist gewiss ebenso richtig, und davon hat sich jeder, der einmal Mitglied eines Strafgerichtes gewesen ist, überzeugen können, dass diese Eigenschaften bei den Richtern sehr verschieden vorhanden sind. Allein, dass im allgemeinen oder im Durchschnitt die Auffassung des bürgerlichen Richters eine mildere sei als diejenige des Militärrichters oder dass der militärische Richter mit den Verhältnissen und Bedürfnissen des Lebens und der Zeit weniger vertraut sei als der bürgerliche Richter, das steht in keiner Weise fest. Zu einem grossen Teil bekleiden die militärischen Richter ja auch im bürgerlichen Leben Richterstellen, oder dann stehen sie dem rechtlichen oder richterlichen Leben sonst nahe, und gerade deshalb werden sie ja Justizoffiziere oder Richter; die Auswahl wird ja gerade aus Elementen getroffen, die nach ihrem bürgerlichen Beruf dafür besonders qualifiziert erscheinen. Und da kann nun gewiss nicht mit Grund angenommen werden, dass sie nun als militärische Richter, d. h. mit dem Anziehen der Uniform, an und für sich plötzlich ihre Gesinnung und ihre Denkweise ändern. Wenn sie als Militärrichter strenger urteilen, als sie es im bürgerlichen Leben in der Ausübung ihrer Richteraufgabe zu tun gewohnt sind, so geschieht es nicht, weil sie die Gesinnung geändert haben, sondern weil sie eben als militärische Richter nach einem ganz andern Rechte, nach einem viel strengeren Rechte, urteilen müssen.

Ich kann Ihnen an einem ganz typischen Beispiele zeigen, wie sich das Verhältnis zwischen der Gesinnung, der Mentalität, der militärischen Richter und ihrer Pflicht, sich an das Gesetz zu halten, gestaltet und in der Regel gestalten wird. Ein Eisenbahnbeamter vom hiesigen Bahnhof Bern hat im Herbst 1914 sich zu verschiedenen Malen Veruntreuungen zuschulden kommen lassen im Betrage zwischen Fr. 300 und 400. Er ist bei einer

Bürgerschaftsverpflichtung hereingefallen. Sein Gehalt von Fr. 2700 hat dann nicht ausgereicht, um die Schuld, die er sich da infolge dieses Bürgerschaftsverlustes aufgebürdet hat, zu decken; er ist ins Schuldenmachen geraten, und das hat ihn schliesslich auf Abwege und zu diesen Veruntreuungen geführt. Als nun sein Vergehen entdeckt wurde, ersetzte er sofort den veruntreuten Betrag, und zwar im vollen Umfang. Das Urteil des Kriegesgerichtes schildert ihn als einen gutbeurteilten Mann, der absolut nicht vorbestraft sei, der sonst nach dem übereinstimmenden Urteil seiner Vorgesetzten ein zuverlässiger, tüchtiger und intelligenter Beamter gewesen sei. Wäre der Mann nun vor die bürgerlichen Gerichte des Amtsbezirkes Bern gestellt worden, so hätte Strafflosigkeit eintreten können, weil er gut beurteilt war und die veruntreuten Beträge vollständig ersetzt hat. Der Mann stand nun aber zufälligerweise unter Kriegsrecht, und wiewohl sein Vergehen mit seiner militärdienstlichen Steilung, seiner militärdienstlichen Pflicht auch nicht das geringste zu tun hatte, musste er auf Grund der damals bestehenden Bestimmungen vor das Kriegesgericht gestellt werden, und angesichts der strengen Bestimmungen des Militärstrafgesetzes konnte nicht nur von einer Strafbefreiung keine Rede sein, sondern dieser Mann musste nun auf Grund des Gesetzes zum mindesten mit zweieinviertel Jahren Zuchthaus für dieses Vergehen bestraft werden.

Das Kriegesgericht, das diesen Fall beurteilt hat, das Kriegesgericht III, bemerkt in seinem Entscheide wörtlich folgendes: «Das hohe Strafminimum von zwei Jahren Zuchthaus widerspricht jedem Rechtsempfinden, um so mehr, als nach bernischem Strafgesetz Strafflosigkeit hätte eintreten können, weil der Angeklagte auf Aufforderung den Schaden sofort ersetzt hat. Das Gericht empfiehlt daher eine weitgehende Begnadigung.»

Also sehen Sie die Mentalität der Militärgerichte. Sie müssen bestrafen, weil es nicht anders geht. Es ist die Vorschrift des Gesetzes, die sie zwingt, unvernünftig strenge Strafen auszusprechen; aber im gleichen Atemzug erklären sie: das widerspricht vollständig unserem Denken und Empfinden, und wir verlangen deshalb, dass der Mann begnadigt werde. Also das ist ein typisches Beispiel, dass es nicht an der richtigen Mentalität der Richter fehlt, sondern an einem vernünftigen Strafgesetze.

Und zur Ehrenrettung der Justizoffiziere und der Militärgerichte muss überhaupt festgestellt werden, dass aus diesen Kreisen schon seit Jahren, ja seit Jahrzehnten, auf eine mildere und den modernen Anschauungen entsprechende Gesetzgebung hingewirkt worden ist, dass aber alle ihre dahergewandten Bemühungen gescheitert sind, bald vor den eidgenössischen Räten, bald vor dem Volke, dass sie dafür das richtige Verständnis nicht fanden, und es muss ferner zur Ehrenrettung der Militärgerichte und ihrer Funktionäre und der Justizoffiziere generell festgestellt werden, dass die verschiedenen Erleichterungen und Milderungen, die seit dem Jahre 1915 auf dem Verordnungswege eingeführt worden sind, von denen ich vorhin gesprochen habe und die eine möglichst milde Behandlung der Straffälle ermöglicht haben, eigentlich aus den Kreisen

der Justizoffiziere und der Militärgerichte angeregt worden sind.

Schon in den siebziger Jahren hat eine intensive Bewegung zur Revision des Militärstrafgesetzes eingesetzt, und im Jahre 1884 hat dann in der Tat der Bundesrat den Entwurf eines neuen Militärstrafgesetzes bei den eidgenössischen Räten eingebracht. Es war dies ein Werk des damaligen Justizobersten und nachherigen Nationalrates und Oberauditors Hilty. Angesichts der Kritik, die jener Entwurf damals namentlich im Nationalrat oder in der nationalrätlichen Kommission gefunden hat, zog ihn der Bundesrat damals wieder zurück, nachdem er bereits im Ständerat behandelt worden war. Man wollte nämlich damals nicht nur das Strafgesetz, sondern das ganze Militärstrafwesen reorganisieren, und dabei legte man ein Hauptgewicht darauf, zunächst eine neue Militärstrafprozessordnung zu bekommen — die damalige war natürlich auch sehr veraltet — und dann sollte in einer zweiten Etappe, im Anschlusse daran, eine eigene Disziplinarstrafordnung geschaffen werden. Erst in dritter Linie sollte dann das Militärstrafgesetz revidiert werden und in vierter Linie ein Gesetz über die Kriegsartikel ausgearbeitet werden. Das war das Programm, welches damals von der nationalrätlichen vorberatenden Kommission empfohlen wurde und gestützt auf welches der Bundesrat den Entwurf eines neuen Militärstrafgesetzes im Jahre 1884 zurückzog.

Er hat dann einige Jahre später, im Jahre 1888, eine Militärstrafprozessordnung vorgelegt, die dann auch im Jahre 1889 von den Räten angenommen worden ist und die heute noch in Kraft besteht. Dann wurde in der Folge auch eine Disziplinarstrafprozessordnung vorgelegt, die bezweckte, die harmloseren Delikte disziplinarisch behandeln und dem strengen Militärstrafgesetze entziehen zu können. Diese Militärdisziplinarordnung ist in den eidgenössischen Räten angenommen, aber dann nachher vom Volke sonderbarerweise verworfen worden. Ich glaube, sie wurde damals «Maulkrattengesetz» betitelt, hatte aber absolut keinen andern Zweck, als diese Strafmilderungen für geringfügige militärische Verfehlungen einzuführen. Und dann ist es 10 Jahre gegangen, bis die lex Brosi gekommen ist, von der ich bereits gesprochen habe und durch die Vergehen im Instruktionsdienst milder bestraft werden konnten als nach dem Militärstrafgesetz. Das Militärstrafgesetz selbst ist liegen geblieben, weil man im Friedensverhältnis das Bedürfnis nach seiner Revision nicht mehr so sehr empfunden hat, nachdem die lex Brosi angenommen war, bis dann der Weltkrieg und der Aktivdienst in unserem Land die grauenhaften und drakonischen Wirkungen dieses veralteten Strafgesetzes bei uns so recht ins Licht gesetzt hat.

Ich wollte damit nur zeigen, dass es an Anregungen der Militärjustiz selbst, bessere Zustände zu schaffen, nie gefehlt hat, dass aber alle diese Bestrebungen an dem Widerstande oder vielleicht auch nur an der Gleichgültigkeit der Räte und des Volkes und vielleicht auch, weil man gerade jenen wieder vor andern und dringenderen Aufgaben stand, gescheitert sind. Allein, dass die Militärjustiz selbst die Initiative vor und während des Weltkrieges zur Sanierung dieser Verhältnisse

ergriffen hat, zeigt ja, dass ihr die richtige Mentalität absolut nicht abgeht.

Und für alle diejenigen, die Einblick in die Verhältnisse haben oder gehabt haben während des Aktivdienstes, ist auch bekannt, dass die militärischen Untersuchungsbehörden nach Möglichkeit bestrebt waren, wo immer die Verhältnisse es gestatteten, die begangenen Delikte zur Erledigung an die Kommandostellen zurückzuweisen, um die Fehlbaren in ihrem Interesse der Strenge des Militärstrafgesetzes zu entziehen. Also von diesem Gesichtspunkte aus erscheint die Abschaffung der Militärgerichte durchaus nicht etwa als ein Bedürfnis oder als nötig, absolut nicht.

Aber auch die Organisation der Militärjustiz und das Verfahren vor den Militärgerichten ist mit Grund nicht zu beanstanden.

Ich spreche zunächst von der Organisation des Justizwesens. Sie ist einfach und rationell. Für jede Division besteht ein Divisionsgericht, das dem Divisionsstabe angegliedert ist, und alle Angehörigen der betreffenden Division sind diesem Divisionsgericht unterstellt, ebenso etwa auch andere Truppen, die sich im Rayon der Division befinden. Dieses Divisionsgericht ist ein mobiles Gericht; es bewegt sich mit der Division. Für seine Kompetenz ist nicht der Tatort massgebend, sondern die Zugehörigkeit zur Division. Neben den Divisionsgerichten bestehen dann noch die sogenannten Territorial- oder Ersatzgerichte, und zwar in jedem Divisionskreis. Das sind mehr stabile Gerichte; sie treten in Tätigkeit, wenn die Division ausserhalb ihres Kreises im Dienste steht. Den Territorialgerichten sind unterstellt: Zivilpersonen, soweit sie der Militärgerichtsbarkeit überhaupt unterworfen sind, dann die Internierten und Hospitalisierten im Divisionskreis, Truppen, die keinem Divisionsgerichte unterstellt sind. Für die Kompetenz dieser mehr stabilen Territorialgerichte ist dann im allgemeinen massgebend der Ort der begangenen Tat, das *forum delicti*. Soweit die Truppen einer Division verschiedenen Sprachgebieten angehören, müssen alle Justizoffiziere und alle Richter der betreffenden Sprachen mächtig sein. Es besteht somit die Garantie, dass Untersuchung und Rechtsprechung von Funktionären ausgeht, die die Sprache des Angeschuldigten verstehen. Die Justizpflege selbst wird ausgeübt einerseits von Justizoffizieren und andererseits von den Gerichten. Justizoffiziere sind der Grossrichter — das ist der Vorsitzende des Divisionsgerichtes —, dann der Auditor, eine analoge Institution wie der Staatsanwalt im bürgerlichen Recht, der Untersuchungsrichter und der Gerichtsschreiber. Die Gerichte selbst bestehen aus je einem Grossrichter und sechs Richtern. Drei Richter sind Truppenoffiziere, drei Richter Unteroffiziere oder Soldaten der betreffenden Division. Die Zusammensetzung der Gerichte ist also so demokratisch wie möglich. Ich glaube, die schweizerischen Militärgerichte sind die einzigen, in denen Unteroffiziere und Soldaten berufen sind, bei der Rechtsprechung mitzuwirken. Also von einer Klassenjustiz ist keine Rede. Dann ist ferner zu konstatieren, dass jeder Einfluss der Kommandostellen auf diese Gerichte absolut ausgeschlossen ist und ebenso auf den Gang der Untersuchung. Die zuständige Kommandostelle hat Strafantrag zu stellen, wenn sie findet, dass sie

den Fall nicht disziplinarisch erledigen kann. Aber der Auditor verfügt dann durchaus selbständig, ob dem Antrage Folge gegeben werden soll, und nach durchgeführter Untersuchung, ob das Verfahren dahingestellt oder der Angeklagte überwiesen werden soll. Es besteht also eine vollständige Gewaltentrennung zwischen Kommando und Justizfunktionen.

Und was die Strafprozessordnung anbelangt, so entspricht dieselbe allen Anforderungen einer modernen Strafprozessordnung. Sie ist überhaupt das Modernste und das Beste unserer Militärjustizpflege. Untersuchungsrichter, Gericht einerseits und Zeugen und Angeklagte andererseits stehen in direktem Verkehr und direkter Verbindung miteinander. Der Grundsatz der Mündlichkeit des Verfahrens, der Unmittelbarkeit des Verfahrens, ist in diesem Prozessgesetze durchaus gewahrt. Der Angeschuldigte wird von allen belastenden und entlastenden Momenten und Beweisstücken in Kenntnis gesetzt und kann sich frei darüber äussern. Es besteht auch der Grundsatz der freien Beweiswürdigung. Das Verfahren ist öffentlich. Die Entscheidungsgründe werden sofort nach Eröffnung des Urteils im wesentlichen mitgeteilt. Der Angeklagte hat Anspruch auf Verteidigung. Die Prozessordnung ist moderner und besser als die meisten Prozessordnungen der Kantone. Das Verfahren ist auch rasch und rascher als in den meisten Kantonen. Organisation und Verfahren sind also objektiv nicht zu beanstanden. Sie sind einfach, zweckmässig und entsprechen allen Anforderungen, und es ist absolut nicht einzusehen, warum nun gerade die Militärgerichte und das Verfahren beseitigt werden sollen und dass gerade das, was wirklich mangelhaft, wirklich revisionsbedürftig ist, das drakonische und materielle Strafrecht, konserviert werden soll. Das ist die verkehrte Welt.

Die Uebertragung der Untersuchung und der Rechtsprechung an die bürgerlichen Gerichte und namentlich an die bürgerlichen Gerichte des Tatortes wäre ein schlechter Tausch, sowohl für die Delinquenten wie für die Kantone, die die Strafjustiz auszuüben hätten, aber auch namentlich für die militärischen Interessen. Die militärische Gerichtsbarkeit ist ja allerdings eine Art Sondergerichtsbarkeit, und wir haben im Laufe der Zeit ja die Sondergerichtsbarkeit im allgemeinen abgeschafft. Allein keine Regel ohne Ausnahme, und besondere und eigenartige Verhältnisse verlangen auch eine besondere Behandlung. Und wie man in der Neuzeit dazu gekommen ist, besondere Fachgerichte für besondere Streitigkeiten einzuführen, wie z. B. Handelsgerichte, Gewerbegerichte, gewerbliche Schiedsgerichte, Einigungsämter, Lohnämter und dergleichen, eben immer von der Voraussetzung ausgehend, dass die besondere Vertrautheit mit den einschlägigen tatsächlichen und rechtlichen Verhältnissen eine prompte und bessere Rechtsprechung gewährleistet, so sprechen auch hier eminent praktische Erwägungen für die Beibehaltung dieser Art Sondergerichtsbarkeit und dieser Art von Fachgerichten. Auf Zucht und Ordnung, auf Disziplin und Autorität beruht nun einmal die Brauchbarkeit einer Armee; sie bilden die Grundpfeiler eines richtigen militärischen Lebens; verschiedene Erscheinungen der Neuzeit sprechen

dafür eine beredte Sprache und machen alle weiteren Erörterungen über diesen Punkt überflüssig. Wie aber sollen Zucht, Ordnung, Subordination und Autorität aufrecht erhalten werden können, wenn Verstösse gegen sie, d. h. wenn die eigentlichen militärischen Vergehen nicht prompt und richtig geahndet und damit die militärischen Interessen eben richtig geschützt werden? Und für diesen richtigen Schutz der militärischen Interessen bietet der bürgerliche Richter nicht durchwegs die nötige Garantie. Gewiss gibt es auch bürgerliche Richter, bei denen die richtige Beurteilung so gut vorausgesetzt werden kann wie bei militärischen Richtern; denn vielfach sind es ja, wie ich gezeigt habe, ganz die gleichen Personen. Aber was haben wir z. B. nach dieser Richtung zu erwarten von einem Richter mit antimilitaristischer Gesinnung? Da können wir doch unter keinen Umständen erwarten, dass der dazu beitragen werde, die militärischen Interessen, deren Verletzung in Frage steht, zu schützen. Und ebenso kann man von einem Richter, der mit den militärischen Begriffen und Reglementen, mit der Befehlgebung und dem Dienstbetriebe in keiner Weise vertraut ist, erwarten, dass er ein rein militärisches Delikt richtig zu würdigen und zu behandeln verstehe. Die Beurteilung der militärischen Delikte und ihrer Tatbestände setzt eine Vertrautheit mit dem Wesen und der Natur des militärischen Dienstbetriebes und des ganzen militärischen Wesens voraus, und ein mangelhaftes Verständnis hat noch nie eine richtige Rechtsprechung vor irgend einem Gerichte gefördert. Aber auch die Beurteilung der gemeinen Delikte, die von einer Militärperson begangen werden, setzt eine Vertrautheit mit dem militärischen Leben, seinen Einrichtungen und seinen Gebräuchen voraus und setzt auch voraus das Verständnis namentlich für die Folgen, die solche Delikte für den innern Halt und die Zuverlässigkeit einer Truppe haben können. Und dann ist es gewiss auch wünschbar und notwendig, dass eine gewisse Einheitlichkeit in der Rechtsprechung gewahrt wird. Gleiche Verhältnisse müssen eine möglichst gleiche Beurteilung finden, und eine Garantie hierfür bieten militärische Fachgerichte in viel höherem Masse, als das die bürgerlichen Gerichte zu tun vermöchten mit ihren ganz andern und grundverschiedenen Zusammensetzungen und Anschauungen.

Und wenn man nun ein einheitliches Strafverfahren besitzt, das, wie ich festgestellt habe, allen modernen Anforderungen entspricht, besteht nun wirklich ein stichhaltiger Grund, dieses einheitliche Recht mit 25 verschiedenen kantonalen Strafprozessordnungen, die denn doch zum Teil auch ein mehr als ehrwürdiges Alter aufweisen, zu vertauschen? Und diesen Tausch vorzunehmen, ausgesprochen zu einer Zeit, wo doch unser aller Bestreben darauf gerichtet ist, das Recht, und was damit zusammenhängt, zu vereinheitlichen? Ich denke, das wäre nicht rationell und nicht fortschrittlich.

Aber es ist auch nicht zweckmässig und nicht mit den verfassungsmässigen Schranken, die zwischen der eidgenössischen und kantonalen Gerichtsbarkeit gezogen worden sind, vereinbar, die Verbrechen und Vergehen, die gegen den Bund und die Bundesinstitutionen gerichtet sind, an die kan-

tonalen Gerichte zur Aburteilung zu überweisen. Denn es ist doch verfassungsmässiger Grundsatz, dass Verbrechen und Vergehen, die z. B. von Personen, die der Militärstrafgerichtsbarkeit nicht unterliegen, begangen werden gegen den Bund oder gegen Bundesinstitutionen, durch das Bundesstrafgericht und eventuell unter Zuziehung von Geschworenen abgeurteilt werden müssen, also durch eine eidgenössische Instanz. Und welche sachliche Berechtigung hätte es nunmehr, die Militärpersonen unter den gleichen Verhältnissen dem kantonalen Richter zu überweisen? Denn die militärischen Delikte sind ja Delikte gegen den Bund und gegen eidgenössische Institutionen. Das wäre nicht nur vollständig unrichtig, sondern wäre vollständig inkonsequent. Dann müssten die ungleichen Strafverfahren, die in den Kantonen bestehen, notwendigerweise zu den grössten Ungleichheiten führen, auch wenn an und für sich durchaus die gleiche Rechtsprechung stattfände. Ich erinnere nur daran, dass viele kantonale Strafprozessordnungen den bedingten Straferlass haben und andere nicht; je nachdem also der Soldat im einen oder andern Kanton für das gleiche Delikt zur Aburteilung überwiesen würde, würde er am einen Orte straflos ausgehen, angesichts des bedingten Straferlasses, und am andern Orte bestraft bleiben. Und ganz analog verhält es sich mit der Begnadigung. Die einen Kantone kennen die Begnadigung, die andern nicht. Am einen Ort hat also der Verurteilte Aussicht, straflos zu werden durch Begnadigung, am andern Orte hätte er diese Möglichkeit nicht. Und auch der grundverschiedene Strafvollzug, namentlich nachdem nun die Möglichkeit des militärischen Strafvollzuges, der ja für die Delinquenten viel rationeller und viel günstiger ist, besteht.

Dann die Kollisionen, die zwischen den bürgerlichen Strafbehörden und den militärischen Kommandostellen entstehen müssten. In vielen Fällen entsteht die Frage, ob ein Vergehen auf dem Disziplinarwege oder auf dem gerichtlichen Wege zu verfolgen sei. Das zuständige Kommando entscheidet darüber, ob es die Sache selbst behandeln oder vor Militärgericht zur Untersuchung und Verurteilung weisen will, und sein Entscheid wird in der Regel von der Natur und der Schwere des Deliktes abhängen, vielleicht auch von seiner Fähigkeit oder Unfähigkeit, die Sache in jeder Hinsicht richtig rechtlich zu beurteilen. Nun stellen Sie sich vor: der Kommandant entscheidet sich dafür, ein Vergehen disziplinarisch zu behandeln und spricht die Arreststrafe aus. Der Delinquent sitzt diese Strafe ab. Nun aber können die Kantone auf der andern Seite Delikte, von denen sie Kenntnis erhalten, ex officio verfolgen; also können sie ex officio denjenigen, der bereits disziplinarisch für sein Vergehen bestraft worden ist, neuerdings heranziehen, mit der Begründung, die disziplinarische Erledigung passe ihnen nicht und genüge ihnen nicht, und können den Mann neuerdings in Untersuchung ziehen! Also ich möchte diese Verhältnisse nur andeuten, um zu zeigen, dass da tatsächlich unangenehme Reibungen und Doppelspurigkeiten aus dem vorgeschlagenen Verfahren entstehen können, Reibungen und Doppelspurigkeiten, die im Interesse der Fehlbaren besser vermieden werden.

Und nun noch ein Wort über das forum delicti. Welche Folgen hätte die Aufstellung des forum delicti für den Delinquenten und die Kantone? Der Truppendienst bringt es mit sich, dass der Begehungsort eines militärischen Deliktes vielfach entweder gar nicht ermittelt oder nur schwierig festgestellt werden kann, oder dass ein Vergehen, wenn es fortgesetzt begangen wird, im Kreise mehrerer Gerichtssprengel sich abspielt. Marschierende, manöverierende oder auch nur auf der Grenzwaache befindliche Truppen können am gleichen Tag verschiedene Kantone oder Bezirke berühren, und da wäre die Anwendung des Grundsatzes des Tatortes mit vielfachen Schwierigkeiten und Kompetenzkonflikten verbunden, die bei der heutigen Ordnung gar nicht in Betracht kommen.

Schon diese Verhältnisse machen die Anwendung des Personalprinzips an Stelle des Prinzips des Tatortes unbedingt nötig. Dann aber die Verbrechen im Auslande? Es wird verlangt, die Vergehen müssen dem Gerichte des Tatortes überwiesen werden; aber bei Verbrechen, die im Auslande begangen werden — im Kriegsfall kann es vorkommen, dass Truppen über die Grenze gelangen, wir wollen es sogar hoffen, wenn es schon so weit kommt —, kann man den Delinquenten nicht dem feindlichen Richter überweisen. Also stünde nur die Strafflosigkeit in Frage. Oder ein Verbrechen oder Vergehen wird im Inlande begangen und wird nun die Truppe genötigt, die betreffende Gegend zu evakuieren, zu räumen, so ist plötzlich kein Richter mehr da, der das Verbrechen verfolgen könnte. Aber auch abgesehen davon gibt es auch andere Delikte, die in der Regel im Auslande begangen werden; nehmen Sie den Verrat, das Falschwerben. Da könnte gerade bei den schwersten Delikten, die gegen das Staatswesen gerichtet sind, eine Verfolgung gar nicht eintreten, weil wir unmöglich dem Auslande die Bestrafung überlassen können für ein Vergehen zu seinen Gunsten, vorausgesetzt, dass es überhaupt bereit wäre, dessen Verfolgung zu übernehmen.

Alles das zeigt, dass nur die heutige Ordnung den Bedürfnissen entspricht, und die Annahme des Prinzips des Tatortes müsste zu unhaltbaren Verhältnissen führen und diese würden sich auch für den Delinquenten und die Kantone ergeben, namentlich, wenn wir uns vergegenwärtigen, wie sich die Sache in einem Aktivdienste gestalten würde. Es haben Divisionen, Brigaden und andere Truppenkörper aus allen Teilen der Schweiz sich im Tessin befunden oder im Berner Jura und im Engadin und andern Orten. Die Zahl der Vergehen, die da begangen wurden, war eine ziemlich grosse. Das Justizpersonal war die ganze Zeit in Permanenz, die Delinquenten befanden sich bald in der Untersuchungshaft, bald auf freiem Fuss. Wären die bürgerlichen Gerichte zuständig gewesen, so wären die Fälle hundertfach vorgekommen, wo die Delinquenten auf der einen Seite, namentlich wenn sie sich in Untersuchungshaft befunden hätten, und diejenigen, die die Untersuchung hätten vornehmen müssen oder sie als Gefängniswärter hätten verpflegen müssen, einander gar nicht verstanden hätten. Was wäre das für einen Inner- oder Ostschweizer für ein entsetzlicher Zustand gewesen, wenn er während mehreren Monaten im Kanton

Tessin eingekerkert gewesen wäre, wo ihn kein Mensch verstanden hätte. Oder der Delinquent befindet sich auf freiem Fuss und die Division zieht weiter, und so müsste der Delinquent aus der Ostschweiz wiederholt Reisen nach dem Tessin machen, um sich vor dem Untersuchungsrichter und vor dem Gerichte zu stellen, um einvernommen zu werden. Es wäre das eine ausserordentlich komplizierte Sache gewesen, und speziell eine Komplikation hätte es mit dem Zeugenverhör gebracht. Die Zeugen wären in der Regel im Zeitpunkte, wo sie verhört werden müssten, gar nicht mehr da und es müssten auf dem Requisitionswege, der immer kompliziert und teuer ist, die Verhöre stattfinden. Bei den Divisionsgerichten macht sich das alles viel einfacher. Der Angeklagte und die Zeugen sind stets zur Stelle; der Angeklagte steht vor einem Gericht und vor Untersuchungsbehörden, die ihn, seine Eigenart und seine Sprache kennen, und er stellt sich unendlich viel besser, als wenn er vor dem bürgerlichen Gerichte des Tatortes abgeurteilt würde; er kann auch eine viel raschere Erledigung als bei bürgerlichen Gerichten erwarten.

Nun stellen Sie sich auch die Kantone vor, die die massenhaften Untersuchungen hätten vornehmen müssen. Der Kanton Tessin, wie hätten da die gewöhnlichen Gerichte, die nicht dafür eingerichtet sind, oder das Engadin oder der Berner Jura, wie hätten sie alle diese Fälle erledigen sollen? Das wäre absolut unmöglich. Vom Gesichtspunkt des Verfahrens aus würde die Annahme des Volksbegehrens nicht nur keinen Vorteil bringen, sondern sie hätte grosse Nachteile, ja eigentliche Unzuträglichkeiten zur Folge.

Hier wird die Beratung abgebrochen.  
(Ici le débat est interrompu.)

**Sitzung vom 6. Februar 1919,  
nachmittags 4 1/2 Uhr.**  
*Séance du 6 février 1919, à 4 1/2 heures  
de relevée.*

Vorsitz: } Hr. Brügger.  
Présidence: }

**958. Proporzgesetz (Uebergangsbestimmungen).**  
**Représentation proportionnelle (Dispositions transitoires).**

Eintretensfrage. — *Entrée en matière.*

(Siehe die Verhandlungen des Nationalrates, Seite 1 ff.)  
(Voir les débats du Conseil national, page 1 et suiv.)

**Antrag der ständerätlichen Kommission**  
vom 5. Februar 1919.

Zustimmung zum Beschlusse des Nationalrates,  
wo nichts anderes bemerkt ist.

II. Dieser Beschluss wird dem Volke und den Ständen zur Abstimmung unterbreitet, nachdem das Bundesgesetz betreffend die Wahl des Nationalrates in Kraft getreten sein wird.

**Proposition de la commission du Conseil des Etats**  
du 5 février 1919.

Adhésion à la décision du Conseil national partout  
où il n'y a pas d'observation.

II. Le présent arrêté sera soumis à la votation du peuple et des Etats, après que la loi concernant l'élection du Conseil national sera entrée en vigueur.

Eintretensfrage. — *Entrée en matière.*

**Wirz**, Berichterstatter der Kommission: Im Namen der Kommission hat der Sprechende die Ehre, Ihnen Zustimmung zum Beschlusse des Nationalrates zu beantragen. Die vorliegende Frage bietet eine staatsrechtliche und eine politische Seite dar. Ich will die eine und die andere kurz beleuchten.

Es handelt sich darum, ob die erstmalige Wahl des Nationalrates nach dem Proportionalssystem vor Ablauf der Amtsperiode des Nationalrates, wie sie sich nach der Bundesverfassung ergibt, erfolgen kann und erfolgen soll, oder nicht. Die erstere Frage, welche die Möglichkeit einer anticipando vorzunehmenden Neubestellung des Nationalrates ins Auge fasst, ist gleichbedeutend mit der staatsrechtlichen Seite der uns beschäftigenden Vorlage. Die zweite Frage, welche sich mit der Opportunität einer anticipando vorzunehmenden Neuwahl des Nationalrates befasst, bezieht sich auf die politische Seite unserer Vorlage.

Es ist ohne weiteres einleuchtend, dass eine Abkürzung der gegenwärtigen eidgenössischen Legislaturperiode nur möglich ist im Wege einer partiellen Verfassungsrevision. Die Bundesverfassung sieht in Art. 76 eine dreijährige Amtsdauer des Nationalrates vor. Auf dieser verfassungsrechtlichen Basis steht der

## **Aufhebung der Militärjustiz.**

## **Suppression de la justice militaire.**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1919
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	987
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.02.1919 - 08:30
Date	
Data	
Seite	85-93
Page	
Pagina	
Ref. No	20 028 711



Abstimmung. — *Votation.*

Für den Antrag der Kommission (Eintreten):  
26 Stimmen  
Für den Antrag Böhi (Nichteintreten):  
3 Stimmen

**Präsident:** Es folgt der weitere Antrag der Kommission, das Proporzgesetz, wie es vom Nationalrat durchberaten worden ist, in globo anzunehmen.

Abstimmung. — *Votation.*

Für den Antrag der Kommission: 28 Stimmen  
(Einstimmigkeit.)

An den Nationalrat.  
(Au Conseil national.)

## 987. Aufhebung der Militärjustiz. *Suppression de la justice militaire.*

Fortsetzung. — *Suite.*

(Siehe Seite 85 hiervoor. — Voir page 85 ci-devant.)

**Präsident:** Wir fahren fort in der Behandlung des heute morgen unterbrochenen Traktandums: Aufhebung der Militärjustiz.

**Scherrer (Basel),** Berichterstatter der Kommission: Ich habe Sie heute morgen mit längeren Ausführungen über den ersten Teil des Initiativbegehrens, nämlich über die Abschaffung der Militärgerichte und der Militärstrafprozessordnung, orientiert. Gestatten Sie mir nun noch ein kurzes Wort über das Disziplinarstrafwesen.

Dass auf diesem Gebiete die Verhältnisse auch nicht einwandfrei sind, dass sie verbesserungsbedürftig sind, habe ich bereits anerkannt und festgestellt, und ich habe gleichzeitig auch meiner Meinung Ausdruck gegeben, wo es bisher auf diesem Gebiet gefehlt hat. Allein das alles zugestanden, so werden Sie wohl mit mir übereinstimmen, wenn ich sage, dass die Normierung der Arreststrafen nicht in unsere schweizerische Bundesverfassung hineingehört. Die nötigen Reformen, die auf diesem Gebiete gemacht werden können und gemacht werden sollen, können anderweitig geschaffen werden, und sie liegen ja in Form von positiven Vorschlägen bereits in Händen der Bundesversammlung, ebenso wie die Reform für die Militärjustizrechtspflege selbst.

Der Entwurf eines neuen Militärstrafgesetzes, der, wenn er Gesetz wird, mit den Uebelständen im Militärstrafrechtswesen aufräumt, liegt bereits in unserer Hand. Unser Rat hat die Priorität, die Behandlung des Entwurfes ist für nächste Junisession in Aussicht genommen. Eine rasche Erledigung des Entwurfes wird allgemein als nötig und

dringend empfunden. Wir haben uns ja in der letzten Woche über diesen Gegenstand hier kurz unterhalten.

Es kann nun selbstverständlich nicht meine Aufgabe sein, über den Inhalt dieses neuen Entwurfes eines Strafgesetzbuches heute zu referieren. Das ist einer andern Kommission vorbehalten. Dagegen gehört es doch zur Vollständigkeit des Referates über den hier in Frage stehenden Gegenstand, dass ich kurz andeute, nach welchen hauptsächlichsten Gesichtspunkten dieser neue Entwurf eines Militärstrafgesetzbuches Aenderungen und Verbesserungen bringen soll. Und da ist in erster Linie zu sagen, dass er insofern grundsätzlich abweicht vom gegenwärtigen Strafgesetz, dass er ausgeht vom Friedenszustand als Norm und als Regel, während unser gegenwärtiges Strafgesetz vom Krieg als Regel ausgeht und eigentlich den Friedensdienst im Gesetz selbst gar nicht berücksichtigt.

Der neue Entwurf unterscheidet, ob die Vergehen im Friedensdienst begangen werden oder in einem Aktivdienst, wie wir ihn hinter uns haben, oder aber in Kriegszeiten selbst. Für militärische Delikte ist eine schwerere Strafe angedroht, wenn sie im Aktivdienst begangen werden, als wenn sie in gewöhnlichem Friedensdienst in Kursen und Schulen begangen werden. In Kriegszeiten und namentlich bei Verübung von Vergehen vor dem Feind, finden naturgemäss die strengsten Strafen Anwendung. Das die eine hauptsächlichste Reform, die der neue Gesetzentwurf bringen soll.

Eine zweite wichtige Aenderung besteht darin, dass die erhöhten Strafminima, die das gegenwärtige Gesetz so besonders drakonisch und rückständig erscheinen lassen, bedeutend herabgesetzt werden und dass diese Strafminima überhaupt auf diejenigen Fälle beschränkt werden, wo es zur Kennzeichnung qualifizierter Tatbestände geradezu erforderlich ist. Also dem richterlichen Ermessen wird nach dem neuen Entwurf in bezug auf Strafbemessung ein viel grösserer Spielraum eingeräumt, als das beim bisherigen Gesetze der Fall war. Dann wird auch ein System mildernder Umstände eingeführt. Vor allem ist auch der Grundsatz leitend, dass Zivilpersonen ohne Not nicht unter militärisches Recht gestellt werden sollen, während beim heutigen Zustand, wie wir gesehen haben, in Kriegszeiten, aber auch in Zeiten des Aktivdienstes, der Bereich der Militärstrafgerichtsbarkeit weit in die Zivilverhältnisse hineinragt. Es darf auch hervorgehoben werden, dass der neue Entwurf dem Untergebenen bedeutend vermehrten Schutz bringen wird gegenüber Missbrauch der Dienstgewalt. Endlich bringt dieser Entwurf eine vollständige Neuordnung des Disziplinarstrafwesens, und zwar viel eingehender und viel besser, als es im Initiativbegehren selbst verlangt wird.

Die hauptsächlichsten Aenderungen auf dem Gebiete des Disziplinarstrafwesens sind in der Hauptsache folgende: Einmal wird der Grundsatz aufgestellt, dass nur für schuldhaft begangene Handlungen Disziplinarstrafen ausgesprochen werden können. Damit wird eine grosse Zahl von Arreststrafen, die bisher verhängt worden sind, entfallen. Denn bisher, wie ich mich stets überzeugen konnte, ist vielfach Dummheit bestraft worden und sind Missverständnisse bestraft worden.

Neben dem Arrest wird als neue Strafart der formelle Verweis eingeführt, wogegen eine bisherige Strafart, die sogenannte Konsignierung, die darin bestanden hat, dass der Bestrafte einfach nach Schluss des Dienstes sein Zimmer nicht verlassen durfte, aufgehoben wird. Nun bleibt als weitere Disziplinarstrafe der sogenannte Arrest. Da wird wie bisher unterschieden zwischen einfachem und scharfem Arrest. Der einfache Arrest ist für geringfügige, der scharfe Arrest für schwere Disziplinarvergehen bestimmt. Beide Strafarten haben das gemein, dass die Arreststrafe in Räumen abgesessen werden muss, die von den Aufenthaltsräumen der übrigen Mannschaft getrennt sind. Für den scharfen Arrest soll Einzelhaft eingeführt werden. Auch soll er sich dadurch vom einfachen Arrest unterscheiden, dass der Bestrafte während der Strafdauer vom Dienste mit der Truppe ausgeschlossen wird und dass im Instruktionsdienst der so versäumte Dienst unter Umständen nachgeholt werden muss, während beim einfachen Arrest der Arrestant den Dienst mitmacht und nur in der freien Zeit im Arrest sitzt. Anderweitige Strafverschärfungen, wie sie bisher da und dort noch verfügt worden sind, wie Schmälerung der Kost, Wasser und Brot für jeden andern Tag nur als Nahrung, Dunkelarrest und dergleichen, also Dinge, die gewissermassen noch an das Mittelalter erinnern, sollen nicht mehr zulässig sein. Die Arrestlokale, wird vorgeschrieben, sollen allen gesundheitspolizeilichen Anforderungen, namentlich auch hinsichtlich Trockenheit, Luft und Licht entsprechen. Die Benützung von Lokalitäten, wo Untersuchungs- und Strafgefangene in Haft gehalten werden, soll unzulässig sein. Der Arrestant bezieht, auch wenn er den Arrest ausserhalb des Dienstes absitzt, Sold und Verpflegung. Er bleibt gegen die Folgen von Krankheit und Unfälle versichert. Auch der Anspruch auf Notunterstützung bleibt bestehen, soweit die Voraussetzungen dafür vorliegen. Die Arrestdauer wird beschränkt auf 10 Tage beim einfachen Arrest und auf 20 Tage beim scharfen Arrest. Es wird ausdrücklich vorgeschrieben, dass die Art und das Mass der Strafe nach dem Verschulden des Fehlbaren zu bestimmen sind, dass seine Beweggründe, sein Charakter, seine bisherige Führung und das verletzte Dienstinteresse dabei zu berücksichtigen seien. In bezug auf das Verfahren wird vorgeschrieben, dass vor dem Aussprechen der Strafe der Tatbestand festgestellt werden muss, dass dem Beschuldigten Gelegenheit gegeben werden muss, seine Handlungsweise und seine Beweggründe für sein Verhalten darzulegen.

Die Strafverfügung ist dem Beschuldigten mündlich oder schriftlich mitzuteilen. Eine schriftliche Mitteilung und Begründung ist vorgeschrieben bei scharfen Arreststrafen von 10 Tagen oder mehr oder bei Degradation. Das sind alles Massnahmen, die eine übereilige und eine unüberlegte Handhabung der Disziplinarstrafbefugnis und ein Handeln im Affekt tunlichst verhindern sollen, und die eine wohlerwogene, ruhige und würdige Ausübung der Strafbefugnis im Interesse der Wehrmänner sichern sollen und sichern können. Das Beschwerderecht endlich wird gewährleistet. Der Beschwerdeentscheid ist dem Rekurrenten schriftlich mitzuteilen.

Das sind nur so einige Andeutungen. Die ganze Materie der Disziplinarstrafordnung ist in 34 Artikeln, also sehr eingehend, geordnet. Die Neuordnung wird materiell mehr und weitergehende Verbesserungen auf diesem Gebiet bringen, als im Initiativbegehren in dieser Richtung überhaupt postuliert werden.

Nur in einem Punkte wurde dem Initiativbegehren nicht entsprochen. In bezug auf die zeitliche Beschränkung der Dauer der Arreststrafen. Statt der verlangten Maximaldauer von 10 Tagen bringt der Entwurf eine Maximaldauer von 20 Tagen, wenigstens beim scharfen Arrest. Beim einfachen Arrest soll nicht über 10 Tage gegangen werden können. Der Entwurf geht nämlich von der durchaus richtigen Erwägung aus, dass im Interesse der Fehlbaren selbst die Möglichkeit geschaffen werden muss, auch gröbere Verfehlungen auf dem Disziplinarwege und ohne Inanspruchnahme der Kriegsgerichte und ohne Gefängnisstrafe zu erledigen. Dies ist aber natürlich nur möglich, wenn der Disziplinarstrafrahmen den richtigen Spielraum gewährt, um das Delikt wenigstens so zu bestrafen, wie das militärische Interesse es verlangt.

Damit glaube ich gezeigt zu haben, dass der Entwurf des neuen Militärstrafgesetzes diejenigen Neuerungen und Verbesserungen im Strafrecht und im Disziplinarstrafrecht enthält, die man billigerweise erwarten kann und die eine den heutigen Anschauungen und Bedürfnissen entsprechende richtige und auch den militärischen Interessen genügende Justizpflege sicherstellen können. Das ist es, was uns bisher gefehlt hat und was Anlass zu Unbehagen und Unzufriedenheit gegeben hat. Die Organisation der Militärjustiz und ihr Verfahren sind, wie ich eingehend auseinandergesetzt habe, mit Grund meines Erachtens nicht zu beanstanden; sie müssen im Gegenteil beibehalten werden im Interesse der sachgemässen Rechtspflege, der militärischen Disziplin und Autorität, ohne die wir nun einmal nicht auskommen, solange wir eine Armee haben oder haben müssen; sie müssen aber auch beibehalten werden im Interesse der Wehrmänner selbst und der Kantone. Ich möchte nur noch konstatieren, dass der Bundesrat bereits im Mai 1916, also etliche Monate vor Lancierung des Initiativbegehrens, die Ausarbeitung eines neuen Strafgesetzes veranlasst hat und somit nicht etwa unter dem Drucke des Initiativbegehrens, sondern aus eigener Initiative zur Beseitigung der vorhandenen Uebelstände geschritten ist. Die Initiative und die starke Unterstützung, die sie gefunden hat, mag dann allerdings dazu beigetragen haben, dass diese Arbeit eine starke Förderung erfahren hat und wahrscheinlich auch in den Parlamenten gefördert wird. Das ist vielleicht das Gute, das dieses Initiativbegehren gehabt hat; allein das, was die Initiative selbst materiell anstrebt, ist nichts Gutes, wie ich Ihnen eingehend dargelegt habe.

Nun ist in der Kommission auch die Frage aufgeworfen worden, ob die Behandlung des Initiativbegehrens nicht verschoben werden solle, bis der Entwurf des neuen Militärstrafgesetzes einschliesslich der Disziplinarstrafordnung in beiden Räten behandelt sei und Gesetzeskraft erlangt habe, bis man also die Sicherheit habe, dass die Mängel,

die heute unserem Militärstrafrechtswesen anhaften, auch wirklich beseitigt werden. Ihre Kommission hat diese Frage verneint, und zwar von der Erwägung aus, dass die gesetzliche Frist, innert der dieses Initiativbegehren hätte erledigt werden sollen, heute schon stark überschritten ist und dass sie ohne Not nicht weiter überschritten werden sollte. Die Kommission glaubte, sich nicht dem Vorwurfe aussetzen zu sollen, dass sie ihrerseits nicht sofort das Initiativbegehren materiell behandelt habe, sobald sie dazu überhaupt in der Lage gewesen sei. Sie glaubt, diesen Standpunkt auch dem Rate empfehlen zu sollen. Die Bundesversammlung soll sich an die gesetzlichen Vorschriften selbst halten, soweit das irgendwie möglich ist. Es war uns nicht möglich, weil wir den notwendigen Bericht des Bundesrates bisher nicht gehabt haben. Allein heute ist es möglich, Stellung zu nehmen. Der über die ganze Materie orientierende Bericht des Bundesrates, ohne den wir nicht beraten konnten und durften, liegt nun vor; es besteht absolute Klarheit, dass gerade das, was die Initianten verlangen, nicht geeignet ist, die bestehenden Uebelstände zu beseitigen, und dass das, was wirklich not täte und einzig sanierend wirken kann, eine Revision des Strafgesetzes, von den Initianten gar nicht verlangt wird. Bei dieser Sachlage ist es durchaus gegeben, dass man nun zu der ganzen Frage Stellung nimmt, und es ist auch gegeben, welche Stellung man nehmen soll. Die Revision des Strafgesetzes abzuwarten, hat unseres Erachtens keinen Zweck. Ich zweifle keinen Augenblick, dass diese Revision kommt, dass der vorliegende Entwurf vorbehaltlich einzelner Modifikationen die Billigung der eidgenössischen Räte erlangen wird und dass auch das Volk eine den Anschauungen und Bedürfnissen der Zeit entsprechende militärische Strafgesetzgebung nicht zurückweisen wird. Das liegt ja nun einmal im Zug der heutigen Zeit. Allein wenn diese Revision wider Erwarten nicht durchführbar sein sollte, so hätte die Annahme des Initiativbegehrens deshalb doch keinen Zweck, weil sie an der Rechtsprechung über die militärischen Delikte absolut nichts ändern könnte, indem dann eben einfach die bürgerlichen Gerichte die harten Strafen aussprechen müssen, die bisher die Militärgerichte aussprechen mussten. Also von diesem Gesichtspunkte aus hat das Abwarten bis zum Zustandekommen des neuen Strafgesetzes absolut keinen Zweck.

Auch die Aufstellung eines Gegenentwurfes gegenüber dem Initiativbegehren kann heute unseres Erachtens nicht in Frage kommen. Ein solcher Gegenentwurf müsste ja in einem Verfassungsartikel bestehen, der geeignet wäre, die bestehenden Uebelstände zu beseitigen. Allein zu diesem Zwecke müsste nur einer Gesetzesrevision gerufen werden, da es ja nicht möglich wäre, in einem Verfassungsartikel selbst diejenigen Aenderungen und diejenige Remedur zu bringen, die wirklich notwendig sind. Nachdem nun aber ein Gesetzesentwurf bereits vorliegt, der alle diese Aenderungen und Verbesserungen enthält, hat es ebenfalls keinen Zweck, einen Gegenentwurf aufzustellen.

Von diesen Erwägungen aus hat sich die Kommission dem Antrage des Bundesrates angeschlossen, das Initiativbegehren sei dem Volke und den

Ständen mit dem Antrage auf Verwerfung zur Abstimmung zu unterbreiten.

Abstimmung. — *Votation.*

Für den Antrag der Kommission 29 Stimmen  
(Einstimmigkeit).

An den Nationalrat.  
(Au Conseil national.)

**Sitzung vom 11. Februar 1919,  
vormittags 8½ Uhr.**

*Séance du 11 février 1919, à 8½ heures  
du matin.*

Vorsitz: } Hr. Brügger.  
Présidence: }

**898. Wiederholung der Kriegssteuer.  
Renouvellement de l'impôt de guerre.**

Differenzen. — *Divergences.*

(Siehe die Verhandlungen des Nationalrates, Seite 35 ff.)  
(Voir les débats du Conseil national, page 35 et suiv.)

**Anträge der ständerätlichen Kommission  
vom 6. Februar 1919.**

Zustimmung zum Beschlusse des Nationalrates,  
wo nichts anderes bemerkt ist.

Ziffer 2. Festhalten am Beschlusse des Ständerates.

Ziff. 3, Abs. 1. Die natürlichen Personen entrichten die Steuer von ihrem Vermögen und ihrem Erwerb, unter Abrechnung der Steuern, welche auf solche zufolge Ziffer 4 in der Eigenschaft als Teilhaber und Kommanditäre von Kollektiv- und Kommanditengesellschaften entfallen.

Ziff. 3 bis. Für Erwerb aus Tantiemen, sofern deren Gesamtbetrag Fr. 2000 übersteigt, wird eine Zuschlagssteuer erhoben, die nach Tabelle II zu berechnen ist, aber mindestens 2% der Tantiemen beträgt.

Ziffer 5. Festhalten am Beschlusse des Ständerates mit Anwendung von «Promille».

## **Aufhebung der Militärjustiz.**

## **Suppression de la justice militaire.**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1919
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	987
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.02.1919 - 04:30
Date	
Data	
Seite	104-106
Page	
Pagina	
Ref. No	20 028 713

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Il ne s'agit donc que des émoluments de chancellerie proprement dits, qui n'ont pas une grande importance pour le fisc fédéral. Toutefois l'augmentation de ceux prévus par la loi actuelle doit être admise et la seule question qui se présente est celle de savoir si cette augmentation doit se faire par une autre loi ou si on ne doit pas laisser le soin de régler cette matière au conseil fédéral. L'art. 3 de la loi du 28 juin 1919 concernant l'organisation de la chancellerie fédérale dispose que les attributions de la chancellerie fédérale seront fixées dans le détail par un règlement qu'édictera le conseil fédéral. Dans ce règlement le conseil fédéral établira les actes qui peuvent être délivrés par la Chancellerie et les émoluments que celle-ci pourra prélever. Il est d'autant plus indiqué de fixer ces émoluments par un règlement que leur montant dépend des conditions du marché monétaire et doit pouvoir être soumis en tout temps à une révision, pour laquelle la procédure de la réforme législative est trop longue.

Nous devons donc reconnaître au conseil fédéral la faculté de régler ces émoluments. Il s'ensuit que l'on doit abroger la loi existante du 10 juin 1879, ce que le conseil fédéral propose par le projet d'arrêté soumis à l'assemblée fédérale par son message du 25 novembre 1919.

## 987. Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme zum Volksbegehren).

Suppression de la justice militaire (Préavis sur l'initiative populaire).

### Differenzen. — Divergences.

(Siehe die Verhandlungen des Nationalrates, Seite 700 ff.)  
(Voir les débats du conseil national, page 700 et suiv.)

### Antrag der Kommission des Ständerates vom 2. Dezember 1919.

Die Bundesversammlung der schweizerischen Eidgenossenschaft

nach Kenntnisnahme des Volksbegehrens um Aufnahme eines Art. 58 bis in die Bundesverfassung (Aufhebung der Militärjustiz), sowie eines Berichtes des Bundesrates vom 11. Dezember 1918,

in Erwägung,

1. dass die dem Militärstrafwesen anhaftenden Mängel in dem veralteten, den heutigen Verhältnissen und Anschauungen nicht mehr entsprechenden Militärstrafgesetze, sowie in dem Mangel einer richtigen Ordnung des Disziplinarstrafwesens liegen,

2. dass die von den Initianten empfundenen Mängel auf dem Wege der Revision des Militärstrafgesetzes beseitigt werden müssen,

3. dass ein Entwurf zur Revision des Militärstrafgesetzes, die eine wesentliche Milderung der Strafen, eine vollständige Neuordnung des Disziplinarstrafwesens, sowie eine weitgehende Beschränkung der

Militärstrafgerichtsbarkeit gegenüber Zivilpersonen bezweckt, der Bundesversammlung bereits vorgelegt worden ist,

4. dass das Volksbegehren den Zweck, eine mildere und den heutigen Anschauungen besser angepasste Rechtsprechung herbeizuführen, nicht erreicht und die Ordnung militärischer Arreststrafen nicht in den Rahmen verfassungsrechtlicher Bestimmungen passt,

beschliesst:

Das Volksbegehren wird Volk und Ständen mit dem Antrag auf Verwerfung zur Abstimmung unterbreitet.

### Proposition de la commission du Conseil des États du 2 décembre 1919.

### L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

Vu l'initiative populaire en vue de l'introduction d'un art. 58 bis dans la constitution (suppression de la justice militaire), et le rapport du Conseil fédéral du 11 décembre 1918,

considérant:

1° que les défauts que présente la justice militaire sont dus à un code pénal suranné, qui n'est plus en rapport avec les conditions et les idées actuelles, ainsi qu'au manque d'une bonne organisation en matière disciplinaire;

2° que les défauts visés par les auteurs de l'initiative doivent être corrigés par voie de révision du code pénal militaire;

3° qu'une révision du code pénal militaire tendant à atténuer considérablement les peines, à réformer entièrement le droit disciplinaire et à restreindre notablement la soumission des civils à la juridiction militaire, est actuellement soumis aux délibérations de l'Assemblée fédérale;

4° que l'initiative n'atteint pas le but, à savoir une jurisprudence plus douce et mieux adaptée aux idées actuelles, et que la réglementation des arrêts militaires ne rentre pas dans le cadre de dispositions constitutionnelles,

arrête:

L'initiative est soumise à la votation du peuple et des cantons avec proposition de la rejeter.

M. de Meuron, rapporteur de la commission: C'est à M. Paul Scherrer qu'aurait dû incomber la tâche de rapporter sur la suppression de la justice militaire qui revient pour la troisième fois devant notre Conseil. M. Paul Scherrer ayant cessé de faire partie du Conseil des États, la commission m'a chargé de rapporter à sa place. Comme il ne s'agit pas actuellement de discuter le fond de la question, mais que nous avons à nous occuper plutôt d'une simple question de forme, cela me permet, malgré l'absence de connaissances juridiques, de prendre une part active dans cette discussion.

Voici très brièvement rappelées les phases par lesquelles la question qui nous occupe a passé. Une

demande d'initiative a été déposée au mois d'août 1916 tendant à la suppression de la justice militaire et à l'introduction de certaines dispositions limitant la compétence des autorités dans l'application des peines aux militaires. Cette demande était appuyée par 120.000 signatures. Elle a été transmise à l'assemblée fédérale par le Conseil fédéral avec un rapport le 27 octobre 1916. En décembre 1916, le Conseil national a pris acte de ce dépôt, nous en avons fait de même au mois de mars 1917. Au mois de décembre 1918 le Conseil fédéral nous a soumis un rapport par lequel il nous engageait à donner un préavis contraire à l'initiative et développait les raisons de cette décision. Puis dans notre session de janvier 1919, nous avons entendu un rapport étendu de notre ancien collègue M. Paul Scherrer, à la suite duquel le conseil des Etats, à l'unanimité de 29 votants, a décidé de recommander au peuple le rejet pur et simple de l'initiative. Cette question est retournée au Conseil national; elle y a été traitée par la commission qui, à la presque unanimité, moins les voix des députés socialistes, a tout d'abord décidé d'adhérer purement et simplement à la décision du Conseil des Etats. La discussion a été ouverte au Conseil national et les rapporteurs de majorité et de minorité de la commission ont présenté leurs rapports, mais au dernier moment les rapporteurs de la majorité ont informé le Conseil, qu'un certain nombre de membres de la commission estimaient qu'il serait préférable d'opposer à la demande d'initiative un contre-projet. Cette proposition étant survenue à la veille de la séance où le Conseil national devait se prononcer, la commission n'avait pas eu le temps de l'étudier avec le soin voulu. Elle demanda que la chose lui fût renvoyée, ce qui fut fait. Plus tard la commission revint devant le Conseil national qui, sur sa proposition et malgré l'avis de la minorité, accepta le contre-projet que vous connaissez. L'affaire nous est revenue et votre commission s'en est occupée à nouveau en examinant spécialement et attentivement le contre-projet admis par le Conseil national. D'abord votre commission s'est trouvée divisée en majorité et en minorité. Tandis que la majorité était décidée à maintenir le point de vue du Conseil des Etats, c'est à dire à repousser purement et simplement l'initiative, la minorité, pour des raisons que nous examinerons tout à l'heure, aurait préféré adopter le contre-projet et adhérer ainsi à la décision du Conseil national. Dans une seconde réunion, les membres de la minorité, désireux que la commission se présente unanime devant le Conseil, ont renoncé à leur proposition. Vous aviez été saisis de ses propositions qui vous avaient été distribuées imprimées. Vous avez aussi reçu la nouvelle proposition de votre commission arrêtée le premier jour de la présente session. C'est donc aujourd'hui au nom de la commission unanime que nous vous présentons les propositions suivantes.

Messieurs, tout le monde dans la commission, comme aussi dans le Conseil des Etats, a été résolument opposé à l'initiative. Nous sommes convaincus que la suppression de la justice militaire telle qu'elle est demandée par l'initiative et l'introduction dans la constitution des dispositions qu'on veut y mettre constitueraient une véritable atteinte portée à notre armée en même temps que ce serait un procédé de législation absolument inadmissible. Si nous sommes tous d'accord sur le but à atteindre, c'est à dire pour

obtenir le rejet de l'initiative, nous différons sur les moyens d'y parvenir. Je tiens à dire ici que feu notre ancien collègue M. Henri Scherrer, malgré ses attaches avec les initiants, a déclaré à plusieurs reprises à la commission qu'il était lui aussi opposé à l'initiative qu'il lui reconnaissait des dangers et des inconvénients et qu'il était d'accord avec nous pour chercher le meilleur moyen de la faire rejeter.

Sans vouloir revenir sur le fond même de la question, il est bon cependant d'envisager encore une fois quelles ont été les causes du succès rapide et considérable de l'initiative. Il y a deux causes principales qui ont rendu la justice militaire et les tribunaux militaires impopulaires dans une certaine partie de notre population; tout d'abord la sévérité des peines et ensuite, spécialement dans la Suisse occidentale, le fait que pendant les années de mobilisation un beaucoup trop grand nombre de personnes civiles ont été traduites devant les tribunaux militaires. On s'est imaginé et on a répandu l'opinion qu'elles avaient été traitées avec beaucoup plus de sévérité et moins d'égards que si elles avaient dû comparaître devant les tribunaux civils. Cette dernière cause dans la Suisse romande surtout a contribué à diriger les préoccupations du public du côté de la justice militaire et à saper sa popularité.

Depuis longtemps la question de la justice militaire est discutée non seulement par les citoyens mécontents, mais aussi par les autorités responsables. Vous n'ignorez pas que le Code pénal militaire est actuellement en revision et qu'il occupe déjà notre Conseil. Les initiants voulaient satisfaire les mécontents en supprimant les minima des peines prévues dans le code, en supprimant complètement la juridiction militaire pour ce qui concerne les civils et d'une façon générale en abolissant les tribunaux militaires. En même temps ils introduisaient dans l'article constitutionnel des dispositions qui limitaient la durée des peines disciplinaires et qui garantissaient aux soldats le droit de plainte.

Mais ces améliorations, si on peut parler d'amélioration dans le cas particulier, sont prévues et très largement prévues par le nouveau code pénal militaire. La majorité du Conseil national a voté le contre-projet en vue de donner satisfaction aux mécontents, et de donner des garanties à ceux qui avaient à se plaindre de la juridiction militaire. Elle a ainsi élaboré son contre-projet destiné à servir en quelque sorte de paratonnerre à l'initiative. Notre commission ne peut pas se rallier à ce contre-projet pour les raisons suivantes. Tout d'abord j'indiquerai une raison personnelle et qui n'est peut-être pas admise par tous nos collègues: c'est que d'une façon générale, il est fâcheux d'opposer un contre-projet à une demande d'initiative. J'estime pour ma part, que lorsque la loi sur l'initiative populaire a été adoptée par les Chambres, on a eu tort de donner à celles-ci la faculté de présenter un contre-projet, et que l'on arrive par ce moyen — permettez-moi l'expression — à saboter en quelque sorte les initiatives. Ce reproche a déjà été fait à la majorité des Chambres à plus d'une reprise et nous avons entendu même quelques-uns de nos collègues qui partagent cette opinion, dire: Eh bien, puisqu'il y a des inconvénients à cette manière de faire il faut savoir en profiter quand l'occasion se présente et saisir l'occasion de nous servir de cette arme pour combattre l'initiative contre la justice militaire. Personnellement

je ne puis admettre cette manière de faire; si une chose est mauvaise en elle-même, j'estime que son usage doit être réprouvé dans toutes les occasions. A cette raison s'en ajoute une autre, au sujet de laquelle tous les membres de la commission sont unanimes. Un nouveau code pénal militaire est actuellement à l'étude qui remédiera d'une façon à peu près complète aux inconvénients de la justice militaire actuelle. L'été dernier, au moment où le Conseil national a été appelé à délibérer cette affaire, le projet de code pénal n'en était encore qu'au premier stade de la discussion. Il avait été distribué aux Chambres avec un message du Conseil fédéral. Actuellement la question a fait un pas en avant. La commission du Conseil des États s'est réunie et elle a achevé son travail. Ses propositions nous ont été distribuées; l'on peut dire que le code pénal militaire est en pleine élaboration et que l'on peut entrevoir le moment de sa mise en vigueur.

On dira peut-être qu'il s'écoulera bien des années avant que ce Code soit sous toit. La Commission estime au contraire que les Chambres doivent activer cette discussion et nous émettons le voeu que le Code pénal militaire revisé entre le plus tôt possible en vigueur, de façon à donner satisfaction aux très justes réclamations qui se sont élevées contre le régime actuel. Il a même été question dans votre commission de retarder l'examen de l'initiative de façon à laisser aux Chambres le temps de modifier le Code pénal militaire et de calmer ainsi l'opinion, de sorte que l'initiative n'ait plus sa raison d'être au moment où elle viendra devant les électeurs. Si nous n'avons pas accepté cette manière de faire c'est que nous considérons qu'il peut y avoir de graves inconvénients à retarder longtemps les questions qui sont soumises aux Chambres par voie d'initiative. Vous vous souvenez des plaintes auxquelles ont donné lieu les retards apportés à la question de la représentation proportionnelle, à celle de l'initiative contre les maisons de jeu. Mais la force des choses a été plus puissante que nous; la divergence qui s'est créée entre les deux Conseils et qui sera maintenue si vous adoptez les propositions de votre commission, peut retarder le moment où l'initiative viendra devant le peuple. Nous croyons du reste qu'en n'adoptant pas le contre-projet voté par le Conseil national, nous activerons la discussion du Code pénal militaire et qu'au contraire si l'on adopte le contre-projet qui légifère sur un certain nombre des points qui sont particulièrement attaqués, on aura ainsi fourni à l'Assemblée fédérale, une sorte d'oreiller de paresse pour retarder et allonger encore une discussion qui évidemment doit prendre une certaine ampleur. Le contre-projet du Conseil national pose certains principes et introduit des dispositions qui sont en contradiction avec le projet du Code pénal militaire et avec la législation future. C'est en particulier le cas pour la suppression du minima des peines. Cette question de la suppression a fait l'objet d'un examen très attentif de la part de votre commission et il a été reconnu qu'il était plus avantageux de ne pas supprimer les minima et de ne pas préjuger la question, de façon qu'elle soit encore intacte au moment où nous aurons à discuter le nouveau code pénal militaire; et aussi lorsque nous aurons à discuter le nouveau code pénal fédéral. Il est clair en effet que si l'on supprime les minima de peine dans le code pénal militaire, qui en principe et par défi-

inition doit être plus sévère que le code pénal ordinaire, nous serons amenés logiquement à supprimer également ces minima dans le code civil, ce qui aurait une portée infiniment plus grande que de les supprimer dans le code pénal militaire.

Enfin on a dit que le contre-projet était en quelque sorte une monstruosité au point de vue constitutionnel. En effet l'initiative ayant pris la forme de la présentation d'un article constitutionnel, le contre-projet doit revêtir la même forme. C'est donc un article constitutionnel qui serait soumis aux électeurs sous la forme du contre-projet du Conseil national. Or il paraît absolument étrange de prévoir dans un article constitutionnel des dispositions du genre de celles-ci: « Les minima des peines d'emprisonnement prévus par la législation militaire sont supprimés. Les peines disciplinaires ne peuvent être aggravées ni par réduction de l'alimentation ni par le retrait de la lumière du jour. » Ce ne sont pas là des choses qu'on puisse mettre dans la constitution, ce sont des choses qu'on met dans la loi. La constitution n'est pas là pour entrer dans des détails aussi circonstanciés.

M. le Prof. Zürcher, dans les délibérations du Conseil national, a attiré avec beaucoup de force l'attention du Conseil sur cette objection et il a présenté ses observations sous une forme assez concise pour que je me permette de les répéter ici. On ne saurait, me semble-t-il, mieux dire. M. Zürcher disait: « Encore une troisième observation qui rend aussi inacceptable le premier alinéa du contre-projet. La constitution est là pour former la fondation de la législation future, pour poser des principes sur lesquels on construira l'édifice de la législation de l'avenir. Et vous voudriez par la constitution suspendre une loi existante, une loi qui devrait être abrogée et remplacée non pas par un article constitutionnel, mais par une autre loi. »

Et M. Zürcher ajoutait qu'il se demandait si l'on se rendait bien compte de la portée de la décision que l'on prenait en supprimant les minima des peines. « Savez-vous bien vous-mêmes disait-il, ce que signifie votre décision? Veut-elle dire que vous supprimez par un article constitutionnel les minima qui existent dans la loi? Alors c'est réellement une impossibilité et une monstruosité législative d'abroger ou de modifier une loi par un article constitutionnel. Ou bien voulez-vous par cette disposition de l'article constitutionnel poser les fondements et établir le programme de la législation future? Alors je dois vous dire que la législation future s'oriente d'un autre côté et s'inspire d'un tout autre ordre d'idées. Elle s'inspire de l'idée que des peines sévères doivent être prévues, mais que dans tous les cas où un motif d'humanité, ou l'extrême nécessité dans laquelle a pu se trouver le coupable intervient, les peines peuvent être réduites. Vous avez en somme dans la législation nouvelle un système de circonstances atténuantes qui diminue la sévérité de la loi lorsque le coupable s'en montre digne. C'est là que doit être cherché le caractère général de la législation pénale modifiée. On ne doit pas être indulgent simplement envers chacun sans distinction, mais on ne doit montrer de la miséricorde et de la pitié pour les malfaiteurs que lorsqu'ils le méritent et qu'ils prouvent par leur conduite subséquente qu'ils en sont dignes. Si l'on estime que c'est bien ces principes qui doivent régner dans la législation à venir, alors il serait extrêmement re-

grettable qu'un texte constitutionnel vînt lier les mains dans un autre sens au législateur.»

Ces observations d'un homme qui a une compétence généralement reconnue dans les questions de droit pénal doivent nous faire réfléchir et entraîner notre conviction que ce n'est pas par la voie constitutionnelle que l'on doit reviser le Code pénal militaire, mais que c'est en le remplaçant par un autre code mieux étudié et mieux compris.

Une observation qui a été présentée également par notre ancien président M. Paul Scherrer doit être retenue. Comment peut-on comprendre que la constitution arrive à limiter à 10 jours les arrêts que peut prononcer un chef militaire ou dise qu'on ne peut pas mettre un soldat au pain et à l'eau ou dans un cachot obscur! Alors qu'elle n'interdit pas aux codes cantonaux de prononcer la peine de mort!

De toutes les façons dont on l'envisage, le contre-projet nous paraît devoir ne pas pouvoir prendre place dans la constitution et nous devons chercher un autre moyen de parer au danger de l'initiative. Si vous adoptez nos propositions, le Conseil des Etats du reste ne fera que rester fidèle à la décision qu'il a prise. Si la question du contre-projet n'a été soumise au Conseil national qu'au moment où celui-ci entrait en délibération, et si elle a paru aux membres de la commission assez nouvelles pour décider le renvoi de toute la question à une nouvelle session, il n'en est pas de même pour notre Conseil. Votre commission avait dès le premier abord examiné la question d'un contre-projet et j'extrais du premier rapport que nous a présenté M. Paul Scherrer la phrase suivante qui vous montrera bien que nous avons déjà examiné cette question, que le Conseil des Etats en a déjà été saisi et que ce n'est pas une nouveauté qui se présente devant nous.

M. Paul Scherrer disait: «La présentation d'un contre-projet ne peut pas à notre avis être envisagé aujourd'hui. Ce contre-projet devrait avoir la forme d'un article constitutionnel destiné à porter remède aux inconvénients que nous avons signalés. Mais pour cela il faut avoir recours simplement à une revision de la loi, parce qu'il n'est pas possible de faire tenir dans un article constitutionnel les changements et les améliorations qui sont reconnus nécessaires. Comme d'ailleurs il existe un projet qui renferme tous ces changements et ces améliorations, il n'est par conséquent pas indiqué de mettre sur pied un contre-projet.» Les conclusions de ce rapport ont été adoptées à l'unanimité des 29 voix du Conseil des Etats. Ayant ainsi formé sa conviction qu'il ne devait pas être présenté de contre-projet, votre commission a eu à s'occuper des motifs qui avaient engagé le Conseil national à en adopter un.

On a eu surtout en vue de donner des garanties aux initiants et de leur donner satisfaction sur un certain nombre de points spéciaux que le contre-projet énumère les uns après les autres.

Nous avons vu qu'à vos yeux, ces points et ces détails ne relèvent pas d'un article constitutionnel et nous avons cherché à donner les mêmes garanties sous une autre forme.

Il s'agissait en somme de faire bien saisir aux électeurs que les réformes qu'ils demandent seront obtenues mieux et d'une façon plus rationnelle par la revision du code pénal militaire que par la simple

suppression des tribunaux militaires avec tous les inconvénients qu'elle entraîne.

Pour cela nous avons adopté la forme encore de considérants dont nous vous proposons de faire précéder l'arrêté fédéral. Je sais, Messieurs, et nous l'avons entendu dire de différents côtés, que des considérants n'ont pas grande valeur, qu'on ne les lit pas et qu'on n'y attache pas une importance suffisante. Cela peut-être vrai; mais cependant je crois qu'il ne faut pas estimer trop bas le niveau de nos électeurs et que dans une question comme celle-ci, si l'on explique clairement et nettement les raisons qui dictent à l'Assemblée fédérale le conseil qu'elle donne au corps électoral, celui-ci sera assez intelligent et il aura assez d'esprit patriotique pour comprendre ces motifs sans qu'il soit besoin de leur donner la forme impérative et définitive d'un article constitutionnel.

Vous avez sous les yeux les considérants dont nous vous proposons de faire précéder notre texte. Je me permets de vous les relire en ajoutant qu'après en avoir conféré avec M. le chef du département militaire, nous avons pensé qu'on pouvait intervertir l'ordre de ces considérants et placer le dernier en tête. L'arrêté que nous vous proposons aurait la forme suivante:

«L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu l'initiative populaire en vue de l'introduction d'un article 50 bis dans la Constitution (suppression de la justice militaire) et le rapport du Conseil fédéral du 11 décembre 1911, considérant:

1° que l'initiative n'atteint pas le but, à savoir une juridiction plus douce et mieux adaptée aux idées actuelles et que la réglementation des arrêts militaires ne rentre pas dans le cadre de dispositions constitutionnelles;

2° que les défauts que présente la justice militaire sont dus à un code pénal suranné, qui n'est plus en rapport avec les conditions et les idées actuelles, ainsi qu'au manque d'une bonne organisation en matière disciplinaire;

3° que les défauts visés par les auteurs de l'initiative doivent être corrigés par voie de revision du code pénal militaire;

4° qu'une revision du code pénal militaire tendant à atténuer considérablement les peines, à réformer entièrement le droit disciplinaire et à restreindre notablement la soumission des civils à la juridiction militaire; est actuellement soumis aux délibérations de l'Assemblée fédérale;

arrête: L'initiative est soumise à la votation du peuple et des cantons avec proposition de la rejeter.»

Nous croyons que ces considérants disent à peu près tout ce qu'il y a à dire; ils le disent sous une forme qui ne paraît pas incompatible avec le respect que nous devons avoir pour la constitution et pour la législation future.

Le premier de ces considérants explique que l'initiative n'atteint pas le but, qu'elle présente des inconvénients graves. Il n'est pas besoin de revenir entre autres sur le fameux inconvénient du for, c'est-à-dire de la juridiction que l'on attribue à l'endroit où le délit a été commis. M. Scherrer vous a abondamment signalé ces inconvénients avec des détails intéressants. Le considérant dit encore que la limitation des arrêts militaires ne rentre pas dans le cadre d'un article constitutionnel.



Le deuxième considérant explique d'où proviennent les défauts de la justice militaire actuelle et le troisième indique la manière dont on doit y remédier: Corriger la loi par une autre loi et non par un article constitutionnel.

Le quatrième considérant enfin expose l'état de la question, il montre qu'elle est très avancée, que le code pénal militaire nouveau tenant compte des nécessités actuelles est actuellement soumis à nos délibérations.

Ainsi, Messieurs, nous éclairons l'opinion publique d'une façon aussi complète que possible et nous ne lions pas la législation future. Nous croyons que de cette façon on pourra, sans compromettre l'avenir, éclairer le peuple sur les véritables intérêts de l'armée et de la justice. Nous espérons que le peuple saura comprendre ce qu'il y a de dangereux et ce qu'il y avait de momentanément dans les manifestations de mécontentement et dans les sentiments qui ont dicté l'initiative. Nous vous recommandons, Messieurs, de bien vouloir accepter l'arrêté tel qu'il vous est soumis suivant la proposition de la commission du 2 décembre 1919.

**Geel:** Es ist in beiden Räten wiederholt Bezug genommen worden auf die bei den eidgenössischen Räten hängende Revision des Militärstrafgesetzbuches, bei welcher Revision eine Reihe der Wünsche der Initianten erfüllt werden sollten. Der Referent unserer Kommission hat dies ebenfalls getan und den Wunsch daran geknüpft, es möchte das revidierte Militärstrafgesetzbuch so rasch als möglich in Angriff genommen werden und in den Räten zur Behandlung kommen. Als Präsident dieser Kommission kann ich namens der Kommission Ihnen folgendes erklären. Ihre Kommission hat die Revision des Militärstrafgesetzbuches in mehreren Sitzungen während des laufenden Jahres durchberaten, und die Anträge Ihrer Kommission über die ganze Gesetzesvorlage liegen Ihnen gedruckt vor mit Datum vom 30. Oktober 1919. Wir hätten in der gegenwärtigen Session referiert, wenn nicht der im Monat November erfolgte Tod des Chefs des Justizdepartementes, des verehrten Herrn Bundesrat Müller, es uns verunmöglicht hätte. Es war nicht möglich, eine derart wichtige Vorlage im Ständerat zur Verhandlung zu bringen, ohne dass der Chef des Justizdepartementes daran teilnehmen kann. Wir sind bereit, in der nächsten Session des Ständerates über die Militärstrafgesetzbuchvorlage zu referieren.

**Wirz:** Der Sprechende hat nicht die Ehre, der Kommission anzugehören, welche diese Vorlage dem Rate unterbreitet, wohl aber ist er Mitglied der Kommission für die Revision des Militärstrafgesetzbuches, und er kann nur dasjenige bestätigen, was der Präsident dieser Kommission, unser verehrter Herr Kollege Geel, Ihnen soeben mitgeteilt hat. Die Revision des Militärstrafgesetzes hat schon verschiedene Stadien der Vorbereitung durchlaufen. Es ist den eidgenössischen Räten ein von einer Expertenkommission durchberatener Entwurf zugegangen. Die ständerätliche Kommission hat, wie Ihnen soeben Herr Geel mitgeteilt hat, diesen Entwurf in mehreren längeren Sessionen zum Gegenstand ihrer einlässlichen Beratung gemacht. Der Entwurf ist völlig spruchreif für

die Behandlung im Plenum des Rates selbst. Derselbe basiert durchaus auf den Grundsätzen, welche vom Herrn Referenten angedeutet worden und in Ziff. 2 der Vorlage enthalten sind und welche den modernen Anschauungen und Rechtstheorien entsprechen.

Nun glaube ich aber, es sei dieses Stadium der Vorbereitung unseres Entwurfes für die Redaktion des Militärstrafgesetzes in Ziff. 3 der Erwägungen, wie sie uns von der Kommission beantragt werden, nicht in genügendem Masse berücksichtigt. Es wird dort gesagt, dass der Bundesversammlung bereits ein Entwurf für eine Revision des Militärstrafgesetzbuches vorgelegt worden sei. Das ist ja vollständig zutreffend, aber es entspricht, wie ich soeben gesagt habe, dem Stadium, in welchem die Angelegenheit sich befindet, nicht genau. Dieses Stadium ist mehr vorgeückt, als diese Fassung annehmen lässt, und wie Ihnen der Herr Präsident der Militärstrafgesetzkommision mitgeteilt hat, würde dieser Entwurf schon im Verlauf der gegenwärtigen Session der eidgenössischen Räte vom Ständerat behandelt worden sein, wenn nicht der so bedauernde Hinschied von Herrn Bundesrat Müller dazwischengetreten wäre. Nun glaube ich, es sollte dieser Tatsache oder diesen Verhältnissen in der Redaktion der Erwägungen Rechnung getragen werden. Denn wir bezwecken mit den Erwägungen, weite Kreise des Volkes, welche mit der gegenwärtigen allzu drakonischen Handhabung der Militärstrafjustiz und mit den zu scharfen, den gegenwärtigen Anschauungen nicht mehr entsprechenden Bestimmungen des Militärstrafgesetzes unzufrieden sind, zu beruhigen. Darum wollen wir konstatieren, dass die Revision in nächster Aussicht steht.

Ich halte deshalb dafür, es wäre den tatsächlichen Verhältnissen besser entsprechend, wenn man sagen würde, anstatt «der Bundesversammlung bereits vorgelegt worden ist» — das ist ja schon lange geschehen, das ist eine Tatsache, die schon seit längerer Zeit, ja sogar seit weit mehr als Jahresfrist der Vergangenheit angehört — dass diese Vorlage von den eidgenössischen Räten in kürzester Frist durchberaten wird. Ich glaube, wir können dem Volke unbedenklich diese Zusicherung geben, da die Kommission des Militärstrafgesetzbuches bereit ist, in der nächsten Session darüber zu referieren. Es schafft in weiten Kreisen, die an der drakonischen Militärstrafgesetzgebung Anstoss nehmen, eine weit grössere Beruhigung, wenn wir ausdrücklich erklären und in die Vorlage die bestimmte Zusicherung aufnehmen, dass wir in der Bundesversammlung diese Vorlage in kürzester Frist beraten werden.

Es ist sehr zweierlei, ob eine Vorlage erst an die Bundesversammlung gelangt sei, oder ob sie von den eidgenössischen Räten in kürzester Frist durchberaten werde. Ich glaube, wir sollten die letztere Fassung annehmen, weil sie den Tatsachen besser entspricht als die Fassung der Kommission, und weil sie den Zweck der Beruhigung weiter Kreise des Volkes besser erreicht. Darum möchte ich Ihnen zu bedenken geben, ob nicht die Vorlage der Kommission redaktionell in dem Sinne abgeändert und, nach meinem Dafürhalten, verbessert werden könnte, dass man sagt, es sei diese Vorlage nicht bloss bereits an die Bundesversammlung gelangt, sondern sie werde von der Bundesversammlung in kürzester Frist durchberaten werden. Ich glaube, dass das von entscheidendem Werte ist angesichts der Initiative auf Abschaffung

der Militärjustiz, die wir ja bei unserer ersten Beratung einstimmig abgelehnt haben, und dass meine Fassung eher dazu beitragen wird, auch im Volke die Ueberzeugung zu bestärken, dass die Abschaffung der Militärjustiz nicht gerechtfertigt sei und dass den Mängeln, welche dem gegenwärtigen Militärstrafgesetzbuch anhaften, in kürzester Frist auf dem Wege der Revision des Gesetzes oder durch Erlass eines neuen Gesetzes Abhilfe geschaffen werde. Darum möchte ich die veränderte Fassung vorschlagen. Ich glaube, auch der Nationalrat wird keinen Anstand nehmen, der Fassung beizustimmen, und zwar um so weniger, weil sie den tatsächlichen Verhältnissen und dem Stand, in welchem die Angelegenheit sich befindet, durchaus entspricht.

**M. de Meuron**, rapporteur de commission: L'observation présentée par M. Wirz me fait constater qu'il y a une certaine divergence entre le texte allemand et le texte français des considérants. Le texte allemand dit: «... dass ein Entwurf zur Revision des Militärstrafgesetzes der Bundesversammlung bereits vorgelegt ist», tandis que nous disons: «que la revision du code pénal est actuellement soumise aux délibérations de l'Assemblée fédérale».

Ce n'est pas tout à fait la même chose. Si la traduction allemande avait été faite d'une manière tout à fait exacte on aurait dit: «dass ein Entwurf zur Revision des Militärstrafgesetzes bei der Bundesversammlung in Beratung vorliegt».

Au sujet de la proposition de M. Wirz, je dois dire que je n'aime pas beaucoup que dans des considérants de ce genre on parle au futur. Les partisans de l'initiative s'empareraient vite de ce futur pour dire: «On nous dit que ce sera prochainement admis...» C'est un bon billet! On peut broder là-dessus, et il vaut mieux s'en tenir au fait et dire: la situation est telle, c'est-à-dire employer le présent «est soumis». C'est un fait que personne ne peut nier, il vient encore d'être déclaré ici par le président de la commission du code militaire. Je propose donc de rectifier la traduction allemande.

**Wirz**: Nach dem Antrage, den Herr Kollege de Meuron soeben gestellt hat, welcher eine durchaus korrekte Uebersetzung des französischen Textes enthält und meinem Gedanken vollständig Rechnung trägt, kann ich mich den Aeusserungen und dem Antrage des Referenten der Kommission anschliessen. Die Fassung des Herrn de Meuron ist etwas wesentlich Verschiedenes von demjenigen, was in der deutschen Uebersetzung gesagt wird. Es ist dem Gedanken, den ich in meinem Antrage formuliert habe, Rechnung getragen, indem ausgedrückt wird, dass nicht bloss die Vorlage des Bundesrates an die eidgenössischen Räte gelangt ist, sondern dass diese Vorlage von den Räten schon in Beratung gezogen wurde. Ich erkläre mich einverstanden mit den Aeusserungen und mit dem Antrage des Herrn de Meuron, weil dadurch meinem Antrage Genüge geschehen ist.

**M. le président**: M. Wirz s'est déclaré d'accord avec la proposition de la commission concernant le chiffre 3 sous la réserve d'une meilleure rédaction allemande et qui soit plus conforme au texte français.

*Titel und Ingress*

Angenommen. — (Adoptés.)

*Erwägungen 1—4.*

Angenommen. — (Adoptés.)

*Dispositiv.*

**M. Fazy**: Je vous demande bien pardon, j'arrive à l'instant, de prendre la parole sur cette question. Toutefois, je tiens à déclarer qu'en ce qui me concerne personnellement, je voterai le texte qui nous est proposé, mais avec un amendement. Au paragraphe 3, il est question de restreindre notablement la soumission des civils à la juridiction militaire. Sous ce rapport, j'avoue que je ne puis pas être d'accord avec la proposition de la commission du Conseil des Etats. J'estime qu'en ce qui concerne les civils, le droit commun doit être maintenu purement et simplement. Toutes les fois qu'il y a conflit de juridiction entre la juridiction militaire et la juridiction civile, j'estime que la juridiction civile doit l'emporter sur la juridiction militaire. Je sais très bien que je suis en minorité. Je suis peut-être tout seul, mais cela m'est parfaitement indifférent. C'est pour moi une question de principe et de principe essentiel.

Je ne veux pas examiner aujourd'hui la question en elle-même du maintien de la juridiction militaire. C'est une question très délicate, compliquée, sur laquelle je n'ai pas des idées parfaitement arrêtées. Mais alors, toutes les fois qu'il y a un conflit entre la juridiction militaire et la juridiction civile, j'estime que c'est la juridiction civile qui doit l'emporter sur la juridiction militaire.

Voilà ce que je tenais à dire en quelques mots afin de motiver mon vote.

Donc en ce qui me concerne, je demande de restreindre notablement la soumission des civils à la juridiction militaire, attendu que je ne puis pas admettre que le civil soit soumis à la juridiction militaire.

**M. de Meuron**, rapporteur de la commission: J'ai quelque peine de saisir la portée de la proposition de M. Fazy. Supprimer ce que nous avons mis là serait, me semble-t-il, accentuer le mal dont il se plaint. Ce que nous donnons est précisément une garantie que le nouveau code pénal militaire diminuera dans une très forte proportion, dans une proportion qu'on nous a dit aller jusqu'aux neuf-dixièmes des cas où les civils seront soumis aux tribunaux militaires. Il est absolument impossible de supprimer complètement la juridiction des civils au pouvoir militaire. Ce qu'on peut faire, c'est la réduire, comme le fait le code pénal militaire, aux cas seulement où les civils ont commis des délits prévus par le code pénal militaire. Actuellement, ce qui a causé le mécontentement et l'esprit, on peut presque dire de révolte contre certains tribunaux militaires, c'est qu'on a soumis aux tribunaux militaires des gens qui avaient commis des délits qui n'avaient rien de militaire du tout. Je citerai par exemple les meuniers qui au lieu de faire de la

farine grise faisaient de la farine trop blanche : on les a traînés devant les tribunaux militaires. Des bouchers qui avaient vendu de la viande trop bon marché étaient également traînés devant les tribunaux militaires. C'est cela qui a soulevé l'opinion publique. Mais si un bonhomme habillé en civil entre dans une caserne et cherche à attaquer une sentinelle, si un individu fait de l'espionnage en temps de guerre, s'il est pris en flagrant délit de trahison, il me semble qu'il est absolument naturel que ce soient les tribunaux militaires qui aient à juger ces délits de nature absolument militaire. Ce n'est pas l'habit que porte le coupable qui fait que le délit est de nature militaire ou de nature civile, c'est la nature de l'acte accompli. Et nous avons acquis la conviction — car ce sont des membres de notre commission qui font partie de la commission du nouveau code pénal militaire qui nous l'ont dit que ce nouveau code restreignait absolument et supprimait d'une manière complète tous ces cas, si nombreux en 1914, 1915, 1916 et 1917, qui ont soulevé l'opinion publique. Nous ne verrons plus se produire ce qui s'est produit et nous pouvons en avoir la garantie dans le nouveau code. C'est cette constatation seule que nous voulons faire.

**M. Fazy:** J'avoue que les arguments de notre collègue M. de Meuron ne m'ont pas convaincu. Je veux prendre un exemple qu'il vient lui-même d'indiquer, c'est l'exemple de l'espionnage. Je ne sais pas pourquoi on considère l'espionnage comme un délit militaire plutôt que comme un délit civil, car il n'y a aucun motif quelconque pour qu'un individu qui fait de l'espionnage et trahit son pays, soit soumis à la juridiction militaire plutôt qu'à la juridiction civile. L'un des exemples cités par notre honorable collègue me paraît donc absolument erroné.

Je reconnais sans pouvoir indiquer des cas, qu'il peut y avoir telles circonstances où les arguments présentés par notre collègue M. de Meuron peuvent être invoqués. Mais alors, Messieurs, et c'est une concession que je fais très volontiers d'autant plus que je suis parfaitement fixé sur le résultat de la votation, je crois que le Conseil des Etats sera bien inspiré en modifiant la rédaction de la commission dans ce sens : ---« à supprimer dans tous les cas où ce sera possible, la soumission des civils à la juridiction militaire. » Je crois que sous cette forme-là un peu plus accentuée, l'arrêté serait préférable et M. de Meuron lui-même serait disposé, je pense à accepter cette rédaction,

**M. de Meuron, rapporteur de la commission:** Je dois respectueusement faire observer à M. Fazy que ce que nous mettons dans cet article n'est pas un texte positif et que nous ne pouvons faire ici que des constatations (M. Fazy: C'est cela). Or, si vous voulez faire cette constatation, elle serait contraire au fait. (M. Fazy: Pourquoi ?) Parce que le nouveau code pénal militaire n'ira pas jusque là. Nous devons constater ce qui est. Nous avons sous les yeux l'avant-projet du code pénal militaire et nous constatons que les propositions qui sont faites — je ne sais pas si M. Fazy a entendu tout à l'heure le rapport que j'ai présenté — sont différentes. Il ne s'agit pas de légiférer constitutionnellement sur cette question. Nous voulons laisser à la loi future le soin d'opérer les améliorations néces-

saires. Nous ne pouvons faire ici que de simples constatations sur ce qui est dans le projet actuellement soumis à la commission. Nous ne pouvons guère aller au-delà, me semble-t-il, et nous ne pouvons pas apporter de modification à un projet qui n'est pas actuellement en délibération. Les observations de Monsieur Fazy seront parfaitement en place et pourront être discutées avec beaucoup de fruit au moment où nous discuterons le nouveau code pénal militaire. A ce moment-là nous aurons à envisager toutes les questions que M. Fazy soulève, et je dois dire que personnellement je ne serai pas loin de les appuyer et de me rallier à son point de vue, mais chaque chose en son temps. Ici nous nous bornons à parler de l'initiative, nous ne discutons pas le code, nous nous bornons à constater l'état des travaux qui s'y rapportent.

**M. le Président:** M. Fazy, maintient-il sa proposition d'amendement ?

**M. Fazy:** Je reconnais que la réponse de l'honorable M. de Meuron est dans une certaine mesure satisfaisante, mais j'aurais voulu, j'aurais désiré que dans la rédaction des considérants on indiquât quelque chose de plus accentué dans le sens de la restriction des tribunaux militaires. Je trouve que la rédaction proposée par la commission est un peu floue, un peu vague. J'aurais voulu quelque chose de plus positif indiquant particulièrement l'idée de la suppression de la juridiction militaire pour les civils. Mais en présence des observations de M. de Meuron qui reconnaît lui-même que lorsque la discussion du code pénal viendra devant les Chambres, il y aura lieu d'amender dans ce sens — je ne maintiens pas ma proposition. Je tenais à faire mes réserves, parce que j'estime que dans la rédaction définitive du code pénal il sera absolument essentiel d'introduire des modifications considérables.

Il ne faut pas aller contre un courant populaire qui est incontestable, celui de la suppression pure et simple de la juridiction militaire. Je reconnais cependant que c'est aller trop loin. Il y a des cas où la juridiction militaire se conçoit et s'explique, mais d'autre part j'estime que nous devons marcher dans la voie de la suppression totale de toute intervention des tribunaux militaires à l'égard des civils, car, Messieurs, nous devons rentrer dans le droit commun et accepter sans réserve la prépondérance du pouvoir civil sur le pouvoir militaire et, par conséquent, la prépondérance des tribunaux civils sur les tribunaux militaires. Sur ce point je suis absolument intransigeant, mais je reconnais que du moment que l'on ne discute pas aujourd'hui le code pénal, on peut passer expédient sur les observations que j'ai formulées.

Angenommen. — (Adopté.)

Gesamtstimmung. — Votation sur l'ensemble.

Für Annahme der Vorlage

27 Stimmen  
(Mehrheit)

An den Nationalrat.  
(Au Conseil national.)

## **Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme zum Volksbegehren**

## **Suppression de la justice militaire (Préavis sur l'initiative populaire).**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1919
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	987
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.12.1919 - 09:00
Date	
Data	
Seite	630-636
Page	
Pagina	
Ref. No	20 028 882

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Sitzung vom 14. Februar 1920,  
vormittags 8½ Uhr.**

*Séance du 14 février 1920, à 8½ heures  
du matin.*

Vorsitz: }  
Présidence: } M. Pettavel.

**987. Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme  
zum Volksbegehren).**

*Suppression de la justice militaire (Préavis sur l'initiative  
populaire).*

Differenzen. — *Divergences.*

**Geel**, Berichterstatter der Kommission: Der Ständerat hatte mit Beschluss vom 11. Dezember 1918 gemäss Vorschlag des Bundesrates beschlossen, dem Volke und den Ständen das Initiativbegehren mit dem Antrage auf Verwerfung zur Abstimmung vorzulegen. Der Nationalrat hat dann seinerseits am 16. September 1919 zwar diesem Antrage des Ständerates auf Vorlage des Initiativbegehrens zur Verwerfung zugestimmt, aber beantragt, an Stelle dieses Vorschlages einen andern Verfassungsartikel dem Volke und den Ständen zur Annahme zu unterbreiten, einen Verfassungsartikel, der eine Reihe von Bestimmungen enthielt, die für die Militärstrafgesetzgebung, für die Militärgerichtsbarkeit und für das Disziplinarverfahren massgebend sein sollten. Der Ständerat hat am 12. Dezember 1919 diesen neuen Antrag des Nationalrates gestrichen, dagegen seinem eigenen Antrag auf Verwerfung des Initiativbegehrens vier Erwägungen vorangestellt; sie besagten in der Hauptsache, dass der Zweck des Volksbegehrens nur durch eine zeitgemässe Revision des veralteten Militärstrafgesetzes und des Disziplinarstrafwesens erreicht werden könne und dass diese Revision bei den eidgenössischen Räten in Beratung stehe. Der Nationalrat hat mit Schlussnahme vom 11. laufenden Monats die Aufnahme dieser ständerätlichen Erwägungen abgelehnt, aber seinen früheren Gegenvorschlag fallen gelassen und hat den ursprünglichen Antrag des Bundesrates auf Verwerfung des Initiativbegehrens wieder aufgenommen.

Die Differenz besteht also lediglich in der Frage, ob die Erwägungen, die wir unterm 12. Dezember 1919 unserer damaligen Schlussnahme vorangestellt hatten, beibehalten werden wollen nach unserer

Schlussnahme oder nach Schlussnahme des Nationalrates gestrichen werden sollen.

Ueber die Gründe, die den Nationalrat bestimmt haben, die Erwägungen des Ständerates zu streichen, habe ich im wesentlichen folgendes in Erfahrung gebracht. Einmal hält der Nationalrat formell das Vorgehen des Ständerates für eine vollständige Neuerung. Es sei etwas ganz Ungewohntes, den Antrag auf Annahme oder Verwerfung eines Initiativbegehrens mit Erwägungen, mit Leitsätzen zu begleiten. Es sei nicht wünschenswert, dass dieses Verfahren Schule mache. Es empfehle sich aber auch aus einem sachlichen Grund nicht, weil nämlich derartige Erwägungen meist unvollständig, nicht erschöpfend seien und für die Geltendmachung von andern Gründen eine gewisse Hemmung bilden. Die ständerätlichen Erwägungen seien im übrigen inhaltlich durchaus zutreffend, können aber richtiger in der Presse und in den Versammlungen vorgebracht werden.

Ihre Kommission bedauert zwar das Fallenlassen der von uns beschlossenen Motive zum Verfassungsantrag. Sie misst dem Umstande eine nicht zu unterschätzende Bedeutung bei, dass die Gründe zum Verwerfungsantrag allen stimmfähigen Bürgern gedruckt und direkt zur Kenntnis gebracht würden. Allein ausschlaggebend und entscheidend ist das schliesslich nicht. Was im Wortlaut unserer Beschlussfassung vom 12. Dezember 1919 Wahres, Richtiges und Ueberzeugendes enthalten ist, verliert ja den Wert nicht durch die formelle Streichung, sondern kann zu geeigneter Zeit und in geeigneter Form in anderer Weise geltend gemacht werden.

Es ist auch zuzugeben, dass die nunmehr vorliegende nationalrätliche Schlussnahme, die mit dem ursprünglichen Antrage des Bundesrates und mit unserer ersten Schlussnahme vom 11. Dezember 1919 übereinstimmt, eine einfache klare Formel schafft, die gerade durch ihre Einfachheit und durch ihre kurze Entschiedenheit wirken kann. Aus diesen Gründen, und um die parlamentarische Entscheidung über das Initiativbegehren nicht weiter zu verzögern, beantragt Ihre Kommission, der Schlussnahme des Nationalrates zuzustimmen.

*Abstimmung. — Votation.*

Für Annahme des Kommissionsantrages 21 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*Schlussabstimmung. — Votation finale.*

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 22 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat.  
(Au Conseil national.)

**Schluss des stenographischen Bülletins der Februar-Session.**  
*Fin du Bulletin sténographique de la session de février.*

**Aufhebung der Militärjustiz (Stellungnahme zum Volksbegehren).**

**Suppression de la justice militaire (Préavis sur l'initiative populaire).**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1920
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	987
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.02.1920 - 08:30
Date	
Data	
Seite	12-12
Page	
Pagina	
Ref. No	20 028 915

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.